

Ultimes négociations pour tenter de sauver Creusot-Loire

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 17 à 22

Michel Foucault, les plaisirs et la morale

Fragile croissance

Les vieilles lunes de la croissance continuent de briller. Quelles que soient les réserves qu'il est naturel d'émettre sur cette quantification du bonheur des peuples, la recherche du plus fort produit national brut possible préoccupe au premier chef les divers gouvernements du monde. Dans cette optique, une certaine haine, née de l'année 1984, comme l'appartenance des prévisions que vient de publier l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

De fait, les experts du châtiment de la Muette-estiment que la croissance pour l'ensemble des vingt-quatre pays membres dépasserait 4 % cette année, ce qui constituerait le taux le plus élevé depuis les 4,8 % de 1976. On est loin du rythme atteint dans les années d'avant crise, le record ayant été, ironiquement, enregistré en 1973 avec un taux de 6,1 % et les pays industrialisés tournant à une moyenne de près de 5 % l'an. Mais le résultat semble effacer les deux années négatives que furent 1975 et 1982. Tout paraît pour le moment mal dans le pire des mondes possibles.

Toutefois, un amer constat résulte d'un examen des différentes performances nationales. Au lendemain d'élections européennes détonnantes de leurs ambitions légitimes par des intérêts partisans, la CEE est distancée dans cette course à la croissance. Prisonnière de ses multiples rigidités économiques, sociales et politiques, incapable de créer un espace neuf, elle résisterait cette année un score près de deux fois inférieur à la moyenne générale.

En contrepoint, alors que le chômage diminuerait légèrement dans l'ensemble de l'OCDE, le nombre des personnes sans emploi continuerait d'augmenter dans les pays de la Communauté pour représenter plus de 10 % de leur population. L'Europe au sens large - soit dix-neuf pays - compterait alors près de 19 millions de chômeurs sur un total de 31 millions pour l'ensemble de l'Organisation. De plus, le taux de chômage serait particulièrement élevé parmi les jeunes de moins de vingt-quatre ans.

Dans ce domaine de l'emploi, le proche avenir s'annonce encore plus sombre, alors que les experts de l'OCDE s'attendent à un sensible ralentissement de la croissance en 1985. Le chômage dans la CEE atteindrait l'an prochain 10,5 % de la population active, et pour les pays européens de l'Organisation le nombre des personnes sans emploi serait de 19,5 millions. Ainsi, moins de deux ans après la sortie de la récession, le monde occidental connaîtrait une pause fâcheuse en l'état actuel de l'imagination et de la gestion économiques, du fait surtout d'une décadence de l'activité américaine.

Ce sont en effet les États-Unis qui ont jusqu'à présent tiré les autres pays, ayant été responsables cette année, au dire des experts, d'un tiers des résultats obtenus par l'ensemble de leurs partenaires. Or deux phénomènes, le déficit budgétaire et le déséquilibre extérieur des États-Unis, qui ont plutôt favorisé la reprise, font entrer l'économie mondiale dans des « eaux inconnues ».

Dès lors se présente le risque d'un redémarrage avorté avec le maintien du chômage à des niveaux inacceptables. « Assurer une croissance durable », tel est le titre de l'édition du document de l'OCDE. Définir une autre croissance qui prenne en compte les besoins réels des pays en développement et non pas les intérêts mercantiles des nations industrialisées, tel pourrait être l'enjeu de cette fin de siècle. Au lieu de se quereller entre pays encore riches, il serait souhaitable que la Communauté soit dans cette recherche à la hauteur de son nom.

(Lire nos informations page 30.)

Le gouvernement est divisé sur la taxe professionnelle

M. Mauroy propose sa quasi-suppression
M. Delors veut seulement en limiter les excès

Est-il possible, est-il souhaitable, de modifier profondément notre système fiscal, alors que le pouvoir sort affaibli de la consultation électorale de dimanche et que des problèmes importants - ces jours-ci le voyage à Moscou - occupent en grande partie le temps de M. Mitterrand ?

Ces questions sont, bien sûr, au centre des réflexions du gouvernement - du premier ministre en particulier - au moment où des décisions capitales doivent être prises pour la préparation du budget de l'État en 1985 : suppression ou non de la taxe professionnelle, ampleur de la réduction de l'impôt sur le revenu, ampleur de la réduction des dépenses publiques et sociales.

Capitales, ces décisions le sont pour deux raisons au moins. La première est l'extraordinaire effort d'économies que l'État va devoir consentir sur ses dépenses afin d'empêcher que le déficit budgétaire ne dérive très au-delà des pourcentages atteints ces dernières années (3 % du produit national), une dérive qui, en se prolongeant, entraînerait l'inflation. En 1983 déjà, les limites qu'avait fixées M. Mitterrand ont été franchies. Tout laisse supposer qu'il en sera de même cette année. Pourtant - et on ne l'a pas assez vu - pour la première fois depuis 1974, les dépenses publiques ont, l'année dernière, été inférieures de 7 milliards de francs au revenu, à ce qui avait été prévu initialement dans le budget voté fin 1982 par le Parlement. Ce sont les recettes qui ont fait défaut. Un tel résultat on dit long sur l'infatigable rigueur avec laquelle la Rue de Rivoli - coupe lentement mais sûrement - dans les dépenses.

Certes bien des choses restent à faire. On n'a toujours pas touché aux grands projets archaïques ou d'urbanisme, coûteux même s'ils sont intéressants : musée d'Orsay, musée de la Ville, transfert du ministère des Finances, trois projets déjà largement engagés ; Opéra de la Bastille, Arc de triomphe de la Défense, Cité de la musique de La Villette. Seule l'Exposition universelle a jusqu'ici fait les frais de la dureté des temps. De même une partie des économies réalisées par l'État sont-elles en trompe-l'œil, dans la mesure où la puissance publique a de plus en plus tendance depuis deux ans, à saturer ses déficits, c'est-à-dire à faire supporter par

d'autres (Caisse des dépôts et consignations, entreprises publiques ou semi-publiques, collectivités locales...) des dépenses qu'elle assumerait jusqu'à présent.

Cela étant dit, le rétrécissement de la dépense publique est bien réel, comme le montre en particulier l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires et leur recrutement. C'est dire les énormes problèmes que soulève la nécessité de continuer dans cette voie (on commence tous jours par le plus facile...). M. Marchais ne s'y était pas trompé, laissant exploser sa fureur au début de mai après que M. Delors avait annoncé que « le budget de 1985 serait d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 ».

Les décisions que va prendre le gouvernement pour préparer le bud-

get de 1985 sont d'autant plus capitales qu'elles doivent être aggravées par les conséquences de la promesse faite en septembre 1983 par M. Mitterrand - promesse confirmée le 18 janvier 1984 - de diminuer d'un point, l'année prochaine, le poids de ce que l'on appelle les prélèvements obligatoires, c'est-à-dire les impôts d'État, ceux des collectivités locales, les cotisations de sécurité sociale.

Politiquement habile (elle enlève à M. Chirac un très bon argument électoral), psychologiquement fondée (des prélèvements importants émeuvent sérieusement le goût du travail et encourage la fraude), la promesse de M. Mitterrand était imprudente.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 31.)

Les dossiers du « Monde »

Le Front national et l'extrême droite

LIRE PAGE 10

Le sommet de Carthage

Les pays latino-américains n'iront pas jusqu'à réclamer un moratoire généralisé

LIRE PAGE 31 L'ARTICLE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

JACQUES DESPRES

L'élargissement de la CEE

La négociation pour l'adhésion de l'Espagne est ouverte

LIRE PAGE 33 L'ARTICLE DE PHILIPPE LEMAITRE

L'économie des extraterrestres

par PIERRE DROUIN

La valse des armes a repris à travers le monde. L'intensification de la guerre entre l'Irak et l'Iran, les risques nouveaux pesant sur les pays du Golfe, conduisent les grands marchands de missiles, notamment, à se froter les mains. Mais, contrairement à ce que pensent certains analystes, ces activités ne profitent pas aux économies des grands fournisseurs : États-Unis, URSS, France.

Comme les dépenses de santé, les dépenses de mort croissent plus vite que le PNB. Étrange ? Non, la sécurité, si elle est militaire, n'a pas de

prix pour les gouvernements, ni pour les particuliers si elle est sociale. Quels que soient les aléas de la conjoncture, les dépenses d'armement absorbent, depuis plus de trente-cinq ans, de 5 à 8 % de la production économique mondiale. Quadruplement du prix du pétrole, crises n'y font : malgré le coût démesuré des innovations militaires, près d'un tiers des dépenses mondiales de recherche et développement continue d'aller au secteur militaire (1).

Avec le ralentissement de la croissance, n'approche-t-on pas d'un seuil d'intolérance ? Il est vrai que les dépenses militaires peuvent stimuler l'économie à court terme grâce à un effet multiplicateur. Mais rien n'indique qu'une augmentation correspondante des dépenses civiles n'aurait pas un résultat au moins équivalent (2). Selon certaines études dignes de foi, 1 milliard de dollars dépensés à des fins civiles permettrait en général de créer deux à quatre fois plus d'emplois que la même somme affectée à des fins militaires. En outre, lorsque les facteurs de production sont pleinement utilisés, les dépenses militaires causent des pressions inflationnistes supplémentaires. L'importance des retombées civiles des techniques militaires a été fort exagérée ou très mal comprise.

Dans un petit livre qui vient de paraître sous le titre *La Voix des paysans* (3), J.-K. Galbraith rappelle l'étude de Ruth Leger Givard (4) qui aboutit à cette conclusion : « Sur les dix pays développés pour lesquels on dispose de données concernant les années 1960-1979,

les deux pays qui ont connu la croissance la plus lente en matière d'investissements et de productivité industrielle (le Royaume-Uni et les États-Unis) sont ceux où les dépenses militaires sont les plus élevées par rapport au PNB. Les meilleurs résultats pour la productivité sont observés au Japon, où la proportion dépenses militaires-PNB est très faible et où la productivité a crû au taux stupéfiant de 8 % par an. »

(Lire la suite page 2.)

Ces aménagements de la loi électorale ne régleront pas pour autant toutes les difficultés, comme l'a fait remarquer M. Nicolas Alfonsi (MRG, Corse du Sud) : « La réalité insulaire est bien trop complexe : les comportements anciens continuent à prévaloir ; il faut qu'ils changent. » Il a rappelé les divisions de l'opposition mais aussi l'attitude de « tel syndicat de la nouvelle gauche qui se rend en délégation chez le préfet parce qu'un syndicat d'origine continentale a été plastiqué, et qui deux jours après réclame la certification des emplois ».

THÉRIER BRÉHIER.

(Lire la suite page 8.)

UN ENTRETIEN AVEC M. MAURICE FLEURET

Musiques en fête

A l'occasion de la Fête de la Musique organisée, Jeudi 21 juin, par le ministère de la culture, M. Maurice Fleuret, directeur de la musique et de l'information, fait le point sur la politique de son département.

« La Fête de la Musique, nous a-t-il déclaré, n'est pas seulement une occasion de réjouissances : elle est aussi un moyen de montrer à tous que la musique représente un phénomène social tel qu'il est indispensable de l'intégrer dans les préoccupations et les choix politiques ; je dirais même qu'elle fait apparaître l'importance d'un électoral musical dont les candidats aux dernières municipales se sont d'ailleurs fort préoccupés... »

« La vie musicale, en effet, ce n'est pas seulement le dernier concert de Boulez, une grève à

l'Opéra ou le chat dans la gorge de telle opulente cantatrice. C'est une infinité de manifestations, d'institutions et d'efforts qui n'apparaissent que rarement dans l'information, un front très large que nous nous efforçons de tenir et qui va des chorales d'amateurs à l'École de chant de l'Opéra, des cornemuseux bretons à l'Orchestre de Paris.

« Notre souci principal reste celui de l'éducation, qui commande le développement de la musique et de la société, et demande un travail long, ingrat, que nous poursuivons avec le ministère de l'éducation nationale, mais aussi les collectivités locales et les associations de toutes sortes dont le rôle sur le terrain est capital... »

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT

(Lire la suite page 24)

AU JOUR LE JOUR

Nous avons eu l'ouverture pour un septennat, ample, triomphale. Puis ce fut la musique de chambre apaisante de l'état de grâce, mouvement plus pacifié.

Virent les premières fausses notes jaillies des urnes, l'unisson de la gauche tournant à la cacophonie.

La droite de l'orchestre se lança dans un crescendo terri-

Symphonie

fiant. Sonnerent les trompettes de M. Chirac, vibra la violoncelle de M. Barre. Un accordéoniste s'efforçait vainement de couvrir le tout.

Quand surgit, du fond des âges, la fanfare militaire de M. Le Pen. Dans la grande tradition de la grosse caisse française.

BRUNO FRAPPAT.

Françoise SAGAN



Avec mon meilleur souvenir

« Un hommage attentif, intelligent et modeste à ceux qu'elle a su rencontrer et aimer. »

Justine Savigneau / Le Monde

« Sans doute le plus séduisant des livres de Sagan. »

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Ce livre a une qualité rare : il laisse le lecteur gai et bon. »

Bernard Pivot

GALLIMARD

nrf

Le Monde

idées

L'économie des extraterrestres

(Suite de la première page.)

En revanche, une des branches de l'effort militaire se « civilise » de plus en plus : la conquête de l'espace. Les espoirs que Reagan a placés dans l'installation d'une station orbitale au début de la prochaine décennie ne sont pas minces. Il a parié d'une « nouvelle frontière » (5). La performance commerciale des satellites de communication et d'observation a introduit, en effet, une autre perspective. On commence à penser à l'amortissement des investissements spatiaux, ce qui n'avait pas de sens — sauf en cas de guerre — pour les productions militaires.

Malgré les longs décalages (plus de quinze ans) entre les découvertes des technologies spatiales et leur « déclassification » pour des utilisations civiles, « l'économie a fait sa rentrée dans l'espace et son rôle ne fera que s'accroître ». D'intéressantes considérations sur cet aspect de l'économie... des extraterrestres, figurent dans un rapport de Mahdi Elmandjra pour l'Académie du royaume du Maroc (6).

Les satellites civils se répartissent ainsi suivant leur fonction : communication, 60 % ; observation terrestre, 30 % ; expériences scientifiques, 10 %. Toutes les études concordent : l'information est déjà et restera pour les trente ou quarante années à venir la principale source de revenus provenant de l'utilisation de l'espace. Selon une étude faite aux États-Unis pour la NASA, 10 milliards de dollars de revenus sont à escompter de l'industrialisation de l'espace en 1990, 40 milliards en l'an 2000 et 150 milliards en l'an 2010. Ensuite, l'information ne sera plus l'unique source de revenus « spatiaux » : la fourniture d'énergie solaire et la fabrication dans les stations de l'espace de matériaux participeront à concurrence de 35 % et 10 % respectivement au montant total des revenus.

Aux États-Unis, le secteur privé se prépare à une entrée en force dans la commercialisation des services et produits spatiaux. En septembre 1983, la firme Fairchild Space and Electronics Corporation a conclu un accord avec la NASA pour l'entrée en service, en 1987, de *Leascraft*, qui sera la première plate-forme spatiale récupérable à être gérée commercialement. Elle sera mise en orbite par la navette. La NASA a signalé qu'elle était prête à absorber certains frais des entreprises industrielles spatiales, sous forme de lancements gratuits de satellites, si les projets sont commercialement viables.

Encore limitées, les applications civiles découlant des retombées de la recherche spatiale ont déjà d'importants effets sur les autres secteurs de l'économie (navigation aérienne et maritime, transports, téléphone, télévision, alimentation, médecine, informatique, robotique, télématique, pêche, industrie pétrolière, gestion urbaine, etc.).

La rentabilité économique des investissements dans les activités spatiales soulève peu de doutes aujourd'hui. Le laboratoire scientifique européen SpaceLab a coûté près de 1 milliard de dollars et sa performance au cours du vol de décembre 1983 a été remarquable.

Si les données concernant les soixante-douze expériences scientifiques qu'il a transmises étaient alignées, caractéristique par caractère, elles formeraient une ligne dont la longueur serait égale à la distance qui sépare la Terre de la Lune, notait M. Elmandjra dans son rapport. De tels développements apportent des changements structurels dans la recherche scientifique, qui se répètent par la suite sur les structures économiques et socioculturelles.

Précisément, il y a un gouffre entre le poids accordé au militaire et à l'économie dans les politiques de l'espace et celui qui revient au socioculturel. La conquête de l'espace est à la fois source et produit de l'innovation technologique. Malheureusement, l'homme est « objet, cible, consommateur et robot de l'espace, mais il est bien loin d'en devenir le sujet ». Les sciences humaines vont-elles davantage porter leur recherche sur ces implications de l'activité extraterrestre ?

Le tiers-monde, sur quelle orbite ?

Il est un aspect bien ignoré également des premiers économistes de l'espace : la place du tiers-monde. « Satellite, mais sur quelle orbite ? », demande M. Elmandjra. Hormis la Chine, l'Inde et trois ou quatre pays, le tiers-monde est pour le moment en dehors de la course. Pourtant, n'est-ce pas lui qui en subira les plus grandes conséquences socioculturelles sous la forme de transmission de programmes télévisés notamment ? En revanche, gros acheteur d'armes en provenance des pays industrialisés, les pays du tiers-monde se trouvent par là même financer une partie de la recherche spatiale, quand on sait le lien intime qui existe financièrement entre l'industrie de l'armement et celle de l'espace.

L'industrie spatiale est encore très largement dominée par les États-Unis (82 % en 1980, contre 99 % en 1965). Dans l'esprit de l'actuelle administration Reagan, l'industrie doit prendre en charge une part de plus en plus importante du développement des nouvelles applications commerciales de l'espace (7). Sur ce terrain, l'URSS n'est pas très avancée (malgré la proposition faite à l'Organisation internationale de télécommunication maritime, Immarsat, de lancer ses prochains satellites par un lanceur soviétique).

Quant à l'Europe, elle retire les premiers bénéfices de l'économie des extraterrestres, notamment grâce au programme Ariane. Comme l'écrivait récemment Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales (CNES), il faudrait « définir un nouveau paquet de programmes qui prenne le relais de celui qui vient maintenant à son terme et croire assez à l'Europe pour continuer à mener résolument une politique indépendante de lancements et pour définir des activités dans l'espace qui nous conviennent, même si elles ne s'engagent pas d'emblée dans les royaumes américains ».

La bagarre États-Unis-Europe ne fait que commencer dans l'espace. Du moins les retombées de cette concurrence auront-elles autrement plus de prix pour nos économies que celles de la course aux armements.

PIERRE DROUIN.

(5) Discours du 25 janvier 1984 sur « l'état de l'Union ».

(6) Première session de 1984 « De la décolonisation de la pensée à l'union ». Lire aussi « Le rôle de l'espace dans le développement économique » dans *Futuribles* n° 38, novembre 1980.

(7) Lire le rapport Ramzes 83-84 (IFRI). Editions Economica.

(8) Dans la revue *Géopolitique* n° 5, hiver 1984, 31, qui analyse l'impact de l'espace.

LU

« POUR EN FINIR AVEC LA PEUR », de Jacques Toubon

L'héritage d'Alain Peyrefitte les acquis de Robert Badinter

Il y a des livres politiques qu'on lit avec plus d'attention que d'autres en se disant qu'un jour peut-être, leur auteur... Qui sait, à la faveur d'un changement de majorité, Jacques Toubon, député (RPR) de Paris et proche collaborateur de Jacques Chirac, n'aura pas à appliquer les idées qu'il développe dans ce livre. Il y a aussi, et c'est ce qui nous intéresse, des livres qui sont des véritables traités de philosophie politique.

Ce peut-être futur ministre voit dans le sentiment d'insécurité un paradoxe, car le crime est objectif, mais ce qui nous inquiète, c'est la perception que nous en avons. Mais il le considère aussi comme un défi, car dans ce domaine, le sentiment populaire est un guide qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Au contraire de la gauche qui, au nom d'une idéologie, a dénoncé la peur, Jacques Toubon pense qu'il faut commencer par la peur. Du moins les retombées de cette concurrence auront-elles autrement plus de prix pour nos économies que celles de la course aux armements.

PIERRE DROUIN.

(5) Discours du 25 janvier 1984 sur « l'état de l'Union ».

(6) Première session de 1984 « De la décolonisation de la pensée à l'union ». Lire aussi « Le rôle de l'espace dans le développement économique » dans *Futuribles* n° 38, novembre 1980.

(7) Lire le rapport Ramzes 83-84 (IFRI). Editions Economica.

(8) Dans la revue *Géopolitique* n° 5, hiver 1984, 31, qui analyse l'impact de l'espace.

tion conditionnelle des criminels les plus dangereux avant vingt-cinq ans d'incarcération, il pousse, à l'inverse, l'audace jusqu'à suggérer l'interdiction de la prison pour les délinquants qui commettent leur première infraction.

Cette suggestion ressemble à du Badinter, mais ce n'est pas du Badinter, car si Jacques Toubon est partisan comme le garde des sceaux des peines de substitution, c'est tout le travail d'intérêt général, évitant la prison, il reproche à la gauche de ne pas se donner les moyens de sa politique. Il faudrait à ses yeux plus d'éducateurs, davantage de juges de l'application des peines et de contributeurs judiciaires, ces auxiliaires de justice pénale chargés de maintenir les délinquants dans le droit chemin lorsqu'ils ne vont pas en prison.

Mais du XII^e arrondissement de Paris, Jacques Toubon est convaincu que la prévention n'est pas un vain mot. Elle commence par l'école, passe par la rénovation de l'habitat ancien et prend racine dans la vie associative. Là encore, on dirait du Badinter, mais si le chevalier de Jacques Chirac parvient à démontrer de quelques piques à la gauche, les menées du Syndicat de la magistrature, la « paranoïa » et l'« orgueil » de Robert Badinter.

C'est le premier livre qu'un chef de file de l'opposition consacre à la délinquance depuis l'épisode de la loi « sécurité et liberté ». Sans renier l'héritage d'Alain Peyrefitte, Jacques Toubon adoucit les angles. L'avenir dira si c'est simple tactique ou si cette volonté de renouveler les thèmes de la droite est à prendre au pied de la lettre.

BERTRAND LE GENDRE.

* Robert Laffont, 202 p., 65 F.

UN DOCUMENT CAPTIVANT

Inge deutschkron JE VEUX VIVRE

Inge a 15 ans en 1938. 3000 juifs seulement survivront à Berlin. Une extraordinaire épopée du quotidien.

le centurion

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 69572 F
Tél. : 248-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS
Algérie, 5 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,20 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 6-8 \$; Grèce, 95 dr. ; Inde, 95 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6 000 DL. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Thaïlande, 100 baht.	3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
	FRANCE
	341 F 605 F 859 F 1080 F
	TOUS PAYS ÉTRANGERS
	PAR VOIE NORMALE
	661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F
	ÉTRANGER (par mandat)
	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
	381 F 685 F 979 F 1 240 F
	IL - SUISSE, TUNISIE
	454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Chaque paiement d'abonnement définitif ou provisionnel (deux semestres ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

LETTRES AU Monde

L'ingratitude et le mépris

La lecture de nos quotidiens, depuis qu'a été entreprise la commémoration de la libération du territoire national, me plonge chaque jour dans un abîme de stupeur.

Je crois de mon devoir, en raison de l'insécurité persistante et surprenante des organisations de rapatriés, de rappeler que la libération de notre territoire national n'est pas due uniquement à nos glorieux alliés américains, anglais, canadiens, polonais, et aux engagés volontaires de toutes nationalités-en tête desquels je place bien entendu mes camarades de la France libre.

Mais je ne peux laisser tomber dans l'oubli les centaines de milliers de Français de souche et d'origine algérienne, de français marocains et tunisiens, et de harkis qui sont morts sur les champs de bataille de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne, donnant à la France le plus fort contingent de morts au champ d'honneur de la guerre 1939-1945.

Les survivants, citoyens ou sujets Français algériens, tunisiens ou marocains, ont été simplement démoobilisés avec un mois de solde, car ils ne bénéficiaient pas des avantages généralement accordés aux engagés volontaires, même à ceux qui avaient souscrit leur engagement en France métropolitaine un mois avant l'armistice.

Qu'à l'ingratitude manifestée alors s'ajoute maintenant le mépris, je ne peux le supporter.

RICHARD DUPUY,

avocat (Paris).

Un processus de désinformation

Ignorez quel est le degré de sincérité de M. Royan (le Monde du 27 mai) et, en vérité, cela ne m'intéresse guère. En revanche, ce qui m'intéresse assez c'est le processus de désinformation récurre que se généralise depuis quelques années et dont un tel texte témoigne avec une clarté d'ailleurs supérieure à sa rédaction même.

Que nous dit-on et que veut-on nous faire croire en évoquant le « commencement de la fin du nazisme » et le « soulèvement » (conspiration serait plus exact, mais moins flatteur) des généraux allemands ?

L'homme germanique aurait-il été renvoyé par le complet de quelques techniciens de la guerre qui, plus lucides que leurs pairs, avaient alors compris qu'aucun coup gagnant ne pourrait renverser l'ensem-

ble du jeu et dont l'objectif n'était que de sauver ce qui restait d'encre intact à ce moment-là dans leur système, c'est-à-dire leur pouvoir et leur caste.

L'opposition à Hitler est crédible de 1933 à 1943 selon les critères qui sont les nôtres en fait de morale et de droit : les brillants sondaers, tellement « à la mode » aujourd'hui, ne peuvent qu'être considérés d'un peu plus d'intelligence que les autres pour avoir essayé de trouver au nazisme un avenir sans Hitler.

Je n'exprime pas là des « émotions nationales déparées », mais le refus d'une propagande insidieuse et pleurarde dont la confusion volontaire confine à l'abjection quand elle évoque « l'occasion manquée d'une grande journée commune de deuil et de pénitence », bouleversant mille-mille où l'on retrouve à peine l'écho de la mélodie pétillante.

PIERRE VOZLINSKY,

(Paris).

Solidarités sélectives

Un journaliste d'un puissant hebdomadaire se penche par un juge d'instruction optimiste : on en parle à longueur et largeur de colonnes, les protestations fusent, les milieux politiques s'émouvent, les principes sont brandis. Rien là que de normal.

Un journaliste indépendant, Pierre Péan, auteur d'*Affaires africaines* et d'une enquête approfondie sur l'affaire des « avions renflés », s'est vu par un attentat à l'explosif, comme au beau temps de l'OAS : c'est un mince fait divers.

Il fut une époque où, dans des cas de ce genre, les responsables de la presse écrite, quel que fût leur bord, prenaient la plume pour stigmatiser l'intimidation, exprimer leur solidarité. Rien de tel aujourd'hui : pour le *Journal du dimanche*, ce n'est pas un événement ; pour le Monde et le Figaro, cela vaut respectivement quatorze et douze lignes. Nulle part un mot de condamnation.

Encore est-ce là sans doute pêcher par optimisme ; peut-être s'en trouve-t-il déjà pour penser qu'à long terme le cas de l'information, sordide aux pressions et aux menaces, Pierre Péan l'a bien cherché. Les mêmes iront demain frissonner à la

projection de quelque film antiraciste sur les risques exotiques d'une presse libre et se disant : nous faisons vraiment un dangereux métier.

CLAUDE DURAND,

PDG de la Librairie Arthème Fayard.

Communisme catholique

Le Monde du 14 juin rend compte de la visite du pape au Conseil oecuménique des Églises à Genève. Jean-Paul II aurait déclaré à ses auditeurs : « L'Église catholique est convaincue d'avoir gardé, dans le ministère de l'évêque de Rome le pôle visible et garant de l'unité ». Ce disant, le pape aurait, selon le titre de ce compte rendu, « souligné les limites de l'œcuménisme ». C'est vraiment trop peu dire. Il s'agit bel et bien d'une réaffirmation sans ambiguïté de ce qui a toujours été la position de la hiérarchie romaine : « Nous sommes convaincus de défendre la vérité, c'est à vous, évêques, de rentrer dans le giron de la véritable Église ». C'est la négation même de l'œcuménisme, le refus de toute remise en question de ses propres positions dans un vrai dialogue.

Si encore l'exemple choisi pour justifier cette intransigence portait sur une vérité essentielle ! Vatican II ne nous a-t-il pas appris qu'il y a une « hiérarchie des vérités » ? Qui ne voit la différence entre « Christ est ressuscité » et « Le pape est infaillible » ? Ce sont deux propositions qui ne sont pas de même ordre.

L'œcuménisme catholique ne sera crédible que le jour où le pape, cessant de confondre la hiérarchie romaine avec l'Église du Christ, acceptera d'en être le « Bon Pasteur » qui donne sa vie pour ses brebis et refuse de céder la couronne royale pour recevoir la couronne d'épines.

HENRI ROCHAIS,

(Paris).

Il est temps d'arrêter les dégâts

Nietzsche disait que « les grands événements arrivent sur des pautes de colombe ». La question scolaire est de ce type et, se dégradant, nous conduit à une issue grave pour le pays si le président ne prend pas enfin conscience qu'il est temps d'arrêter les dégâts. Quand une majorité est ratée, on jette le tout et on renvoie les cuisiniers. Cette situation est explosive, car elle plonge dans l'irréel. Il semble possible de dire ceci : le président a tort de prétendre que la loi Debré n'était pas une loi de paix scolaire. L'immense majorité des Français pense le contraire.

Le gouvernement de gauche se doit de garder le statu quo pour de multiples raisons : il n'avait pas les moyens financiers d'une politique de nationalisation ; l'existence d'un secteur privé étranger État, parmis et maîtres auxiliaires ; les enseignants du secteur public attendaient qu'on leur propose un projet éducatif qui ne reste pas lettre morte et non que leur ministre de tutelle, choisis, parait-il pour ses qualités de diplomate — certains disent pour noyer le poisson laïque, — passe trois ans à rédiger des brouillons d'accord avec le privé et laisse son texte modifié à l'extrême lors d'une parodie de débat démocratique.

Sans doute le parti socialiste est-il victime du fait suivant : composé de membres venant du marxisme, de la franco-magnumerie ou du radicalisme, il a ignoré sa nouvelle et décisive composante qui s'inspire de l'humanisme chrétien. C'est peut-être ce que M. Rocard appelle l'archaïsme de la gauche, et ce qui fait que M. Jospin se place pour savoir à cette époque si lui. Cette méconnaissance de l'électorat même de la gauche est une erreur historique, et ce réveil confus de la question scolaire est capable à lui seul de faire capoter l'expérience socialiste.

D'un autre côté, l'analyse fine de Mgr Lustiger implique une illusion, celle du caractère propre de l'école privée, illusion qui permet aux étudiants de la droite de se lever au nom de la liberté. Qui croit encore qu'une école privée donne une éducation spécifiquement chrétienne ? Certainement pas ceux qui ont connu les écoles libres d'autrefois, originales sur tous les plans.

Le gouvernement Mauroy aura réussi le miracle de redonner le blason tant du privé, de lui redonner un semblant de conscience propre et d'avoir mis à la rue d'admirables fous que l'épiscopat aurait bien été incapable de mobiliser, pape compris au défilé.

Bref, il ne reste qu'une saine solution : au président de s'adresser au pays, avant que la loi Savary ne s'embourbe au Sénat ou devant le Conseil constitutionnel, selon le vœu secret, mais dangereux —, de certains. Il doit redire nettement le projet, expliquer son échec à l'occasion du changement attendu de premier ministre. Il n'y aura pas de bonhe, Sinoe de l'irrationnel, de la passion qui s'y alimente, peuvent surgir les réactions les plus dangereuses pour l'unité de notre pays, qui s'autres chais à fonder que de brandir ses vieux catéchismes.

PAUL HALBIQUE,

(Etain, Nord).

Le Monde
EUROPE

Le principal

à l'ég

L'Américain

M. Faber, qui

le mouvement

M. Faber, qui

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

le mouvement

Ch. Mitterrand

Le Monde

étranger

EUROPE

DIPLOMATIE

Roumanie
ÉCHOS ANTISÉMITES AU PIED DES CARPATES
La rumeur de Bucarest

Selon un vieux dicton qui circule dans les plaines danubiennes, tout Roumain est poète. Serait-il antisémitisme également ? Rien n'est moins sûr. Pourtant, un volume de poèmes, publié en 1984 par les éditions Albatros, de Bucarest, suscite quelques interrogations. Un versificateur, dénommé Corneliu Vadim Tudor, s'y livre à un exercice visant les juifs du pays et leur chef spirituel, le grand rabbin Moses Rosen (le Monde du 7 avril). La communauté s'en émeut. Les notables demandent publiquement le droit de répondre dans la presse du Parti, ainsi que l'ouverture d'une action judiciaire, prévue dans ce cas par la loi. Requêtes refusées, mais l'ouvrage disparaît des vitrines aussitôt. Les responsables de sa parution reprennent un « avertissement ». Le « poète » s'autre « pas in-qué».

Des neuf cent mille juifs qui vivaient sur le territoire roumain en 1939, il reste à peine trente mille. Un demi-million ont péri pendant la deuxième guerre mondiale. Les provinces cédées en 1940 à l'URSS et à la Hongrie, ont été massacrées par l'armée allemande et envoyées dans les camps de la mort par les autorités fascistes de Bucarest. Les autres, demeurés sous administration roumaine, ont survécu et quitté le pays pour la rafle ou ailleurs, pendant les quatre dernières décennies. En principe, rien ne devrait troubler la sérénité de cette petite communauté vieillissante où des intellectuels de gauche à la retraite côtoient d'anciens militaires purs et durs, où quelques milliers de personnes âgées retrouvent périodiquement, à la faveur des voyages touristiques, leurs enfants et leurs petits-enfants dispersés dans le monde entier.

Pas de campagne antisémite ou de chasse aux sorcières comme dans les autres pays frères en Roumanie, seul pays du bloc communiste à entretenir des relations diplomatiques normales avec Israël. Les juifs exercent leur culte et par-

tent à l'étranger librement. Ils disposent de structures communautaires solides et bien administrées, d'un centre culturel où se réunissent écrivains, poètes et artistes de tous bords, d'une revue bimensuelle, de synagogues et de cimetières bien entretenus. Le grand rabbin Moses Rosen, par ailleurs député à l'Assemblée, défend son ministère depuis bientôt trente-huit ans. Il a toujours cautionné la politique du président Ceausescu. Comment expliquer alors la rumeur qui vient de Bucarest, confirmée par les textes que nous avons sous les yeux ?

« Prophètes paresseux » et « Judes au sang corrompu »

À la fin des années 70, le Parti communiste modifie ses statuts : les adhérents ayant de la famille à l'étranger ne peuvent plus occuper de poste important. La revue *Săptămîna* (la semaine), organe du Comité pour la culture et l'éducation socialiste de Bucarest, commente cette étrange décision : « Les fonctions-clés ne doivent être confiées qu'à des habitants originaires de ces lieux depuis des centaines d'années et pas à la tarantule démocratique venue de son carrefour melancolique, aux héros étrangers à la nation. Nous n'avons pas besoin de prophètes paresseux, de Judes qui ne portent pas dans leur sang corrompu la dimension du sacrifice roumain. » Tous les intellectuels du pays condamnent ce texte injurieux. La rédaction publie une note dans laquelle elle tente de noyer le poisson.

À la même époque, cependant, l'Académie de Roumanie décide de rééditer les écrits politiques de Mihai Eminescu, le plus important poète de la seconde moitié du siècle dernier. Ses attitudes sont souvent ambiguës, et s'il s'indigne avec sincérité des vexations subies par les juifs, il leur conteste le droit d'exercer une activité politique (1).

Selon Mihai Eminescu, « une population flottante ne peut contribuer à la stabilité des institutions ni à l'enrichissement de l'idée de l'État, de l'harmonie et de la solidarité nationale... » Aucun commentaire ne recueille les positions antisémitiques du barde national dans la rédaction. Les notes explicatives ne font que justifier les arguments de cet immense génie romantique. Le grand rabbin proteste, mais il est éconduit. Bientôt, l'événement dépasse les limites d'une simple querelle sémantique.

Piqués à vif dans leur nationalisme ombrageux, les proches collaborateurs de la revue *Săptămîna*, dirigée par Eugène Barbu (romancier jadis prometteur impliqué en 1978 dans une affaire de plagiat et devenu l'adversaire déclaré de l'écrasante majorité des intellectuels roumains qui regardent vers l'Ouest) et des juifs tout particulièrement, passent à la contre-attaque : comment un rabbin, fût-il roumain et proche du gouvernement, a-t-il l'audace de critiquer la pensée politique d'un poète qui symbolise la renaissance du pays ? Le grand rabbin Moses Rosen est-il d'ailleurs vraiment roumain ?

Le 24 avril 1983, le supplément culturel de la *Scînteia Tineretului*, quotidien des Jeunesses communistes, publie un article intitulé « La pensée des juifs », par un certain Mihai Pălin. C'est une violente diatribe contre l'avant-garde littéraire et artistique roumaine. Seuls des juifs sont cités. Au début de cette attaque paraît le livre de Corneliu Vadim Tudor, journaliste à la *Săptămîna* et ami politique de Barbu. Le grand rabbin Rosen et les juifs roumains y sont pris à partie dans un poème où l'invective se dispute à la vulgarité et qui rappelle les sinistres accents des tueurs de la Garde de fer : « ... Toi, monument de haine ! ... Drapé dans ton manteau d'indigence ... Comment oses-tu mettre de l'ordre dans la culture ? ... Demeure dans ta boutique et vends ton eau-de-vie, ta mercurie ! ... Méfioche (2) bogue et sans pays ! ... Vous êtes des malfaiteurs, toi et les tiens. »

De Tristan Tzara à Benjamin Fondane, de Blacher, Iurie Voronca et Mihail Sebastian, entre les deux guerres, jusqu'aux poètes, prosateurs, critiques et auteurs dramatiques qui se sont illustrés après 1944, les juifs qui ont fait l'honneur de leur pays furent nombreux. Même si se trouvaient parmi les derniers des militants communistes qui se sont sentis bernés, plus tard trahis, puis exclus. Les dédicaces de quelques gendarmes au talent limité mais au racisme vicieux ne ternissent jamais leur image, ni celle de la Roumanie.

On peut cependant se demander avec une angoisse légitime quelles sont les vraies raisons de telles manifestations dans un pays latin où la haine de l'étranger n'a jamais pris racine, où même la droite conservatrice avait pris position contre les antisémitismes et contre les criminels de la Garde de fer. La Roumanie traverse une crise sans précédent. Les richesses naturelles payant une dette extérieure accumulée à force d'investissements improductifs. La population vit dans la pénurie. Devant cette situation, les plurielles de service font appel aux panacées classiques du siècle dernier : nationalisme exacerbé, chauvinisme, antisémitisme officieux. Les juifs ne sont pas les seuls à souffrir de cette situation. Les autres minorités en pâtissent également. Mais l'écrasante majorité des intellectuels est consciente que certains prétendants agissent pour l'indépendance du pays véhiculent en fait, sous le couvert d'un traditionalisme bien pensant, la plus réactionnaire et la plus obscurantiste des idéologies.

EDGAR REICHMANN.

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN URSS
M. Mitterrand devait avoir un premier entretien en tête à tête avec M. Tchernenko
De nos envoyés spéciaux

Moscou. — La première journée de la visite officielle de M. Mitterrand en URSS, la première d'un chef d'Etat français depuis cinq ans, a commencé, jeudi 21 juin, par deux cérémonies du souvenir. Le président de la République a déposé dans la nécropole de la tombe du Soldat inconnu au pied du mur du Kremlin. M. Mitterrand s'est rendu immédiatement après à l'hôtel particulier, sur les quais de la Moskova, qui avait été mis à la disposition des pilotes français de l'escadron Normandie-Niemen pendant la seconde guerre mondiale. Le président de la République a déposé une gerbe devant la plaque commémorant les morts français de l'escadron. Le programme prévoyait que M. Mitterrand découvrirait à cette occasion cinq Soviétiques, deux pilotes, un navigateur et deux ingénieurs au sol, qui ont combattu dans l'escadron alle-mano ou au 19^e Régiment soviétique de chasse qui appartenait à la même division que celle-ci. La remise de décorations a été repoussée à vendredi ou à samedi, soit à l'endroit prévu, soit au Kremlin.

Les entretiens élargis ont commencé jeudi, quelques minutes après 11 heures (9 heures à Paris), dans la salle Caléstrine du Grand Palais du Kremlin. Y participaient, du côté soviétique, MM. Tchernenko, Gromyko, Aliév, Kouznetsov, Arkhipov, Patolitchev, Kovaliev, Vorontsov, Zamiatine, ainsi que les conseillers Alexandrov et Adamchine. Du côté français, outre M. Mitterrand, figuraient M. Cheysson, M^{me} Edith Cresson, MM. Fierman, Laurain, Aitah, Arnaud (ambassadeur de France à Moscou), Bianco, Estier, Louis Joxe, Vedrine, Vauzelles. A de petites tables sur le côté figuraient également MM. Puisseux, Andreani, Pissani (du Quai d'Orsay) et M^{me} Guigou.

La dimension des délégations excluait toute discussion sur le fond, et cette séance de travail a consisté pour l'essentiel en un exposé d'ordre général de M. Tchernenko suivi d'une réponse de M. Mitterrand.

Le tête-à-tête Mitterrand-Tchernenko, prévu initialement pour 1 heure de l'après-midi, a finalement été reporté à plus tard dans la journée. Tous deux, les deux délégations étaient parvenues à un accord sur le principe d'une déclaration de M. Mitterrand à la télévision. Cette déclaration devait être enregistrée jeudi après-midi et diffusée sans doute vendredi soir avant que le président de la République ne quitte Moscou. Les Français n'auraient cependant pas obtenu l'absolue garantie que M. Mitterrand ne serait pas censuré.

Plusieurs entretiens parallèles étaient prévus dans l'après-midi de jeudi. M. Cheysson devait rencontrer M. Gromyko, M^{me} Cresson, ministre du Commerce extérieur, devait s'entretenir avec son collègue soviétique, M. Patolitchev, et M. Fierman.

Le secrétaire général du parti, qui se déplaçait seul mais avec difficulté, a donné l'impression d'être quelque peu absent. Il n'a échangé qu'une phrase ou deux de bienvenue avec le président de la République, qui a été peu après conduit dans ses appartements par les services du protocole.

JACQUES AMALRIC
DOMINIQUE HOMBRES.

Pays-Bas
Le principal dirigeant du mouvement pour la paix assouplit sa position à l'égard des missiles de l'OTAN
De notre correspondant

Amsterdam. — Le mouvement pour la paix néerlandais, qui n'a pas pu empêcher l'approbation par le Parlement de l'installation — sous certaines conditions — de missiles de croisière aux Pays-Bas, est profondément divisé sur la stratégie à suivre. M. Mient Jan Faber, dirigeant du Conseil interconfessionnel pour la paix (IKV), la principale organisation pacifiste, a suscité l'indignation dans le mouvement en déclarant : « Notre slogan Débarassons les Pays-Bas des armes nucléaires, marque de réalisme. »

M. Faber, qui incarne plus que quiconque la résistance aux armes nucléaires, a laissé entendre que ces armes pourraient être installées aux Pays-Bas « dans le cadre d'un accord sur le désarmement à l'Est et à l'Ouest ayant pour objectif leur retrait complet de l'Europe ». Des militants désemparés par ces déclarations, ont exigé la démission de M. Faber. Celui-ci a provoqué également la grève de certaines organisations qui composent le comité Non aux missiles de croisière, dont le Parti socialiste (PVD) et le syndicat socialiste (FNV).

Le mouvement pour la paix et les partis de gauche avaient subi un échec dans la nuit du 13 au 14 juin lorsque la Chambre des députés avait approuvé, à une étroite majorité, le projet du gouvernement d'ajourner jusqu'au 1^{er} novembre 1985 toute décision sur l'installation de quarante-huit missiles de croisière aux Pays-Bas. Si d'ici là l'Union soviétique n'a pas gelé son arsenal de SS-20, les Pays-Bas procéderaient au déploiement, selon la formule du premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers.

« La suppression des formalités entre la France et la RFA. — Des experts français et allemands se sont réunis, mercredi matin 20 juin, à l'hôtel Matignon, pour étudier les modalités de suppression des contrôles à leur frontière commune pour les ressortissants de la CEE. Ces mesures, qui tendent, en application de l'article 7 du traité de Rome, à favoriser la libre circulation des personnes entre pays de la Communauté, ont fait l'objet, le même jour, d'une communication en conseil des ministres de M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes. »

Autriche
L'Armée révolutionnaire arménienne a revendiqué l'attentat de Vienne contre un fonctionnaire turc

L'attentat qui a coûté la vie, mercredi 20 juin, à un fonctionnaire de l'ambassade de Turquie (le Monde du 21 juin) a été revendiqué par l'Armée révolutionnaire arménienne (ARA). La victime est M. Osman Erdogor, cinquantenaire, fonctionnaire au bureau social et de travail de l'ambassade. Il a été tué par une bombe placée dans sa voiture et télécommandée qui a explosé juste au moment où il sortait de son véhicule. Un policier en faction devant l'ambassade a été grièvement blessé, et ses jours seraient en danger. Un passant a aussi été grièvement blessé.

L'attentat a été revendiqué à Paris, quelques heures plus tard. Un correspondant anonyme affirmant parler au nom de l'Armée révolutionnaire arménienne a déclaré à l'AFP : « Nous sommes responsables de cet assassinat. Souvenons-nous que nous ne nous attaquons qu'à des diplomates turcs. »

Le correspondant soulignait vraisemblablement par cette phrase, rap- pelant la spécificité de l'Armée révolutionnaire arménienne par rapport à d'autres organisations terroristes arméniennes : l'ARA prône, en effet, un « terrorisme ciblé » s'attaquant, en principe, exclusivement à des représentants de l'Etat turc, contre le « terrorisme aveugle » que pratiquent d'autres organisations.

Lors d'un autre coup de téléphone anonyme à un organisme de presse à Paris, une femme, revendiquant également l'attentat au nom de cette organisation, a déclaré : « L'ARA n'a aucun point commun avec d'autres groupes. Elle ne peut être et ne sera jamais récupérée par quelque bloc que ce soit, d'Est ou d'Ouest. Elle choisit Vienne symboliquement, car c'est là que les justiciers du génocide avaient frappé pour la première fois en 1975. » (AFP, Reuters).

Portugal
LE LIEUTENANT-COLONEL OTELO DE CARVALHO A ÉTÉ ARRÊTÉ
(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Le lieutenant-colonel Oteio Saraiva de Carvalho a été arrêté, le mercredi 20 juin, à l'occasion d'une opération de police officiellement destinée à démanteler une organisation clandestine, les Forces populaires du 25 avril, qui a revendiqué plusieurs attentats au Portugal ces dernières années. L'opération, qui a mobilisé trois cents policiers, s'est déroulée dans plusieurs villes, notamment à Lisbonne, à Porto, à Setúbal et à Évora. Les sièges de certaines organisations d'extrême gauche, comme le FLUP (Front d'unité populaire) et l'UDP (Union démocratique populaire), ont été occupés, et du matériel de propagande a été saisi. Selon la police, des armes de guerre auraient été trouvées. Le nombre de personnes détenues s'élève déjà à quarante-deux.

Dans les milieux de gauche, on s'interroge sur les vrais objectifs de cette opération, qui a eu lieu alors que l'Assemblée commençait la discussion d'un projet de loi sur la sécurité très contesté, même par le groupe parlementaire socialiste. Les députés doivent aussi se prononcer au cours des prochains jours sur la création d'un service de renseignements. A plusieurs reprises, le gouvernement a fait état de la nécessité de constituer un tel service. Mais l'opinion publique associe ce projet à l'ancienne police politique de Salazar, la PIDE, dissoute au lendemain de la révolution d'avril 1974.

J. R.

AMÉRIQUES

El Salvador
M. Duarte ne veut pas négocier avec la guérilla « les armes sur la table »

San-Salvador (AFP, Reuters). — Le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, a de nouveau rejeté, mercredi 20 juin à San-Salvador, la demande de négociations formulée par la guérilla, réaffirmant qu'il ne discuterait pas « avec les armes sur la table ».

Le 6 juin dernier, le Front Farabundo Martí avait mis M. Duarte au défi de contrevenir au plus vite les représentants de la guérilla autour d'une table de négociations, « pour que soit publiquement démontré qu'il [M. Duarte] n'est pas en mesure de s'y assoir ».

La guérilla avait affirmé qu'il y avait contradiction entre la volonté déclarée de M. Duarte de dialoguer « sans armes sur la table » et ses ef-

AMÉRIQUES

El Salvador
M. Duarte ne veut pas négocier avec la guérilla « les armes sur la table »

forts pour obtenir une aide militaire américaine.

Au cours d'une conférence de presse, M. Duarte a estimé que sa position n'était pas ambiguë. « L'armée doit être renforcée, a-t-il indiqué, afin qu'elle garantisse la démocratie, la sécurité et la souveraineté nationale. »

La guérilla a réussi mercredi à interrompre les transports dans les deux cinquièmes du pays, selon les compagnies d'autobus locales. De source militaire, on déclare que les rebelles ont pris le contrôle de 60 kilomètres de route à partir de San Miguel et de 115 kilomètres à l'est de la capitale, vers la frontière du Honduras. L'armée est intervenue pour dégager les barrages érigés par les rebelles.

LOUIS GARDEL

Fort Saganne
Louis Gardel



Un livre, un film.

70 F

Fort Saganne SEUIL

DIPLOMATIE

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES

Moscou et Washington donnent des signes de bonne volonté tout en évitant les concessions

Washington. — L'ambassadeur soviétique aux Etats-Unis a eu, mercredi 20 juin, avec le secrétaire d'Etat américain, un entretien de trois heures au cours duquel a notamment été abordée la question d'une éventuelle rencontre au sommet entre MM. Reagan et Tchernomerkine.

Malgré la tension qui prévaut dans les relations entre les deux pays, les rencontres entre MM. Dobrynine et Shultz n'ont rien d'exceptionnel, mais il s'agit cette fois de la seconde en huit jours, et cette fréquence, elle, est aussi inhabituelle que la durée de ces dernières conversations.

Les autorités américaines se sont refusées à tout commentaire. M. Dobrynine s'est contenté de déclarer que « rien n'avait été résolu, mais que chaque problème avait été discuté en profondeur ». Il doit se rendre début juillet à Moscou pour consultations.

Rien ne laisse penser que les deux pays aient pu esquiver les bases sur lesquelles pourrait s'amorcer un réchauffement de leurs relations, mais il est en revanche sûr que le Kremlin et la Maison Blanche ont maintenu le même intérêt à faire assaut de bonne volonté tout en évitant la moindre concession réelle.

M. Reagan y est contraint, car la peur de la guerre engendrée dans l'opinion publique par la tension soviéto-américaine est assez forte pour que les républicains s'inquiètent de l'avantage qu'elle pourrait donner aux démocrates dans les élections de novembre. La direction soviétique, quant à elle, ne peut éternellement s'enfermer dans l'attitude de refus menaçant qu'elle a adoptée avant Noël en quittant les négociations de Genève. Cette attitude, d'une part, n'a pas ébranlé la cohésion entre l'Europe et les Etats-Unis, et risquerait, d'autre part, de devenir complètement contre-productive aux Etats-Unis même, dans la mesure où, si elle était maintenue, M. Reagan n'aurait aucun mal à résister aux pressions électorales qui s'exercent sur lui.

Le seul moyen pour l'URSS d'espérer bénéficier du trouble de l'opinion américaine est de laisser entrevoir une possibilité de dialogue, et une étrange partie de ping-pong est ainsi engagée à trois, entre le Congrès américain, le Kremlin et la Maison Blanche.

La première manche s'est jouée la semaine dernière, après que deux importants sénateurs républicains, MM. Baker et Percy, se furent rendus à la Maison Blanche pour plaider en faveur d'une réunion au sommet immédiate, et sans conditions. Surprise. L'administration repousse d'abord cette idée, puis, réalisant le possible coût politique

De notre correspondant de ce refus, assouplit légèrement sa position à la veille d'une conférence de presse télévisée de M. Reagan.

Match nul

Il est clair que le président américain doit s'efforcer de se montrer, devant l'opinion et les journalistes, plus ouvert à une rencontre avec M. Tchernomerkine. Quelques heures à peine avant la conférence de presse, le Kremlin adoucit lui aussi le ton (le Monde du 17 juin).

Un point partait, donc. La seconde manche s'engage immédiatement au Sénat, qui vote une série de résolutions en faveur de la reprise du dialogue avec Moscou sur le contrôle des armements.

Mardi dernier, en face de ces votes, les sénateurs appellent M. Reagan à proposer à l'URSS une interdiction de toutes les têtes nucléaires et à soumettre à ratification deux traités de 1974 et 1976 limitant à 150 kilotonnes les effets nucléaires souterrains et les explosions atomiques à fins pacifiques. Ces deux textes n'avaient jamais été ratifiés en raison de l'invasion de l'Afghanistan, et M. Reagan avait exprimé l'intention d'obtenir un renforcement de leurs clauses de vérification.

Après avoir, le Sénat s'était prononcé pour une rencontre au sommet « dès que possible », pour le respect du traité SALT-2 de 1979, qui, bien que jamais ratifié, a jusqu'à maintenant été considéré comme contraignant par les deux pays, pour l'ouverture de négociations sur l'interdiction du déploiement en mer de missiles de croisière et pour l'ouverture encore de pourparlers sur le bannissement des armes antistatellites.

Le long entretien de MM. Shultz et Dobrynine fait, dans ces conditions, aussi nécessaire à chacune des deux parties. Pour l'administration américaine, il servirait à démontrer que les contacts, comme s'évertue à le répéter M. Reagan, ne sont pas rompus et que la situation n'est pas aussi grave qu'on le dit. Pour le Kremlin, cet entretien manifestait un désir de dialogue et permettait surtout d'accroître la pression contre le développement des recherches américaines sur les armes antistatellites et antissatellites.

Une « campagne nationale »

L'URSS est en effet inquiète de l'effort entrepris par les Etats-Unis dans ces deux domaines où elle bénéficie d'une certaine avance mais risque de se trouver dépassée si les projets de M. Reagan ne sont pas

contrariés. L'éventuel déploiement d'armes antissatellites et antistatellites remettant en cause tout l'équilibre de la dissuasion, il suscite par ailleurs de très vives oppositions illustrées par les prises de position de la France et de la « campagne nationale pour sauver le traité ABM » (1), que paraitraient notamment M. Carter, deux anciens secrétaires d'Etat, MM. Dean Rusk et McNamara, et deux anciens directeurs de la CIA, MM. Turner et Colby.

C'est donc sur ces deux terrains, les plus préoccupants pour elle, que l'Union soviétique peut essayer d'obtenir des concessions de M. Reagan sans avoir à en faire sur la reprise des négociations de

PAS DE RÉDUCTION DES TROUPES AMÉRICAINES EN EUROPE

Le Sénat américain a rejeté par cinquante-cinq voix contre quarante et une, mercredi 20 juin, une proposition visant au retrait d'Europe de 90 000 soldats américains d'ici à 1990 si les pays de l'OTAN ne consentaient pas un plus gros effort pour leur défense. Cette mesure, proposée par le sénateur démocrate Sam Nunn (Géorgie), avait été violemment combattue par le président Reagan, qui considérait qu'elle provoquerait des divisions au sein de l'alliance atlantique.

Le sénateur Nunn proposait, sous la forme d'un amendement au budget de la défense actuellement examiné par les sénateurs, de retirer jusqu'à 90 000 des 350 000 soldats américains d'Europe à partir de 1987 si les pays de l'OTAN ne commencent pas à respecter l'engagement qu'ils avaient pris en 1978 d'accroître leurs dépenses de défense d'au moins 3 % par an en termes réels et de renforcer leurs forces conventionnelles.

Seul le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, seuls les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et le Luxembourg ont atteint ce dépassement. En 1983, le taux promis d'augmentation des dépenses militaires. — (AFP.)

Genève. Avant de rencontrer M. Shultz, M. Dobrynine avait fait savoir que les militaires diplomatiques et auprès de quelques journalistes américains, que son pays était favorable à un sommet qui devrait porter, selon le Kremlin, sur cette question des armes antistatellites et antissatellites.

Il y a fort à parier que cette position sera bientôt publiquement explicitée. La partie de ping-pong pourrait alors devenir sérieuse, car M. Reagan avait été amené à dire, dans sa conférence de presse de la semaine dernière, que le retour des Soviétiques aux conversations de Genève n'était pas une condition préalable à une réunion au sommet.

BERNARD GUETTA.

(1) Signé en 1972 par Leonid Brejnev et M. Richard Nixon, le traité ABM interdit le déploiement de systèmes antissatellites par l'URSS et les Etats-Unis.

A Genève

La conférence internationale du travail est marquée par une nouvelle offensive des pays socialistes contre les contrôles

De notre correspondant

Genève. — Plus de mille sept cents délégués gouvernementaux, patrons et ouvriers et plus de deux cents observateurs se sont réunis ces derniers semaines au Palais des Nations à l'occasion de la conférence internationale du travail qui se tient jusqu'au 27 juin sous la présidence de M. Anna-Greta Leijon (Suède). La majeure partie des séances plénières a été consacrée à la discussion, par les délégations de quelque cent cinquante pays, du rapport du directeur général du Bureau international du travail (BIT), M. François Blanchard (France).

On a assisté, à ce sujet, à un affrontement des conceptions opposant l'URSS et les pays qui lui sont politiquement liés aux démocraties occidentales sur un problème qui est au cœur même de l'activité du BIT depuis sa fondation en 1919 : les normes internationales du travail, qui comportent à ce jour cent cinquante-neuf conventions et cent soixante-huit recommandations. Le rapport de M. Blanchard porte essentiellement, cette année, sur l'évaluation de ces normes, sur leur mise en œuvre, sur leur application, laquelle « laisse souvent à désirer, quand elle n'est pas parfois même entachée de violation flagrante des principes qu'elles contiennent », et enfin sur le contrôle de la façon dont les divers gouvernements les appliquent. C'est

sur ce dernier point, surtout, que le débat a été le plus animé, particulièrement quand il s'agit d'instruments touchant les droits fondamentaux de l'homme, tels les conventions sur l'abolition du travail forcé, la non-discrimination dans l'emploi ou le droit d'association.

L'intérêt de ce contrôle provient du fait que, dans tout le système des Nations unies, qu'il est exercé d'abord par une commission d'experts indépendants, nommée par le conseil d'administration du BIT, puis par la conférence annuelle elle-même, où les gouvernements sont mis sur la sellette, tandis que les représentants sociaux, représentés entre autres par des confédérations internationales qui y ont un statut d'observateurs, ont toute latitude pour s'exprimer. Et pour contribuer à faire adopter des textes de rapports dénonçant les lacunes et infractions les plus évidentes et les réponses trop souvent vagues, dilatoires ou hors de propos de représentants gouvernementaux. Ces rapports n'ont aucune valeur juridique, mais ils constituent une force morale qui touche au vif, plus qu'on ne le pourrait supposer, les gouvernements visés. C'est ainsi que, l'an dernier, la Pologne et le Vietnam se sont retirés de la conférence (le Monde des 2 et 5-6 juin 1983).

Cette année, une nouvelle attaque frontale des pays communistes est dirigée à la fois contre la composition de la commission d'experts et contre les procédures de contrôle, en faisant valoir que celles-ci devraient tenir compte, pour juger de la mise en œuvre des normes, de la différence entre pays socialistes et capitalistes, et en s'élevant contre toute atteinte au principe de la non-ingérence dans les affaires qui relève de la souveraineté nationale. Principe qu'ils s'efforcent d'ailleurs d'oublier dès qu'il est question d'un gouvernement qui n'est pas de leur camp.

Une lettre de M. Walesa

La conférence a reçu, en tant qu'hôte d'honneur, M. Louis-Albert Monge, président de la République de Costa-Rica et ancien fonctionnaire du BIT. Son discours, vivement applaudi par tous les délégués présents, fut prononcé en l'absence des Etats du bloc communiste (à l'exception de la Hongrie), tandis que l'ensemble des pays islamiques quittaient bruyamment la salle afin de protester contre le transfert de l'ambassade costaricaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Au cours d'un déjeuner de presse, le président du Costa-Rica a affirmé qu'il ne se laisserait pas « intimider par le chantage ou le terrorisme diplomatique », car « personne n'a le droit de dicter notre attitude dans le domaine des relations internationales ».

Autre manifestation significative : le départ, le 19 juin, au cours d'une réunion du groupe des travailleurs, des délégués des pays de l'Est, qui entendaient ainsi protester contre la présence dans la salle, en sa qualité de membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), de M. Jerzy Milewski, représentant personnel de M. Lech Walesa à l'étranger. Les délégués des travailleurs de la Chine populaire et de la Yougoslavie, ainsi

que ceux de la CGT, sont restés dans la salle, et ont pu suivre la lecture d'une lettre de M. Walesa adressée au BIT.

Dans ce texte, le chef de Solidar-nosc rappelle sa participation à la conférence internationale du travail de 1981 — où il avait connu un triomphe sans précédent au Palais des Nations — et proteste contre la violation par le pouvoir en place à Varsovie des conventions internationales du travail sur la liberté syndicale et sur les négociations collectives que la Pologne avait ratifiées. S'en prenant sans ambages au gouvernement actuel, il précise que des centaines de syndicalistes demeurent incarcérés dans son pays et que des centaines d'autres ont été classés de leur travail en raison de « leur participation à des activités syndicales ». Il évoque également la misère, dans laquelle se trouvent de nombreuses familles ouvrières du fait de cette situation.

ISABELLE VICHNIAC.

Le directeur général du BIT préconise une conférence internationale sur l'emploi. M. François Blanchard, directeur général du BIT, envisage de consacrer au problème de l'emploi, en 1985, « une session entière » de la conférence annuelle de l'OIT à laquelle seraient associés le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et le GATT, notamment. M. Blanchard, qui a ébauché une coopération entre le BIT et le FMI pour venir en aide aux pays endettés, répond ainsi au souhait exprimé récemment par M. Pierre Bérégovoy (le Monde du 16 juin). Il espère également que la conférence, avant de se séparer le 27 juin, adoptera « un texte dynamique dans lequel on se donne toutes les mesures à prendre pour créer des emplois ».

LE CHEF DE LA FORCE DE DÉFENSE DE PANAMA EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

Le général Noriega, commandant en chef de la force de défense de Panama (ancienne garde nationale) en visite officielle en France, a été reçu à l'Elysée, le mardi 19 juin, par M. Mitterrand. Il a, d'autre part, eu des entretiens avec M. Hermin, ministre de la défense nationale, et avec le général Lacaze, chef d'état-major des armées françaises.

L'un des soucis du général Noriega est de renforcer la force de défense panaméenne dans la perspective de la récupération de la souveraineté totale de Panama sur le zone du canal, à la fin du siècle. Le général Noriega doit quitter Paris vendredi.

L'ambassade de France en Israël. — Le gouvernement français a donné l'assurance aux ambassadeurs des Etats islamiques en France qu'il n'envisage pas de transférer l'ambassade de France en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, apprend-on de source diplomatique. Cette assurance, indiquée-on de même source, a été donnée par M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, à un groupe d'ambassadeurs des Etats islamiques en France conduit par M. Youssef Ben Abbès, ambassadeur du Maroc, qu'il a reçu le mardi 19 juin.

ISTH — INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
FORMES DE L'ÉCRITURE
VERS L'ÉCRITURE MODERNE
Méthodologie de l'écriture — Renforcement des langues vivantes
SCIENCES PO
Entrée en AP — Cours du soir — Année
AUTEUIL, 6, av. Libération — Paris — Tél. : 224.19.72 +
TOLBIAC 83, av. d'Alsace — Paris — Tél. : 585.58.35 +

DANS LE CADRE DU FESTIVAL DE L'AUDIOVISUEL D'ENTREPRISE DE BIARRITZ
ORGANISÉ PAR LE C.N.P.F. AVEC TELECOM 1, LES FILMS DU SABRE, INTER ACTIF ET LE NOUVEL ÉCONOMISTE

ANDRE ROUSSELET

Président Directeur Général de l'Agence Havas et de Canal Plus

JEUDI 21 JUIN de 19 h 30 à 20 h 30

CLUB DE LA PRESSE EUROPE 1

SPECIAL

Il faut

pour les doublemètres

CAPEL

met en qua pour les doublemètres

TG

Un exemple de Couple d'Amour en 1984

ASIE

Chine

Pékin juge «inutiles» les assurances demandées par Washington sur l'accord nucléaire sino-américain

Pékin. — Le gouvernement chinois a réagi, mercredi 20 juin, aux demandes américaines de nouvelles assurances concernant l'application de l'accord de coopération nucléaire, parafé en avril, lors de la visite du président Reagan à Pékin (*le Monde* daté 17-18 juin). Tout en restant modérée dans le ton, la prise de position chinoise rejette clairement sur les Etats-Unis la responsabilité de tout retard dans la signature de cet accord.

Le même jour, un porte-parole du ministère des affaires étrangères s'est élevé contre la décision de Washington de vendre à Taiwan douze avions de transport militaires C-130. Ce nouveau contrat d'armement entre les Etats-Unis et le régime nationaliste de Taiwan, dont le Congrès américain a été saisi lundi, s'élève à un montant de 325 millions de dollars. Il comprend, en outre, la livraison d'équipements au sol, de pièces détachées et un programme de formation de personnel.

Dans sa déclaration, le ministre des affaires étrangères chinois relève que, dans la mesure où les Etats-Unis dans le passé n'avaient jamais vendu de C-130 à Taiwan, cette décision constitue une « violation évidente » du communiqué commun sino-américain du 17 août 1982. Cet accord stipule que les ventes d'armes américaines à Taiwan ne doivent pas exacerber « en quantité ou en qualité » celles des dernières années.

Si cette polémique entre, pourrait-on dire, dans l'ordre normal des réactions que provoque à Pékin chaque annonce de vente de matériel militaire par les Etats-Unis à Taiwan, il pourrait en aller différemment de la querelle sur l'interprétation et l'exécution de l'accord de coopération nucléaire. Il apparaît, en effet, que, par crainte de voir l'accord rejeté par le Congrès, l'administration Reagan souhaiterait aujourd'hui obtenir de Pékin des ga-

De notre correspondant
ractions plus contraignantes quant au respect des principes régissant la non-prolifération nucléaire.

Washington a donc changé d'attitude depuis le mois d'avril dernier. Un porte-parole du département d'Etat n'affirmait-il pas, début mai, au lendemain du parafé de l'accord, que « les Etats-Unis se fient à la parole solennelle donnée par les autorités chinoises », selon laquelle Pékin n'aidait pas d'autres pays à se doter de l'arme atomique — une telle suspicion vise notamment les relations sino-pakistanaïses — une fois entré en vigueur l'accord de coopération nucléaire sino-américain ? De telles assurances avaient été données publiquement par M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, en janvier dernier, lors de son voyage aux Etats-Unis. M. Zhao les a réitérées dans son récent rapport d'activités devant l'Assemblée nationale populaire. Mais, à l'évidence, les opposants à l'accord persistent à être, aujourd'hui, au Congrès, que l'administration Reagan estime ne pouvoir se satisfaire de telles promesses verbales.

En agissant de la sorte, les Etats-Unis se mettent dans une position délicate vis-à-vis de Pékin. La Chine est, en effet, en droit d'estimer, comme l'a déclaré mercredi un porte-parole, que les problèmes soulevés maintenant par les Etats-Unis sont « inutiles » dans la mesure où « toutes les questions relatives à cette affaire ont été discutées et résolues » au cours des négociations préalables au parafé de l'accord.

Le refus par Pékin de fournir des éclaircissements rendrait quasiment impossible l'examen de l'accord par le Congrès avant les prochaines élections américaines. Le démarrage des conversations commerciales pour la vente de réacteurs nucléaires à la Chine par des sociétés américaines en serait retardée d'autant. Ces nou-

veaux obstacles sur la voie de la coopération nucléaire sino-américaine pourraient faire les affaires de la France, en amenant la Chine à accélérer les discussions en vue de concrétiser sur le plan technique et commercial l'accord de principe conclu en mai 1983, lors de la visite de M. Mitterrand, sur la vente de quatre réacteurs.

Un ministre chinois se rend à Moscou

Mercredi également, Pékin a annoncé que M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères chinois, se rendrait, à la fin de ce mois, en Bulgarie et en Tchécoslovaquie, ainsi qu'en URSS, à l'invitation de M. Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères. Cette décision confirme que l'annulation de dernière minute, le mois dernier, de la visite en Chine de M. Arkhipov, premier vice-président du conseil de l'URSS, n'a pas amené Pékin à remettre en cause le processus de contacts engagés avec Moscou à l'automne 1982.

Les prochains entretiens de M. Qian avec M. Kapitsa devraient notamment permettre de faire le point sur les différents dossiers — sécurité à la frontière, Afghanistan, Vietnam — qui sont au cœur du dialogue sino-soviétique. Lundi, la Chine avait rejeté les accusations portées contre elle par le régime soviétique, M. Tchernenko, à propos de la tension qui règne depuis deux mois à la frontière sino-vietnamienne. Rejoignant les deux plus hauts dirigeants vietnamiens, M. Tchernenko avait condamné « résolument » Pékin pour ses « actions hostiles » en Indochine. Il s'agissait de la première attaque directe contre la Chine à propos du Vietnam lancée par M. Tchernenko depuis son arrivée au pouvoir en février dernier.

MANUEL LUCBERT.

Appel pour le soutien au peuple afghan et à sa résistance

Après quatre ans et demi de guerre, l'Union soviétique a déclenché une nouvelle escalade en Afghanistan :

- Offensive contre le Panshir mais aussi simultanément contre d'autres régions tenues par la Résistance ;
- Intensification des moyens employés et de la guerre contre les civils : intervention de bombardiers lourds à haute altitude et troupes d'élite aéro-portées, destruction de récoltes.

Cette situation nouvelle est lourde de conséquences tant en Afghanistan qu'aux plans régional et international.

POUR UN SOUTIEN AU PEUPLE AFGHAN ET A SA RESISTANCE

Au moment où les résistants afghans progressent dans leur unité et leur organisation, au moment où la reconnaissance internationale de la Résistance s'affirme, il est urgent que les opinions publiques et les gouvernements d'Europe manifestent leur solidarité et leur soutien.

Nous devons faire pression sur l'URSS pour lui imposer le respect du droit des peuples. Il est nécessaire de refuser la « soumission au fait accompli », de prendre des « mesures qui dépassent le symbole » (François Mitterrand). C'est notre devoir vis-à-vis d'un peuple en lutte pour son indépendance. C'est notre intérêt pour faire reculer les facteurs de tension internationale.

POUR UNE AIDE HUMANITAIRE D'URGENCE

Aujourd'hui, face à l'escalade soviétique, la Résistance affronte de nouvelles difficultés pour subvenir aux besoins les plus urgents. La population est dénuée de tout et en particulier sur les plans alimentaire et sanitaire.

Donnons au peuple afghan les moyens de vivre et donc de poursuivre la lutte pour sa liberté et son indépendance.

Signez cet appel* à votre tour aux côtés des organisations politiques, syndicales, humanitaires suivantes :

Parti Socialiste, PSU, CFTD, FO, Bureau International Afghanistan (BIA), Mouvement de soutien à la Résistance du Peuple Afghan (MSRA), Mouvement international des juristes catholiques, Solidarité Internationale, Association Internationale de Défense des Artistes (AIDA), et des premières personnalités suivantes :

Jacques BERQUE, Mme BRUHAT-MAUGIS, Gérard CHALIAND, Jacques CHATAGNER, Jean CHESNEAUX, Alain CUNY, Jean-Claude DELARUE, Jean-Pierre DIGARD, Pierre EMMANUEL, Miguel Angel ESTRELLA, Suzanne FLOIN, Brigitte FOSSEY, François GEZE, Joris IVENS, Mr Daniel JACOBY, Henri LABORIT, Jean LACOUTURE, Simone LACOUTURE, Jacques LE GOFF, Arthur LONDON, Lisa LONDON, Marceline LORIDAN, André LWOFF, Etienne MANACH, Mr LÉONARD, Paul MILLER, Alexandre MINKOWSKI, Frédéric MITTERAND, Théodore MONOD, Francis PERRIN, Mr Edmond PETTITI, Frédéric POTTECHER, François RIGAUD, Henri ROUILLE D'ORFÈUIL, Delphine SEYRIG, Haroun TAZIEFF, Louis TERRENOIRE, Jean-Marc THIBAUT, Charles TILLOU, Raymond TILLOU, Pierre TOULAT, Paul-Emile VICTOR, Jean-Christophe VICTOR, Paul VIELLE, Antoine VITEZ.

Adressez vos dons au compte commun ouvert spécialement à cet effet :

3989/82 BNP Reuilly

avec la mention : « soutien peuple afghan »

Les fonds collectés seront consacrés à une aide mise à la disposition de la Résistance afghane

* Appel à retourner signé au BIA : 24, rue de Chaligny 75012 Paris - Tél : (1) 307.15.67

PROCHE-ORIENT

Israël

LONDRES ET ROME PROTESTENT CONTRE L'INTERPELLATION DE LEUR ATTACHE MILITAIRE A TEL-AVIV

Les ambassades de Grande-Bretagne et d'Italie en Israël ont élevé, mercredi 20 juin, une protestation auprès des autorités à la suite d'un incident au cours duquel la police israélienne a retenu, mardi, durant deux heures et demi les attachés militaires britannique et italien à Réhovot, dans la banlieue de Tel-Aviv.

Selon la version de la presse israélienne, les deux diplomates auraient été surpris mardi dans une voiture en train de photographier les installations de la base aérienne de Tel-Noaf, près de Tel-Aviv.

La voiture des diplomates a été encerclée par des policiers israéliens, selon des sources diplomatiques britanniques. Les deux attachés militaires sont restés durant deux heures et demi enfermés dans leur véhicule et ont refusé de voler leurs pellicules en ouvrant leurs appareils. Les policiers israéliens ont refusé de leur remettre leurs cartes d'identité diplomatique et les ont empêchés de contacter leur ambassade.

Ce n'est qu'après avoir été conduits dans les locaux du ministère israélien de la défense que les diplomates ont accepté d'ouvrir, à la fois comme geste de bonne volonté et aussi en signe de protestation, leurs appareils et de voler ainsi la pellicule.

A Rome, on souligne de source diplomatique qu'un rapide examen des appareils photos proposés par les deux diplomates a permis d'établir que les pellicules n'avaient pas été imprimées.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak et l'Iran s'accusent mutuellement de violer la trêve des bombardements d'objectifs civils

L'Irak et l'Iran se sont mutuellement accusés, mercredi 20 juin, d'avoir violé la trêve des bombardements d'objectifs civils entrée en vigueur le 12 juin dernier. Radio-Téhéran a affirmé que l'aviation iranienne avait pilonné « les zones civiles d'Abadan et les villages » le long du Chant-el-Arab (sud du front), mercredi après-midi. Ce bombardement est « une violation de l'accord pour l'arrêt des attaques contre des objectifs civils », a ajouté Radio-Téhéran.

Selon un bilan provisoire établi par le correspondant de la radio iranienne à Abadan, deux adolescents ont été tués et plusieurs autres personnes blessées.

De son côté, l'Irak a accusé, mercredi soir, l'armée iranienne d'avoir violé la trêve en bombardant, mercredi matin, des zones civiles de la région de Bassorah (sud de l'Irak). Un porte-parole militaire irakien affirme que « trois obus ont été tirés sur des zones civiles entre 7 h 45 GMT et 8 heures GMT ». Le porte-parole n'a pas fait état de pertes en vies humaines ni de dégâts matériels. Selon lui, les forces irakiennes « se sont abstenues de riposter respectant ainsi leurs engagements » vis-à-vis de la trêve.

Ces accusations de violation de la trêve sont intervenues alors que l'équipe d'enquêteurs de l'ONU chargée de veiller, côté irakien, au respect de l'accord, devait arriver, mercredi dans la journée, à Bagdad.

De côté iranien, un vice-ministre des affaires étrangères, M. Bacharati Djahromi, a affirmé, mercredi au journal *Kayhan*, que son pays n'avait pas fait connaître sa position quant à l'installation d'enquêteurs de l'ONU.

Les Nations unies ont annoncé, mercredi, la composition de l'équipe chargée de la supervision, côté iranien, et ont indiqué qu'un haut fonctionnaire de l'ONU, le général Timothy Dibiuna, se rendrait la semaine prochaine à Téhéran pour discuter de son lieu de stationnement.

Le président Ali Khamenei a réaffirmé, mercredi, dans une allocution devant quatre mille combattants en partance pour le front, que la chute du régime irakien reste l'objectif prioritaire de Téhéran.

« Le régime qui oppresse actuellement le peuple musulman d'Irak ne durera pas. Il est certain que nos courageux combattants s'appuyant sur l'aide de la puissance éternelle de Dieu et grâce à l'esprit saint du mois de ramadan et de l'âme du saint Imam, Ali (O.E.S.), le troisième personnage religieux du chiisme dont l'anniversaire de la mort est célébré ce jeudi, pourront effacer de la carte de la région cette tache honteuse », a-t-il dit.

« Notre ennemi est aujourd'hui plus faible que jamais. Les armées chœurs-croisés politiques prouvent que le régime d'Irak a perdu toute crédibilité, même aux yeux de ses protecteurs et qu'il ne peut pas durer », a-t-il affirmé.

Depuis son appel à la mobilisation le 5 juin, les départs de toutes les villes d'Irak de « volontaires » pour le front se multiplient. Ces derniers jours, selon la télévision, plusieurs dizaines de milliers de combattants sont partis vers la frontière avec l'Irak.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

UN FRANÇAIS ARRÊTÉ. — M. Jean-Marie Masella a été arrêté lundi 18 juin par des gardes-côtes albanais alors qu'il faisait de la pêche sous-marine à proximité des côtes albanaises. Les deux autres Français qui l'accompagnaient ont pu rejoindre leur canot et regagner Corfou, où les trois hommes séjourneraient. L'agence officielle ATA a démenti, mercredi, l'arrestation d'un Français. Selon elle, les gardes-côtes auraient simplement tiré des coups de semence contre le canot qui était entré à deux reprises dans les eaux territoriales. — (AFP.)

Chine

LE PCC RENOUVE AVEC LE PARTI SUISSE DU TRAVAIL. — Le Parti communiste chinois et le Parti suisse du travail ont décidé de renouer des relations après vingt ans d'interruption, ont annoncé, le mercredi 20 juin, à Pékin, les secrétaires généraux des deux partis, M. Hu Yaobang et Arnold Megin. Les relations entre les deux partis avaient été rompues au début des années 1960, par suite des divergences entre la Chine et l'Union soviétique. — (AFP.)

Inde

PAS DE RETRAIT DE L'ARMÉE DU TEMPLE D'OR DANS L'IMMÉDIAT. — Le premier ministre, Mr Gandhi, a exclu, mercredi 20 juin, un retrait des troupes indiennes du Temple d'or à Amritsar, tant que toutes les armes pouvant s'y trouver n'auraient pas été découvertes ou rendues. Une personnalité officielle avait indiqué, mercredi, que les forces armées commencent à se retirer partiellement (*le Monde* du 21 juin). D'autre part, le trafic ferroviaire de marchandises, suspendu le 2 juin, au Pendjab, a repris, mercredi 20 juin. Environ le tiers des trois cents extrémistes sikhs présumés arrêtés lors des récents affrontements ont été transférés dans des prisons de haute sécurité à New-Delhi. — (AFP.)



Varsovie

Tous les lundis, mardis, jeudis. Départ 13 h 30. Arrivée Orly-Sud 20 h 10 via Vienne.

Choisissez la qualité !
En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réervations : 266.34.66

225 000
Tel est le chiffre de tirage du numéro 324 (128 pages) actuellement en vente

afrique asie
Bimensuel d'expression française à vocation internationale

afrique asie
se place ainsi en tête de la presse périodique de l'ensemble des pays en développement d'Afrique, du monde arabe, d'Asie et d'Amérique latine.

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO
Un dossier Cameroun de 56 pages

Une interview exclusive de Yasser Arafat. Les sept points d'accord entre Moscou et le Fatah.

Le retour d'Abdelfattah Ismail au Yémen du Sud. Neuf ans de régime Ratsiraka à Madagascar.

Le reflux syndical au Mali. Blocages et grèves en Centrafrique.

Afrique australe : sport en noir et blanc. Festival de Cannes : le tiers monde oublié.

afrique asie
est en vente dans tous les kiosques en France ainsi que dans 64 pays du tiers monde.

Ecrivez au 13, rue d'Uzès, 75002 Paris pour recevoir un spécimen gratuit et abonnez-vous.

DANEMARK

vos vacances au Danemark à partir de 95 F par nuit avec les chèques-hôtels et auberges en 3 formules :

- chèques-budget, chèques-auberges, DAN-chèques

(petit-déjeuner compris)

Coupon à retourner : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DU DANEMARK, 142, Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. 562.17.02 et voir autres points de contact, dans les pays où vos prochaines vacances au Danemark.

afrique asie

est en vente dans tous les kiosques en France ainsi que dans 64 pays du tiers monde. Ecrivez au 13, rue d'Uzès, 75002 Paris pour recevoir un spécimen gratuit et abonnez-vous.

DANEMARK

à vous de tout cœur !

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Solidarités équivoques

Cela tient sans doute à sa foi militante qui lui a déjà permis, au cours de ces trois dernières années, d'encourager sans broncher bon nombre de coups. Toujours est-il que plus on l'entend, plus M. Pierre Mauroy veut montrer qu'il se porte bien. Ce n'est pas en premier ministre démissionnaire ou « démissionné » que le maire de Lille a commenté, à l'Assemblée nationale, les résultats des élections européennes. Au contraire.

L'assurance du chef du gouvernement n'était pas feinte. L'incertitude qui régnait, lundi matin à l'hôtel Matignon, sur l'espérance de vie, à court échéance, du troisième gouvernement de M. Mauroy, et qui avait été amplifiée par la prestation de M. Jacques Delors, lundi soir sur Antenne 2, a été levée au cours des entretiens que le chef du gouvernement a eus, mardi à l'Élysée, avec le président de la République.

Comme on le prévoyait, M. François Mitterrand a décidé de ne pas réagir à chaud. A l'hôtel Matignon on laisse entendre que le changement de gouvernement, si changement il doit y avoir, n'est pas pour tout de suite. Dans ses réponses aux députés, M. Mauroy a lui-même fait comprendre que son troisième gouvernement travaillera normalement, au moins jusqu'à l'expiration de l'ordre du jour de la session parlementaire. Or ce programme est tellement chargé qu'une session extraordinaire sera vraisemblablement convoquée en juillet. En outre, le chef de l'État souhaite apparemment que l'équipe de M. Mauroy, malgré son usure, conduise jusqu'à leur terme les difficiles débats sur les deux projets de loi relatifs à l'enseignement privé et à la presse.

Assuré de cette « prolongation » — fut-elle de courte durée — M. Mauroy a demandé de nouveau aux membres du gouvernement, mercredi, au cours des délibérations du conseil des ministres, de ne pas contribuer eux-mêmes aux difficultés du pouvoir. En ces temps difficiles, a-t-il expliqué en substance après avoir commenté les résultats du scrutin, il est bon que se manifeste une solidarité gouvernementale « effective ». Cette réflexion, empreinte d'ironie, selon l'entourage du chef du gouvernement, visait au premier chef le ministre de l'économie, des finances et du budget. Toutefois, le propos de M. Mauroy semble être tombé à plat si l'on en croit le nouveau porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, selon lequel l'intervention du premier ministre n'a suscité « aucune conclusion et pas de déclaration du président de la République ».

Cela dit, que retenir des arguments avancés par le premier ministre pour minimiser le grave échec enregistré par la gauche le 17 juin ? Souligner le taux d'abstention, constater la démolition de l'électorat de gauche, prétendre que la majorité dispose de « réserves » ne relève-t-il pas uniquement de la pratique de l'exorcisme ? En revanche, la dénonciation par M. Mauroy de la percée de l'extrême droite et l'exploitation des « thèmes monstrueux qui troublent parfois, hélas ! nos concitoyens les moins formés et plus vulnérables » auraient pu, un instant, faire l'unanimité du Parlement. Il n'en a rien été. Les principaux porte-parole de l'opposition ont préféré — c'est de bonne guerre — réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale en soutenant des arguments dont ils contestaient naguère la valeur, au lendemain de leurs propres revers électoraux.

Cette joute a néanmoins été instructive puisqu'on a vu M. Jacques Chirac soutenir de ses applaudissements les « barons » de son mouvement montés au créneau pour exiger des élections anticipées, alors que au même moment dans les colonnes du Monde, le président du RPR expliquait qu'il n'était pas lui-même partisan de la dissolution de l'Assemblée nationale parce que le vote du 17 juin lui apparaissait sans conséquence sur les institutions. Ce qui démontre, à tout le moins, qu'en matière de solidarité la majorité n'a pas le monopole de l'équivoque.

ALAIN ROLLAT.

M. Mauroy : respecter la démocratie ce n'est pas faire dire aux électeurs plus qu'ils n'ont exprimé...

L'intérêt du mercredi, c'est de tomber trois jours après le dimanche. Le gouvernement n'imaginait sans doute pas que l'opposition laisserait passer, sans la saisir, la première occasion qui lui serait offerte de retourner le fer dans la plaie encore saignante ouverte au flanc de la gauche par les résultats des élections européennes du 17 juin. C'est chose faite grâce au rendez-vous hebdomadaire et obligé des ministres, et notamment du premier d'entre eux, avec les députés lors de la séance de questions d'actualité du mercredi à l'Assemblée nationale.

A chacun sa manière. L'UDF, ce 20 juin, ouvre les hostilités par la voix de M. Jean-Claude Gaudin, son président de groupe parlementaire. Le député marseillais, tempérant sa faconde méridionale de quelques accents solennels, a expliqué que les Français, en votant comme ils l'ont fait le 17 juin, ont voulu signifier leur désapprobation au capitalisme, le président de la République, à l'équipage, au gouvernement, et jusqu'aux mousaillons, les députés de gauche. M. Gaudin a même chiffré la montée en puissance de la vapeur dans la chaudière du mécontentement populaire : « En 1981, M. Mitterrand avait totalisé quinze millions de suffrages. Que cela vous plaise ou non, que vous le vouliez ou non, vous n'avez retrouvé dimanche que sept millions. Encore un déficit ! Un déficit de huit millions de voix en mille jours cela fait huit mille voix par jour ! »

Plus sérieusement, M. Gaudin poursuivait : « Le président de la République et lui seul dispose du droit de dissolution. Mais nous savons bien qu'il ne l'utilisera pas avant d'avoir prévu une nouvelle loi électorale. Le respect du suffrage populaire vous impose, messieurs, de tenir compte de l'avertissement sérieux que le pays vient de vous donner. A travers la gauche, c'est le socialisme qui est condamné. Or, au moment précis où les Français disent qu'ils ne veulent plus du socialisme, il se trouve des voix dans vos rangs pour dire qu'il en faut toujours davantage ! Après le désaveu des cantonales de 1982, après le désaveu des municipales de 1983, vous n'avez pas compris le message du peuple. Le comprendrez-vous enfin aujourd'hui ? »

Les « barons au créneau »

Pour que ce soit bien clair, le RPR répète la question plusieurs fois, à sa manière, toute de tradition et de solennité. Les amis de M. Jacques Chirac font donner la vieille garde, les « barons » du gaullisme, les gardiens des « tables de la loi » de la V^e République. M. Messmer d'abord, puis M. Olivier Guichard et, enfin, M. Michel Debré. Tous adjurent M. Pierre Mauroy de revenir devant le peuple pour tenter d'y retremper sa légitimité ou pour se résoudre à partir.

« Le général de Gaulle n'y a jamais manqué par divers moyens, entre lesquels vous pouvez choisir », laisse tomber, cinglant, M. Messmer, avant d'ajouter : « Ce choix, le ferons-nous ? Ce serait agir contre l'intérêt national dont, je le sais, vous avez le souci comme chacun de nous ici, que de cruser encore plus profondément pendant deux ans de plus le fossé qui sépare la nation de ceux qui la gouvernent. » M. Guichard, pour sa part, rappelle que le général de Gaulle « six fois, en onze ans », a fait le choix de la « clarté ».

Enfin M. Debré souligne : « Les institutions de la V^e République (...) permettent certes de maintenir en place votre gouvernement ou d'en nommer un autre, mais pour quel fait ? La même politique ? Elle a

été condamnée. Pour modifier le mode de scrutin, rétablir la proportionnelle, augmenter le nombre de députés et faire ainsi réapparaître un anti-parlementarisme que la V^e République avait supprimé, ainsi que les gouvernements de coalition qui ont fait le malheur de la IV^e République ? Quant à l'extrême droite votre politique lui a donné de la force, votre loi électorale lui donnera des députés. Le respect des institutions de la V^e République implique que soit respectée la légitimité issue du suffrage universel ou qu'en moins soit opéré un changement profond de politique, mais rester faire la même politique (...), ce n'est avoir de respect ni pour le peuple ni pour la République, c'est méconnaître le bien de la patrie. »

« Une grande et forte place aux communistes »

Ce tir de barrage trouve un Pierre Mauroy combatif, aussi sûr qu'à l'habitude de tracer le bon sillon, qui martèle en conclusion de chacune de ses réponses : « L'Assemblée nationale est à sa légitimité et le gouvernement est à sa tâche. » Dans un hémicycle tendu où fusent, des bancs de l'opposition, les cris de « dissolution ! », « dissolution ! », les interjections « alors, parlez ! », le premier ministre, tout en développant les idées déjà exprimées dans ses colonnes (Le Monde du 21 juin), livre aux députés son analyse du scrutin du 17 juin, marqué selon lui par « un niveau d'abstention historique (...), une mobilisation très insuffisante de l'électorat de la gauche, un demi-succès de l'opposition et une percée de l'extrême droite ».

Il affirme, notamment, à propos du nouveau recensement par le PCF : « Les communistes ont sans doute souffert, comme les socialistes, du poids que la crise et sa conséquence, la rigueur, font peser sur les Français, en particulier sur les plus vulnérables, c'est-à-dire sur les plus modestes d'entre eux. La politique de rigueur est une politique de raison et non une politique de cœur, et c'est la grandeur de la gauche et du gouvernement que de mener, quitte à en payer le prix, cette politique qui correspond à l'intérêt du pays. Les communistes ont aussi souffert (...) de ce que la clarification ne s'est pas faite. Un parti de gouvernement a des servitudes. Je comprends qu'elles soient rudes et même très rudes, mais je crois qu'il faut les partager, c'est vrai pour les communistes, c'est vrai aussi pour les socialistes, comme pour tous ceux qui leur sont associés dans cette majorité. C'est à cette condition que chacun aura sa place, et je tiens à déclarer devant la représentation nationale que, contrairement à ce que certains disent ici et là, si je souhaite qu'une grande et forte place soit faite aux socialistes, je souhaite également qu'une grande et forte place soit faite aux communistes. J'espère que les décisions qui seront prises permettront qu'il en soit ainsi. »

Enfin, M. Mauroy réplique aux « barons » gaullistes : « Vous n'êtes pas les gardiens de la Constitution et vous n'avez pas le pouvoir de dicter la loi à la représentation nationale. Quand vous perdrez les élections intermédiaires, remettez-vous l'Assemblée nationale en cause ? Et quand vous invoquez le niveau modeste des votes favorables

obtenus dimanche dernier par l'actuelle majorité, oubliez-vous vos 37 % de 1973 et de 1967, sans parler des 31,9 % que vous avez recueillis en 1962 ? (...) Il ne suffit pas de se draper dans je ne sais quelle dignité, ni de prendre prétexte d'un scrutin relatif à une Assemblée qui n'a pas en charge la réalité française pour mettre en cause nos institutions et votre pratique d'hier. Respecter la démocratie, ce n'est pas faire dire aux électeurs

plus qu'ils n'ont exprimé, c'est respecter les échéances fixées par notre règle fondamentale, la Constitution. Les Français ont voté sur l'Europe, tel était le problème posé. (...) Mais, bien entendu, il y a toujours dans un scrutin des indications concernant la vie nationale : il appartient au président de la République, au gouvernement et à la représentation nationale d'en tenir compte. »

J.-L. A.

MAITRISE DE L'ENERGIE

Un dossier pour l'été
VIVEZ EAU SOLAIRE

■ Sur la route des vacances...
■ Invité du mois : Michel Pezet, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
■ Vers une Europe de la maîtrise de l'énergie ?
■ Le monopole du moulin à eau, chronique de Louis Puiseux

Dans « Le Monde » du samedi 23 juin daté 24-25 juin

Apple Expo
Prenez un an d'avance en une journée.

Vendredi 22 juin.

Samedi 23 juin.

Dimanche 24 juin.

8
9
10
11
12
Déjeuner
14
15
16
17
18
19
20
Dîner

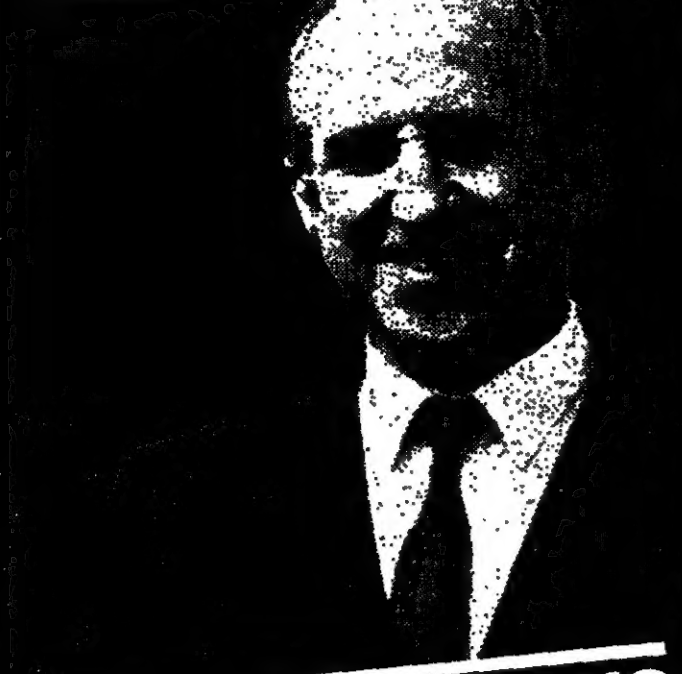
Ecouter une conférence sur l'intelligence artificielle.
Essayer le nouvel Apple II c.
Discuter avec quelques inventeurs de logiciels.
Prendre un verre au "Fruit de la Passion".
Choisir une imprimante.
Serrer la main à Macintosh.

Des cartes d'entrée demi-tarif pour Apple Expo sont à votre disposition chez tous les concessionnaires agréés Apple. Pour connaître la liste des concessionnaires agréés Apple, appelez gratuitement le 16.05.22.22.22.

Apple Expo. 22/23/24 Juin 1984 Bâtiment 8. Parc des Expositions. Porte de Versailles. De 10h à 22h (dimanche 10h à 19h).



ANICET LE PORS



CONTRADICTIONS
ENTRETIENS AVEC
JEAN-MARIE COLOMBANI

ANICET LE PORS CONTRADICTIONS

entretiens avec
Jean-Marie Colombani



EDITIONS SOCIALES ■ NOTRE TEMPS/TRIBUNE

Pour quoi et comment les communistes participent-ils au gouvernement? Pour quel profit? Pour quel résultat? Quel est l'avenir du Parti communiste? Qu'en est-il de son "déclin"? Aucune des interrogations, aucune des contradictions surgies quotidiennement des situations concrètes n'est passée sous silence.

UN VOLUME 252 PAGES 85 F
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

messiaor
Editions Sociales

POLITIQUE

Le débat au sein du PCF

LE MODÈLE ITALIEN

Un débat de fond s'est ouvert, au sein du PCF, au sujet du comité central convoqué pour les 26 et 27 juin. Trois problèmes se posent aux communistes : leur « ligne » politique, qu'ils doivent réexaminer ; leur organisation, puisque celle-ci n'a pas permis que les questions de fond soient posées en temps et lieu ; leurs dirigeants enfin, puisqu'ils incarnent une politique qui a conduit au déclin que l'on sait (le Monde des 20 et 21 juin). A cet égard, les travaux du comité central permettront d'apprécier si le PCF s'engage dans un processus continuant, ou non, au départ du secrétaire général, lors du congrès prévu au début de l'année prochaine.

Dans le cadre de ce débat, l'Humanité donne la parole à Armand Spire. Ce dernier médite sur deux chiffres : ceux du PCF, et ceux du PCI qui, avec 33,3 %, est devenu le premier parti d'Italie. Il écrit notamment : « A ceux qui croient voir dans la baisse d'influence électorale du Parti communiste français la promesse d'un déclin assuré des formations révolutionnaires en Occident, on peut déjà répondre que le score obtenu par le Parti communiste italien apporte la preuve, pratique, que la dégradation de l'organisation communiste dans un pays capitaliste avancé ne constitue pas une fatalité. (...) »

Pendant vingt ans le PCF reste, peu ou prou, prisonnier d'un modèle, de socialisme inadapté à notre pays et à notre époque.

Du côté italien, la situation est très différente. Dès 1956, les communistes cherchent une stratégie nationale qui leur permette de sortir de leur isolement relatif et de s'insérer activement et durablement dans la réalité politique et sociale de leur pays.

Leur secrétaire général, Palmiro Togliatti, avait rédigé au cours d'un séjour à Yalta, juste avant d'y mourir en août 1964, un mémorandum où l'on trouve une réflexion aboutie sur la possibilité d'accéder au socialisme par une voie pacifique et en utilisant toutes les libertés conquises par les travailleurs dans le cadre national.

Le dirigeant communiste souligne dans ce testament : « La possibilité pour les classes laborieuses de conquérir des positions de pouvoir dans le cadre d'un Etat qui n'a pas changé sa nature d'Etat bourgeois et la possibilité de lutter pour une transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature d'Etat bourgeois. » Bien sûr, cela impliquait que chaque parti communiste marche de façon autonome — la solidarité et l'unité du mouvement ouvrier devant désormais se réaliser — dans la diversité. Dans ce même texte, le révolutionnaire italien appelle à ouvrir les yeux sur la réalité soviétique, posant la question non résolue du « dépassement du régime de limitation et d'abolition des libertés démocratiques et personnelles qui avaient été instaurées par Staline ». Cette critique montre clairement que la référence au modèle soviétique avait déjà perdu, dans l'esprit de Togliatti, sa portée stratégique.

Faut-il en conclure pour autant que le PCI était en « avance » de vingt ans sur le PCF qui ne commença qu'en 1976, à son vingt-deuxième congrès, l'élaboration d'une telle stratégie.

Ce serait là une vue tout à fait unilatérale de deux réalités politiques impossibles à superposer. Faut-il rappeler par exemple que la volonté unitaire du PCI n'a rencontré, jusqu'à ce jour, que le refus de la part des socialistes italiens, alors qu'en France la stratégie du Parti socialiste, depuis son congrès d'Epinal, a sérieusement entamé l'influence de son allié communiste.

■ M. Galland répond à M. Léotard. — M. Yves Galland, secrétaire général du Parti radical, élu sur la liste de M^{me} Veil, estime que M. François Léotard, secrétaire général du PR, s'est déconsidéré en mettant en cause de façon incessante l'union de l'opposition, en ayant totalement absent du combat politique de ces dernières semaines. Pour M. Galland, le député du Var « est aujourd'hui le plus mal placé pour déclarer : « Le choix de la liste d'union a freiné et même brisé le processus de reconquête du pouvoir » (le Monde du 20 juin). Il ajoute : « Bien au contraire, socialistes et communistes n'ont jamais été aussi affaiblis et l'opposition républicaine a prouvé qu'elle était la seule force d'alternance possible. Si François Léotard persistait à critiquer et à dénigrer au lieu de reconnaître les aspects positifs de cette campagne européenne, il serait disqualifié. Nous attendons des nos porteurs beaucoup moins d'insultes et plus de fait-play, d'engagement et de réalisation. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 20 juin au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

APPROBATION DE CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres les projets de loi autorisant l'approbation de deux conventions.

1) La convention de Genève du 24 mai 1983 instituant une organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT). En application d'un programme opérationnel d'une durée de douze ans et demi, les douze Etats européens parties à la convention procéderont ainsi à l'exploitation de trois satellites qui auront été lancés par la fusée Ariane.

2) L'accord conclu le 8 mars 1984 entre la France et le Costa-Rica pour objet d'établir entre les deux pays, suivant des dispositions mises au point dans le cadre de l'OCDE, les règles régissant la protection réciproque des investissements directs.

RÈGLEMENTATION DES APPELLATIONS D'ORIGINE VITICOLES

M^{me} le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux appellations d'origine dans le secteur viticole.

Certaines appellations d'origine avaient été délimitées, notamment avant la création de l'Institut national des appellations d'origine (INAO), par décision judiciaire ou administrative, sur la base de la loi du 6 mai 1919.

Le projet de loi a pour objet de permettre, par décret en Conseil d'Etat pris sur proposition de l'INAO, la modification des délimitations, de l'emplacement ou des procédés d'élaboration prévus par ces jugements, qui ne sont plus toujours compatibles avec l'évolution des connaissances et des techniques.

LES REGLES APPLICABLES AUX NAVIRES ET ENGINS FLOTTANTS ABANDONNES

Le secrétaire d'Etat chargé de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux navires et aux engins flottants abandonnés.

Ce texte étend aux navires abandonnés dans les eaux territoriales et les eaux intérieures, ainsi qu'aux autres engins flottants tels que les barges et les plateformes de forage, certaines dispositions de la réglementation applicable aux épaves maritimes.

Afin de faire cesser les dangers qu'ils peuvent présenter, et après une mise en demeure restée sans effet, l'administration aura le pouvoir de les saisir, de les vendre et de récupérer ainsi les fruits d'intervention. Les droits du propriétaire de la cargaison et ceux des créanciers du propriétaire du navire ou de l'engin flottant saisis seront préservés.

COSTA-RICA

Le président de la République et le gouvernement ont reçu le président du Costa-Rica en visite officielle.

LES CONTROLES AUX FRONTIERES ENTRE PAYS DE LA COMMUNAUTE

Le ministre des affaires européennes a présenté au conseil des ministres une communication sur les conventions en cours au sujet des conditions du passage des frontières entre la France et la République fédérale d'Allemagne pour les ressortissants des Etats membres de la Communauté.

L'AMÉLIORATION DES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES USAGERS

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives a rendu compte de l'action entreprise par le gouvernement en vue d'améliorer les relations entre l'administration et les usagers.

1) Le décret du 28 novembre 1983, émanant essentiellement de la Charte des relations entre l'administration et les usagers, est entré en vigueur le 4 juin 1984. Ses dispositions concernent l'égalité des citoyens dans leurs rapports avec l'administration, les droits des usagers lors de l'instruction de leur dossier et le fonctionnement des organismes consultatifs. Toutes instructions ont été données pour assurer l'application effective de ce texte dans les délais prévus.

2) L'amélioration des fonctions d'accueil, d'information et de disponibilité de l'usager sera poursuivie par une meilleure utilisation des moyens disponibles. Les opérations, « Administration à votre service », « AYS », étendues à huit départements en 1984, contribueront à la réalisation de cet objectif.

3) Faisant suite aux soixante-quatre mesures de simplification administrative adoptées depuis 1981, quarante-deux nouvelles mesures sont en cours d'examen.

4) La mission de coordination des opérations de déconcentration, qui ont pour but de rapprocher la décision des citoyens, a engagé ses travaux et proposé ses premières conclusions.

5) Un comité interministériel de l'information et de la bureautique dans l'administration a été créé par décret du 18 juin 1984. Il aura notamment pour tâche d'orienter et de coordonner l'utilisation des technologies nouvelles par les administrations. Il contribuera ainsi à une meilleure satisfaction des besoins des usagers.

6) L'action déjà entreprise lors de la campagne d'automne 1983 pour permettre une meilleure compréhension entre l'administration et son public sera reprise à l'automne 1984 par des initiatives coordonnées des différentes administrations.

ES
ONTR

ec eux,
entifique

PARIS au
OBJECTIF IMMÉ
sur développe
QUESTION : Ce
cart des gran
recourent le n
de question u
de 7.000 me
toutes régions
tiques à avoir
3R APPEL sera
président de l
publique.

ILS

US AUS
SSISI

Jun 14 h -

informer, n
efficace
Soutenez
action. Elle n
les dons et con

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DUREE
1 heure par semaine pendant 4 ou 8 mois
STAGES INTENSIFS
de mai à septembre
tennis-action
734.36.36
équipé par *mesure*

L'Assemblée de Corse va être dissoute

(Suite de la première page.)
Il a aussi relevé les contradictions entre les déclarations des responsables du RPR sur place, qui réclament une lutte plus active contre le terrorisme, et celles de M. Bernard Pons, secrétaire général du même mouvement, qui, lors de la campagne électorale, s'était plaint à Ajaccio de « la répression systématique » menée par le gouvernement.

Toutefois, la majorité ne regrette pas les conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin régional d'il y a deux ans. « Dans le contexte d'alors, c'était indispensable pour l'apaisement et pour que chacun se

voie proposer des perspectives démocratiques d'action », a rappelé M. Bonnemaison. Et M. Defforge a souligné que cela avait permis de mesurer que « les indépendantistes représentent moins de 2-3 % des voix », ajoutant : « C'est parce que j'ai donné à l'Assemblée de Corse plus de pouvoirs et de moyens qu'aux autres que je peux, en toute sérénité, demander à la police de faire tout ce qu'il faut pour lutter contre la violence. »

M. de Rocca-Serra reconnaît : « Je boue moi », dit le ministre mais il ajoute : « Vous avez essayé et je ne le vous reproche pas, de régler le problème en supprimant la Cour de sûreté de l'Etat, ce que j'ai approuvé, et en faisant adopter le nouveau statut. Vous n'avez pas réussi. Il faut maintenant rétablir l'autorité de l'Etat et assurer la sécurité des biens et des personnes. C'est le préalable à tout le reste. Nous sommes prêts à aider le gouvernement, à entrer dans une sorte d'union sacrée, pour défendre les libertés et la paix civile. Encore faut-il que le gouvernement fasse son devoir, ce dont je ne doute pas. »

Il y a donc déjà un consensus pour condamner au statut particulier de la Corse une nouvelle chambre de fonctionnaires correctement mais comme l'a souligné M. Bonnemaison : « La nouvelle assemblée aura une responsabilité considérable : un nouvel échec serait inacceptable pour la Corse et la nation française tout entière. »

— THIERRY PRÉZEN.

4/11/84 15.50

LES MAIRES DE FRANCE UNIS CONTRE LE GÉNOCIDE SILENCIEUX DE LA FAIM

Avec eux, des centaines de personnalités politiques, scientifiques, religieuses, artistiques, culturelles...

...REJOIGNEZ-LES !

A PARIS aura lieu un grand rassemblement le 23 Juin...

UN OBJECTIF IMMÉDIAT : La survie de millions de personnes et leur développement.

UNE QUESTION : Ce génocide constant et mathématique est tenu à l'écart des grands choix et des grands problèmes qui secouent le monde. Pourquoi ?

Cette question urgente et désespérée a été entendue par vos élus locaux. Ils sont plus de 7.000 maires de France, de toutes régions et de tous courants politiques à avoir déjà répondu.

LEUR APPEL sera remis au Président de la République.

APPEL DU 23 JUIN

**14 H
PARIS
SALLE WAGRAM**

Avec eux,
vous serez des milliers
unis le 23 Juin dans ce dur
combat pour la vie.
Se sentir concerné, c'est prendre
ses responsabilités et empêcher par tous
les moyens une extermination.
Agir pour faire vivre.

ILS Y SERONT !

Principales personnalités ayant annoncé leur présence : Bernard ALANE, ANÉMONE, Emmanuel AUBERT, Raymond AUBAC, Cécile AUBRY, Georges BARBE, Rein BAYONNE, Dominique BAUDOU, François BEBEY, Jean-Michel BELORGEY, Tahar BEN JELLOUN, Jean BERANGER, Me BOUTESSEL-DU-BOURG, Claude BOURDET, Louis BROCHEN, Jean CABU, Jean CARDONNEL, Alain CARRIGNON, Jean CAVANNA, Jacques CHABAN-DELMAS, Pierre CHAFFOTTE, François CHAMETTE, Jean CHÉRON, Henri CLAREUX, François CLUZET, Claude COMFORTIS, COSTA-SAVARY, Jean-François DAURAC, Yann DAUTIN, Jean DELANNOY, Jean DELUMEAU, Gilbert DE GILLESCHOT, M. DUBIER, Pierre DOUGLAS, Paul DURAFLOU, Henri FAUCON, Raymond FOMI, Georges FRECHE, FRESSOZ, Jean-Pierre GABARROU, François GAYET, Raymond GEROME, José GERSON, Me Patrick SERVAIS, Paul GIRON, Françoise GOMEZ, Gilles GRANGIER, M. GROSSER, Philippe GRUMBACH, Jacques GUYARD, Bronislaw HODOWICZ, Roger KOB, Paul JARGOT, Maurice JANETTI, Thierry JEANTET, Jean-Pierre KAHANE, Henri LABORIT, Jean LABORD, Jacques LACARRIERE, Gilbert LAFALLE, Françoise LANDOWSKI-CAILLIET, Me Henri LECLECH, Jean-Yves LE DRIAN, Maxime LE FORESTIER, Jacques LE BOFF, Louis LEPRINCE-ROUSSET, Pierre MAUGER, Pasteur Jacques MAURY, Albert MICHAËL, Diane MOTTE-BOIS, Juppé-ROBERT MOURET, Claude NEUSCHWANDER, Jean-Charles OPPE-NEAU, Père PELFRENE, Louis PERREIN, François PERROUX, Me Louis PETIT, Claude PIÉLU, Marie-Jane PRUVOT, Jean RAYMOND, Sadi REBBOT, Père RETTENBACH, René REGNAULT, Catherine RIBERD, Père Claude ROBERT, Madeline ROBINSON, Jean RICHE, Mon ROUBEREL, Georges SARRE, Michèle SARDE, Nicolas SCHOFFER, Robert SCHWINT, Paul SERAMY, Erich SPITZ, Bernard STASI, Pierre SUDREAU, Eric TABARLY, Elisabeth TEISSIER, Jean-Marie THIBAUT, Père Jean TOULAT, Danièle VOLLE, Rita ZARAI, Jean ZIEGLER sans que les prix Nobel - André COURMAYON, Sean MAC BRIDE, Louis NEEL, Georges WALD, Maurice WILKINS.

Que l'on ne se trompe pas. Les "Assises de la Survie et du Développement" ne sont pas une initiative parmi tant d'autres. Il s'agit au contraire d'un de ces moments hors du commun dans la vie d'un pays, qui peuvent réellement contribuer à changer quelque chose.

Face à l'extension du "génocide silencieux" que provoquent la faim et le sous-développement, un consensus national a pris corps.

Il y a trois ans, 53 Prix Nobel (aujourd'hui 87) décidaient de parler d'une seule voix. Aujourd'hui, ce sont les maires de plus de 7.000 villes et villages de France qui, dépassant les clivages qui les séparent habituellement, ont décidé d'unir leurs voix pour agir et s'adresser, toutes opinions confondues, aux Pouvoirs Publics.

Leur Appel se résume ainsi : "malgré les efforts déployés actuellement, des millions de gens qui pourraient vivre et contribuer au développement de leur société, vont mourir... à moins d'une action nouvelle et bien conçue. La France peut et doit l'entreprendre en se mobilisant à tous les échelons : depuis les communes jusqu'au gouvernement. Dès 1984."

Il s'agit de tout mettre en œuvre - compétences, moyens, puissance politique - pour réduire tout de suite de plusieurs millions la statistique des victimes, en partant des zones du tiers-monde où la mortalité est la plus élevée. Cet objectif, qui devra être complété par d'autres mesures, est la clef essentielle pour que le développement soit une réalité et non un leurre permanent.

Avec les maires, des centaines de personnalités, de nombreux évêques et des milliers de citoyens ont souscrit l'"Appel" qui sera remis au Président de la République.

Ce n'est pas un appel de plus. C'est une prise de responsabilité - le début d'une nouvelle étape dont il donne le départ. Il ne s'agit pas de simples signatures, mais d'un engagement. Les maires de plusieurs villes significatives, représentant tous les principaux courants politiques ont voulu le montrer en convoquant la tenue d'"Assises nationales".

Ainsi, pour la première fois, des maires - aussi bien parmi les plus prestigieux que des élus de petites communes rurales - que l'on ne voit jamais ensemble se réuniront pour discuter des mesures à prendre. Ils ne le feront pas en vase clos, mais avec tous ceux et celles qui ne sont pas résignés à contempler, impuissants, pendant des années encore, la tragédie qui frappe des populations entières.

D'ores et déjà, des dizaines de personnalités du monde des arts, de la science, de la religion et de la culture ont annoncé qu'elles seront là également car l'enjeu est de taille. Elles feront savoir publiquement que tout ce qui vit, agit et crée dans ce pays est prêt à soutenir une action efficace d'envergure, quel qu'en soit le prix.

Vous aussi, vous devez être là.

Les "Assises" feront bien plus que rendre public un consensus inédit. Elles permettront de mettre au point une action spécifique des communes de France qui viendra renforcer et compléter l'effort nouveau que l'Etat peut entreprendre. Elle sont l'occasion pour tous et chacun de trouver les moyens d'amplifier le mouvement lancé. Vous êtes concernés, c'est l'affaire de chaque citoyen.

VOUS AUSSI PARTICIPEZ AUX

ASSISES DE LA SURVIE ET DU DÉVELOPPEMENT

23 Juin 14 h - Salle Wagram - 39, Av. de Wagram 75017 PARIS - Métro : Charles-de-Gaulle/Étoile

Agir, informer, mener une campagne efficace coûte. Écrivez-nous. Soutenez immédiatement cette action. Elle n'est financée que par les dons et contributions volontaires.

Adresser toute correspondance,

contributions et dons à :

Dons de soutien : chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de "SURVIE", à envoyer à :

Survie 84

12, rue Broca - 75005 Paris

Renseignements : 222.29.79

Nom : Prénom :

Adresse :

Je souhaite recevoir formulaires de l'"Appel". Je joins un don de :

dossier

LE POINT SUR...

Le succès du Front national aux élections européennes est l'aboutissement d'un processus engagé il y a dix ans. Il consacre la présence d'une formation et, surtout, d'un homme qui ont été, au cours de cette période, souvent contestés et même violemment combattus par les autres composantes de l'extrême droite française.

Le Front national est créé le 5 octobre 1972 pour regrouper divers mouvements et diverses personnalités d'extrême droite autour de Jean-Marie Le Pen. L'objectif de ses fondateurs est, à court terme, le scrutin législatif de mars 1973 et, plus tard, la réunification des familles éparses de la « droite nationale ». Parmi ses fondateurs, il y a l'éditorialiste de Minute, François Brigneau, un ancien membre de l'OAS, Roger Holleindre (qui a été le responsable du service d'ordre de Jean-Louis Tixier-Vignancour pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1965 et qui est aujourd'hui le responsable du service d'ordre de Jean-Marie Le Pen), des militants étudiants, notamment Alain Robert, qui dirige alors le mouvement Ordre nouveau, héritier du groupe Occident, dissous en décembre 1973. Il y a aussi François Duprat, dont la plume ardente est remarquée dans les colonnes de Défense de l'Occident et qui anime, avec Alain Renault, les Cahiers européens, avant de mourir assassiné, en 1978, dans l'explosion de sa voiture sans que les auteurs de cet attentat soient jamais identifiés.

Trois vites, les conflits de générations rendent cette cohabitation difficile. Les animateurs d'Ordre nouveau s'accrochent mal de leur participation à un rassemblement plus modéré et préférant les manifestations violentes, ce qui veut

Le Front national et l'extrême droite

à leur mouvement d'être dissous à son tour en juin 1973. Moins d'un an après la création du Front national, il apparaît ainsi que la réunification de l'extrême droite demeure un mythe. Les mauvais résultats obtenus par Jean-Marie Le Pen et ses amis au premier tour des élections législatives de mars 1973 entraînent l'éclatement du FN. Dans la quinzième circonscription de Paris (14^e arrondissement), J.-M. Le Pen ne recueille personnellement que 5,21 % des suffrages exprimés. En conflit avec lui, l'accusant de passivité, les anciens animateurs d'Ordre nouveau, limités notamment par François Brigneau et Roland Gaucher, reprennent leur autonomie et fondent, le 11 novembre 1974, le Parti des forces nouvelles (PFN), qui aspire à donner de l'extrême droite une image moderniste et à devenir une force d'appui pour la majorité de l'époque, dominée par l'UDR.

Jean-Marie Le Pen, faisant cavalier seul, a obtenu entre-temps, au premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974, 0,74 % des suffrages exprimés.

Jusqu'en 1981, la bataille fait rage entre le Front national et le Parti des forces nouvelles. Aux municipales de mars 1977, le PFN, traité de « formation mercenaire » par J.-M. Le Pen, participe aux listes du RPR. Le FN concourt sa campagne sur la région parisienne. Candidat dans le

quinzième arrondissement, où quatre mois plus tôt son appartement a été dévalisé par l'explosion d'une bombe, J.-M. Le Pen arrive en dernière position, au soir du premier tour, avec 1,87 % des suffrages exprimés.

Aux législatives de mars 1978, après une tentative avortée de rapprochement, les deux principales formations d'extrême droite participent à la consultation séparément. Les résultats démontrent leur marginalité. Le FN, présent dans seize circonscriptions, recueille 0,33 % des suffrages exprimés (3,51 % pour J.-M. Le Pen dans la quinzième circonscription de Paris), et le PFN en obtient 1,06 %. Pendant la campagne pour les élections européennes de juin 1979, les deux partis amorcent un rapprochement et annoncent, le 28 avril, la présentation d'une liste commune placée sous la direction de l'écrivain Michel de Saint-Pierre.

Le 26 mai, les dirigeants des deux partis annoncent qu'ils y renouent, faute de moyens financiers. Cinq heures plus tard, coup de théâtre : le PFN dépose sa propre liste, conduite par Jean-Louis Tixier-Vignancour. Jean-Marie Le Pen et ses amis, qui sont exclus, crient à la trahison et appellent à l'abstention. Mais pour le PFN, qui est devenu au sein de l'Eurodroite l'allié français du Mouvement social italien (MSI) et des phalanges espagnoles de Fuerza Nueva, cette manœuvre se solde par un

échec : la liste de J.-L. Tixier-Vignancour ne recueille que 1,31 % des suffrages exprimés.

Ce sont les consultations de 1981 qui vont clarifier la situation. Ni Jean-Marie Le Pen ni le candidat du PFN à la candidature, Pascal Gauchon, ne peuvent participer à la consultation présidentielle, faute d'avoir rassemblé les cinq cents parrains requis pour se présenter.

Les législatives du mois de juin apportent une nouvelle déstabilisation aux deux formations rivales. De nouveau candidat à Paris, J.-M. Le Pen recueille 4,38 % des suffrages exprimés. Le porte-parole du PFN, P. Gauchon, lui aussi candidat dans la capitale, en recueille 3,26 %. Les fondateurs du PFN changent alors de stratégie. P. Gauchon retourne à ses travaux d'historien, M. Robert et plusieurs autres cadres du parti adhèrent au Centre national des indépendants et paysans. Le PFN est réduit à l'état de groupuscule incapable de participer à la consultation européenne de 1984. J.-M. Le Pen gagne par abandon de son principal rival, l'état-major du Front national se réorganise, écarte discrètement certains activistes partisans d'un nationalisme révolutionnaire dur, devient totalement l'instrument de son président.

L'action de la gauche au pouvoir a donné à J.-M. Le Pen l'occasion de revendiquer le rôle de « résistant » en chef, face à la « révolution marxiste en marche » : les élections de Breuille, Aubry-sur-Bois, Aubry, ont servi de tremplin jusqu'à l'Assemblée de Strasbourg. Point culminant ou simple étape ?

Une logique totalitaire

Ce n'est pas la première fois, en France, que la vie politique connaît une flambée d'extrême droite, mais c'est la première fois qu'une telle flambée s'inscrit dans un homme qui synthétise si parfaitement les multiples facettes historiques de l'extrémisme de droite.

Si étrange que puisse paraître la comparaison, chez Jean-Marie Le Pen, il y a du Mac-Mahon. Comme l'ancien maréchal opportuniste qui avait été choisi par la droite monarchiste après avoir écarté la Commune, pour essayer de renverser la République et détruire l'œuvre de la Révolution, l'ancien paracristallin est partisan d'un gouvernement de l'ordre moral à ce point en harmonie avec l'ordre naturel conforme aux lois divines. Bien que son inclination au présidentialisme n'autorise pas à douter de son républicanisme, il bénéficie du soutien des royalistes et des catholiques intégristes. Cette situation est celle d'une « mainmise établie », puisque une « despotisme » du duc de Magenta figure parmi les dirigeants du Front national en Bourgogne. Mais si le gouvernement républicain du maréchal Mac-Mahon n'aboutit pas à « ses fins », J.-M. Le Pen, lui, ne manque pas d'expérience politique.

Dans le phénomène Le Pen il y a aussi du boulangisme. En matière de « muscle », le verbe du président du Front national n'a rien à envier à celui qui assura au général Boulanger,

ministre de la guerre, une popularité telle, de 1886 à 1889, auprès de tous les mécontents de la III^e République, qu'il fallut l'union de tous les républicains pour empêcher un coup d'État. J.-M. Le Pen bénéficie, lui aussi, d'un vote de mécontentement, encouragé par les adversaires du régime en place.

Dans ces deux références historiques le mythe du chef, si caractéristique à l'extrême droite, présente également une analogie avec le culte de la personnalité qui entoure le président du Front national à l'intérieur de son parti.

J.-M. Le Pen est, en outre, qu'il le veuille ou non, l'héritier des ligues de 1934 dont l'action violente et raciste fut attisée par Charles Maurras et les autres écrivains réactionnaires en lutte contre la gauche d'avant le Front populaire. C'est, en effet, parmi les militants des ligues des années 30 — les groupes Occident, puis Ordre nouveau — que le Front national trouve, à sa création, en 1972, ses cadres les plus dynamiques, avant d'opter, à son tour, sous la pression personnelle de J.-M. Le Pen, pour une stratégie électorale rompant avec l'action des ligues.

Un courant néo-poujadiste

Qu'il y ait, en plus, du poujadisme dans la pensée du Front national, cela est devenu une évidence. Et là encore l'histoire politique se répète si bien qu'elle accorde aujourd'hui ses faveurs à un homme qui fut justement l'un des cinquante-deux députés poujadistes élus en 1956. Néo-poujadiste, le courant dont bénéficie J.-M. Le Pen l'est à plusieurs degrés. Il l'est par ses caractéristiques sociologiques. Il s'agit d'un courant issu des milieux populaires, et qui privilégie les petits commerçants et les artisans. Ce n'est pas par hasard que J.-M. Le Pen s'associe volontiers aux revendications du SNPM, dont le président, Gérard Deul, ne cache pas ses anciennes convictions pétainistes.

Il s'agit aussi, comme pour le mouvement poujadiste, d'un courant aux tendances à la fois nationalistes, voire chauvines, antisémites, antibureaucratiques, antisocialistes. J.-M. Le Pen exploite les mêmes thèmes que l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) en 1956. Il s'adresse à la même clientèle dans un contexte analogue : l'éruption du mouvement poujadiste avait été facilitée par les exceptions qu'avaient suscitées les politiques économiques et sociales conduites sous le IV^e République ; le poujadisme du Front national se nourrit des déceptions engendrées depuis 1981 par la politique de la gauche. L'exploitation du sentiment d'insécurité et des difficultés nées de l'immigration ne représente en quelque sorte qu'une « mise à jour » de l'idéologie sécuritaire qui contribue, aujourd'hui comme hier, à ces réactions de rejet. La score réalisé le 17 juin par J.-M. Le Pen est d'ailleurs remarquablement proche de celui réalisé par le Mouvement de l'UDCA il y a vingt-huit ans. La liste de J.-M. Le Pen a recueilli 2204961 voix, soit 11,06 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire autant que les candidats poujadistes qui avaient obtenu en 1956 2451555 voix, soit 11,50 % des suffrages exprimés. Mais à la différence de Pierre Poujade en 1956, le président du Front national dispose d'un parti bien organisé.

Enfin, J.-M. Le Pen a capté l'héritage des révoltés de l'Algérie française et de l'OAS dont il partagea les combats, de 1958 à 1962, en s'étant trouvé placé au cœur de toutes les opérations politiques de l'époque, mais sans jamais sortir de la légalité. L'appui massif qu'il a reçu dimanche, dans le Midi, de la part des électeurs pieds-noirs en témoi-

gnage. Toutefois, l'ensemble de ces héritages historiques ayant élargi sa dimension personnelle, le président du Front national a connu un succès nettement supérieur aux 5,31 % rassemblés par la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour au premier tour de l'élection présidentielle de décembre 1981.

La mobilisation des haines

Mais si pour J.-M. Le Pen la traversée du désert a duré vingt-deux ans — de 1962 à 1984 — c'est parce que les circonstances politiques intérieures ne lui permirent pas de tenir plus tôt le rôle catalyseur qui est le sien en ce printemps de l'extrême droite. Trois ans de pouvoir de gauche, dans un contexte de crise économique, ont favorisé cette émergence et permis à J.-M. Le Pen d'épanouir ainsi toutes ses « potentialités ». Il s'agit bien là d'un autre phénomène étonnant : à l'extrême droite la mobilisation des haines contre un ennemi désigné et jugé, soudain, totalement intolérable. Sous Mac-Mahon et Boulanger, la haine du républicain, du franc-maçon, puis celle du juif, suscitée par l'affaire Dreyfus, sous l'occupation, celle du communiste, sous François Mitterrand, celle du socialiste-communiste... Si le discours de J.-M. Le Pen rencontre pareil écho, ce n'est pas seulement parce qu'il désigne un ennemi mais plusieurs : l'immigré, le délinquant, le fonctionnaire, mais surtout le communiste, partout rencontré, partout dénoncé. Or le moindre paradoxe de la situation présente n'est pas que le chef de file de l'extrême droite connaisse son triomphe électoral au moment même où son « abominable » adversaire communiste atteint, lui, le creux de la vague... C'est la gauche qui recule, le président du Front national aura besoin pour progresser davantage de radicaliser encore plus son attitude en concentrant son tir contre la droite modérée et libérale. Car comme tous les « héros » historiques de l'extrême droite J.-M. Le Pen est avant tout le vecteur d'une logique totalitaire.

Le programme de M. Jean-Marie Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen a résumé son programme politique dans l'ouvrage qu'il a publié au cours de sa campagne électorale sous le titre Les Français d'abord. En voici les principaux extraits relatifs à ses orientations de politique intérieure :

• INSTITUTIONS

« Nous souhaitons une révision de la Constitution dans le sens d'un régime présidentiel. Le président de la République, élu au suffrage universel pour sept ans et non rééligible, assumerait clairement la charge du pouvoir exécutif. Le champ d'action du référendum doit être étendu afin de permettre un exercice moderne de la démocratie. L'initiative populaire pourra le mettre en œuvre, sur présentation d'un certain nombre de signatures. L'équilibre sera garanti par une Cour suprême indépendante de la liberté et arbitre sans appel, ainsi que par une Assemblée nationale dotée de réelles possibilités de contrôle sur l'administration et élue à la proportionnelle afin d'offrir à l'ensemble des forces vives de la nation une représentation leur permettant de participer pleinement à la vie publique. »

• ÉCONOMIE

« Il faut dénationaliser le secteur public, les entreprises étatisées, y compris celles qui furent nationalisées dans l'immédiat après-guerre. (...) Pour assurer le renouveau du capitalisme, il faut développer le système d'actionnariat. (...) Il faut transmettre la propriété des moyens de production et d'échange au peuple par l'intermédiaire des portefeuilles de valeurs mobilières. (...) Il faudrait distribuer les actions mobilières en fonction des revenus et des besoins. (...) Pour permettre la décolonisation de l'Etat, il faut établir l'incompatibilité entre la fonction publique et les mandats politiques. On ne pourrait pas être fonctionnaire et élu. »

• VIE SOCIALE

« Le droit de grève est inaliénable mais la Constitution prévoit qu'il

peut être réglementé. Les décisions de grève ou de reprise du travail devraient être établies démocratiquement par des consultations dont la loyauté serait garantie et qui pourraient se faire, par exemple, sous le contrôle de juges, et peut-être, aussi, dans des locaux publics qui ne soient pas ceux de l'entreprise. (...) En revanche la grève ne saurait être admise dans les services publics, dont l'un des fondements est la continuité. Il y aurait lieu de lui substituer une procédure judiciaire des conflits. »

• FAMILLE

« Il faut défendre, aider, honorer la famille (...) Contrairement à l'idée reçue la France, qui compte moins de 50 millions d'habitants français, reste bel et bien un pays peuplé. Elle ne manquera pas d'habitants car par la loi elle-même, elle ne peut pas manquer d'habitants. (...) Il faut établir une politique nationale de la famille française. (...) La loi de la nationalité et notamment la suppression de son article 23, selon lequel tout enfant né en France de parents étrangers est automatiquement Français, (...) l'abrogation des Accords d'Evian qui l'Algérie n'a jamais respectés, (...) la suppression des allocations familiales aux immigrés, (...) le réajustement et l'indexation des allocations existantes (familiales, logement), (...) l'insécurité d'un véritable salaire minimum, qui donne à la femme française la liberté de choix entre le travail et le foyer et sa présence au foyer, (...) une spirale pour le père de famille français, (...) aide aux mères françaises célibataires (logement, priorité à l'emploi), (...) la réforme du droit d'adoption avec priorité d'adoption pour les enfants français, (...) une justice fiscale pour les familles françaises par des mesures contre les immigrés (une part fiscale par enfant), (...) l'abrogation de la loi Veil autorisant l'avortement. Par ailleurs, estimant que les enfants sociaux et les contrainctuels n'ont pas à être les complices et les ballons de fond des assassinats autorisés par l'Etat nous nous opposons avec vigueur au remboursement des avortements par la Sécurité sociale. »

• ENSEIGNEMENT

« Ce que nous devons défendre, c'est le droit des Français à avoir un enseignement libre. Enseignement privé qui assure la liberté de choix des parents, mais aussi liberté de l'enseignement à l'intérieur de l'enseignement public, c'est-à-dire respect de la laïcité. (...) Il faut donc réformer l'éducation nationale et déstabiliser l'enseignement national. (...) Il appartient aux parents de choisir l'école qui leur convient le mieux. Il faut qu'il y ait donc un certain nombre d'établissements qui se concurrencent les uns les autres et permettent un haut niveau d'instruction et d'enseignement. Il est temps de séparer l'Ecole de l'Etat. (...) Le 13 mai 1984 M. Le Pen indiquait également qu'il faudrait supprimer un certain nombre de ministères inutiles, en particulier le ministère de l'éducation nationale. »

• IMMIGRATION

« Il faut arrêter l'immigration clandestine avec toutes les rigueurs de la loi. Il faut préparer le retour, en commençant par tous ceux qui sont entrés chez nous de manière illégale. Ce retour s'impose de notre part aucune obligation quelconque d'indemnisation. (...) Les travailleurs étrangers, qui sont la portion la plus intéressante et la plus responsable, mais hélas minoritaire de ce groupement d'étrangers, puisque la majorité est constituée d'assistés sociaux, ont droit, eux à notre considération. (...) Je pense qu'il serait possible d'organiser dans le cadre et avec les crédits de la coopération, la réinsertion d'un certain nombre de ces travailleurs, en leur donnant des prêts, en leur permettant d'installer dans leur pays des sources d'activités qui seraient profitables à eux-mêmes, à leur pays, et pour nous, au titre de l'immigration. (...) Il faut établir une police des frontières, commune aux pays européens. »

• SÉCURITÉ

« Rétablissement de la peine de mort. (...) En supprimant la peine de mort, on a supprimé une des peines les plus efficaces, quand elle est appliquée avec rigueur, pour faire respecter la loi. (...) La peine de mort est la seule sanction de la liberté de tous les citoyens. (...) Rétablissement de l'ordre social : « Le prisonnier doit, par exemple, être libéré de détention, certes, mais il doit être tenu non plus en liberté, mais en surveillance, dans un camp quand on le souhaite. Les peines doivent être purgées, les condamnés ne doivent être libérés qu'exceptionnellement et sous la responsabilité de ceux qui les ont condamnés. (...) C'est évident qu'il y a des entraves dans les banques des grandes villes, qui nécessitent des policiers, des hommes supplémentaires, mais ce qui est insuffisant c'est la loi de répression. (...) Cela passe d'abord par la considération de l'Etat pour sa police et pour sa justice. Il faut purger la justice des éléments qui croient pouvoir utiliser leurs fonctions au service d'une idéologie révolutionnaire. (...) »

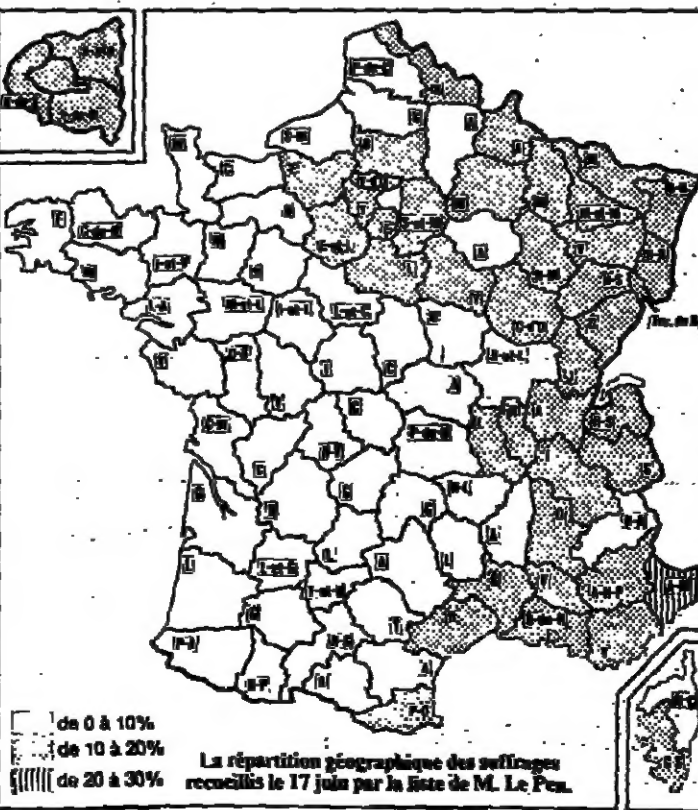
• DÉFENSE

« Nous devons rattraper d'urgence notre retard en matière de défense civile en lançant un grand programme public de constructions d'abris qui auront le mérite de réamorcer notre économie. Sans possibilité de mettre la population à l'abri, d'une agression nucléaire, chimique ou biologique, la force française de frappe s'apparente à une ligne Maginot à l'abri de laquelle on a laissé dépérir ce qui est un élément fondamental de la défense : le sentiment national, le sentiment patriotique. (...) Seule une armée de métier et d'engagés volontaires, basés sur des contrats de courte durée — de 3 à 5 ans — permettrait la constitution d'une force de manœuvre. Dans la France d'aujourd'hui il est raisonnable de compter sur une armée qui entendrait vraiment défendre leur pays. »

Dossier établi par ALAIN ROLLAT

Les autres mouvements nationalistes

- LE PARTI DES FORCES NOUVELLES (PFN) est dirigé par un bureau politique animé notamment par Roger Girard et Jack Marchal. Il aspirait, lors de sa réorganisation, en février 1982, à devenir le « fer de lance » de la nouvelle opposition.
- LE GROUPE UNION-DÉFENSE (GUD), mouvement étudiant, est lié au PFN.
- L'ŒUVRE FRANÇAISE, groupuscule semi-clandestin, créé en 1969 par Pierre Sica, ancien fondateur de Jeune Nation, se réfère volontiers au pétainisme.
- LE MOUVEMENT NATIONALISTE RÉVOLUTIONNAIRE (MNR), dirigé par Jean-Gilles Maillet, appartenant au courant solidariste.
- LES FAISCEAUX NATIONALISTES EUROPÉENS (FNE) ont pris le relais de la Fédération d'action nationale européenne, formation néo-fasciste animée par Marc Fredrikson et Michel Faut, anciens membres du Front national.
- LE PARTI NATIONALISTE FRANÇAIS (PNF) a été constitué en décembre 1983 par des membres du mouvement « Militant » dissidents du Front national.
- L'ACTION FRANÇAISE, présidée par Pierre Fujo, directeur de l'hebdomadaire « Aspects de la France », représente, à l'extrême droite, le principal mouvement monarchiste.
- LES COMITÉS CHRÉTIENNES SOLIDARITÉ, présidés par Bernard Antony, dit Rompin Marie, rassemblent des militants catholiques intégristes.
- LA NOUVELLE ACROPOLE, fondée par un Argentin, et dirigée en France, depuis 1973, par Fernand Schwartz, est une organisation très hiérarchisée de type paramilitaire, active dans le domaine culturel et internationaliste.



POLITIQUE

AU SÉNAT

- Rejet du projet sur le foncier agricole
- Adoption du texte sur l'initiative économique

Par 202 voix contre 187 (communistes, socialistes et radicaux de gauche), le Sénat a approuvé, mercredi 20 juin, la question préalable - dont l'adoption équivaut à un rejet du texte - au projet de loi relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage.

Il est apparu à la majorité sénatoriale inutile de continuer la délibération dès lors que, en seconde lecture, l'Assemblée nationale « n'avait pris en compte aucun des apports » (selon elle) constructifs du Sénat, et qui, a souligné le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Michel Sordet (RI, Côte-d'Or), ne s'étaient pas tous vu opposer une fin de non-recevoir par M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture.

Même si elle a entendu prendre acte des « divergences de fond » entre les deux Assemblées (notamment sur le champ d'application et la procédure de contrôle des structures avec la possibilité de création de commissions cantonales chargées d'étudier des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter), la majorité sénatoriale s'est déclarée prête à reprendre le débat pour aboutir à un résultat positif en commission mixte paritaire, faisant ainsi écho à « l'espoir » d'accord sur un texte « essentiellement technique » exprimé par M. René Soucheon, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et à la forêt.

En revanche, c'est à l'unanimité qu'a été adopté, après avoir été modifié, le projet de loi sur le développement de l'initiative économique (le Monde des 23 mai, 4 et 5 mai). Le texte, qui « prolonge l'effort de redressement par le ren-

forcement de l'esprit d'entreprise et des capacités de production », indique M. Jacques Delors, ministre de l'Economie, des finances et du budget, manifeste selon M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes), rapporteur de la commission des finances, la « redécouverte » par le gouvernement des « vertus de l'entreprise privée ». Tout comme M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), rapporteur pour avis de la commission des lois, il retient que les dispositions proposées ont un intérêt certain même si elles ont une portée limitée.

Examinant les articles avec « un préjugé favorable », la Haute Assemblée a adopté plusieurs amendements du gouvernement, dont l'un vise à autoriser la cession des droits à prêt au titulaire d'un livret d'épargne-entreprise, à une personne physique, dans des conditions qui s'inspirent de celles adoptées en matière de plan épargne-logement. En revanche, n'ayant pu en discuter en commission, elle a repoussé celui destiné à faciliter la reprise d'une entreprise par ses salariés sous forme de SCOP (société coopérative ouvrière de production).

Sur proposition de M. Dailly, la déduction des intérêts souscrits pourra s'appliquer aussi aux sociétés exerçant une activité libérale (qui peut être créatrice d'emplois). D'autre part, le Sénat, examinant en deuxième lecture le projet relatif au statut de la SEITA, est revenu purement et simplement au texte que la majorité sénatoriale avait adopté en première lecture (le Monde des 26 avril, 23 mai et 8 juin).

A. Ch.

TEXTES EN NAVETTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Des écoles communes pour les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales

L'Assemblée nationale a, le mercredi 20 juin, approuvé neuf textes divers :

● Elle a aussi définitivement adopté quatre projets de loi déjà votés par le Sénat approuvant des accords internationaux : l'un concerne la sécurité sociale des bateliers rhénans ; un autre la canalisation de la Moselle ; le troisième une convention de l'Organisation internationale du travail sur les travailleurs ruraux ; un dernier prorogeant l'accord international sur le blé de 1971.

● En deuxième lecture, elle a adopté le projet de loi organisant la révision des prix des contrats de

construction d'une maison individuelle ou de vente d'un immeuble à construire (le Monde du 20 avril, daté 13-14 mai et du 15 juin). Le désaccord entre les députés et les sénateurs sur le pourcentage de l'indice maintenant retenu - le BI 01 - dont il pourra être tenu compte pour la révision des prix per-

● Toujours en deuxième lecture, elle a adopté le projet de loi sur le régime des eaux, qui modifie la composition des comités de bassin et des conseils d'administration des agences de bassin. Les députés ont maintenu leur position de première lecture (le Monde du 18 mai), mal-

gré leur désaccord avec les sénateurs.

● Dans les mêmes conditions, elle a approuvé à l'unanimité le projet de loi sur l'usage vétérinaire de substances anabolisantes. Dernier point de désaccord avec le Sénat : le moment d'entrée en vigueur de ce texte ; les députés souhaitent que ce soit immédiatement (le Monde daté 13-14 mai).

● Toujours à l'unanimité, les députés ont approuvé une proposition de loi de M. Georges Colin (PS, Marne) modernisant - comme le souhaitent les organisations professionnelles - la réglementation sur l'appellation d'origine « champagne ». Il s'agit tout à la fois de l'assouplir et d'améliorer la garantie de qualité offerte aux consommateurs.

● En revanche, comme en première lecture, l'opposition a voté contre le texte adopté par la majorité en deuxième lecture sur la formation des fonctionnaires locaux. Malgré l'échec de la commission mixte paritaire, les députés ont retenu de nombreuses modifications apportées par les sénateurs sur la composition des conseils d'orientation créés auprès des centres de formation ou sur la création de trois de ceux-ci en Ile-de-France et, de deux dans la région Rhône-Alpes par exemple (le Monde du 18 mai 1984).

Sur d'autres points, ils ont cherché des formules transactionnelles : ainsi, contre l'opposition de M. Gaston Defferre, ils ont accepté qu'une commune de moins de deux mille habitants ne soit pas contrainte d'embellir un fonctionnaire qui lui serait proposé par le centre de gestion du personnel dont elle dépend. Mais ils sont restés fermes, notamment sur le rôle des organisations syndicales représentatives (le ministre de l'Intérieur a fait toutefois admettre qu'une première élec-

tion aux commissions administratives paritaires ou aux comités techniques paritaires serait libre pour mesurer la représentativité des organisations de personnel), sur la parité de la représentation des régions et des départements dans les organes de formation et de gestion du personnel et sur la possibilité pour les collectivités locales de se doter de cabinets (le Monde des 19 et 20 avril 1984). Ils ont aussi ajouté, sur l'initiative de M. Jean-Pierre Worms (PS, Saône-et-Loire), un article prévoyant que des futurs fonctionnaires des collectivités locales et de l'Etat pourraient être formés dans de mêmes écoles relevant soit de l'Etat, soit des collectivités territoriales, le choix entre l'une des deux fonctions publiques se faisant en cours de scolarité.

Th. B.

● Un conseiller municipal communiste inculpé pour fraude électorale. - M. Roger Lecour (PC), ancien maire adjoint de La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), actuel conseiller municipal dans la minorité de gauche du conseil municipal, a été inculpé, jeudi 14 juin, pour fraude électorale à la suite d'une plainte de M. Roger Fontanille (RPR), maire de la commune. M. Lecour présidait le bureau de vote n° 5 au second tour des élections municipales de mars 1983. Il s'est avéré que les procès-verbaux de ce bureau avaient été falsifiés. Le Conseil d'Etat avait, le 14 septembre 1983, inversé les résultats du scrutin de mars, proclamant élu le liste d'opposition conduite par M. Fontanille, qui obtenait 22 sièges ; la liste d'union de la gauche conduite par M. Rosta (PC) ne gardant que 7 sièges. - (Corresp.)

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Beurre contre margarine

L'Assemblée nationale, le mercredi 20 juin, a adopté en première lecture, par 320 voix (PS-PC) contre 153 (RPR, UDF), un projet de loi, déjà voté par le Sénat, qui modifie les conditions de vente de la margarine. Il s'agit d'annuler certaines dispositions d'une loi du 18 avril 1987 et particulièrement celle qui oblige la vente de la margarine dans un emballage cubique pour qu'elle soit clairement distinguée du beurre.

Comme l'a expliqué M. Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, la France est obligée de modifier sa législation car celle-ci a été estimée par la Commission des Communautés européennes contraire à la libre circulation des produits prévue par le traité de Rome. Mais, pour éviter de mettre à mal la consommation de beurre, le projet - surtout tel que le Sénat l'a amendé le 14 décembre 1983 - prévoit des dispositifs d'information du

consommateur pour éviter que puissent être confondus le margarine et le beurre. M. François Patriat (PS, Côte-d'Or), rapporteur de la commission de la production, bien que comprenant les inquiétudes des producteurs de lait, s'est rendu aux arguments du gouvernement et a fait approuver par la majorité de l'Assemblée le texte tel que le Sénat l'avait amendé, à l'exception de sa date d'entrée en vigueur que les députés souhaitent plus rapprochée que les sénateurs.

L'opposition, par les voix de M. Jean-Louis Gossuiff (RPR, Finistère) et de M. Gilbert Mathieu (apparenté UDF, Côte-d'Or), a manifesté son opposition à ce projet, jugeant qu'il allait entraîner une réduction de la consommation de beurre et que cela était particulièrement mal venu au moment où l'on imposait aux éleveurs de réduire leur production de lait.

**TUBORG VERTE
COMPAREZ-LA
AVEC VOTRE BIÈRE
PRÉFÉRÉE.**



La Tuborg verte. Son prix aussi va vous étonner.

DEVANT LE TRIBUNAL DE MARSEILLE

Où Zampa-le-redoutable devient un escroc en col blanc

Gaëtan Zampa, soupçonné d'être le « parrain » de Marseille et l'« œil de la Mafia en France », a « craqué » lors d'une suspension d'audience, mercredi 20 juin, première journée de son procès pour divers délits financiers. Zampa s'est précipité la tête la première contre un pilier de la pièce où il était garé. Le policier qui l'a entraîné dans sa chute a été blessé au poignet. Zampa, lui, va bien.

Marseille. — Un quartier en état de siège, des lépis à tous les carreaux, la fouille systématique de tous ceux qui prétendent pénétrer dans la salle d'audience où des tireurs d'élite ont été discrètement dissimulés : les autorités ont sorti le grand jeu pour le procès du « clan Zampa », qui a débuté le 20 juin devant la sixième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille, présidée par M. Bartolomé Albertini.

Un procès-flou qui ne devrait s'achever — au terme d'une semaine de plaidoiries — que le 13 juillet. Un dossier volumineux qui a mobilisé deux juges d'instruction, MM. Yves Grangier et François Badier, et qui rassemble, dans cette minuscule salle du deuxième étage du palais de justice où l'on s'écroule dans une atmosphère d'étuve, quarante inculpés autour de Gaëtan Zampa, cinquante et un ans, considéré comme le « parrain » du milieu marseillais et l'« œil de la Mafia en France ».

A côté d'eux, quatre-vingt-dix avocats pour les défendre, un réquisitoire de cent quarante pages passant au peigne fin le cas de chaque inculpé et des établissements de nuit dont la gestion est en cause, rédigé par M. Christian Rayssiguier, substitut du procureur, chef de la section financière du parquet de Marseille.

Car c'est bien et c'est seulement d'une affaire financière qu'il s'agit. L'homme dont le nom est prononcé régulièrement et jusqu'à présent sans preuve dans toutes les grandes affaires criminelles de ces dernières années — le « casse » de Nice, la filière franco-italienne de la drogue, la tuerie du bar du Téléphone, l'assassinat du juge Michel ou les sanglantes péripéties de la guerre des gangs... — n'est là que pour s'expliquer sur son « complicité et recel de délits assimilés aux banqueroutes simples et frauduleuses », ou encore pour « complicité de faux et usage de faux en écritures privées de commerce ou de banque ».

Voilà donc la terreur de Marseille, l'homme dont on dit la légende redoutable dans les bars du

De notre correspondant

centre à l'heure de l'après-midi, ravalé au rang des escrocs en col blanc. Il est vrai, font remarquer certains, que c'est un grain de sable financier qui fit tomber l'empire d'Al Capone. Il n'empêche que l'on éprouve une certaine déception. L'homme qui, depuis trente ans, se trouve dans le collimateur de la police, soupçonné d'être le dernier « gros bonnet » de la drogue, de contrôler le racket, la prostitution, le trafic de machines à sous, répond en définitive d'avoir truqué, tel un employé indélicat, la comptabilité des boîtes de nuit qui lui appartenaient par l'intermédiaire de prête-noms.

Enfin, le voilà tout de même, le grand Gaëtan-Louis-Albert Zampa, au chair et en os, face à ses juges. Il est bien là, « Tany », tendu à l'extrême, amaigri, vieilli dans sa chemise bleue à col blanc, mais seulement « corps présent », muet comme une carpe, le temps d'écouter avec un air lointain le président lire la liste des faits qui lui sont reprochés. Et notamment sa « complicité dans l'établissement de fausses reconnaissances de dettes et des faits relevant de la banqueroute simple ou frauduleuse ».

Comme un débutant

A son entrée, toute la salle est debout, tous les regards braqués sur lui. Mais ceux qui ne l'ont jamais approché ignorent encore le timbre de sa voix, au moins pour une semaine. Il ne demeurera dans la salle d'audience que quelques minutes, car ce procès, ce n'est pas encore le sien. Pour l'instant, c'est celui de Gilbert Hoareau, assassiné le 6 octobre 1983, le corps criblé de balles en haut de la Canebière.

Hoareau, surnommé « le Libanais » (né à Beyrouth), était « en affaires » avec Zampa. La découverte d'une comptabilité falsifiée concernant les établissements de nuit soupçonnés de « blanchir » l'argent de profits frauduleux a permis aux policiers de la brigade financière de remonter jusqu'au « parrain ». Zampa-le-redoutable était d'ailleurs « en cavale » depuis plusieurs semaines quand il se fit « cueillir » comme un débutant dans une villa proche de For-sur-Mer où il se cachait avec un complice.

En enquêtant sur les activités d'Hoareau, les policiers de la brigade financière découvrirent ce qu'ils nomment des filières. L'une était entre les mains du « Libanais », l'autre dirigée par Zampa. Dans un cas comme dans l'autre,

double comptabilité et dissimulations multiples formaient la base de gestion illicites. Les investigations permirent d'établir que plusieurs établissements de nuit de la région avaient été créés à l'aide de capitaux douteux ou repris à leurs propriétaires par le biais de violences.

Ce seront, tour à tour, neuf établissements de nuit, bars ou restaurants de Marseille, Aix-en-Provence, Cassis, Nice et Cannes qui seront « épinglés », et la plupart de leurs gérants ou prête-noms sont, depuis mercredi, dans le box aux côtés de Zampa. Six d'entre eux l'ont rejoint en prison. Parmi ces inculpés, Christiane Zampa, son épouse, et Philippe Dutell, avocat (suspendu) du barreau de Marseille, qui était le véritable « conseil financier » du gang. Jean-Marie Lucchesi, arrêté en même temps que Zampa et « ancien combattant » de la French Connection, est également au banc des accusés.

Tristes « magouilles »

Dans les jours qui viennent seront examinés un par un les dossiers de chaque établissement, et ce n'est qu'à partir du 27 juin que l'on commencera vraiment à parler de Zampa et à lui poser des questions. Que faut-il en attendre ? Dans le dossier du Krypton, à Aix-en-Provence, par exemple, considéré comme l'un des plus importants établissements de nuit de la région, son nom n'apparaît même pas. Pas plus dans les documents officiels que dans d'éventuelles transactions.

On y relève, en revanche, les noms de membres de sa famille ou d'amis. Le Krypton a été créé par deux de ses cousins. Les entrées d'argent se faisaient grâce à de fausses reconnaissances de dettes. Les « actionnaires » anonymes versaient de l'argent à des tiers. La société du Krypton leur « empruntait » la somme correspondante après qu'ils avaient signé un reçu de remboursement de dette. En sens inverse, l'argent perçu sur des machines à sous ou sur des consommations non enregistrées était dissimulé.

Mais que représentent ces tristes « magouilles » à peu près dignes d'un petit escroc en comparaison de ce que l'on suppose des véritables activités de Zampa ? C'est pour cela qu'on n'attend guère de ce procès qu'il sonne la fin de son empire. Pour l'instant, on en est aux « incidents de procédure » soulevés par la défense et qui prendront deux jours. Les choses plus sérieuses commenceront la semaine prochaine.

On prête à plusieurs représentants de la défense l'intention de profiter de l'absence pour « politiser » les débats. Certains défenseurs, proches de l'opposition, ne cachent guère leur intention d'utiliser le « haut-parleur » que constitue ce procès à grand spectacle pour lâcher quelques petites phrases qui pourraient débalayer les milieux politiques marseillais. Mais les plus pessimistes sont résignés : ils craignent que la montagne judiciaire s'écroule, en fin de compte, que d'une souris.

JEAN CONTRUCCI

L'AFFAIRE BAUDET

Terrorisme et rumeur

« Nous devons nous méfier des mots, ils rendent difficilement compte de la complexité des choses et des faits. » Adressée aux juges et aux journalistes, cette mise en garde de M. Dominique Commarat, substitut du procureur de la République, résume l'atmosphère du curieux procès qui a eu lieu, le 20 juin, devant la douzième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Henri Manguet. Curieux, en raison du décalage entre son climat sérieux et ce qui l'avait précédé. M. Jean-Louis Baudet, trente-deux ans, que l'on jugeait aux côtés de sa compagne, M. Catherine Legagneur, vingt-cinq ans, avait en effet été condamné d'avance par une campagne de presse des deux côtés des Alpes.

M. Baudet, disait le rumeur, est le chef de la colonne française des Brigades rouges italiennes, une sorte de cerveau du terrorisme européen, caché sous l'apparence anodine d'un journaliste spécialiste d'économie. L'accusation avait trouvé son procureur en la personne d'un juge d'instruction romain, M. Rosario Priori, qui, en avril, devait dénoncer à un quotidien français « une internationale du terrorisme dans le siège est à Paris » et assurer que M. Baudet est « la tête du ce comité clandestin ». A s'en tenir aux faits évoqués lors du procès, on est loin du compte...

La gravité des faits n'est pas contestée par la défense. Le 17 novembre 1983, sur la foi d'un renseignement, la police saisit dans les tiroirs du bureau de M. Baudet, au siège de la Documentation africaine qui l'emploie, des papiers d'identité italiens, allemands, français, virologes, parfois falsifiés, des tampons administratifs et une liste de militants d'extrême droite avec photos. Au domicile parisien qu'il partage avec M. Legagneur, on saisit 1 pistolet-mitrailleur, 2 pistolets automatiques, 300 cartouches, 600 grammes d'explosif, des manuels d'utilisation d'armes et d'explosifs.

Un certain « Paul »

M. Baudet prend tout sur lui, et sa version est originale. Lors de ses interrogatoires, il se dit en effet « sympathisant du PS sans y être inscrit » et affirme avoir été mandaté par une « cellule informelle » créée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981, autour d'un futur conseiller de l'Elysée, afin de convaincre des militants d'extrême gauche de renoncer à l'action violente et de « laisser faire » l'expansion socialiste. Il ne cite aucun nom, affirme avoir ensuite agi seul et avoir reçu comme gage de bonne volonté de ses interlocuteurs, les armes découvertes. Sa compagne, la contredit quelque peu, se di-

sant, dans ses premières dépositions, sympathisant de FOLE et des Brigades rouges.

M. Baudet affirme, lui, n'avoir jamais voulu se servir des armes pour une action violente. De fait, les expertises n'ont rien révélé sur le passé de ses armes, de même que les papiers d'identité n'ont permis de remonter qu'à deux anciennes armées de M. Baudet. Accablant devant les policiers, le témoignage de l'une d'elles, M. Christine Simon, part toute consistante à l'audience. C'est elle qui avait identifié M. Baudet comme un certain « Paul » dont les magistrats italiens affirmèrent avoir retrouvé le numéro de téléphone codé chez un dirigeant des Brigades rouges. Ses réponses et celles du prévenu donnent ainsi l'impression que le téléphone et l'adresse de M. Baudet circulaient. Sans plus.

M. Baudet a un casier judiciaire vierge. M. Commarat, s'en tenant au « risque de violence » qu'il suppose « l'arsenal » découvert, requiert trois ans d'emprisonnement pour M. Baudet, et à un an et demi avec sursis pour M. Legagneur qui comparait libre. Un drôle de terrorisme, « pas très sérieux », note M. Henri Manguet, qui ajoute, s'inquiétant de la campagne qui l'a désigné du doigt : « Je ne voudrais pas que, demain, Jean-Louis Baudet soit un Curiat ou un Goldman ».

Jugement le 4 juillet. EDWY PLENEL.

LA QUERELLE SCOLAIRE

M. Barre soutient la manifestation du 24 juin mais dénonce « les arguments outranciers »

L'approche de la manifestation du 24 juin pour l'école privée suscite de nouvelles prises de position et des soulèvements. M. Raymond Barre, dans sa lettre ministérielle, fait et argumente, estime que cette manifestation « exprimera dans la force, l'ordre et la dignité, le refus par la grande majorité des Français d'une politique portant atteinte aux pluralismes de l'enseignement qui est l'un des fondements de la société de libéralisme ». L'ancien premier ministre « souhaite que, dans les semaines qui viennent, rien ne soit fait qui puisse compromettre durablement et gravement l'avenir », et pense

qu'il « faut à tout prix éviter une coupure profonde » entre l'école publique et l'école privée.

« La défense de l'enseignement privé », ajoute M. Barre, n'est pas une affaire partisane : c'est une affaire nationale. L'exploitation politique de cette affaire, le recours à des arguments outranciers, la mise en cause, dans des termes inadmissibles, des équilibres et des responsabilités de l'enseignement privé qui ont recherché des formules de conciliation compatibles avec le respect des principes qu'ils étaient d'accord à maintenir, risquent de laisser des traces durables et de passer, au jour de l'alliance, sur la réalisation d'une politique de l'enseignement respectueuse du pluralisme. »

« L'intérêt de la France et de la République, conclut-il, c'est la paix scolaire, et rien ne doit être fait qui puisse un jour prévaloir contre elle. »

Un cortège du Front national

Les groupes parlementaires UDF et RPR ont lancé un appel à leurs élus pour qu'ils défient dans la capitale. Députés et sénateurs accompagneront les manifestants de leur région. Les élus de l'île-de-France, toutefois, se regroupent. M. Jacques Chirac a fait savoir qu'il sera présent. Les conseillers généraux ou régionaux, maires et maires adjoints de l'opposition ont été invités par M. Michel Giraud, président du

conseil régional de l'île-de-France, à rejoindre à 10 h 30 le cortège au carrefour Strasbourg-Saint-Denis.

M. Le Pen, quant à lui, manifeste. Le président du Front national a annoncé qu'il conduira un cortège, l'après-midi, de la gare Montparnasse à la Bastille. « J'invite tous nos amis, le 24 juin à 14 h 30 à Paris, quelle que soit leur province, à se joindre à notre cortège qui se fera sous notre responsabilité. » Le Front national, qui « ne tombera dans aucune provocation, tend à se porter que sa casquette. Il ne portera pas la tête des équilibristes ni les boules élastiques de M. Chirac ». D'autres organisations ou personnalités ont appelé à la manifestation : la Confédération des syndicats libres (CSL), l'Association protestante, laïque et libérale et M. François Guillaume, président de la FNSEA, qui participera « à titre privé ».

En revanche, le Syndicat national de l'enseignement privé (SNEP) se refuse à se joindre à la manifestation. L'Union des enseignants des écoles juives (UNEJ) font savoir qu'ils ne se joindront pas à la manifestation.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

(Publicité)

ASSUREZ-VOUS CONTRE LE VANDALISME ET LE CAMBRIOLAGE

Une bonne protection électronique c'est l'affaire de professionnels qualifiés. Etude et devis gratuits sur simple demande au

882-20-16

Protection et communication industrielles

181, rue Diderot, 94500 Champigny

Installations conformes aux normes des assurances - Financements personnalisés

590 F PAR MOIS PENDANT LES 12 PREMIERS MOIS JE CRAQUE!

Le Réseau PEUGEOT TALBOT vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle*. Le dépôt de garantie initial de 9716 F pour la 305 est égal à l'option d'achat final:

- 1^{re} année: 12 loyers mensuels de 590 F,
- 2^e année: 12 loyers mensuels de 926 F,
- 3^e année: 36 loyers mensuels de 1134 F, les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition: 68732 F TTC.

PEUGEOT 305

Offre valable jusqu'au 24 juin 1984, chez tous les concessionnaires affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca-Din. Modèle présenté: PEUGEOT 305 - Année modèle 84. Prix au 15 mars 1984: 48 700 F - Sans Corse.

Pour tous les autres modèles 305, le montant des mensualités sera déterminé en fonction du prix du véhicule choisi.

*aux conditions générales de l'Argus.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

L'... à l'...

D'EP... depuis 15... dans les n... bien que l... ans. R n'a... passé par... pour contr... savoir: l'air... la vie. Le c...

UNE F...

Lib...

A... de l'... Legrand... am... Douze... ment, de ch... ont boulev... établisseme... le rapport d... que l'indus... ve la même... François... autocratie... des régimes... de l'indus... la commun... n'a pas att... pour stru... le élevés de... rent... surs... ont... que l'ind...

UN T... pour v...

E... des Se... de D...

15, r... 75240 P... Tel...

• ETE... • 30m... • Cert... d'ass... • Evén... • 1984... • Chan... comm... • 30m... • 30m...

Formation... adaptés a... expériences... travaux d'... service s... d'informati...

STAGE EN... SERVICE...

VOUS... le ba... A ou...

HECI

6 rue Picot... Etablissement...

L'innovation à la porte du collège

DEPUIS une vingtaine d'années, tous les jeunes Français entrent en sixième. Mais, qu'ils aient fréquenté le CES ou, depuis 1977, le collège, tous n'en sortent pas dans les mêmes conditions ni au même moment, bien que la scolarité soit obligatoire jusqu'à seize ans. Il n'a pas suffi en effet d'allonger le temps passé par chaque élève sur les bancs de l'école pour donner à tous plus de connaissances et de savoir-faire et en définitive plus de chances dans la vie. Le collège est au contraire devenu l'instru-

ment d'une sélection par l'échec. Pas plus les élèves imaginés par Christian Fouchet - séparant les élèves selon qu'ils étaient bons, moyens ou en difficulté - que la « classe unique » de M. Haby n'ont résolu le problème ni répondu à la volonté des gouvernements successifs de démocratiser l'enseignement. Les inégalités demeurent et se révèlent de façon particulièrement aiguë au collège.

Une nouvelle réforme est tentée qui commencera à prendre effet à la rentrée prochaine. En-

core que le ministre de l'éducation nationale n'emploie jamais le mot « réforme », préférant parler de transformation, de rénovation. La méthode retenue n'implique pas un changement brutal, imposé en même temps à tous les établissements, mais au contraire prudent et progressif. Et toujours avec la participation réelle et volontaire des équipes pédagogiques. Mais les modalités de la transformation des collèges, inspirées du rapport Legrand et déjà expérimentées avec succès durant une dizaine d'années, ont beaucoup d'ad-

versaires précisément parmi ceux qui seront chargés de l'appliquer. Et de ce fait amener à changer leur pratique pédagogique, leurs relations avec leurs collègues, avec leurs élèves. Pourtant, au-delà des querelles sur les structures pédagogiques et le service des enseignants, la lutte contre l'échec scolaire - sans pour autant abaisser le niveau général - est un objectif ambitieux et nécessaire. Mais il n'est pas certain que le pari, où tant d'intérêts parfois contradictoires sont en jeu, soit gagné.

UNE RÉNOVATION QUI DURE DEPUIS DOUZE ANS

Libres enfants de Cloyes-sur-le-Loir

A U collège François-Rabelais de Cloyes-sur-le-Loir (Eure-et-Loir), on sentait Legrand sans le savoir depuis douze ans. Douze années de décloisonnement, de concertation, de tutorat qui ont bouleversé la vie de ce paisible établissement rural bien avant que le rapport de M. Louis Legrand n'invite tous les collèges de France à suivre la même voie. A la rentrée 1984, François-Rabelais s'intégrera tout naturellement dans la « rénovation des collèges » impulsée par le ministère de l'éducation nationale. Mais la communauté scolaire de Cloyes n'a pas attendu le signal du départ pour travailler autrement. Résultats : les élèves débordent de vie, les parents applaudissent et les professeurs sont tous ravis, tous, sauf ceux qui refusent les nouvelles règles du jeu.

« Lorsque l'on y a des enfants innés dans une cour de récréation, cela se voit. Mais lorsque l'on y a des petits Français dont le père n'a pas le certificat d'études, c'est plus discret. » Et pourtant, le résultat pour l'enseignant n'est pas très différent, suggère M. Jean-Louis Laudignon,

principal du collège de Cloyes-sur-le-Loir, petit chef-lieu de canton aux confins de la Beauce et du Perche. Un tiers des élèves du collège de l'établissement n'ont pas le certificat d'études et 83 % n'ont pas poursuivi l'école au-delà du CAP. La grande majorité des enfants habitent loin, très loin du collège, parfois dans des villages isolés, à une heure de car de Cloyes. Certains ont suivi leur scolarité élémentaire dans une école à classe unique. A partir de ces données peu favorables a priori, il fallait imaginer des solutions nouvelles pour compenser les difficultés socio-culturelles du milieu.

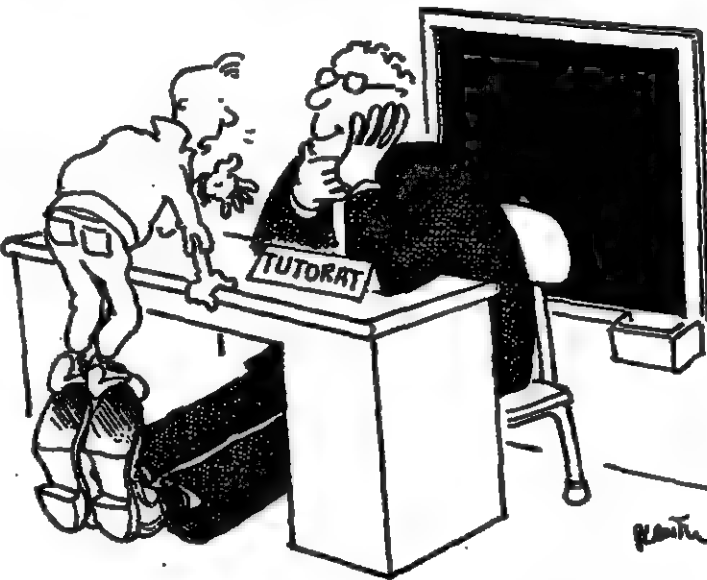
A partir de la réalité du terroir

Gascon d'origine, Jean-Louis Laudignon avait choisi l'Eure-et-Loir, département déficitaire en enseignants dans les années 50, pour débiter sa carrière d'inspecteur. Promu principal, il avait vu naître en 1959 le collège de Cloyes et avait à connaître son environnement. Il ne l'a pas quitté depuis. C'est à partir de la réalité du terroir que le principal a inventé « sa » rénovation, alors que le mot ne circulait pas encore les circulaires ministérielles. Pas de casseaux à transporter, pas de recette à éprouver mais des réponses pédagogiques aux problèmes locaux. Pour lutter contre les inégalités, il démantèle les classes et constitue des groupes de niveau homogène : les groupes faibles seront moins nombreux que les forts et l'on pourra passer en cours d'année d'un niveau à un autre. Contre l'isolement, il multiplie les ateliers où les enfants, regroupés, font la cuisine, jouent de la guitare ou s'exercent à la vannerie sous la conduite des professeurs. Il réduit à quarante-cinq minutes (plus cinq minutes de battement) la sacro-sainte « heure de cours » et dégage ainsi du temps pour la concertation entre professeurs et les « séquences coopératives », qui préfigurent le tutorat. Le collège est officiellement « chargé d'expérimentation » en 1972, un statut qui peut être remis en cause chaque année et oblige son principal à négocier pour chaque rentrée les moyens propres à mettre en œuvre des méthodes pédagogiques et une organisation du temps scolaire sans cesse réadaptées. Cette petite révolution, discrète mais permanente, a empêché l'expérience de s'étaler ou de sombrer dans la routine.

Douze ans après, François-Rabelais est moins que jamais un collège comme les autres. Symbole de l'état d'esprit qui y règne, la salle à manger où professeurs et élèves déjeunent aux mêmes tables. Les parents qui désiraient participer aux repas sont invités à le faire. Le matin à dix heures, un petit déjeuner facultatif est servi (certains élèves ont quitté leur domicile dès sept heures pour prendre le car de ramassage). Mais la cantine ouverte, la

suppression des sonneries et la multiplication des sorties culturelles ou sportives ne révèlent que la partie visible d'un iceberg beaucoup plus imposant. La base, ce sont les groupements d'élèves, les savants découpages horaires et les structures de concertation. Le reste - cet air de liberté qui surprend l'étranger,

qu'un troisième tiers ne bouge pas. Le système permet d'allonger, le cas échéant, la durée d'un cours (cas d'une expérience de chimie par exemple) quitte à rattraper la matière pénalisée le surlendemain. Deux professeurs peuvent aussi s'entendre pour regrouper leurs élèves pour un travail commun. Toutes les



Dessin de PLANTU.

ces portes qui s'ouvrent et ces enfants qui s'expriment sans appréhension - se fait sans doute que découler de l'adhésion à un projet éducatif commun.

Évolutions

Dans le bureau de M^{me} Jeanine Dorange, principale adjointe, est accroché un tableau abstrait, une mosaïque multicolore dont elle seule connaît tous les secrets. L'emploi du temps des quatre cents élèves du collège est conçu par période de quinze jours afin de briser la monotonie des semaines et de faciliter le décloisonnement horizontal (pour les matières) et vertical (entre les groupes d'élèves). La succession des heures appelées « séquences », assez complexe, est entièrement conçue en fonction de ces objectifs. Ainsi, par exemple, tous les élèves de cinquième ont-ils des cours de français simultanément avec quatre professeurs différents, puis cours de langues dans les mêmes conditions. Les élèves peuvent donc être répartis en groupes de niveaux et passer éventuellement de l'un à l'autre sans bouleverser leur emploi du temps. Dans les matières où existent ces groupes - français, maths et langues - les évolutions ne sont pas rares. Un tiers des collégiens en moyenne passe dans le groupe supérieur en cours d'année, un même nombre suit l'évolution inverse alors

cinquièmes de Cloyes ont ainsi pu se retrouver dans les bois avec leurs professeurs d'éducation physique et de géographie pour réaliser un projet mêlant course d'endurance et apprentissage de l'orientation et de la cartographie.

Pour les nouveaux arrivants au collège, la composition variable des groupes et les changements d'emploi du temps sont autant de curiosités et de sources de complication. L'on peut oser son meilleur copain en français et en sport mais pas en anglais et en histoire. Et gare à celui qui n'aura pas saisi toutes les subtilités de son planning horaire ! « C'est vrai, reconnaît une élève, les séquences placent au premier trimestre. Ils arrivent parfois avec leurs affaires de physique pour le cours de sciences nat. Mais on s'y fait très vite. » Principal avantage à ses yeux : tous les élèves et tous les professeurs se connaissent entre eux.

Les parents approuvent

Le choix des séquences de cinquante minutes, opéré en fonction des capacités d'attention des enfants, a aussi permis, en capitalisant les dix minutes gagnées sur chaque heure, de décaler du temps pour le tutorat, la concertation, les ateliers et les études guidées. Ces dernières

ont lieu plusieurs fois par semaine simultanément pour tous les élèves d'un même niveau (classes de troisième par exemple), sous la conduite de tous leurs professeurs, qui peuvent aider chacun à assimiler devoirs et leçons.

Quant au tutorat, il a pris le nom de « séquence entretien » (deux fois par semaine) et se présente comme une libre discussion entre un petit groupe d'élèves et un professeur sur des sujets touchant la vie du collège, la préparation des sorties ou l'orientation scolaire. Un moment où, selon le principal, « la relation adultes-adolescents supplante les rapports professeurs-élèves ». Les problèmes plus personnels semblent être plus rarement abordés collectivement. Christèle, élève de troisième, « aime bien » ces moments de libre discussion. Dans son groupe, les derniers entretiens ont surtout porté sur l'orientation mais on a aussi abordé la question des petits vols commis au collège. Mais elle reconnaît que certains collégiens « n'ouvrent pas la bouche » lors de ces séquences.

Les parents d'élèves eux-mêmes approuvent la formule. M. Thierry d'Amécourt, représentant de la PEEP (Fédération Scholère), organisation généralement réservée à l'égard du tutorat, analyse les « séquences entretiens » comme des « moyens d'expression » et non des séances de confession. Enfin, les professeurs ont globalement plébiscité la nouvelle organisation du temps scolaire, réajustée chaque année en fonction des suggestions de chaque équipe pédagogique. Tous, sauf trois, ont accepté d'être « tuteurs » et reçoivent pour cela l'indemnité de « professeur principal ». Ils participent aussi activement, avec quelques parents parfois, aux nombreux ateliers qui jalonnent les semaines scolaires. Né d'une concertation intense, le consensus sur le style de vie du collège et ses objectifs - définis dans son projet d'établissement - parvient presque à gommer les différences catégorielles entre enseignants. Parmi eux, le principal distingue seulement trois tendances : les leaders, les suivistes et les attentistes.

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 15.)

APRÈS LE DÉBAT SUR LE RAPPORT LEGRAND

La première étape d'une réforme

LES collèges devraient se préparer, dès la prochaine rentrée scolaire, sous un jour nouveau. Du moins une partie d'entre eux, puisque la rénovation de ces établissements, qui accueillent tous les élèves de la sixième à la troisième, décidée par le ministre de l'éducation nationale en février 1983, concernera, dans une première étape et sur la base du volontariat, 10 à 15 % des collèges, dans lesquels elle a été préparée, voire expérimentée, au cours de cette année scolaire.

Prudence, telle est la règle que s'est fixée M. Alain Savary, tirant la leçon du passé et notamment de la quarantaine de réformes avortées ou ratées par ses prédécesseurs depuis la Libération. Avant de décider une nouvelle transformation, qui s'appliquera certes en douceur (il est prévu que la totalité des collèges soient rénovés à la fin de la période d'exécution du IX^e Plan, c'est-à-dire en 1988), le ministre avait pris le temps de la réflexion.

L'effet d'une bombe

Il n'a pas fallu moins d'un an en effet à la commission d'étude qu'il a confiée à M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg et ancien directeur de la recherche à l'Institut national de la recherche pédagogique, pour mener à bien sa mission. Publié en janvier 1983, le rapport Legrand, qui dérange bien des habitudes, a fait l'effet d'une bombe, notamment dans le milieu enseignant, qui a laissé exploser sa colère, y compris sous forme de grèves et de manifestations.

Si les décisions ministérielles ont démantelé les principaux détonateurs, elles n'en ont pas moins conservé l'essentiel du dispositif préconisé par la commission Legrand. Le collège rénové, c'est d'abord une nouvelle organisation pédagogique.

CATHERINE ARDITTI.
(Lire la suite page 14.)

UN TREMPIN pour votre avenir

Ecole des Secrétaires de Direction

(enseignement privé)
15, rue Soufflot,
75240 PARIS Cedex 05
Tél. 325.44.40

- BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac)
- Certificat ESD d'assistant de direction
- Examen de qualification de la sténographie de conférence
- Chambres de commerce étrangères

Formation concrète adaptée aux nouvelles exigences des entreprises (travaux dirigés et « libre-service » en laboratoire d'informatique).

STAGE EN ENTREPRISE SERVICE DE PLACEMENT

vous avez le bac A ou B

HEC

Prép. H.E.C.I., classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial International, vous prépare aux Grandes Écoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale

6 rue Picot, 75116 Paris. Tél. : (1) 727.18.25
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur.

HÔTESSE TUNON
UN VISA POUR TOUTES LES PROFESSIONS DE L'ACCUEIL
Possibilités de stages rémunérés à l'Épicerie Center et Disney World (Orlando, FLORIDE)
23 Ecoles TUNON dans le monde.
Ecole Internationale d'Hôtesses TUNON
75006 PARIS
184, (AM) rue du Fy-Saint-Honoré (1) 359.55.50
NOUVEAU ! Ouverture section Hôtes d'Accueil.

(Publicité)
C.N.A.M.
Cycle d'enseignement 1984-1985
SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ (S.T.S.)
Horaire ouvert (après 18 heures).
- Technologie et société.
- Gestion de la recherche - Développement, Prévision technologique.
- Aspects socio-économiques des techniques spécialisées.
- Méthodes de préparation des décisions.
- Politiques de l'environnement.
- Prospective et stratégie industrielles.
- Économie du changement technique.
Enseignants : R. BARRE, M. GODET, A. LEBEAU, R. SAINT-PAUL, J.-J. SALOMON, G. SCHNEIDER, P.-F. TENENIE-BUCHOT.
Le Centre S.T.S. organise la préparation au D.E.A. et au doctorat « SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ », délivrés conjointement par le C.N.A.M. et l'UNIVERSITÉ PARIS-1.
Renseignements : CENTRE S.T.S. - C.N.A.M.
2, rue de Condé, 75003 PARIS - Tél. : 271-24-14, poste 531

Cours privé CARPENTIER 15, boulevard Poissonnière 75002 Paris. Tél. : 261.51.27
Métro : Rue Montmartre
- De la Seconde au BACCALAUREAT A-B-C-D
- Préparation spéciale : HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE
Section générale - Section économique
JEUNES GENS JEUNES FILLES DEMI-PENSION

Ecole d'Administration et Direction des affaires
L'a.d. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et de direction des entreprises.
Six options professionnelles en troisième année :
● Finances
● Gestion du Personnel
● Marketing
● Publicité et Relations publiques
● Commerce International
● Informatique
Trois ans d'études après le baccalauréat.
Admissions directes :
● en deuxième année : DEUG ou équivalent
● en troisième année : Licence ou Maîtrise
● sur dossier : B.T.S./D.U.T.
Stages et nombreux travaux en collaboration étroite avec les entreprises U.S.A. : M.B.A. en un an après l'a.d. Programmes d'été et stages.
Service de placement
E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-60
Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.
Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

UE!

PEUGEOT TALAN

A LA PORTE DU COLLÈGE

Les voies du changement sont semées d'embûches

A la tribune, les hommes qui ont donné leurs noms à des rapports sur le système éducatif, dans la salle, une centaine d'enseignants, de jeunes, d'éducateurs qui un peu partout en France tentent d'innover, d'éduquer autrement. La journée de débat organisée le mois dernier par le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) aurait pu se transformer en séance d'autosatisfaction. Mais ces formateurs avertis, qui ici déboulent des classes, là pratiquent la pluridisciplinarité ou ailleurs essayent de mettre en place de nouveaux types de lycées, n'ont pas cherché à se prêter à des supérieurs aux autres enseignants.

Des expérimentations entreprises depuis 1981, ils parlent simplement, évoquant leurs réussites mais aussi leurs échecs, pour essayer de faire de l'école un endroit où tous les élèves apprennent et acquièrent une formation. Au-delà de leurs essais, de leurs tâtonnements, souvent différents, ils confrontent leurs points de vue sur les obstacles qui entravent l'innovation. Les résistances des parents, de l'administration, des collègues, voire des élèves eux-mêmes, sont examinées.

M. Gabriel Colin-Bendit, pionnier du lycée autogéré de Saint-Nazaire, explique que « le changement dans les méthodes pédagogiques ne peut être imposé à ceux qui le refusent ». Un professeur des Yvelines raconte comment une expérimentation « pourtant reconnue par la direction des lycées » se trouvait en butte aux tracasseries d'une administration tatillonne. Une directrice de lycée d'enseignement professionnel (LEP) dénonce les blocages des services académiques, qui n'apprécient que modérément tout bouleversement à leur méthode de travail ancestral. Un de ses collègues « croyait aux décisions prises collectivement par les conseils d'établissement ». Il a déchanté lorsque des responsables rectoraux lui ont dit : « Mais c'est à vous de filtrer les propositions des enseignants ».

Les voies de l'innovation sont semées d'embûches. Il faut, selon

l'expression d'un participant, « savoir se garder de tous côtés ». Ne pas inquiéter les élèves, ne pas choquer leurs parents, prévenir l'administration, maintenir le contact avec les collègues, qui souvent deviennent acquiescents... la tâche est difficile. A ce petit jeu, les énergies s'essouffent, les bonnes volontés deviennent plus rares.

« Au début nous avons accepté que quelques enseignants de seconde passent plus de temps au lycée », raconte un professeur qui a participé à une expérience de travail parallèle dans deux classes. « Nous nous retrouvons le soir et souvent pendant les week-ends pour parler des classes, des méthodes pédagogiques, des cours que nous préparons. Face à l'hostilité des collègues, aux critiques des syndicats, à la passivité de l'administration, nous avons tous, petit à petit, abandonné ». Dernier épisode de cette tentative à la rentrée, lorsque le censeur a annoncé aux « innovateurs » qu'ils devraient les autres enseignants que c'était à cause des expérimentations qu'ils auraient de mauvais emplois du temps. « Que faire face à une telle réaction ? »

L'Assemblée n'a pas apporté de réponse. Les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui veulent changer le fonctionnement du système éducatif sont reconnues par tous les participants.

Ces inquiétudes, ces démissions parfois, MM. Louis Legrand et Antoine Prost, auteurs de rapports sur les lycées et les lycées, ont tenté de les dissiper. « Je pense que sur le terrain on peut faire des essais », explique M. Legrand. « C'est dans ce sens que je souhaite une évolution d'attitudes, de manières de vivre ensemble ». Mais, selon le pédagogue, des conditions structurelles sont nécessaires. « Il aurait fallu non pas des circulaires impératives mais un cadre institutionnel d'établissement rénové qui permette toutes les prises de décision et toutes les innovations, et que la chose soit clairement affichée et décrite ». Amer, M. Legrand a regretté le manque de courage du ministère, avouant même que, pour les collègues, « la parole [était] presque perdue ».

Déception semblable de la part de M. Prost, qui évoque « l'incapacité du ministère à impulser le changement ». Selon lui, le ministère est une

machine administrative faite pour gérer et pour encadrer, « ce n'est pas une administration de mission qui sait comment s'y prendre pour dynamiser tout un secteur ». Manque de communication, absence aussi de volonté politique, car, pour M. Prost, si le ministère est incapable d'aller expliquer aux enseignants dans les établissements ce qu'il souhaite faire, il ne peut ensuite leur reprocher de ne pas comprendre ses intentions.

M. Prost se déclare « relativement pessimiste », mais il fait quand même la différence entre le présent et le passé. « Il se passe, malgré tout, des quantités de choses dans les établissements, et le gouvernement actuel a fait preuve d'un certain libéralisme. Il existe des innovations qui n'auraient pu se faire avant ».

Des propos peu stimulants pour des enseignants, isolés dans leur collège ou dans leur lycée, qui souhaitent innover. Qui souhaitent, surtout, selon l'expression de M. Nicole Notat, secrétaire national de la CFDT, « à l'heure où les modes de production se modifient, les mutations se succèdent que l'école s'interroge et évolue ».

SERGE BOLLOCH.

Libres enfants de Cloyes-sur-le-Loir

(Lire la suite page 13.)

A l'inegalité statutaire des temps de service dus par chaque catégorie répond à Cloyes une quasi-uniformité des horaires des cours en sens strict. Un professeur certifié y accepte qu'un collègue PEGC ne fasse pas plus d'heures de cours classiques que lui, mais le second compensera en donnant davantage de séquences-ateliers ou d'études guidées. « On ne sait même pas qui est certifié et qui ne l'est pas », assure M. François Lévêque, professeur certifié d'histoire-géographie syndiqué au SNES. Les revendications de son syndicat sur les horaires dans les lycées en rénovation sont déjà une réalité à Cloyes, estime-t-il. « Je fais dix-huit heures de service, dont quinze séquences de cours. Tout le reste : tutorat, concertation, étude guidée, ateliers, est inclus dans mon horaire ».

A la grande satisfaction du principal, les cirivages syndicaux ont été apaisés au point que telle syndicaliste peut s'écrier « pas très normale ». Les bagarres de chapelle ont fait place à un débat de fond sur le thème : « Que faire des élèves en difficulté ? » Une unanimité s'est dégagée sur un point : supprimer le redoublement (sauf en troisième) pour éliminer personne. Les discussions sur tous les autres sujets sont favorisées par la quasi-permanence de l'équipe pédagogique.

Cette année, seuls deux professeurs sur vingt-huit ont demandé leur mutation. L'expérimentation menée depuis douze ans et l'ambiance conviviale qui règne à François-Rabelais ont fixé nombre d'enseignants parachutés à Cloyes au début de leur carrière. « Les opposants sont partis depuis longtemps », précise M. Martine Monin, professeur d'éducation physique, qui avoue être restée elle-même au collège « à cause de l'expérimentation ».

Les opposants ? Il faut pousser la porte d'une des salles réservées à la section d'éducation spécialisée (SES) pour les rencontrer. François et Fanny Lapiere, qui accueillent dans leurs deux classes les enfants les plus difficiles de l'établissement, forment le dernier carré de résistance à la « rénovation » telle que la conçoit M. Laudignon, le principal. Ils refusent l'intégration de la SES dans les groupes de niveau du collège souhaitée par leur supérieur et surtout contestent les résultats satisfaisants affichés par l'établissement. Défenseurs de la tradition des « vieux instituteurs qui apprennent d'abord à lire, écrire et compter », ils flétrissent le « collège vitrine » et sa « mystification pédagogique ». Certes, reconnaît M. Lapiere : « Les enfants sont heureux car l'école s'est transformée en colo. On leur parle de l'Egypte ancienne mais ils ne savent pas lire ! ». Les enfants de la SES dits « déficients intellectuels » ont même réussi un examen auquel des élèves de troisième du collège ont échoué, assure-t-il. La guérilla de principe se double depuis plusieurs années d'une violence querelle de personnes. Le couple de la SES accuse le principal d'avoir obtenu « l'élimination des opposants » après s'être livré à leur égard à des « pratiques odieuses » en entrant par exemple dans leur classe sans frapper. « Navré » d'une

telle situation, le principal n'en prend pas ombre outre mesure. Il ne voit pas en cause la qualité d'enseignement des irréductibles de la SES mais regrette qu'ils maintiennent un « ghetto supplémentaire » pour les enfants à problèmes.

La dissidence de deux enseignants de la SES n'est plus aujourd'hui un sujet de mobilisation pour leurs collègues « légitimistes » du collège. L'annonce de deux suppressions de postes motivées par une baisse d'effectifs à la prochaine rentrée a réveillé leur combativité. D'autant que telle coïncide avec l'insertion officielle de l'établissement dans le processus de rénovation lancé du rapport Legrand. Difficile pour les professeurs concernés de ne pas faire le rapprochement. François-Rabelais avait été bien doté depuis longtemps en tant que collège « chargé d'expérimentation » mais aussi grâce à l'implication financière des communes qu'il dessert. La consécration de l'expérimentation conduite depuis douze ans sonnera-t-elle le glas de cette relative prospérité matérielle ? « Quel paradoxe ce serait ! », soupire M. Jean-Pierre Ferrand, vice-président du conseil local des parents d'élèves FCPE (fédération Andrieu), qui salue avec ferveur l'engagement des enseignants de Cloyes au service des enfants et la démocratie qui règne selon lui au collège. L'alignement financier du collège sur ses homologues du département — dont dix-huit se sont déclarés en rénovation — ôtera, en tout cas, un argument à ceux qui expliquaient sa réussite par une situation matérielle privilégiée. Le collège de Cloyes ne s'était pas lancé dans l'expérimentation pour grignoter une quelconque carotte. Il s'est joint sans trop d'illusions à la « cure Legrand » de 1984, en souhaitant très fort ne pas enliser son enthousiasme dans les sables chauds d'une réforme venue d'ailleurs.

PHILIPPE BERNARD.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

STAGES INTENSIFS
ANGLAIS - ALLEMAND
ESPAGNOL

Justifié ou non

SPECIAL ETUDIANTS

CENTRE
MALEHERBES
708, bd Maleherbes
75017 PARIS
tél. 706-51-34

NADAUD 18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
tél. 579.82.37 et 337.71.16 +
Métro La Motte Piquet Grenelle

centre de formation pédagogique

PREPARATION SPECIALE AU
CONCOURS D'ENTRÉE AUX
ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS
cours le mercredi après-midi

AVEC ou SANS LE BAC...

ESM EST.
ENSEIGNEMENT PRIVÉ
222.51.40

BTS TOURISME • ACTION COMMERCIALE • COMMERCE INTERNATIONAL
SECRÉTARIAT • INFORMATIQUE • SECRÉTARIAT TRILINGUE
ESM - 141 rue de Rennes 75006 PARIS - EST 195 bd St-Germain 75007 PARIS

FORMATION SUPÉRIEURE DE PROTHÉSISTES DENTAIRES

« IFOSUPD »

Etablissements MIXTES assurant une formation de PROTHÉSISTE DENTAIRE de haut niveau

- Cycle normal d'étude de 3 ans
- Cycle complémentaire de spécialisation d'un an (préparation GP-BM)
- Niveau d'entrée 1^{er} sans limite supérieure.

2 ÉTABLISSEMENTS

IFOSUPD-PARIS 7, PASSAGE DESSERT 75010 PARIS - Tél. (1) 245-77-47
IFOSUPD-AIX 2, RUE A-LEFÈVRE 13100 AIX - Tél. (42) 27-85-21



**INSTITUT D'ÉTUDE
DES RELATIONS INTERNATIONALES
(I.L.E.R.I.)**

Etablissement privé d'enseignement supérieur

12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

Tél. : 296.51.48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Baccalauréat exigé - Recrutement sur titres - Statut étudiant

Secrétariat ouvert de lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.



**sans
bac!**

9 grands chapitres
correspondant à
9 bouées de sauvetage



NOUVEAU

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour vous ouvrir
les grandes carrières
de l'hôtellerie et de la restauration
de haut niveau
à l'échelon international

**INSTITUT INTERNATIONAL
MAXIM'S DE PARIS**

formation supérieure aux
techniques de management,
de gestion et d'accueil
dans l'hôtellerie, le tourisme
et la restauration de prestige

Stages en entreprises dès la première année
et séminaires spécialisés selon option
Pratique intensive des langues.
(admission : niveau bac ou terminales)

MAXIM'S

célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom _____
adresse _____
code postal _____ téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
école privée du groupe IPSA

71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

JP 11/10/50

Le Monde

LIVRES

Michel Foucault, les plaisirs et la morale

● Quand l'histoire de la sexualité nous conduit chez les Grecs et les Latins.

QUEL étrange destin que celui de cette *Histoire de la sexualité*, entreprise gigantesque dont les bifurcations insolentes sont le reflet d'une pensée toujours en mouvement, conquérante et instable.

En 1976, Michel Foucault en publie le premier tome, *La Volonté de savoir*, qui se présente comme l'introduction théorique, volontairement rapide et tranchée, d'un ensemble de six volumes. Il annonce la couleur, présentant, avec une sorte de jubilation fiévreuse et magistrale, une thèse dont il se réserve de polir les détails et les démonstrations dans les ouvrages ultérieurs. Il n'est pas vrai, dit-il, que le sexe soit l'objet d'interdits et de répression dans la société contemporaine (c'est-à-dire celle qui s'est construite depuis le dix-huitième siècle). Celle-ci, tout au contraire, en a fait son souverain. La « sexualité » est une invention moderne qui, par la religion, l'éducation, la morale, la psychologie, la médecine, la justice, la politique familiale, la biologie... nous gouverne tout. C'est le secret le moins bien gardé qui soit et nous ne cessons de l'interroger pour qu'il nous dise la vérité sur nous-mêmes.

Volontairement provocante, cette affirmation suscite des réactions géométriques, tant elle va à l'encontre des idées alors en faveur. Prudemment, les commentateurs attendaient les développements ultérieurs pour ajuster leur jugement.

Or ceux-ci ne viennent pas. Depuis huit ans, Michel Foucault est silencieux, ne publiant que des livres sur des sujets limités. Et une rumeur prend corps. Le grand philosophe ne serait-il pas en panne ?



Portrait de Michel Foucault. Dessin de BÉRENICE CLEVE.

N'a-t-il pas dû renoncer à développer une idée dont il a reconnu la fausseté ? L'entreprise n'était-elle pas démesurée ou absurde ?

En fait, seuls les fidèles qui suivaient ses cours au Collège de France savaient qu'il n'en était rien. Et que ce long silence était simplement dû au fait que, changeant soudain d'orientation, Foucault était en train d'apprendre sa nouvelle méthode : celle d'historien de l'Antiquité. « Que voudrait l'acharnement du savoir, dit-il joliment Foucault, s'il ne devait assurer que l'acquisition des connaissances, et non pas, d'une

certaine façon et autant que faire se peut, l'égarement de celui qui connaît ? Il y a des moments dans la vie où la question de savoir si on peut penser autrement qu'on ne pense et percevoir autrement qu'on ne voit est indispensable pour continuer à regarder ou à réfléchir. »

Ainsi Foucault, préférant le plaisir de l'aventure à la sécurité des sentiers balisés (fit-ce par lui-même), se livrait aux délices de l'égarement, alors que le public l'attendait bêtement là où il avait dit qu'il passerait.

Le tome II, intitulé *L'Usage des plaisirs*, nous conduit chez les Grecs

du quatrième siècle avant Jésus-Christ ; le tome III *Le Souci de soi*, chez les Latins du deuxième siècle après J.-C. Un quatrième (et dernier) volume est prévu pour l'an prochain : *Les Aveux de la chair*, sur la païenne chrétienne.

Foucault s'explique, dans l'introduction de *L'Usage des plaisirs*, sur les raisons de son changement de cap.

Son propos, nous dit-il, n'était pas de faire une histoire des idées ou des mentalités, mais l'analyse d'une expérience particulière : celle par laquelle « les individus ont eu à se reconnaître comme sujets d'une sexualité ». Or, cette notion-là de la sexualité et du désir n'est pas une donnée intemporelle, un invariant. Elle est historiquement située. C'est une invention moderne, issue de l'expérience chrétienne de la chair et du péché. D'où l'idée d'aller voir en deçà, de remonter le temps pour analyser la façon dont s'est constituée « l'homme de désir ».

Le projet de Foucault est maintenant d'analyser les pratiques par lesquelles les individus ont été amenés à porter attention à eux-mêmes, à se déchiffrer, à se reconnaître et à s'avouer comme sujets de désir. Bref, l'histoire de la sexualité devait se transformer en une « histoire de l'homme de désir ».

La principale découverte qu'a faite Foucault par cette exploration dans la « généalogie » du désir a été de pouvoir observer la constitution de la morale. La question en suspens était en effet la suivante : comment, dans une société qui ne comporte pas d'interdit majeur, l'homme en est-il arrivé à se façonner une pratique sexuelle ? Par quels mécanismes, à partir de quelles expériences, le comportement sexuel est-il devenu « un objet d'inquisition, de débat et de réflexion » ?

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 20.)

le feuilletton

« LES TROIS ARBRES DE PALZEM », de Giono

Aller l'amble

CE livre de Giono n'est pas un roman inédit retrouvé derrière une solive de Manosque ; hélas ! non. Ce n'est qu'un recueil de chroniques, à placer du côté des *Terrasses de l'île d'Elbe*, qui réunissent en 1978 d'autres articles éparés dans la presse. Ces textes-ci ont paru entre 1951 et 1985. Les dates importent peu. L'événement, Giono s'en détache plus qu'il n'y colle, comme on dit vulgairement dans les journaux. L'actualité ne lui sert qu'à vérifier sa méfiance envers le monde tel qu'il va. C'est le présent repoussé des passés.

J'ai écrit : « ce n'est qu'un recueil ». Je savais que j'aurais à me corriger aussitôt. La chronique n'est pas un genre mineur, dès lors qu'un créateur tient la plume, et qu'elle se glisse entre les pages d'une œuvre capitale, comme c'est le cas. L'écrivain va l'embrasser (se dit d'un cheval qui en prend à son aise avec les rêgles du trot et se laisse distancer). Il n'est pas tenu par le carcan du récit à mener. L'observation moraliste, son outil de base, musarde. On

par Bertrand Poirot-Delpech

pense à Picasso griffonnant sur une nappe de bistrot, aux gammes avec lesquelles l'orchestre s'accorde avant d'attaquer le morceau promis. Le plaisir y est déjà.

Chaque lecteur retient de la balade ce qui lui chante. J'ai appris que Ravellac, pour tuer Henri IV, avait touché un sou. Vous savez ? Plus connu : le bonheur n'est pas un instinct aimable ; rien à voir avec ce qu'en montrant les scènes champêtres des toiles de Jouy, il rend féroce. Il veut des chassés au large de chassera. Y mêler morale et contrat social, c'est peine perdue ; et dupes.

EN France, on aime les écrivains avec racines. Cela fournit une étiquette de plus. Giono égale cigales. Faux. Du train qui l'emmène à Bordeaux, il est capable de parler des paysans de Languedoc comme Mauriac soi-même. Affaire de haine pour la ville ? Il y a de cela. L'architecte, le génie militaire, l'ingénieur qui construit Pierrelatte ou les autos, les metteurs en rangs, en files, en étagés, Giono ne les porte pas dans son cœur. On dirait que certains ustensiles modernes envahissent nos existences pour la seule raison qu'ils ont été inventés. Si vous résumez cette logique, on vous fait grief de boudier votre époque ; donc la vie.

Giono, boudier la vie ? Il l'aime tant, au contraire, que le risque de suicide collectif le hante. Vous connaissez l'histoire des « bobacs » ? Sans raison, ces marmottes des steppes font 3 000 kilomètres, elles qui ne sont pas douées pour la marche, elles passent des fleuves, procèdent gaiement en route, repoussent les attaques des renards, tout ce tintouin pour, quatre mois après, se jeter méthodiquement dans l'océan Glacé Arctique, dont pas une ne réchappe ! Si cet élan absurde les prenait depuis la nuit des temps, on se rassurerait ; mais il date de... 1875 ! Certains lemmings de Scandinavie déçoieraient la même énigme à se noyer en mer du Nord depuis... 1920 ! Et si cette rage prenait les humains ?

A certaines signes, Giono soupçonne qu'elle nous a déjà pris, qu'elle gagne. Il se souvient d'un temps où les paysans donnaient leurs fruits — du verbe : donner, offrir sans contre-partie, — pour le plaisir du goût-moi ça ! Un jour, un Parisien a planté quatre cents pêchers d'un coup. La terre rendait. La chimie s'y est mise. Où est le progrès ?

Le retour à la terre, avec à ceux qui y songent, ne s'improvise pas. Depuis le Contador, Giono a reçu des milliers de lettres de citoyens : j'arrive écrire par chez vous, ou faire de la céramique (très couru, la céramique !), trouvez-moi un troupeau à garder ! Comme si, berger, c'était un boulot d'amateur !

Voilà bien l'ennui de l'image à domicile. Le monde nous tombe tout cuit dans l'assiette, et le saule au père Martin, juste à côté, devient un fantôme. La lecture, c'est autre chose. Elle oblige à faire tout le travail, au presque. On le transporte avec soi. Elle rend joyeux. Ce n'est pas comme le cinéma : avez-vous vu, à la sortie des salles, ces regards de chouettes dans les phares ?

(Lire la suite page 20.)

Lars Gustafsson, le tennis et le Texas

● Un romancier suédois dans une université américaine.

LA publication, l'an dernier, du *Journal d'un apiculteur* du Suédois Lars Gustafsson — premier titre de l'excellente collection de « Romans étrangers » que dirige Tony Carcano aux Presses de la Renaissance — avait été une réelle découverte (1). Celle d'un romancier passionné de philosophie et de musique, auteur d'une thèse de doctorat sur « Langage et mensonge. Essai sur les théories extrêmes dans la philosophie du langage au dix-neuvième siècle », qui publie depuis l'âge de vingt ans. Celle d'un moraliste pessimiste, mais plein d'un amour caustique, qui explore avec circonspection l'absurde contemporain. On ne sait encore ce qui sortira de la dernière expérience — philosophique ? métaphysique ? — de ce Nordique paradoxal qui n'est, il y a peu, converti au judaïsme.

Strindberg et l'ordinateur, le court « roman » dit sous plume de fantasme, est « une » qui vient de paraître, date de 1977, et précède d'un an la *Mort d'un apiculteur*. Son titre original — *Les Jours de tennis* — le définissait avec infiniment plus de justesse. Car le tennis matinal tient une grande place dans cette confessionnaliste, datée — automne 1974 — d'un Européen invité comme professeur de littérature scandinave dans une université américaine — à Austin, Texas — et qui se trouve confronté à l'american way of life ou plutôt à la manière de penser des Américains.

Pour lui, le tennis devient partie intégrante de son activité intellectuelle (pour d'autres, se pournait être le base-ball, ou le frisée), au même titre que son cours sur Strindberg. D'abord, il se sent bien dans sa peau. Lui qui avait l'habitude de se comparer à un gnome barbu, il se trouve « nerveux et bronzé comme un jeune dieu » et, sifflant Wagner en dévalant les côtes sur son vélo à dix vitesses, il se prend pour

Stiegfried rejoignant une fille du Klan pour siffler un coko au snack de l'université.

« Oui, j'ai été heureux à cette époque. Plus le temps passe, et plus je me rends compte que j'ai été heureux. » Ce refrain ponctue la petite chanson du livre qui le ramène à son point de départ, dans le nord de la Suède. Là-bas, il a été le professeur le plus populaire de l'université... avec un bâton, professeur de sagesse ! Il s'était fabriqué un personnage — un peu bon dans son fantasme sportif, mais dans l'ensemble assez séduisant —, face à ces étudiants en jeans et chapeaux à larges bords, cow-boys modernes avec une minuscule culotrice à la ceinture, à qui il doit expliquer Nietzsche.

« Essayez voir d'expliquer cela à des écrivains américains ! » « Ubers » ne peut raisonnablement se traduire en anglais que par « Superman », et Superman n'est rien d'autre que ce héros dont nous avons tous lu les aventures quand nous étions gosses, une espèce de policier fasciste qui change de fringues dans les cabines téléphoniques et participe à toutes les alertes générales ».

Même pour le lecteur français, il faut une bonne connaissance de la vie de Strindberg pour savourer l'expérience de l'ordinateur. Gustafsson nous explique patiemment, en professeur, le sujet d'*Inferno* : la terrible crise morale et spirituelle traversée par le poète suédois entre 1895 et 1897, lors de la séparation d'avec sa femme et de son installation à l'hôtel Orfila à Paris, où il se livre à ses recherches occultistes et alchimiques : il cherchait à prouver, entre autres, que le soufre était un corps composé et il espérait découvrir la méthode pour fabriquer de l'or. Il devient alors victime d'une véritable folie de la persécution de la part de mystérieux personnages dans l'appartement du dessus...

Un étudiant d'Austin a découvert un livre, les mémoires d'un chimiste polonais dans lesquelles est incriminé expliquant comment il s'était installé au-dessus de la chambre de Strindberg et avait essayé de le chloroformer pour lui voler ses méthodes de traitement du soufre... et lutter pour l'indépendance de la Pologne ! Seul un ordinateur pourra mettre efficacement en rapport les deux ouvrages pour vérifier les relations entre les deux récits. Celui du PC des Forces aériennes d'intervention de Fort Worth fera l'affaire, puisque Chris, un ancien étudiant gauchiste des années 60, y a accès. Mais gare à la surcharge d'informations qui pourrait détraquer la machine !

Il aurait pu être tué par le fou qui, cette année-là, avait massacré treize personnes sur le campus d'Austin, il aurait pu tomber amoureux d'une Texane qui ressemblerait à Lou Anderson Salmons, il aurait pu déclencher la troisième guerre mondiale... Mieux vaut encore échanger des balles, perfectionner son service, pratiquer la philosophie des courts, se dit Lars, le héros. Comme le lui conseille Abel — qui s'est fait battre, une fois, par Connors à Forest Hill. « Ne remâche jamais une balle déjà partie, lui enseigne ce sage du court de Lamar Boulevard. Elle est partie, bonne ou mauvaise, elle n'est plus là. Il n'existe jamais d'autre balle que celle qui vient après. »

Il existe d'autres livres que celui qui vient après. Celui-ci nous a bien fait rire. A quand le prochain ?

NICOLE ZAND.

* STRINDBERG ET L'ORDINATEUR, de Lars Gustafsson, traduit de l'anglais par Marc de Gennep. Presses de la Renaissance, 132 p., 69 F.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 11 février 1983.

billet

Jacques Perret au Jardin des Plantes

DÉJA, en feuilletant le livre, on avait été séduit par les illustrations empruntées à deux ouvrages du dix-neuvième siècle sur le Jardin des Plantes. Dès le premier paragraphe, on a envie de se laisser aller au rythme de l'écriture de Jacques Perret, celui de son propre plaisir de badiner, d'habiter du jardin, de vieux habitants du quartier. Quel meilleur guide qu'un vieux monsieur au style irréprochable, d'une grande culture, pour parcourir ce Jardin des Plantes, son histoire, son quotidien, et découvrir son exotisme ?

Mais on ne tarde pas à deviner la supercherie. Le jardin où l'on s'attarde devant l'éléphant de mer ou les volatiles n'est qu'un prétexte à des considérations dont le ton est donné dès la page 12 : « Nous remarquons ici la densité singulière de la clientèle exotique, mais ni plus ni moins il est vrai que dans les rues, les gares, les facultés (...), où elle s'étale sans vergogne ni remous. (...) Soit dit en passant, il m'est arrivé que, à certaines heures et certains jours, dans un wagon de métro bien tassé, nous fussions trois ou quatre voyageurs apparemment francophones à

croiser nos regards pour évaluer notre pedigree de né nati. »

Dès lors, dans la description du jardin comme dans celle du quartier, aucun lieu commun ne sera épargné au lecteur : ni les « chômeurs irresponsables », ni les jeunes, ni les « infiltrations de la pèdesrésie dorée de Saint-Germain-des-Près », ni « le pittoresque stratégique de restaurants chinois et vietnams », ni l'« imprégnation exotique où se corrompt le royaume ».

Que Jacques Perret ne soit pas un homme de gauche n'est certes pas une découverte. Mais on pouvait attendre de ses « réflexions morales » plus de hauteur, moins de banalités, de remarques primitives et inexactes telles que ce « kiosque à journaux très prospère, car la jeunesse depuis peu est politisée par devoir. A côté, c'est une marchande de marrons, peut-être anvergnate, mais assistée d'un protecteur assurément arabe ».

On aurait aimé voir Perret s'abstenir de morceaux de bravoure racistes et antidémocratiques, comme celui-ci : « La République, hélas ! n'est pas un moyen ni en devoir de protéger des coccyx, d'ichtyosaures quand

il faut loger les rôles nègres en palais de marbre, assurer le couvert du terrorisme international et pratiquer la dilapidation promotionnelle des deniers publics à nous les niveaux de la conscience démocratique. » (p. 32.)

Il ne suffit pas de dire « le jugement téméraire est mon péché mignon » pour se permettre de décrire, quelques lignes plus loin, « un échantillonnage complet de la diaspora juvénile. Toutes les variétés africaines, asiatiques et européennes du petit juif à l'âge ingrat ».

En ces temps où l'extrême droite se croit une force d'avenir, soutenue par ce que la société compte de plus frileux, égoïste et étroit, nul doute que ces facilités, ces humeurs, cette rigueur — enveloppées de Jardin des Plantes et de beau style — ne trouvent des lecteurs réjouis, confortés dans leur incapacité à réfléchir et à imaginer. Pour les autres, la qualité de l'écriture ne saurait faire oublier la naïveté. Et la lecture, en fil des pages, devient franchement désagréable, l'irritation faisant place au malaise.

JOSYANE SAVIGNEAU.
* LE JARDIN DES PLANTES, de Jacques Perret. Julliard, 266 pages, 80 F.

PETER BROWN & STEVEN GAINES

Yesterday

LES BEATLES

Voyage intime dans une légende

Le témoignage le plus complet et le plus honnête jamais écrit sur eux.

ROBERT LAFFONT

CHRONIQUE

au fil des lectures

Témoignage

Jules Roy dans les ruines de Beyrouth

Il y a bien des façons de faire aujourd'hui, carner de notes en poche, le voyage du Liban. On peut essayer de déceler l'écheveau de dix ans de guerre, d'identifier les responsables de la hémorragie, d'en définir l'enjeu international. On peut même — mais c'est à l'occasion d'un voyage de la poésie des ruines et du charme indétruisible qui survit au désastre. Jules Roy, lui, ne peut que souffrir et hurler, crier d'horreur et de tristesse, car « il faut être un peu saoul pour parler de Liban ».

Ce constat rendu de voyage s'était pourtant fait en silence : « J'appartenais à la chrétienté d'Orient et, même à titre de laïc, j'allais au Liban rencontrer la chrétienté dans ses épreuves... » Bonheur ? Sans cesse, l'ancien officier recue de guerres se place sous ce totem : l'âne, l'animal de la douceur et du mépris, qui porta le Christ à Jérusalem au milieu des palmiers, et en garde, dit la légende, une croix à jamais tracée sur l'échine.

Jules Roy rencontre les « Juifs béniains », les fanatiques de l'islam, les massacres imbeciles, la grande déroute des innocents qui lui rappelle la Kabylie et le Touatin des années noires... Il en est sûr : « Le Liban qu'on a connu est mort et le nouveau Liban châtre sera cruel ». Il y cherche avec angoisse une place pour ses frères de foi et de pitié, semblant parfois oublier qu'ils sont chez eux et que le parallèle avec ses colons d'Algérie est abusif. Quel Liban aurait-il conquis demain sans ceux qui ont fait le Liban de tous les jours ?

Exotisme, lecture d'amour, apocalypses et confessions : « Fait-il être idiot pour se mettre dans des états pareils ? » soupire l'auteur, resté dans sa chambre d'hôtel et se regardant dans le miroir. Sa culpabilité diffuse d'années innombrables de civilisation pour la bonne cause, son horreur de la guerre, vieille maîtresse décaisée, affleure dans ce texte furibond et douloureux.

Parti pour comprendre, Jules Roy a senti. Le péril des chrétiens l'avait lancé dans cette enquête. Le malheur de tous les Libanais, la vanité de leurs justifications et de leurs haines, l'ont fait vaciller de ruine en ruine, l'ont poussé de l'espérance. Et c'est « Beyrouth, ville de la mort... ». Après avoir enfin vu l'immense cri du général fasciné à l'ordre de la guerre d'Espagne, le vient « l'horreur de la chrétienté » se redresser, soulagée, sur ses parois flagellantes. Son petit livre, c'est un peu de la culture et de la pitié de Dieu.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI
★ BEYROUTH, VIVA LA MUERTE, de Jules Roy, Grasset, 285 p., 59 F.

Poésie

Le refuge de Charles Juliet

« L'écrivain tire profit de tout, fût-ce de ce qui en lui repousse l'écriture », écrit Charles Juliet, qui avait déjà montré dans son Journal (1) comment une œuvre se nourrit du désastre d'un homme.

On retrouve dans trois petits livres qui paraissent simultanément cette écriture intranquillante où toute complaisance semble banale, osée par enchantement.

Écrits pour un double et l'indécidable — Trop arides sont un régal par la concision de la forme et de la pensée. Les poèmes sonnent comme des sentences : « La naufrage première porte de la connaissance... »

Dans Retour, une courte nouvelle, Charles Juliet nous entraîne sur les traces d'un homme qui, à l'occasion d'un rapide voyage dans le village de son enfance, doit affronter son passé pendant quelques heures.

Toutes les rencontres du narrateur démentent ou trahissent sa mémoire, et le voyageur se laisse porter par les petits riens dans lesquels les vies s'absorbent.

Charles Juliet, qui refuse les frontières, car il se sent déplacé partout, a fait de l'écriture son refuge contre les cyclones qui l'habitent.

PIERRE DRACHLINE.

★ BRIDES POUR UN DOUBLE, de Charles Juliet, Arléa, 40 p., 40 F.

★ L'INEXORABLE — TROP ARDENTE, de même auteur. Fata Morgana, 80 p.

★ RETOUR, de même auteur. L'Instant perpétuel (5, rue Guillaume-le-Conquérant, 75000 Paris), 50 p., 40 F.

(1) Trois volumes publiés chez Hachette dans la collection « POL ».

Les tempêtes intérieures de Jean-François Mathé

« Toutes les nuits dont on se fit un ciel ont aujourd'hui perdu, pour-mises par la pluie mémoire », écrit Jean-François Mathé, qui, dans Navigation plus difficile, son cinquième recueil (1), nous guide entre des récits amers.

Ce poète refuse de savoir pour qui et pourquoi il continue de témoigner, alors que seule l'indifférence a répondu, jusqu'à aujourd'hui, à ses tempêtes intérieures.

Jean-François Mathé se laisse porter par les images et les sentences qui s'imposent à sa plume. Près de lui, son suicide, sans cesse ajourné, repose calmement tel un chien fidèle.

« Pêles et tremblants, confie-t-il encore, nous devenons les petites blessures de la nuit, ses étoiles d'en bas... » Il est possible qu'un jour se cache habilement derrière cet écrivain qui jongle et bien avec les phrases gringolantes.

Captaine de ses sarcasmes, ce navigateur solitaire nous donne rendez-vous dans des îles au sein desquelles « chaque souvenir de caresse est une flamme où le froid a trépidé logis ».

P. Dra.
★ NAVIGATION PLUS DIFFICILE, de Jean-François Mathé, Rougerie, 40 p., 24 F.

(1) L'auteur a déjà publié l'Inhabitant (1972), l'Instant dévasté (1976). Ou bien c'est une absence (1978), Mais encore (1981).

Roman

La peinture d'un raté

Il est toujours difficile de tenir la distance d'un roman avec l'histoire d'un raté. Pierre Moustiers tient la distance du sien en le divinant en deux : avant et après le 13 avril 1964, jour où le héros du livre vient au monde à l'âge de trente-neuf ans. On aura compris que, ce jour-là, on fait particulièrement bouillir la vie de Maurice Thélard qui n'a connu jusqu'alors que des échecs. Qu'il soit fils, élève, employé, mari... rien de ce qu'il entreprend ne réussit, encore qu'il lui arrive de réaliser, inexplicablement, un succès en hauteur d'une performance exceptionnelle ou de s'affirmer aussi inopérablement aux épreuves du baccalauréat. Il n'est pas inutile de préciser que ces sortes de miracles ont lieu à l'époque où, ayant dix-sept ans, Maurice découvre un livre qu'il lit « comme une histoire vraie » et qui a pour titre le Métamorphose.

Pour autant, il ne faut pas donner à Pierre Moustiers le parrainage de Kafka. Le héros du livre n'est pas un héros sans complication n'entraînant pas le personnage dans des colères où l'on cherche des réponses sans savoir les questions. Maurice — vous, moi et les autres — est le héros d'un roman contemporain, d'un divertissement, et s'il y a une moralité à cette fable, peut-être est-elle plus chez le lecteur qui rêve de vaincre un destin médiocre que dans ces pages qui sont aussi une recette. A chacun d'en trouver les ingrédients.

P.-R. LECLERCO.
★ LA GRENADE, de Pierre Moustiers. Albin Michel, 240 p., 28 F.

science-fiction

A travers temps

● MILLENIUM, le dernier roman de John Varley, est un récit original et passionnant sur le thème des voyages temporels. C'est aussi un hommage appuyé à quelques-uns de ses prédécesseurs dans la carrière : les titres de leurs œuvres jalonnent l'histoire des héros. En outre, John Varley excelle dans cet art, typiquement anglais, du récit-catastrophe. Un accident d'avion, à notre époque, fournit le point de départ : c'est, nous dit-on, la plus grande catastrophe de l'histoire de l'aviation. Mais, au fin fond de l'avenir, il existe des voyageurs du temps qui enlèvent en extrême les gens promis dans le passé à une mort certaine. Elle, Louise, dirige le commando des kidnappeurs. Lui, Bill, mène l'enquête sur l'accident, au vingt et unième siècle. Un John Varley sardonique et un peu satanique conduit le bal de l'étrange, organisant le délire avec un soin minutieux. (Millennium, de John Varley, traduit de l'américain par Jean Bonnetfroy, Denoël, 320 p., 39,80 F.)

● JACQUES SADOUL voit dans son récit La Mort du héros un « itinéraire magique ». C'est aussi une belle cavalcade littéraire, nous prêtes d'une légende de la nuit des temps. L'auteur se glisse avec tant de naturel dans le fabuleux Nibelungen qu'il a l'air de l'avoir inventé. Il fait mieux : il la recrée, en situant dans un « monde des rêves » clairement venu de la science-fiction, le mythe des « nains au trépas » cher au folklore germanique. La nymphe Mylène explique à Sigurd, le héros : « Notre univers a été façonné par les rêves des hommes du monde de la réalité, les Hautes Terres par les songes des enfants... »

Rien n'est plus difficile à écrire qu'un récit moderne sur un thème légendaire. Jacques Sadoul y réussit, grâce à la qualité de son style, fluide et pur, incisif et dépouillé, qui n'est pas sans évoquer celui d'Albert Vidalin. La Mort du héros est un bijou du clair de lune. (La Mort du héros, de Jacques Sadoul, Denoël, 256 p., 58 F.)

● PAMELA SARGENT consacre par une édition française de grand luxe, dans la collection du « Livre d'anticipation », que dirige Daniel Weithier, chez Opta : c'est mérité. Après le Règne des immortels, voici réunis en un seul volume Copies conformes et l'Etoile blanche, ses premiers romans. Cette jeune New-Yorkaise était surtout connue jusqu'ici pour ses anthologies Des Femmes et des Mémoires (Le Livre d'Or, Presses Pocket). Elle s'affirme aussi dans la science-fiction réaliste, puisant son inspiration aux sources de la biologie et de la médecine. Copies conformes est sans doute la meilleure histoire de clones jamais écrite, et l'Etoile blanche la meilleure récit sur la médecine aux prises avec des maladies nouvelles et une éthique monstrueuse. Deux œuvres passionnantes et graves. (Copies conformes et l'Etoile blanche, de Pamela Sargent, traduit de l'américain par Françoise Maillet, Opta, 540 p., 180 F.)

● CARTHAGE SERA DÉTRUITE... enfin peut-être. Car nous sommes en pleine utopie dans ce livre de Pierre Barbet. Et Jupiter sait quelles transformations l'enquêteur temporel Sargi — dont c'est la deuxième aventure — va encore faire subir à notre histoire. Grâce à lui, Hannibal a conquis Rome... mais il est conquis à son tour par une princesse ibère. L'aventure est contée avec allégresse et justesse qu'il faut de précision dans le décor historique pour rendre le récit étonnant et crédible. Pierre Barbet est d'ailleurs un spécialiste du genre, et son plus célèbre roman, l'Empire du Bosphore, mêle extra-terrestres et temples. Cet écrivain, seul auteur français de science-fiction régulièrement traduit aux États-Unis, poursuit sans bruit une œuvre modeste mais solide. Il est temps de lui rendre justice. (Carthage sera détruite, de Pierre Barbet, Fleuve noir, 182 p., 16,50 F.)

MICHEL JEURY.

Jean-Noël SCHIEFANO Chroniques napolitaines

Texte magnifique, d'une beauté plastique et d'une sensualité comme il est rare que la littérature de chez nous nous en offre... — Françoise Xenakis/Le Matin

Le roman historique, avec cet auteur, prend une grandeur, une dimension théâtrale et érotique stupéfiantes... — Jacques-Pierre Amette/Le Point

GALLIMARD *nrf*

JOSÉ FRÈCHES

LE COÛT D'ÉTAT PERMANENT

APRÈS LE COUP, LE COÛT.

ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE *ZR*



Les mille et une nuits de notre temps, le cycle de Majipoor.

PAR ROBERT SILVERBERG

LE CHATEAU DE LORD VALENTIN

CHRONIQUES DE MAJIPOOR

Du même auteur : LES MONADES URBAINES

Collection "AILLEURS ET DEMAIN"

ROBERT LAFFONT

PIERRE DAIX



L'intelligence de la vie. Colette Seghers / L'Ép. Quotidien
Ce livre fort et bouleversant est tout empreint de passion et de sensualité. Michelle Gauthier / Le Figaro
Une vérité XX^e siècle... l'enivrant et obsédant roman de Pierre Daix. Claude Gayman / L'Unité

SEUIL

JEAN-PAUL BERTAUD

LES AMIS DU ROI

Journaux et journalistes royalistes en France de 1789 à 1792



"Vous lirez Jean-Paul Bertaud d'un seul trait. Son livre est vif, intelligent, mesuré, généreux, sympathique. Jean-Paul Bertaud est un historien confirmé."

PIERRE CHAUMU, de l'Institut "LE FIGARO"

pour l'Histoire PERRIN

philosophie

Michel Foucault, les plaisirs et la morale

(Suite de la page 17.)

La réponse à cette interrogation, Foucault est allé la chercher dans les textes (discours, ouvrages philosophiques, traités médicaux, préceptes pédagogiques, correspondances, interprétation des songes...) dont la fonction est de proposer des règles de conduite, de donner des avis et des conseils. Textes théoriques et pratiques à la fois, puisqu'ils contribuent à élaborer une technique de vie, à prescrire les remèdes susceptibles d'apaiser les tourments de l'âme et du corps et d'aider à construire son existence de façon harmonieuse.

C'est pourquoi ces deux livres de Foucault ne se présentent pas comme des ouvrages délibérément spéculatifs, à la façon des précédents, mais, plus modestement, comme un long commentaire de textes, un voyage dans une bibliothèque close où se trouve rassemblé tout ce qui reste du discours qu'une société a produit sur elle-même.

Ce qui ressort de cette lecture attentive, explique Michel Foucault, est que la morale sexuelle n'est établie dans l'Antiquité, à partir d'une recherche constante de la maîtrise

de soi, de l'élimination des passions, d'un art de vivre assurant « la souveraineté de soi sur soi ». Dans cette perspective, les aphrodisiaques - c'est-à-dire les « plaisirs de l'amour » - apparaissent comme un élément dans un ensemble de conduites qui englobent la diététique, la médecine, le gouvernement de la maison et de la cité, et qui convergent vers un objectif unique : donner à l'homme libre - le seul dont le statut fasse l'objet d'une réflexion morale et philosophique - la pleine maîtrise de son être, la capacité de se conduire et de conduire les affaires de la collectivité, l'aptitude à être un modèle pour les autres. Ce qui compte par-dessus tout c'est le style de vie, la modération du comportement, l'équilibre personnel.

C'est pourquoi ce qui fait problème en matière sexuelle n'est pas l'existence d'une dualité du désir, selon qu'il se porte sur les hommes ou sur les femmes, mais la nécessité de se comporter envers tous les objets de l'amour - les jeunes filles, les femmes et les garçons - avec la même dignité. La sexualité ne se divise pas en homo et hétéro sexualité, mais entre comportements

actifs (réservés aux mâles adultes) et passifs. Le devoir de l'homme est de montrer en toute occasion sa supériorité virile et son sens de l'honneur (en n'exerçant aucune violence ni injustice envers l'objet de son amour, en particulier son épouse).

Cette conception de la morale explique, selon Michel Foucault, que ce dont il est surtout question dans les textes, ce n'est pas l'amour avec les femmes, qui répond à des règles claires, mais celui avec les garçons, qui se heurte à une difficulté de taille : comment admettre qu'un jeune homme puisse être l'objet d'amour - et donc avoir un rôle passif - alors que son destin est d'être un homme libre, c'est-à-dire actif et dominant. Ce qui fait difficulté n'est nullement la possibilité d'avoir des relations homosexuelles - ressentir de l'amour pour un être jeune et beau est considéré comme parfaitement légitime - mais le fait qu'un homme puisse, à un moment de son existence, être dans une relation qui l'assimile aux femmes et aux esclaves.

Les philosophes n'ont pas manqué d'arguments pour tenter de résoudre cette contradiction, en faisant valoir que l'amour pour un garçon était plus vertueux, plus pur que celui qu'on pouvait éprouver pour une fille. Qu'il conduisait à l'amitié, statut supérieur de la relation établie entre adultes mâles. N'empêche qu'il y avait là un sujet de trouble insurmontable.

La tendance à l'abstinence

Le résultat en est que, contrairement à l'image que nous avons souvent d'une société antique s'abandonnant au libertinage pénétrant, la tendance a plutôt été à l'abstinence et à l'ascétisme. Evolution que Michel Foucault voit pratiquement triompher avec les stoïciens du deuxième siècle, parallèlement à un renforcement des liens conjugaux et une méfiance de plus en plus prononcée pour l'acte sexuel, considéré comme une source de perturbation et une perte d'énergie. Cette tendance à l'abstinence n'est pas due à une malédiction de la chair, comme ce sera le cas avec le christianisme, mais au désir posé à l'extrême de préserver l'individu de toute déperdition, de lui permettre de se consacrer à la connaissance de soi, de ne se préoccuper que de sa propre jouissance.

Ainsi Michel Foucault établit une longue continuité entre la sexualité des Grecs de l'époque classique et celle des Latins du deuxième siècle, reposant sur une maturation de cette morale de l'autonomie individuelle. Pour lui, cette éthique s'oppose à celle qui se construisait avec le christianisme et qui se fonde sur la soumission à des règles transcendantales énoncées et imposées par des instances de domination.

De là à supposer que Michel Foucault veut nous en dire plus et qu'il traverse les Grecs d'est de nous qu'il nous parle, il n'y a qu'un pas qu'il est tentant de franchir. Ce n'est pas la première fois, dans la pensée occidentale, que le détournement par les Grecs apparaît comme un passage obligé pour qu'un projet de fonder une nouvelle morale. Certes son propos n'est pas aussi explicite. Son pessimisme est trop grand, son scepticisme trop radical pour qu'il puisse s'autoriser à proposer un programme. Mais, procédant par allusion, il décrit une situation qui, à ses yeux, ne manque pas d'analogies avec la nôtre. Celle d'un monde sans lois transcendantales et sans idéologies triomphantes, où l'individu pourrait enfin rentrer en lui-même, s'investir entièrement dans ses relations aux autres, aux plaisirs, à la beauté, à l'art.

Faire de sa vie une œuvre d'art, construire son individualité indépendamment des structures sociales, économiques ou politiques... ce programme implicite, Foucault ne veut pas nous dire qu'il faut aller le chercher chez les Grecs, car il appartient à chaque époque de définir ses rapports avec le vrai, le social, la technique... Mais il nous décrit un monde qui pourrait ressembler à celui vers lequel nous nous acheminons et auquel lui-même manifestement aspire.

Et comment ne pas voir que cette réflexion, sobre et sereine, est aussi une incursion volontaire dans une société ignorant les tabous sexuels et où - pour ceux du moins qui en sont citoyens à part entière - la vie privée n'est soumise à d'autres règles que le respect de soi et des autres. Les Grecs étaient des gens pudiques et tolérants. Deux vertus, nous dit Foucault, sur lesquelles nos contemporains feraient bien de méditer...

FREDERIC GAUSSEN.

* HISTOIRE DE LA SEXUALITÉ, de Michel Foucault : II - L'USAGE DES PLAISIRS : III - LE SOUCI DE SOI. Gallimard. • BOUTEILLE DES HISTOIRES, 285 p. et 284 p., 55 F. chaque volume.

histoire littéraire

Un malentendu nommé Pégy

Le Théâtre de l'Odéon présente, en ce moment, *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, une œuvre de Charles Pégy. A cette occasion, Jean Bastaire s'est fait l'avocat d'un écrivain « méconnu ».

VOILA soixante-dix ans qu'il est mort. Un tel laps de temps aurait dû permettre d'y voir clair avec lui. Il n'en est rien. Curieusement, la destinée posthume de Pégy ressemble à sa pauvre et courte vie : une existence obscure, un bref et éclatant succès dû aux pires ambiguïtés, et la retombée dans l'ombre, avec pour consolation la fidélité d'une cohorte d'amis.

Il est terrible de n'être connu que par méprise ou sur une base trop étroite. Que ce soit en 1910 et 1911, lors de la parution du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, ou entre 1940 et 1944, durant le régime de Vichy, Pégy a été victime de l'utilisation que l'on faisait de son œuvre, et dont le résultat fut de le précipiter dans un oubli plus profond.

Aujourd'hui, le rejet continue. Une ignorance crasse se nourrit de deux contre-vérités insaisissables qu'impriment assez bien les couples Pégy-Maurras et Pégy-Pétain. Comme en 1910, on imagine que l'ancien dreyfusard socialiste s'est converti au christianisme d'Action française. Comme en 1940, on fait du disciple de Jeanne d'Arc un dévot du Maréchal.

Maurras, au moins, ne s'y est pas trompé, qui affirmait à Henri Massis : « Dans la mesure où cet écrivain peut être lu, il est très dangereux, car sa tête est révolutionnaire. » La vraie, pas celle de l'ordre moral et de la paix des champs.

Alors, au début du siècle, Pégy avait déjà été excommunié par Lucien Herr et les socialistes de l'époque : « Vous êtes un anarchiste. Vous manœuvrez contre nous de toutes vos forces. » Il s'agissait alors de faire l'union entre cinq partis d'extrême gauche, et Pégy ne voulait pas d'une inféodation aux gauchistes, ces ennemis du stalinisme.

Voilà une chose qu'aucune *Histoire du socialisme français* ne raconte. Et pour cause : Pégy y brille par son absence. Celui qui fut, avec les deux cent vingt-neuf volumes et fascicules des *Cahiers de la quinzaine*, la France Maspero des années 1930, n'est même pas mentionné dans l'album de famille.

L'hommage de Léon Blum

A la Libération, on parla de porter au Panthéon trois gloires nationales où la Résistance voyait une illustration de la France : Roméo Rolland, Bergson et Pégy. Nul n'y trouva à redire, car nul ne se méprenait alors sur l'association de Pégy par Vichy. Pourquoi n'en est-il plus ainsi ?

En 1946, dans une lettre à Auguste Martin, fondateur de l'Amitié Charles Pégy, Léon Blum écrivait : « Je ne peux penser à Pégy qu'avec affection et admiration. » Hommage d'autant plus notable que Blum faisait partie, en 1900, du tribunal socialiste qui condamna l'anarchiste.

Celui-ci est devenu chrétien, objectera-t-on, et chrétien « rétro », comme le pense de nos jours un haut responsable des théâtres nationaux. Nombre de chrétiens dans le vent pensent de même et raient les murs lorsqu'ils se abordent en compagnie de Pégy. Ils se souviennent du poète de Chartres : « Non merci. Plus tard que Notre-Dame. »

En fondant *Esprit* dans la ligne de Pégy, Emmanuel Moussier ne pré-

naît pas le gérant des *Cahiers* pour une fréquentation naïve. L'actuel directeur d'*Esprit*, Paul Thibaud, n'a pas d'autres sentiments. En 1973, Maurice Clavel prophétisait : « Vous verrez comme il envahit l'avenir. »

Le christianisme de Pégy est celui de Léon Walras : un christianisme-peuple, qui demande à la Vierge et aux saints de dynamiser le totalitarisme et toutes les formes d'aliénation de l'homme par l'homme, pour restaurer, au nom de Dieu, les droits de l'homme.

C'est aussi le christianisme de Dostoevski : une foi ayant grandi dans l'atopie millénaire du socialisme, qui en a vécu les rêves et les dangers, et qui a reconnu que la vraie dignité de l'homme n'était pas dans la sécurité d'Etat, aux deux sens du mot, mais dans l'inquiétude.

Cet Eldorado de mots

Reste l'écrivain Pégy, encore plus dédaigné peut-être que le socialiste et le chrétien. Un auteur, estimait Paul Reboux qui le parodiait dans les *Litaines de sainte Barbe*. De Barbe à Guillemin, les hommes de goût éprouvent la nausée lorsqu'ils s'aventurent sur cet océan de répétitions. Un instant conquis, Gide capitule. Mauriac persifle, avant un tardif repentir.

L'étrange est que les plus hardis explorateurs de l'écriture, les analystes de Proust, de Joyce et de Céline, laissent inexploités cet Eldorado de mots, ces comètes de signes dont la dérive apparente est réglée par un magnétisme linéaire. La nouveauté du phénomène n'intrigue pas nos critiques. Ils prennent pour un bégaînement le lent défilé d'une parole géante, totalement nouvelle.

Que son écorché ait un côté nubécque, on ne le soupçonne pas.

Ainsi Michel Polac, lors d'une émission « Droit de réponse » prend-il pour du Queneau un passage de *l'Esprit de système*. Parolette ne s'interroge sur le paradoxe d'une Thèse écrite en vers libres, comme *le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, et traitant « de la situation faite à l'histoire dans la philosophie générale du monde moderne ».

« Il existe aujourd'hui, en plein Paris, une très discrète confrérie des admirateurs de Pégy, qui savent que c'est un des écrivains les plus perspicaces de notre langue. La composition de cette société est gardée secrète, car ses membres ne tiennent pas à faire connaître d'où ils tirent leur verve et le meilleur de leur inspiration. Je pourrais citer des noms qui étonneraient. Mais chut ! », écrit Jacques Julliard dans le *Nouvel Observateur*, du 27 février 1982.

Tous les admirateurs de Pégy ne sont pas aussi discrets et, tels Roger Dadoun, Gérard Grégoire ou André Glucksmann, n'ont pas honte d'avouer leur goût. Peut-on espérer des autres plus de courage intellectuel ? Pégy est un auteur essentiel que l'opinion bâillonnée et dont une élémentaire justice réclame la libération.

JEAN BASTAIRE.

N.B. - Une autre société existe qui, à l'instar de celle évoquée par Jacques Julliard, souhaite être connue. Elle rassemble tous les amis de l'écrivain et s'efforce de lui rendre hommage par l'information et de recherches (l'Amitié Charles Pégy, chez M^{me} Françoise Gerbold, 35, rue de Mont-Vallier, 92210 Saint-Cloud).

Après la représentation du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc*, une « table ronde » organisée par l'Amitié Charles Pégy se tiendra dans la grande salle de l'Odéon, le lundi 25 juin à partir de 20 h 30. Elle sera pour thème : « Pégy homme de la liberté ».

Des milliers d'études

DEPUIS un quart de siècle, à l'université, les pégyistes poursuivent une recherche novatrice que les milieux culturels ignorent, bien qu'elle fasse chaque année l'objet d'un congrès.

Pégy entre l'ordre et la révolution, de Gérard Leroy (1) devrait pourtant faire sensation. On y découvre, méthodiquement inventoriée, une réalité trop souvent occultée : le socialisme de Pégy. Nullement sentimental ou franciscain, ce socialisme s'inscrit dans la grande tradition libérale. Pendant dix ans, Pégy s'est opposé au socialisme parlementaire de Jourès et de Guéroux.

Gérard Leroy reconstruit admirablement cette lutte. Il le fait sans polémique, s'efforçant de dédramatiser le débat en le situant dans son contexte. Sa sympathie pour Pégy aveugle-il peu cet auteur qu'il regrette un relâchement du socialisme pégyiste après 1906. Indéniable dans le domaine politique. Mais sur le plan philosophique et religieux, Leroy ne voit peut-être pas assez combien des ouvrages comme la *Thèse, Véronique*, et la *Note conjointe* portent la critique du capitalisme jusqu'aux racines de l'être.

Autre aspect méconnu de Pégy : les *Cahiers de la quinzaine*, qui lancent des auteurs comme Rolland, Tharaud, Barde, mais aussi des livres sur Nietzsche, Ibsen, Dostoevski, Shakespeare, sans oublier les *Cahiers rouges* du communard Médéric Vaillette.

Sous la direction de Simone Fraisse, le second volume de la série « Charles Pégy », chez Minard, entreprend l'exploration de ce continent (2). Plusieurs études examinent la place que tiennent dans les *Cahiers* le débat sur les intellectuels, les questions religieuses, les problèmes de l'enseignement. La plus originale contribution est fournie par Pégy lui-même dont sont reproduites les lettres qu'il envoyait à ses collaborateurs et collaborateurs.

Arrive enfin l'Italie - car l'Université française n'a pas assez d'argent pour financer ce genre de travail - une monumentale bibliographie critique, qui rassemble en onze cents pages plus de cinq mille entrées (3). Grâce à Pia Vergine, nous apprenons que, loin de décroître, la vogue d'articles et d'études sur Pégy s'amplifie : neuf cents jusqu'en 1939, mille huit cents entre 1939 et 1958, deux mille trois cents entre 1958 et 1978. Qui l'aurait cru ?

J.B.

(1) PÉGY ENTRE L'ORDRE ET LA RÉVOLUTION, de Gérard Leroy. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 294 p., 90 F.

(2) LES CAHIERS DE LA QUINZAINE, de Charles Pégy. 2^e série, sous la direction de Simone Fraisse. Éditions Minard, 166 p., 70 F.

(3) STUDI SU CHARLES PÉGY - BIBLIOGRAFIA CRITICA ED ANALITICA (1893-1978), de Pia Vergine. Università di Lecce. Edizioni Miledi, Diffusione Minard, 2 vol., 1.109 p.

le feuilleton

Aller l'amble

(Suite de la page 17.)

L'ÉCONOMISME abîme tout, même les pommes sur leurs chaises. Il pousse à manger les pommes d'abord, et pendant ce temps-là, les saïnes se gâtent. Chez les Giono, où pourtant le gène régnait, on consommait les bons fruits en premier. C'était le temps où on n'attachait pas les chiens dans les bois pour partir en vacances ; où on traitait des mythes des comètes et de l'incarné, non des équations ; où la recherche du bien-vivre primait celle du profit et du vrai, ces illusions.

Se promener avec un écrivain, c'est se promener dans les mots, dont la petite histoire traverse la grande. Giono a raison d'élimer le passage de Sodome où Brichtot nous étourdît d'étymologies. Saviez-vous que le Madrid du bois de Boulogne ne vient pas d'Espagne, mais de *madriacus* (abondant en bois, qui a donné, je suppose, *madrier*). Le Brûlé, le Brûlé, ces lieux-dits, ne nous parlent pas de son ou de feu mais du mot *brûlure*, la garrigue, apporté de Constantinople par les Lombards, formant Broglie, au passage.

Un jour, dans la forêt des Meuses, un officier envoie des voitures par centaines vers un feu, au lieu de les en éloigner : par bêtise crasse. Giono décrit la colonne de fumée qui plombe la mer. Sait-il que l'image de pin perché qui lui vient, Flaubert l'avait eue déjà ?

A lecture ménage des rencontres amies. La nature les favorise. Que Phéne rêve de l'ombre des forêts, de s'y « asséoir », et sa rhétorique nous devient familière, proche son amour ! De l'irruption de la nature chez les classiques, Guyotat parle bien, dans un entretien de la revue *Roman*. Bertrand Tavernier aussi, le cinéaste, renouvelle, dans la même revue, la tartarà-le-crème des rapports roman-film. Bien sûr, certains livres sont trop clos sur eux-mêmes pour être adaptés - le *Voyage au bout de la nuit*, *Ulysse* ; mais le texte et la voix off ont leur place au cinéma ; ils ne combient pas une insuffisance de l'image.

Giono dirait qu'il redonne au spectateur le rôle coopérant que la lecture lui confie plus largement. On s'aperçoit un jour que si le monde paraît perdre la boule sous les flots d'informations et de mémoires, c'est que le public n'est plus convié à passer par les signes de l'écriture, dono à inventer du sens.

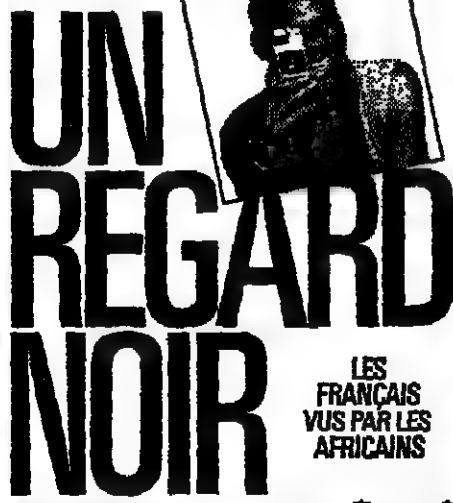
BERTRAND POIRAT-DELPECH.

* LES TROIS ARBRES DE PALZEM, de Jean Giono, Calmann-Lévy, 192 p., 72 F.

* ROMAN, n° 7, Presses de la Renaissance, 168 p., 50 F.

APOSTROPHES LE 22 JUIN

BLAISE N'DJEHOUA - MASSAËR DIALLO



LES ROMANS DE L'ACTUALITÉ
autrement
CHIEL NOUVERT

Une maîtrise absolue dans le domaine psychologique. Du frisson au sourire, de l'ironie noire à la tendresse mordante.



« Un monde différent de celui que nous croyons connaître. C'est un poète de l'angoisse plus que de la peur. »
GRAHAM GREENE

CALMANN-LEVY

histoire littéraire

Quand

« Qu'est-ce que c'est ? »
« C'est un roman... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »
« Riba... »

histoire littéraire

Quand G. R.-D. se délivrait de G. R.-D.

« Qu'est-ce que c'est moi ? Connais pas... », écrivait le dadaïste Ribemont-Dessaignes, qui vint au monde il y a cent ans.

FILS d'un « accoucheur » célèbre en son temps, Georges Ribemont-Dessaignes naquit à Montpellier le 19 juin 1884. D'une enfance aisée passée à Neuilly il conserva — premier paradoxe — le goût des jardins alpins et des fleurs sauvages, ainsi qu'une indifférence affirmée à l'égard de toutes les valeurs bourgeoises, fades certitudes, dont le jeune homme entreprit très vite de se débarrasser.

L'exemple de Marcel Duchamp lui apprit ce que l'on ne dit pas dans les académies : que l'art est un livre jeu où l'esprit et le corps s'engagent jusqu'à l'euphorie d'une totale déraison. Comme Dada, son véritable père, G. R.-D., qui sut ne pas devenir un artiste célèbre, préfère rire de toute la pesanteur qui nous entoure. Rire à sa manière, en tout cas.

Mobilisé en 1915 et envoyé dans les bâtiments de l'École militaire, où il était chargé de répondre aux familles des disparus, Georges Ribemont-Dessaignes écrit les brouillons de l'Empereur de Chine, début d'une production théâtrale qui mériterait sans aucun doute une attention plus grande que celle qui lui a été accordée jusqu'ici. Les personnages que crée G. R.-D. — vent, selon Georges Fillemont, jusqu'aux plus extrêmes limites de leur personnalité. Ils atteignent cette sorte d'interdit où la société nous fait passer pour fou.

Et puis Dada vint s'installer à Paris, avec ce parfum étranger que dégageaient les bons patriotes. « Dada », proclamait Ribemont-Dessaignes, « n'est pas français. Mais il n'est pas allemand, il n'est d'aucun pays. C'est une maladie vengeresse, un fléau ? Soit. »

Deux années durant, le groupe Dada parisien, qui comprenait de multiples présidents — plus particu-

lièrement Tristan Tzara, Francis Picabia, G. R.-D., André Breton et quelques autres, — multiplia les provocations publiques. « Avant de descendre parmi vous afin d'arracher vos dents gâtées, vos oreilles gourmeuses, votre langue pleine de chancre. Avant de briser vos os pourris », scandait Ribemont-Dessaignes dans son premier manifeste, dédié Au public, devant une salle que l'annonce de la venue de Charlie Chaplin « en chair et en os » a remplie à craquer...

Dada s'amuse bien

Après ce coup d'envoi, les manifestations se succédèrent : six en deux mois, sans compter les expositions ! Au cours de la soirée donnée le 27 mars 1920, au Théâtre de l'Œuvre, ce même public put écouter un exemple à peu près unique de musique dada : le Pas de la chère frite. « A la sixième mesure, écrivait un journaliste présent, on se sentait devenir enragé. L'auteur, « un des dadaïstes des plus initiés et des plus notables, qui vint exprimer sur scène de sublimes pensées », était, bien sûr, Georges Ribemont-Dessaignes.

Dada s'amuse bien. Son but était tout simple : détruire. Point de divergence avec les surréalistes, qui entendaient aussi découvrir le chemin qui mène à une autre réalité et marcher vers ce que Ribemont-Dessaignes appelle ironiquement la « terre promise ». Prenant son envol au-dessus de déserts imaginaires — qui ne sont que le reflet du vide que nous portons en nous — l'Oiseau Non de l'Austruche aux yeux clos n'appelle à aucune autre révélation que cette évidence : non égale oui, égale rien.

Se méfiant de tout système et estimant qu'entre Dieu et Diable il est inutile de choisir, G. R.-D. vécut les débuts du surréalisme comme une forme de trahison et, sans refuser aux tentatives d'André Breton l'estime qu'elles lui semblaient mériter en elles-mêmes, il préféra se tenir à l'écart, comme lorsqu'on se trouve face à « un objet magique qui n'est pas de votre intimité ».

Les attaques assez mesquines dont G. R.-D. fut l'objet pour ses travaux alimentaires (sa situation personnelle devenait de plus en plus difficile) ne parent que le conforter dans cette attitude. Sa sympathie allait plutôt aux membres du Grand Jeu — René Daumal, Gilbert-Lecomte et Josef Simek surtout — dont il prit la défense lors de la réunion organisée par André Breton rue du Château, le 11 mars 1929. Le thème retenu, « L'examen critique du sort fait récemment à Léon Trotsky », cachait mal sa volonté de juger des membres dissidents. « Votre action révolutionnaire : festive de personnes, écrit G. R.-D. à Breton. En somme, avez-vous jamais fait autre chose ? » Il parlait ensuite d'« une mesquinerie de collégiens ».

La rupture est cette fois définitive. De leur côté, les membres du Grand Jeu prévoient de rendre hommage dans les Cahiers du Sud à Georges Ribemont-Dessaignes, dont l'œuvre, écrit Daumal à Rolland de Renneville, est pleine « de notre esprit — et même de nos formules : faire le vide en soi, l'homme doit se délivrer de l'homme (...) ».

« Les hommes se regardent dans la solitude »

Cette même année 1929 correspond aussi à la création de Bifur. Aidé de Niki Frank, Ribemont-Dessaignes en assure la direction littéraire. Tout au long de ses huit numéros qui accueillent de nombreux écrivains étrangers, et non des moindres ! Bifur témoigne de cette sensibilité aux choses, de ce goût de la vie et du refus de toute doctrine qui furent les guides de G. R.-D. Sa forme d'anarchisme personnel. L'inféodation progressive du directeur-proprétaire au dictat du parti communiste ainsi que de nouveaux problèmes dans la vie privée de G. R.-D. hâteront la fin de cette aventure.

En 1934, au lendemain de la partition de Monsieur Jean, auquel devait être attribué le prix des Deux-Magots, Georges Ribemont-Dessaignes quittait brusquement Paris. « Les hommes, écrivait-il peu de temps auparavant, se regardent dans la solitude, seules les femmes sont dans l'amour. »

Ensuite, viendront des années de silence dans une petite bourgade de montagne, Villar-d'Arène. Le « dadaïste des plus initiés », le « fils unique de Dada » y tient une pension de famille et prépare des plats à sa façon pour quelques habitués.

La guerre — une autre guerre — réveille le poète, qui, sans doute, n'a

fait que sommeiller sous ses habits d'ermite. Un long texte de lui est diffusé sur les ondes de la France libre : collaborateur de Fontaine (« Une nuit sans trêve », « La liberté ou le bourreau ») et de Poésie, puis à nouveau des Cahiers du Sud, Ribemont-Dessaignes trouve dans cette fraternité, d'autant plus nécessaire qu'elle est durement compromise, d'autres accents — un lyrisme instinctif qui se percevait déjà derrière les imprécations des premiers poèmes.

Ariane la « beauté de cire »

En 1945, peu après que G. R.-D. se fut marié, paraît Ecce Homo, recueil de poèmes que domine la présence d'Ariane, « beauté de cire », sortie de l'enfer et des sables du désert — Ariane — dans sa cage de verre — vers laquelle s'avancent, multiples, ses amoureux. Marche hésitante qui maintient le poète au bord des abîmes. Récitatifs et duos alternent, scandant la non-connaisance de l'homme qui s'interroge pour savoir quelle est sa place, s'il en a une, dans l'univers.

L'année suivante Georges Ribemont-Dessaignes s'installe non loin de Juan-les-Pins pour y cultiver des cillatins, ou des anémones. Près de lui, l'activité artistique et mondaine qui sévit sur la Côte bat son plein.

Pour vivre, il doit sans cesse avoir recours à de nouveaux subterfuges. La radio, des ouvrages à présenter ou à traduire, lui en fournissent quelques-uns. En même temps ces travaux sont l'occasion d'exprimer, en clair, certains choix. A ce point de vue, la traduction des poèmes de Nietzsche, ou la présentation des œuvres de Rimbaud pour le Club français du livre sont révélatrices de cet état de révolte que les années auront été impuissantes à ternir.

Sur la table de G. R.-D. s'accumulent des poèmes et des dessins où le noir de l'encre et le blanc du papier se heurtent et se blessent comme les créatures de ses romans. De sa terrasse il aperçoit la mer et les détails de collines avec le dardoir de leurs résidences secondaires. D'un œil amusé, Georges Ribemont-Dessaignes regarde cet univers où toutes les choses tendent à se confondre. Un peu perdu, lorsque quelque témoignage d'admiration parvient jusqu'à lui, comme par mégarde. L'âme en paix, l'Empereur de Chine pourra gagner l'ombre du rocher qu'il a choisi (1).

JEAN-PIERRE BEGOT.

(1) Georges Ribemont-Dessaignes est mort à Saint-Jeannet, dans les Alpes-Maritimes, le 9 juillet 1974.

Bibliographie

— L'Empereur de Chine, le Serain mort et le Bourreau du Pérou, La Sans Pareil, 1921 et 1928 ; réédité sous le titre Théâtre, chez Gallimard, 1966.

— L'Austruche aux yeux clos, La Sans Pareil, 1924.

— Ariane, Le Sagittaire, 1925 ; réédité par les éditions J.-M. Place, 1977.

— Cécile Ugolin, Le Sagittaire, 1926.

— Le Bar du lendemain, Emile Paul, 1927 ; réédité chez Gallimard, 1972.

— Clara des jours, Les Cahiers du Sud, 1927.

— Frontières humaines, Ed. du Carrefour, 1929 ; réédité aux éd. Plasma, 1979.

— Adolescence, Emile Paul, 1930.

— Elsa, Grasset, 1931.

— Faust, Imp. Paillard, 1931.

— Monsieur Jean ou l'Amour absolu, Grasset, 1934.

— Ombres (poèmes), René Debresse, 1942.

— Ecce Homo (poèmes), Gallimard, 1945.

— Smeterling, Corrèze, 1945.

— Le Temps des catastrophes, Calmann-Lévy, 1947.

— Tico-Tico (livre pour enfants), Gallimard, 1952.

— Dada jadis, ou Du mouvement Dada à l'espace abstrait, Julliard, 1958 ; réédité sans les documents, coll. « 10/18 », 1973.

— La Nuit, la Faim (poèmes avec des gravures de Georges Braque), Maeght, 1960.

— Le Sang, la Séve, l'Eau et les Larmes (poèmes), J. Gontard-Dany, 1968.

— Cryptogrammes, n° 1 (20 lithographies et 20 poèmes), Pierre Chave, 1968.

— La Ballade du soldat (poèmes illustrés de 34 lithographies de Max Ernst), Pierre Chave, 1972.

— Le Règne végétal (poèmes avec des collages de Max Papart et des photographies d'André Villiers), Ed. de l'université d'Ottawa, 1972.

— Dada et Dada II (recueils de textes de la période Dada, certains restés inédits), Champ libre, 1974 et 1978.

Présentations et traductions d'ouvrages

— Man Ray, Gallimard, 1930.

— Ulysse dans la cité, d'Illarie Voronca, Le Sagittaire, 1933.

— Peines perdues, de Jacques Barron, Corrèze, 1933.

— Les Troubadours (textes choisis et traduits), Eglhoff, 1946.

— Utrillo ou l'Enchantement des rues, Sica, 1948.

— Poésies complètes, de Nietzsche (traduction), Le Seuil, 1948 ; réédité par les éd. Plasma, 1982, et par les éd. Champ libre, 1984.

— Le Chartreuse de Parme, de Stendhal, Guide du livre, 1954.

— La Religieuse et les Bijoux indiscrets, de Diderot, Club français du livre, 1956.

— Œuvres, de Savinien Cyrano de Bergerac, Club français du livre, 1957.

— Sonnets, de Michel Ange (traduction), Club français du livre, 1961.

— Le Neveu de Rameau, de Diderot, Club français du livre, 1962.

— Romans et contes, de Voltaire, Club français du livre, 1963.

— Œuvres, d'Arthur Rimbaud (avec des documents iconographiques), Club français du livre, 1965.

« Pour ce qui concerne la partie graphique de l'œuvre de Georges Ribemont-Dessaignes, il faut signaler le catalogue édité par Pierre Chave en 1976. »

éditions galilée
9 rue Linné 75005 Paris. Tel : 331.23.84

Collection Débats
dirigée par Michel Delorme.

Max Gallo
Les idées décident de tout

Max Gallo

Les idées décident de tout.

7 articles parus dans la presse entre avril 83 et janvier 84 qui instituaient le débat intellectuel-Etat.

« Ces articles sont ainsi pour moi la preuve que l'engagement s'il est explicite est une des conditions de la liberté de l'intellectuel. »

« Chacun a le droit de proclamer qu'il veut et doit sortir de l'arène ou d'affirmer que torer est un non-sens. Il n'empêche que la corrélation continue. Et qu'il ne faut pas transformer en absolu son choix personnel ou l'expérience amère de l'engagement politique en diapositive des problèmes que posent l'intellectuel à la politique. »

128 p., 49,00 F

Jean-François Lyotard

Tombeau de l'intellectuel et autres papiers

La place et le rôle de l'intellectuel dans les affaires publiques. Le rayonnement de l'esprit est-il encore une force politique ? 96 p., 50,00 F

Edgar Morin

Le rose et noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Catalogue sur demande.
Editions Galilée
9 rue Linné 75005 Paris. Tel : 331.23.84.
Diffusion - Distribution : CDE-SODIS.

Elsa MORANTE
Aracoeli
roman
traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano.
« Un homme de quarante ans qui recherche les traces de sa mère plonge dans l'enfer de la mémoire éternellement recommencée. Le magnifique retour d'Elsa Morante ».
Angelo Rinaldi L'Espresso
GALLIMARD urf

Gilles Pudlowski.
Le devoir de français.
Apostrophes : 22 juin.
« Intelligent, drôle, naïf, malin, Gilles Pudlowski nous redonne à lire et à voir tout ce que l'on ne savait plus savoir. »
Françoise Xenakis - Le Matin de Paris.
« Ce livre est un chant d'amour. Ils se font rares. »
Jacques Duquesne - Le Point.
« Une réussite singulière, inclassable, et c'est une indiscutable entrée en littérature. »
François Nourissier - Le Figaro Magazine.
« Un envoûtement. L'élève est doué. Il ira loin. »
Jules Roy - Le Nouvel Observateur.
Flammarion

VERCORS
CENT ANS
D'HISTOIRE DE FRANCE ***
Les nouveaux jours
Briand l'oublié 1942-1962
Esquisse d'une Europe
Plon

lettres étrangères

Cette étonnante famille Powys

Les onze enfants de Charles Powys constituent une des familles littéraires les plus extraordinaires de notre temps. Trois des fils ont acquis une célébrité dans les lettres : John Cowper Powys, Theodore Francis et Llewellyn. Peu à peu, la France les découvre grâce à des traductions nouvelles ou des rééditions, qu'on voudrait plus nombreuses, plus groupées.

DANS une lettre adressée à son cadet, Llewellyn, Charles Powys évoquait la « tête blanche et mélancolique » de leur frère Theodore. David Garnett, l'auteur de *La Femme changée en regard*, avait, quant à lui, remarqué « ses yeux gris semblables à ceux d'un juge inflexible et sévère ».

Mais, ajoutait le romancier, il était exagérément poli et parlait avec une douceur et une humilité extrêmes. Un personnage vraiment énigmatique, ce T.F. Powys. Entre 1900 (il est alors âgé de vingt-cinq ans) et 1953, date de sa mort, il ne quittera presque jamais le petit village du Dorset où il s'était établi en compagnie de sa femme, Violet. Lui-même aimait à se présenter comme un « ermite » pour qui « la façon la plus agréable et la plus pratique de passer une journée consistait à ne rien faire ».

Il faut croire qu'il se conformait à ce précepte, puisque, d'une part, il vécut dans le dénuement le plus profond et que, d'autre part, il ne vint qu'assez tard à la littérature. Il publia en effet son premier livre, *Soliloque d'un ermite*, à l'âge de quarante et un ans. Suivirent une dizaine de romans et presque autant de recueils de nouvelles.

Cette œuvre a été partiellement traduite en français. Entre 1950 et 1962, les éditions Gallimard ont publié trois ouvrages de T.F. Powys : un recueil de nouvelles, *Le Capitaine Patch*, et deux romans, *De vie à trépas* et *Le Bon Vin de Mr. Weston*. A cet ensemble vient s'ajouter

M. Bugby fait peur aux oiseaux, roman que publient les éditions Jean-Cyrille Goddefroy.

Pour parfaitement accessibles qu'ils soient, les récits de T.F. Powys n'en demeurent pas moins teintés d'une coloration particulière. Dans sa préface au *Bon vin de Mr. Weston*, Henri Fluchère présentait ainsi l'écrivain britannique : « Il est surprenant, mais sans doute explicable, que T.F. Powys n'ait pas acquis entre les deux guerres la réputation que tant d'autres écrivains ont usurpée. (...) On ne savait pas s'il fallait le situer chez les réalistes ou, au contraire, le ranger parmi les écrivains d'imagination. On ne savait pas si ce poète était chrétien ou si, derrière son christianisme, se cachait un fond irréductible de paganisme décadent ».

Un avis partagé par Patrick Reumaux, qui note dans son avant-propos à *M. Bugby* : « Entre l'œuvre de Theodore et l'œuvre de Dieu, il y a une filiation qui donne le vertige, car on ne sait plus très bien qui est le père de l'autre ».

La mort cette « petite ironie de la vie »

C'est pas pour autant qu'il convient de ranger T.F. Powys dans la catégorie des mystiques. Il y a chez lui une dimension trop humaine et pragmatique. Le décor de la plupart de ses récits consiste en un village où s'agitent les hommes et leurs passions. *M. Bugby* ne fait pas exception à la règle. Nous découvrirons ainsi, à travers la vie quotidienne d'une petite cité, une galerie de personnages tous aussi pittoresques les uns que les autres. Il y a là le pasteur Tucker, amateur, dit-on, de livres obscènes ; l'acrobate Miss Pettifer, caricature de l'Anglaise pinée, et, surtout, il y a l'in-

solite M. Bugby, qui ne pense qu'à courir après les « innocents zoziaux ».

Ces modestes créatures semblent tout droit sorties de l'univers d'une farce ou d'une satire. Peu à peu, pourtant, cet allégre tableau de mœurs s'assombrit. Une ombre plane au-dessus du village, une sorte de menace. Thomas Hardy aurait invoqué ici le destin. T.F. Powys évoque quant à lui cette « petite ironie de la vie » qu'est la mort. Rien de très tragique dans tout cela. Au contraire : à cause même de l'humour dont il fait preuve et du décor qu'il brosse (ce village semble un cocon, une matrice), l'auteur finit par faire passer au second plan cet aspect de l'inéluctable. L'allégorie poétique l'emporte et avec elle ce curieux, et bien agréable, sentiment que l'on éprouve de se trouver transporté en un monde lunaire. Comment échapper à la force de ce gentileman visionnaire ?

De Theodore, il est bien entendu question dans l'ouvrage que consacre Richard Perceval Graves aux frères Powys. Cependant, vue la rareté des matériaux biographiques le concernant, on peut avoir l'impression qu'il s'est volontairement privé de vie, pour reprendre une expression de P. Reumaux. En revanche, pour ce qui est de John, et surtout de Llewellyn (auteur de plusieurs essais dont aucun n'a été traduit en français), R.P. Graves ne nous épargne aucun détail.

John, l'aîné d'une lignée de onze enfants, apparaît véritablement comme la poutre maîtresse d'un clan où rien ne paraît simple : ni la vie ni les amours. C'est John qui règle tous les problèmes. Malgré ses nombreux voyages, ses séjours prolongés aux Etats-Unis (où il gagna longtemps sa vie comme conférencier), il trouve le moyen d'épauler ses frères, au premier rang desquels, bien évidemment, se trouve Theodore, toujours coincé entre ses « déprimés » et ses dramatiques problèmes matrimoniaux.

On peut d'ailleurs se demander (mais là-dessus R.P. Graves ne donne aucune indication) comment John Cowper Powys a pu dans le même temps se préserver et bâtir son œuvre. Entre 1891 et 1963, il publiera une dizaine de recueils de poèmes, une trentaine d'essais et une quinzaine de romans. A cela viennent s'ajouter des correspondances et un journal, inédit à ce jour, d'environ quinze mille pages manuscrites. Si une bonne partie de l'œuvre romanesque de J.C. Powys est accessible en français (voir notre encadré), ses essais ont connu ici un sort moins favorable. Des éditeurs paraissent enfin s'y intéresser. Coup sur coup les éditions de la Différence et l'Age d'homme publient respectivement *Une philosophie de la solitude* et *l'Art du bonheur*.

Il n'est de vraie vie qu'intérieure

Pour qui n'a jamais sondé les arcanes du monde de J.C. Powys, ces deux ouvrages sont précieux en ce qu'ils éclairent l'univers de sa création romanesque. On a écrit beaucoup de notices concernant cet aspect. J.C. Powys étant systématiquement accommodé aux sautes mystiques du moment, passant d'un bouddhisme de bazar à un ecclésiaste illuminé. La vérité est plus simple. Qu'il parle de philosophie ou de littérature (il a écrit quantité d'essais sur ses contemporains et sur les classiques, notamment Kabbalah), l'auteur de *Givre et Sang* sort toujours des sentiers battus.

« Chaque être humain, écrit-il dans son Autobiographie, doit en

EXTRAITS

« S'échapper, s'échapper, s'échapper... »

« La psychanalyse a montré qu'elle était l'arme infernale de la conscience grégaire, un véritable engin de destruction de la dignité et de l'intimité de l'individu. (...) Ce que fait la psychanalyse, particulièrement entre les mains de ses adeptes, c'est de dépersonnaliser l'âme et de la réduire à un ensemble d'émotions produites à la chaîne, si grossières et ternes que nous devenons semblables à autant de marionnettes d'un Guignol érotique. »

« Quand notre solitude est envahie et que le silence magique où tout esprit a le droit de vivre est rompu par la foule, il y a une merveilleuse consolation à nous dévouer, non seulement de notre viderment mais de notre chair et de notre sang, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien à tourmenter en nous qu'un squelette aux bras et aux jambes décharnés et un crâne qui pour être tenu dans des mains humaines à mille ans d'ici. »

(Une philosophie de la solitude)

« Quelle pitié que ces ménages où l'instinct ardent de la femme a été tué à petit feu à cause de l'entêtement de l'homme, ce balourd qui veut se mêler de tout ! Pour être heureux dans la création de ce chef-d'œuvre atmosphérique (...) la femme devra être assez perspicace pour reconnaître le fait qu'hommes et femmes ont une perception des sens totalement différents. Elle devra toutefois être assez courageuse et libérée de scrupules pour continuer son entreprise sans que son homme le sache ou sans qu'il comprenne. »

« S'échapper ! S'échapper ! S'échapper ! Voilà ce à quoi devrait aspirer toute femme ! S'échapper de son homme, de ses enfants, de ses amis et, avant tout, de l'emprise de sa famille. »

« Si j'osais livrer un de mes secrets, je citerais ce vers de Wordsworth : « La plaisir qu'il y a dans la vie même », qui a été d'une aide incomparable dans mes moments de détresse. »

« Je me demande si vraiment les femmes réalisent la part que joue dans la conscience d'un homme la peur de la vie. »

(l'Art du bonheur)

JOHN COWPER POWYS.

roman

Les morts ludiques de Virgil Tanase

● Un faux thriller où la mort danse le tango.

MALGRÉ ses origines, rien ne destinait Virgil Tanase, venu d'une Roumanie qui semble sortir d'un délire de Jarry, à écrire ces textes aérés et grignotés où la mort s'amuse avec des héros paumés et désabusés. Admirateur de Valéry, disciple de Barthes, professeur d'art dramatique, esthète raffiné, ce romancier aurait été certainement plus à l'aise dans la composition de livres bercés par la nostalgie des ports du Danube. La réalité terrifiante de nos temps, la traque et l'exil en ont décidé autrement.

Héros malgré lui d'un fait divers qui a nui à son renom d'honnête homme et d'honnête écrivain, Tanase a failli bel et bien mourir innocent, victime de sombres règlements de compte entre services secrets ennemis ou rivaux.

Roman *gendarme*, tel est le sous-titre de son dernier livre. Ce texte fera les délices de ceux qui aiment

les romans policiers. L'identité de la victime, une superbe jeune femme assassinée dans le train pour Vézins, est vite dévoilée ainsi que le mobile de ce crime nullement crapuleux. Est-elle vraiment morte, et, si oui, qui l'a tuée ?

L'action s'articule autour d'un mystérieux S., agent double chargé d'attenter à la vie d'un grand homme d'Etat avant d'être à son tour liquidé par ceux qui le commandent. Lignes croissantes, paysages tropicaux, immeubles élégants à Paris, lugubres parkings, autant d'images qui se télescopent dans ce faux thriller où la mort enjouée danse le tango avec des personnages à la consistance molle, inquiétante, du papier mâché.

De ce jeu d'écriture, de ces jeux de miroir demeure un mal de vivre, une angoisse essentielle rendus sensibles par l'humour de Tanase, cet humour si étrange qui témoigne d'un authentique désespoir.

EDGAR REICHMANN.

* CETTE MORT QUI VA ET VIENT ET REVIENT. ROMAN *gendarme*, de Virgil Tanase. Hachette, 370 p., 78 F.



Les frères Powys vus par CAGNAT : Llewellyn, John Cowper et Theodore Francis (en centre, en bas).

somme inventer son propre destin en partant du chaos. » Solitude et bonheur vont pour lui de pair : chacun doit créer sa propre morale. Le salut ne saurait venir des autres, encore moins d'une société dont les signes extérieurs traduisent la détresse et l'égarment. Ainsi, dans sa *Philosophie de la solitude*, J.C. Powys

note : « Ceux qui fuient la vie sur les quatre roues de leurs automobiles n'ont aucune expression de grande joie. La vitesse de leur véhicule est l'indicateur de leur misérable distraction. Ils fuient à ce pas insensé le démon de l'ennui. »

Conséquence logique, le bonheur au sein de ce monde ne saurait être un état. On le trouve seulement dans des instants qu'on a soi-même suscités. C'est une leçon que J.C. Powys tire de sa propre expérience. Pour lui, il n'est de véritable vie qu'intérieure. D'ailleurs, dit-il quelque part, ce n'est pas ce que nous faisons qui est important, c'est ce que nous pensons. Sans doute le seul dogme que Powys acceptera jamais. Voilà pourquoi il convient de le lire pour ce qu'il est : un prodigieux brasseur de vent. De ce vent qui porte sur ses ailes la poussière des étoiles, les embruns d'un océan infini, les larmes amères de nos espoirs étouffés.

BERNARD GENÈS.

● M. BUGBY FAIT PEUR AUX OISEAUX, de Theodore Francis Powys, traduit et (très bien) traduit de l'anglais par Patrick Reumaux. Ed. Jean-Cyrille Goddefroy, 252 p., 69 F. ● THE BROTHERS POWYS, de Richard Perceval Graves (en anglais). Ed. Routledge et Kegan Paul (Londres), 372 p., £14.50. ● UNE PHILOSOPHIE DE LA SOLITUDE, de John Cowper Powys, traduit de l'anglais par Michel Waldberg. Ed. La Différence, 136 p., 65 F. ● L'ART DU BONHEUR, de John Cowper Powys, traduit de l'anglais par Marie-Odile Masset. Ed. l'Age d'homme, 176 p., 79 F.

Livres disponibles en français

● JOHN COWPER POWYS (1872-1963).

Romans

- Les Sabres de la mer, Christian Bourgois.
- Camp retranché, Grasset.
- Wolf Solent, Gallimard.
- Givre et Sang, le Seuil.
- La Fosse aux chiens, le Seuil.
- Morwyn, Veyrier.
- Les Enchantements de Glastonbury, 4 volumes, Gallimard.

Essais

- Poésies, essais et lettres, Grasset.
- Apologie des sens, le Livre de poche.
- L'Art du bonheur, l'Age d'homme.
- Une philosophie de la solitude, la Différence.
- Autobiographie, Gallimard.

● THEODORE FRANCIS POWYS (1875-1953).

Romans

- De vie à trépas, Gallimard.
- Le Bon Vin de Mr. Weston, Gallimard. Ce roman a été publié pour la première fois dans la NRF entre décembre 1935 et avril 1936 par les soins de Jean Paulhan.
- M. Bugby fait peur aux oiseaux, J.-C. Goddefroy.

Nouvelles

- Le Capitaine Patch, Gallimard.

VIENT DE PARAITRE

40 NOUVELLES

TOME III

Voici surgir des univers étranges où la réalité se déchire brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angoissante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédif, Peter Seeberg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccard, du Grec Philippos Dracodaidis... Si quelques auteurs figuraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDEALE POUR LES VACANCES.

Chez votre marchand de journaux 27 F et au Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 29 F (frais d'expédition inclus) F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Le et bout du

coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

Le coup de

0101101550

FOOTBALL : LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS 1984

Le Portugal et l'Espagne au bout du suspense

Comme dans le célèbre feuilleton télévisé, l'intrigue du groupe de qualification n° 2 pour les demi-finales du championnat d'Europe des nations ne s'est dénouée que dans les cinq dernières minutes. Les plus fins limiers du ballon rond avaient même envisagé un moment, mercredi soir 20 juin, de recourir au tirage au sort pour désigner les adversaires respectifs de la France et du Danemark. Les 23 et 24 juin, tellement les équipes avaient du mal à se départager dans ce groupe le plus avarié en buts, A Nantes, le vieux Portugais Néné, recordman des sélections nationales, qui avait repris de volée un corner pour sceller la deuxième défaite des Roumains (1-0)

mettait à égalité parfaite son équipe et la RFA. Au Parc des Princes, il ne restait que huit minutes de jeu dans le match Espagne-RFA, l'entraîneur ibérique, Michel Muñoz, faisait tout à coup signe à ses joueurs de se lancer à l'attaque des buts de Harald Schumacher, dont les équipiers s'étaient résignés au nul, après trois tirs sur le cadre, en première période. Une minute avant le coup de sifflet final, un coup de tête de Maceda terrassait ainsi les champions sortants.

Fin du suspense : le Portugal rencontrera la France, samedi, à Marseille, tandis que l'Espagne affrontera le Danemark, dimanche, à Lyon.

Le coup de tête de la dernière minute

A force de battre de l'aile, l'aigle allemand a fini par chuter au Parc des Princes. Abattu par un coup de tête de dernière minute d'Antonio Maceda, le défenseur libre de l'équipe d'Espagne, Jupp Derwall, le sélectionneur ouest-allemand, pouvait regretter ce « manque de concentration » de ses joueurs, au moment où la qualification de la RFA, pour les demi-finales, semblait acquise. Il n'ignore pas, après cet échec, que ses vacances pourraient se prolonger par une pré retraite.

Depuis la dernière Coupe du monde, la presse ouest-allemande ne manque pas une occasion d'instruire son procès, même si elle lui reconnaît quelques circonstances atténuantes. Ainsi ne peut-il être tenu pour seul responsable de la crise. Pour la première fois depuis la création de la Bundesliga (première division professionnelle) en 1963, aucun club n'a pu se qualifier, cette saison, pour les quarts de finale des coupes européennes.

Confiant dans la supériorité manifestée, depuis le début des années 70, par les footballeurs anglo-saxons sur les latins, les entraîneurs ont trop privilégié la préparation physique par rapport au travail technique. La génération actuelle peut courir, lutter, mais ne sait plus créer. Contre l'Espagne, les deux meilleures occasions de buts ont été pour Hans Peter Briegel, un ancien défenseur converti dans le football au poste d'attaquant, qui a placé deux coups de tête sur la barre transversale (deuxième et vingtième minute).

Franz Beckenbauer, Gunter Netzer, Wolfgang Overath ou Paul Breitner n'ont pas fait école, mais le

public comprend mal que, parmi plus de quatre millions de licenciés, Jupp Derwall ne trouve plus onze joueurs capables de faire honneur au maillot national. La place de finaliste de la dernière Coupe du monde n'avait pas fait oublier la défaite initiale contre l'Algérie, le comportement indigné contre l'Autriche ou l'affaire Schumacher.

La personnalité et les compétences du sélectionneur sont aussi très discutées. On lui reproche son manque d'autorité, l'absence de toute continuité dans le choix des joueurs et ses hésitations dans le domaine tactique. Depuis la retraite de Beckenbauer en 1977, il a ainsi fait appel à quinze joueurs pour le poste de défenseur libre, avant de le confier pour le championnat d'Europe à Uli Stielke, qui joue milieu de terrain au Real de Madrid.

Mauvais climat

Périodiquement, la presse fait état de ses divergences avec Karl Heinz Rummenigge, le capitaine de la sélection, pour le choix de la tactique défensive. Si l'entraîneur reste fidèle au strict marquage individuel, le joueur préconise plutôt la ligne pratiquée dans leurs clubs respectifs par les défenseurs du Bayern de Munich et de Hambourg.

Ce mauvais climat entretient autour de l'équipe nationale à l'été plusieurs joueurs à renouer temporairement ou définitivement à la sélection. Privé, pour blessure, de son meneur de jeu Bernd Schuster, Derwall n'a pas pu convaincre les deux meilleurs Allemands à ce poste, Hansi Müller et Felix

Magath, de revenir en sélection pour le Championnat d'Europe.

Au moment de défendre le titre acquis quatre ans plus tôt à Rome, la seule bonne surprise pour Derwall avait été la visite du chancelier Helmut Kohl, venu spécialement de Bonn à Saint-Denis-en-Lyons pour « montrer la solidarité de l'Etat avec une équipe talentueuse mais atteinte tous azimuts par la presse germanique ». Le chef du gouvernement avait même promis de décommander un dîner prévu le 27 juin avec le président de la République, M. Richard W. Reagan, pour venir à Paris assister à la finale si les Allemands de l'Ouest y participaient.

Cette motivation supplémentaire proposée aux joueurs allemands n'a pas suffi. Face à trois équipes très défensives, impressionnées peut-être par leur palmarès en coupe du monde (vainqueurs en 1954, et 1974, finalistes en 1966 et 1982) et en championnats d'Europe (vainqueurs en 1972 et 1980, finalistes en 1976), les attaquants ouest-allemands n'ont jamais été à la hauteur de leur réputation. Devenu meneur de jeu pour le premier match contre le Portugal, Rummenigge restera même comme la grande déception de cette compétition.

Curieusement, chez les Allemands, l'un des rares Allemands à s'être montré à son avantage devant le public français sera été Harald Schumacher. Malgré les sifflets qui accompagnaient chacune de ses interventions, le gardien de but de Cologne a su rester suffisamment concentré pour détourner, juste avant le mi-temps, un penalty tiré par Carrasco.

GÉRARD ALBOUY.

Néné crève l'ennui

De notre envoyé spécial

Nantes. — Manuel, ressortissant portugais, la quarantaine, encore brune et bouclée, a tremblé pour les siens jusqu'au bout de la délivrance, marqué à huit minutes de la fin du match par Néné et qualifiant, aux dépens de la Roumanie, l'équipe lusitanienne pour les demi-finales du Championnat d'Europe des nations, mercredi soir 20 juin, au stade de la Beaujoire, à Nantes.

Conducteur de métier à tisser à l'usine locale de Dim, Manuel avait demandé un jour de congé, parce qu'il travaillait de nuit et que le match avait lieu à 20 h 30. Il en a profité ensuite pour aller fêter la qualification de ses favoris au café Le Lisbo, sur le port, rendez-vous traditionnel des joueurs et des supporters de l'équipe corporative portugaise de Nantes.

Une joie partagée par les quelques cinq mille membres qui composent cette communauté dans l'ensemble de l'agglomération nantaise. Mais, à vrai dire, les Portugais étaient les seuls à se réjouir, car ce fut une soirée ratée. Une première mi-temps soporifique, jouée, surtout par les Roumains, à petits pas, et l'on a pu se demander parfois si l'on n'assistait à un match amical. La seconde période fut plus animée sans être ni emballante ni emballante. Il a fallu, côté portugais, appeler à la rescousse le vétéran Néné, trentecinq ans, ancienne gloire de Benfica, pour que soit inscrit le seul but de la rencontre. C'est assez dire la pauvreté de la relève lusitanienne, et ce n'est pas, paradoxalement peut-être, parce que l'Espagne et le Por-

n'a pas fini de faire parler d'elle, et pas seulement pour des raisons financières (Le Monde du 20 juin). Les premières critiques viennent des techniciens de la télévision : quand il fait beau, une moitié de la pelouse est au soleil et l'autre à l'ombre, d'où des problèmes d'éclairage insolubles. D'autre part, on plaint les spectateurs des « populaires » durant la saison hivernale : les gradins latéraux sont des nids à bourrasques.

Et puis, le stade de la Beaujoire est tout le contraire d'un temple du football, comme l'est devenu, par exemple, le stade de la Meinau à Strasbourg, rénové à l'anglaise. Impossible, tant les encouragements se dispersent au vent, de communier avec son équipe favorite. Lorsque les deux groupes folkloriques portugais de Nantes se sont produits sur la pelouse avant le match de mercredi, on a eu la nette sensation que le nouveau stade se prêtait beaucoup mieux à ce genre de spectacle.

MICHEL CASTANG.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Vente au Palais de Justice de PARIS
le MARDI 3 JUILLET 1984 à 14 h
APPARTEMENT DUPLEX
à PARIS (20^e) 14, r. de la Digue
MISE À PRIX : 50 000 F
S'adr. : M^e Bernard de Sèze, avocat,
70, av. Marceau-Paris (9^e), tél. : 720-62-38.

Vente sur succursale au Palais
de Justice d'Evry - rue des Mazures
le MARDI 3 JUILLET 1984 à 14 h
PARCELLE DE TERRE
de 76 a 30 a - actuellement cultivée
lieu-dit « l'Argentière » - sis à
FORET STE-CROIX (91)
MISE À PRIX : 60 500 F
Com. préalable par enchère - Pr. rem. d'ad.
à M^e ARKON & TRUILLON, av. am. à EVRY.
S'adr. : M^e EVRY (91), 4, bd de l'Europe;
tél. : 079-39-45. M^e COHEN,
Av. à LONGJUMEAU (91).
tél. : 448-28-28. Au
greffe du TGI d'Evry où le cahier des
charges est déposé.

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 863.12.86

Vente aux enchères après liquidation de biens au Tribunal de Grande Instance
de Paris - le jeudi 5 juillet 1984 à 14 heures
UN LOCAL COMMERCIAL
(6 bureaux avec dépendances) 90-96, avenue d'Evry
A PARIS 13^e
MISE À PRIX : 200 000 FRANCS
S'adr. pr. rem. : M^e Weller, avocat à Neuilly-sur-Seine (92200) 7, avenue de
Madrid - Et pr. visiter le 2 juillet 1984 de 15 h à 16 h 30 place (entrée au 90).

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le
jeudi 28 juin 1984 à 14 heures - En deux lots
A PARIS 18^e
1^{er} lot - DEUX PIÈCES AU 7^e ET.
Bâtiment A dans un immeuble rue des Martyrs numéro 82
MISE À PRIX : 80 000 FRANCS
2^e lot - LOGEMENT 3 PIÈCES
Bâtiment B dans un immeuble 58, bd de la Chapelle et 2, rue de Chartrre
MISE À PRIX : 50 000 FRANCS
S'adr. : M^e B. Léopold-Couturier av. 14, rue d'Anjou - M^e Philippe syndic (Et. de
fem. M^e Regnard - M^e Pernot et Herissay administrateurs) 169, rue
Saint-Jacques - Ts av. pr. TGI de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.
Sur les lieux pour visiter.

Vente s. saisie au Pal. de Just. Pontoise (95), le 5 juillet 1984 à 14 heures
RENS ET DROITS IMMOBILIERES dépendant d'un ensemble immobilier
2 bis, rue du
à PERSAN (95) Doreau-Fery consist. en **APPART. 3 pces ppales**
Mise à prix : 50 000 F - Consign. 25 000 F (ch. cert. bque)
RENS. M^e BUISSON, avocat. T. 032-31-62 29, rue P.-Batu
à Pontoise (95)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre (Hr-de-Seine), le
mercredi 4 juillet 1984 à 14 h - En un seul lot
PROPRIÉTÉ A NEUILLY-SUR-SEINE
(Hauts-de-Seine)
1, rue Delabordière
Élev. s/cave comp. de : Au rez-de-chaussée vestibule, hall, salon, salle à manger
et cuisine, au 1^{er} étage, 4 ch. av. s. de bain et s. de toilette - au 2^e étage salon,
2 ch. cuis. et salle de bain - Jardin - Construction 311,28 m²
MISE À PRIX : 1 000 000 de francs
S'adr. pr. rem. : M^e Weller, avocat à Paris 17^e, 76, av. de Wagram. Tél. :
766.16.69 de lundi au vendredi entre 10 heures et 12 heures.
Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny,
le MARDI 3 JUILLET 1984 à 14 h 30
UNE PROPRIÉTÉ A LIVRY-GARGAN (93)
43, bd Marx-Dormoy et 2, rue de Terrasson
comp. un maison élevée sur cave - r.-de-ch. de 2 p. et w.c. - 1^{er} ét. de 2 p., cuis.,
s.-c. - constr. contiguë à usage atel., débar. - garage - sur terrain de 2 a 3 ca.
Mise à prix : 50 000 F
S'adresser à la société civile professionnelle d'avocats
Étienne, Dore, Waret-Étienne, Fenart, Alemany.
11, rue du Général-Leclerc à 93110 Rosny-sous-Bois - Tél. : 854.90.87

Vente sur succursale au Palais de Justice d'Evry (91) rue des Mazures
le MARDI 3 JUILLET 1984 à 14 h
PAVILLON EN COURS DE CONSTRUCTION
sit. Résidence des Maréchaux lot n° 5 à
VAUGRINEUSE (91)
MISE À PRIX : 390 500 FRANCS
Consignation préalable par enchère - M^e TRUILLON & ARKON, av. am. à EVRY.
S'adr. : M^e EVRY (91), 4, bd de l'Europe - M^e KELLER - GEMMAL - NOUVELLON ROUZIES, Av. à EVRY.
Tél. : 077-96-10 - M^e HUMBERT, Av. à RIS-ORANGIS (91) : 943-19-61.

Vente sur liquidation, au Palais de Justice de NANTERRE
le MERCREDI 27 JUIN 1984, à 14 h.
UNE PROPRIÉTÉ A BOIS-COLOMBES (92)
15, rue Jean-Brunet comp. UN PAVILLON élevé s/cave, rez-de-ch. vestibule,
W.C. salon, S. à mang. cuis. Jardin - 1^{er} ét. palier, 2 ch. S. de B. dressing
terrassé - 2^e ét. 6 ch. lambrissé, palier, 2 ch. Cab. de toil. W.C. - S/sol aménagé,
cuis. Salle de jeu, chauffage.
MISE À PRIX : 600.000 FRANCS
S'adr. : M^e P. 1005, avocat, 6, avenue Raymond-Poincaré, PARIS (16^e) Tél. :
727-50-50 - M^e HILSUM, avocat, 72, av. de Wagram, PARIS (17^e) Ts avocats
pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 12 juillet 1984, à 14 heures
LOGEMENT PARIS 14^e 31, Bd ST-JACQUES
Bat. A. 4^e étage, entrée, cabinet de toilette, débarras, Salle de séjour,
W.C., cuisine, une chambre et une cave
MISE À PRIX 200000 F S'adr. M^e BUISSSEL
Avocat à Paris, 14 rue Sainte-Anne - Tél. 261-01-09

Vente au Palais de Justice de Meaux (77) - en six lots
le jeudi 28 juin 1984 à 10 heures

UNE PROPRIÉTÉ
comprend plusieurs bâtiments
72 ares 88 centiares - sis
16 et 18 Grande Rue à
NANTOUILLET (77)
Mise à prix : 400 000 Francs

ENS. DE BATIMENTS
18 ares 58 centiares - sis
14 et 12 Grande Rue à
NANTOUILLET (77)
Mise à prix : 100 000 Francs

UN CHATEAU
d'époque Renaissance classé
11 hectares 87 ares 23 centiares
sis à **NANTOUILLET (77)**
Mise à prix : 1 000 000 Francs

MAISON D'HABITATION
à Em. de bêt. et terres de
122 hectares 1 are 5 centiares - sis à
NANTOUILLET (77)
MONTG-EN-GOELLE
VINANTES (77)
Mise à prix : 2 000 000 Francs

PETIT CORPS FERME
38 ares 60 centiares - sis à
NANTOUILLET (77)
Mise à prix : 150 000 Francs

UN CORPS DE FERME
sur divers bâtiments et terres de
208 hectares 63 ares 52 centiares
sis à **NANTOUILLET**
THIEUX-COMPAIS (77)
Mise à prix : 3 500 000 Francs

LOUÉS A USAGE AGRICOLE
S'adresser pour tous renseignements à la SCP F. & L. PRUNET
Société d'avocats à Meaux (Seine-et-Marne) 2, rue de Choisy - Tél. : 434.14.07

Vente sur liquidation, au Palais de Justice de PARIS
le LUNDI 2 JUILLET 1984, à 14 h. - EN UN LOT
UNE MAISON AU KREMLIN-BICETRE (94)
12, rue Marcel-Sembat
de 3 p. Pr. princ. avant, jouis. terrain SUP. TOT. 156 m²
MISE À PRIX : 150.000 FRANCS
S'adr. : M^e GUY VASSORD, avocat, 15, avenue d'Italie, PARIS (13^e) - Tél. :
331-93-29 - M^e BRANDON, avocat, 17, rue Gellul & Villiers-Marcus -
Tél. : 304-27-31 - Au Greffe des Créances du T.G.I. Paris. - Sur les lieux pour
visiter avec permis de visite.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY,
le MARDI 3 JUILLET 1984 à 13 h 30
UN PAVILLON à DRANCY (93)
61, rue de la Liberté, édifié sur sous-sol divisé en une pièce aménagée et salle de
bains, d'un rez-de-chaussée divisé en entrée, cuisine, une pièce, w.c. avec grenier
perdu au-dessus avec une chambre aménagée
sur un TERRAIN de 323 m²
MISE À PRIX : 170 000 F
S'adresser à la Société civile professionnelle d'avocats
ETIENNE DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMAN
11, rue du Général-Leclerc à 93110 Rosny-sous-Bois - Tél. : 854.90.87.

Vente sur folle enchère, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 5 JUILLET 1984 à 14 h. - EN UN LOT
UN APPARTEMENT DE 6 P. PRINC.
au 2^e étage, avec CHAMBRE de SERVICE et CAVES
64, RUE DE ROME - PARIS (8^e)
MISE À PRIX : 400.000 FRANCS
S'adr. : M^e GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COISSAU,
avocats associés à PARIS (1^{er}), 29, rue des Pyramides -
Tél. : 260-46-79 - M^e J.-F. et M.-J. BORDON,
avocats à PARIS (16^e) - 41, avenue Kléber, Ts avocats pr. Trib. Gde. Inst.
Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter

Vente après acceptation bénéficiaire, Palais de Justice à PARIS
le LUNDI 9 JUILLET 1984, à 14 h. - EN UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ à RAMATUELLE (VAR)
Quartier de la Quessade Sud
comp. : UNE MAISON D'HABITATION composée d'un 1^{er} niveau à
rez-de-jard, avec 6 P. PRINC., 5 salles de B. cuis. TERRASSE couverte et
1 niveau bas aménagé en logi de gardien avec Séjour, S. de B. cuis. -
GARAGE en s/sol - PARC avec PISCINE - Le tout d'une cont. de 50 A.
cad. sect. A.N. n° 246
M. à P. : 3.000.000 de FRANCS T.V.A. incluse
LIBRE de LOCATION et d'OCCUPATION
S'adr. : M^e Guy GONDINET, avocat, anc. avoué, à PARIS (9^e)
18, rue Blanche - Tél. : 874-64-99 - 874-64-97

Le Monde

culture

DANSE

« CARMINA BURANA », par le Théâtre du silence au TMP

Mouvement perpétuel

Pour beaucoup de musiciens, de mélomanes et même de musicologues, Carl Orff, le compositeur bavarois, est l'auteur de penseurs redoutables. Avant de mourir, il y a de quelques années, obtint le titre de compositeur au Conservatoire de Munich. Carl Orff avait réussi cette performance inouïe d'avoir traversé toute la période du III^e Reich sans jamais être inquiété, ni être prôné comme artiste officiel, ce qui n'aurait été pas moins étonnant.

La notoriété qui reste attachée à ses personnes en Allemagne lui vient de représentations scéniques d'une longueur démesurée où d'innombrables répétitions mêlant le latin classique et le dialecte bas-allemand en des cantates primitives exécutées bruyamment par des orchestres de percussions. Ayant été inspiré à ses débuts par la rythmique Jacques Dakorosa, le compositeur n'en avait pas moins gardé un goût marqué pour les expressions plastiques de la danse.

Carmina Burana, écrites en 1937 et conçues en utilisant les langues mortes, devaient paradoxalement s'ouvrir à l'audience moderne. Le climat obsessionnel, la dynamique du Stravinsky de Berlin, les accents de Jean Genet, dans la mise en scène de Peter Stein, du 13 au 16 octobre au Théâtre de la Ville, où se tiendra une exposition sur le théâtre allemand. Sur la grande route, de Tchekhov, dans la mise en scène de Klaus Gribner, dans un lieu nouveau du 18 au 22 octobre. D'autre part, Bernard Sobel met en scène à Gennevilliers deux auteurs de l'Est, Philoktet de Heiner Müller — 25 septembre au 2 novembre, *Entre chien et loup*, de Christopher Hein — du 15 novembre au 16 décembre. Avec les Spectacles Lombroso, le Festival d'automne reprend au Châtelet l'extraordinaire spectacle de tango, réalisé par Claudio Segovia et Hector Orezzoli, qui font voir également le *Puro Plémenno* des artistes autrichiens, du 21 novembre au 9 décembre au Théâtre de Paris.

THÉÂTRE

L'avant-programme du Festival d'automne

Allemagne, Italie, Argentine, Espagne... L'Allemagne d'abord, avec la Schaubühne de Berlin, les *Négés* de Jean Genet, dans la mise en scène de Peter Stein, du 13 au 16 octobre au Théâtre de la Ville, où se tiendra une exposition sur le théâtre allemand. Sur la grande route, de Tchekhov, dans la mise en scène de Klaus Gribner, dans un lieu nouveau du 18 au 22 octobre. D'autre part, Bernard Sobel met en scène à Gennevilliers deux auteurs de l'Est, Philoktet de Heiner Müller — 25 septembre au 2 novembre, *Entre chien et loup*, de Christopher Hein — du 15 novembre au 16 décembre. Avec les Spectacles Lombroso, le Festival d'automne reprend au Châtelet l'extraordinaire spectacle de tango, réalisé par Claudio Segovia et Hector Orezzoli, qui font voir également le *Puro Plémenno* des artistes autrichiens, du 21 novembre au 9 décembre au Théâtre de Paris.

Italie : la compagnie Peppe e Barra crée au Théâtre de Paris *Senza mani, senza piedi*, du 9 au 21 octobre, et reprend, du 23 octobre au 4 novembre, son spectacle de l'an dernier, avec, à 18 heures, dans le foyer, un divertissement : *Zeca*. Pour la première fois en France vient la compagnie des Maggio, tous les jours au Théâtre de Paris, avec *Una sera con i Maggio* — du 13 au 18 novembre. Et les marionnettes de Milan seront au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, du 4 au 31 décembre avec *Aida et les Derniers Jours de Pompéi*.

Au Centre Georges-Pompidou, Giovanni Marini chante des chansons inédites de Gaslini, 3 au 8 octobre et Giovanni Fiori présente *Amado mio*, (29 octobre-4 novembre) ; le Collectif de Parme, *Uccellacci Uccellini*, 5 au 11 novembre, d'après le roman de Pasolini, dont Laura Betti jouera *Orgie*, dans la mise en scène de Minnelli, avec le

ciens sans parler de trois solistes à voix — soprano, baryton, ténor — doivent camper sur scène. Le comble, c'est qu'elle a réalisé cette production avec son Théâtre du Silence ! Car c'est bien la partie chorale et instrumentale, admirablement réglée en ses séquences, qui procure la « sensation » du spectacle. Le chef allemand Justus von Webers dirigant à la fois l'orchestre des concerts Lamoureux, la chorale Montjoie et la maîtrise de la Sainte-Chapelle est le premier maître d'œuvre de cette réussite étonnante.

Quant aux dix danseurs qui évoluent, pieds nus et en « soléistes » bruns, sur le plateau, Brigitte Lefèvre leur a communiqué un mouvement perpétuel de quinquena, de biseaux, de regroupements en des figures qui souvent évoquent la statue de Rodin et pourraient se dérouler sur un parvis de basilique à la manière des jeux médiévaux. Merveilleux travail d'intelligence et de précision, qu'il faut absolument aller voir.

La première partie du spectacle présente une charmante pochade. En attendant, qui permet d'admirer la chorale Muriel Belmondo, sœur de Jean-Paul. Nous aimons moins les *Variations* de Brahms où Brigitte Lefèvre reprend les attitudes effondrées, bras en avant, de bestiaire Béart ou les *Démarchements* de son frère « gestuelle » modern-dance — la chorégraphie de *Carmina Burana* a bien assez d'originalité pour ne pas s'ingérer les autres.

OLIVIER MERLIN.

MUSIQUE

Un entretien avec M. Maurice Fleuret

(Suite de la première page.)

« Les besoins sont immenses : songez qu'en France, un jeune sur deux, de quinze à dix-neuf ans, pratique la musique de façon régulière (pour la moitié, la guitare), parce qu'il a force d'en écouter. Les candidats se présentent aux portes des conservatoires régionaux qui ne devraient concevoir que les professionnels. Et cependant, l'enseignement de base reste déficient. »

« Contrairement à ce que l'on pense parfois, ce qui nous manque, c'est moins l'argent que les hommes. Nous n'avons pas assez de professeurs, l'enseignement reste trop routinier. Il faudrait être la base de la pédagogie, trop rare. Il faudrait des années pour atteindre une situation satisfaisante. »

« En attendant, nous luttons partout pour combler le déficit en heures d'éducation musicale dans les lycées et collèges, où souvent à des raisons financières. Et pour aider les instituteurs, nous mettons à leur disposition des professionnels de la musique qui sont associés aux équipes des maîtres. Nous avons ouvert en 1983 trois centres de formation (à Lille, Aix-en-Provence, Toulouse) pour les musiciens appelés dans les écoles élémentaires ; il y en aura cinq autres à la rentrée prochaine. »

« Comme le ministre de la culture vient de l'annoncer, le souci d'épanouir l'éducation nationale, nous a amenés à créer un Institut de pédagogie, dirigé par Henri Pousseur. Ce sera d'abord un centre de documen-

tation internationale, mais il aura pour but de coordonner la formation initiale et permanente des enseignants, de produire des outils pédagogiques nouveaux et de mener une recherche fondamentale en ces matières. »

« Il était aussi nécessaire de mettre un peu d'ordre dans l'enseignement privé où n'importe qui peut s'intituler professeur de musique sans la moindre garantie pour les élèves. À partir de 1985, il sera octroyé un diplôme de niveau moyen qui permettra aux familles et aux collectivités de choisir les professeurs en connaissance de leur capacité. »

« Un effort considérable est fait actuellement dans les études supérieures. Nous manquons de professeurs pour nos écoles, de chanteurs d'instrumentistes, mais aussi de chefs de chœur, de pianistes-chefs de chant ou accompagnateurs de danse, et même de directeurs de conservatoires en province. La réforme entreprise dans les deux conservatoires nationaux de Paris et de Lyon, avec leurs nouveaux directeurs, MM. Marc Bleuze et Gilbert Amy, doit permettre une préparation de musiciens professionnels plus nombreux et mieux adaptés à la demande. C'est l'objet entre autres de mesures prises pour l'enseignement du chant que M. Jack Lang vient de rendre publiques. »

« Pour accélérer la formation spécifique des musiciens d'orchestre, dont nous avons un urgent besoin, nous avons créé l'Orchestre français des jeunes, qui fonctionne l'été depuis déjà deux ans, et maintenant une Académie d'orchestre, à Evry, où les instrumentistes, recrutés par concours, sont entièrement pris en charge par l'Etat et travaillent sous la direction de professeurs tels que les chefs de pupitre de l'Orchestre de Paris. »

« Je souhaite que tous les orchestres professionnels et permanents assument de la même manière un rôle d'enseignement qui sera très fécond pour l'avenir, notamment les orchestres de jeunes qui se multiplient actuellement dans les régions. »

« Il y a bien d'autres domaines qui bougent et que l'Etat s'efforce d'aider, même si cela peut surprendre, comme ceux du jazz, de la chanson ou du rock, où nous cher-

chons surtout à garantir contre la toute-puissance du privé une certaine égalité des chances. C'est ainsi que nous avons passé une convention avec le Forum des Halles, qui a permis depuis six mois à quatre-vingt-dix-sept jeunes Français de se produire, alors qu'ils n'auraient jamais trouvé une tribune d'expression à Paris. »

« Et pour aider d'autres talents à éclore, nous avons installé avec le SACEM un studio de variété, rue Balin, où les chanteurs peuvent se perfectionner, apprendre à se tenir en scène ou à utiliser leur son, se familiariser avec les notions juridiques et économiques nécessaires à leur carrière, etc. »

« Pour le rock, qui nécessite de grands espaces, il n'était pas possible qu'il continue à se produire sous l'abominable chapiteau de Pénin, et c'est pour cela que nous avons construit le Zénith, édifice fonctionnel et efficace, qui aura sans doute bientôt de nombreux petits frères dans nos régions. »

« Plus étonnante et ignorée est l'expansion des musiques traditionnelles et populaires, dont la renaissance a été liée aux revendications régionales, au mouvement écologiste, etc. Elles donnent lieu aujourd'hui à une pratique très sérieuse et très imaginative au plan de la création. Savez-vous qu'il y a aujourd'hui six cent cinquante associations qui s'occupent de collecter ces musiques, ce qui prouve qu'il y a quelque chose à collecter, des intérêts pour pratiquer cet art, des auditeurs pour l'écouter ? »

« Nous avons évalué l'importance de ce domaine avec un éminent ethno-musicologue, Bernard Loriot-Jacobi, et lui avons consacré un budget qui est actuellement de 3,4 millions de francs (contre 500 000 F en 1980). Nous avons en particulier soutenu des structures bien vivantes, mais qui avaient des problèmes énormes de survie, comme le Conservatoire québécois de Lorient ou le Conservatoire occitan de Toulouse, et favorisé un rapprochement de responsables qui, tous les deux, traitent d'un domaine particulier : l'enseignement, les instruments, le rôle de l'écrit dans la transmission des traditions orales, la création. »

« A Clermont-Ferrand, j'ai entendu récemment des jeunes musiciens qui ont assimilé ces tradi-

tions avec une pureté, une justesse et une technicité extraordinaires, et qui manifestent une capacité stupéfiante pour créer dans ce cadre ancien. En particulier, deux vieux qui jouaient une musique d'une courtoisie et d'une noblesse, sans que je sache ce qu'ils emportaient de Stockholm ou de Stockholm ! »

« Il y a ainsi beaucoup de terrains musicaux d'une grande richesse, dont on ne parle guère parce qu'ils ne donnent pas lieu à des événements exceptionnels ; et le nombre des manifestations est tel que l'information passe mal à travers les journaux et les périodiques, même spécialisés. C'est pourquoi le travail du CENAM, me paraît plus que jamais d'actualité, car il crée aux différents aspects de la vie musicale, qui donnent une ample documentation et les adresses de tous les « acteurs », qu'il s'agisse de la pratique amateur, du jazz, de l'école du tout-petit, de la facture instrumentale, de l'électroacoustique, des stages de l'été ou de ces *Ateliers d'été* de France, qui est le premier guide des musiques et des danses traditionnelles. Le succès de ces brochures est d'ailleurs considérable et oblige à de fréquents réimpressions. »

« Comme vous le voyez, l'action que nous menons vise (en même temps) : à développer des moyens professionnels de haute technicité, pour répondre à la demande d'un public « mélomane » de plus en plus nombreux, et à permettre, comme la fête d'aujourd'hui, un épanouissement très démocratique de toutes les forces de la musique à la base, de la pratique personnelle et collective en particulier, qui est le meilleur signe de la santé culturelle d'une nation. Nous n'avons évoqué ni la Bastille, ni nos grands orchestres, ni les instituts de recherche, ni les festivals, ni les concours, mais nous savons, par exemple, qu'il y a dans l'activité musicale « non événementielle » mille sujets passionnants qui méritent d'être mieux connus. »

Propos recueillis par JACQUES LONCHAMPT.

(1) Centre national d'action musicale (CENAM), 75002 Paris, tél. 235-24-24. Deux à-musique, ou nous envoie le guide 1984 de la France des festivals et des expositions (Vél. du Sorcier, 51, rue Barreau, 75013 Paris), et une brochure intitulée *Votre école musicale de musique*, dédiée par les ministères de l'Éducation et de la Culture, et destinée aux élus (Direction générale des collectivités locales, 4, rue d'Aguesseau, 75008 Paris). Sur l'ensemble de la culture, consultez le ministère de la Culture ou pour connaître deux ans pour la musique et pour la danse (numéro spécial du CENAM).

LE MORT DU COMPOSITEUR VLADIMIR VOGLÉ. — Le compositeur russe d'origine russe, Vladimir Vogel est mort le 18 juin à Zurich. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

(Né à Moscou, Vladimir Vogel était à Paris, en 1924, il avait été l'élève de Stravinsky et fut un élève notablement par Schoenberg. Ses œuvres les plus connues, en général écrites selon une technique stricte rigoureuse, sont l'opéra *Thyl Claus*, *Sopra d'été* d'une série de danses, *Prélude à l'opéra* et *Prélude pour orchestre*, une œuvre surréaliste *Arpédie*, dédiée à Jean Arp, et un *Concerto pour violoncelle*.)

LE CINÉMA VIETNAMIEN. — La Semaine du cinéma vietnamien, organisée du 21 au 26 juin au cinéma Le Centre à Paris, a été inaugurée mercredi par la *Brascelle d'argent*, de Lam Son, qui filmait en couleurs sur les chutes d'eau. Tous les jours à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, on pourra voir en alternance : la *Brascelle d'argent*, *Chien et Sa*, de Pham Ky Nam, *Le Village de Long Van*, l'épique de Van et la *Vierge d'Amour*, de Pham Ky Nam.

INSTITUT

L'architecte Pei à l'Académie des beaux-arts

LE NOUVEAU CHINOIS DE PARIS

Ioeh Ming Pei n'a encore rien construit en France. Il n'y est que l'auteur de deux projets, l'un pour la Défense, l'autre pour le Grand Louvre, en cours de réalisation. Mais les honneurs officiels commencent à pleuvoir : après l'Académie d'architecture, l'Académie des beaux-arts l'a reçu mercredi 20 juin en sa compagnie, au titre de correspondant étranger, au fauteuil de Gabriel Olivier, commissaire général des tournois de Monaco.

Discrètement, sans bruit, arrivant simplement, aucun autre architecte au monde, mis à part Philippe Johnson, n'a connu la réussite de I.M. Pei. Ses carnets de commandes sont pleins pour une décennie. Cela fait rager nos hommes de l'art, d'autant que cette fois, il s'agit du Louvre avec ses siècles d'histoire et de valeurs que l'École des beaux-arts a mis au centre de son enseignement.

On aurait au moins pu mettre l'idée au concours ? Mais partout où l'envoyé du président de la République se présente, demandant qui, pour le Louvre, est le meilleur, qui, le plus grand, on répondait Ioeh Ming Pei.

Guillaume Gillet, architecte de l'Institut, qui le reçoit, bien qu'agacé de voir un étranger, qui plus est américain et chinois, opérer au Louvre, n'est pas avare d'éloges. Il trouve sa pyramide de cristal une solution simple, discrète, claire, logique. Si elle avait déjà été trouvée, il n'en aurait pas proposé d'autre. Et il est convaincu que ses plans fuyants ne porteraient pas tant aux ordres de Lefebvre et de Visconti. — J.M.

M. Jack Lang annonce des mesures en faveur de l'enseignement du chant

Pour tenter d'arrêter la crise du chant, qui prend des proportions inquiétantes en France, surtout dans la perspective de l'Opéra de la Bastille, M. Jack Lang, ministre de la culture, vient d'annoncer, lors d'une conférence de presse au Conservatoire, « quelques mesures nouvelles en faveur de l'enseignement du chant ».

Mesures techniques et peu spectaculaires dont il est difficile d'apprécier à l'avance l'efficacité, mais qui ont obtenu l'aval des chanteurs, professeurs et spécialistes français : création de départements pédagogiques pour la voix au sein des conservatoires régionaux, nouveaux certificats d'aptitude et stages de formation continue pour les professeurs, modification des modalités de recrutement au C.N.S.M., orientation des chanteurs selon la spécificité de leur voix (médiocrité et oratorio, opéra, etc.), organisation nouvelle des études d'art lyrique placées dans

des conditions d'enseignement professionnel, formation de chefs de chant, restructuration de l'école d'art lyrique de l'Opéra, etc.

Notons aussi la création de trois centres d'insertion, d'après une activité, consacrée à l'apprentissage des métiers de l'Opéra, à Nice et à Strasbourg pour les solistes, à Marseille pour les choristes.

La mise en œuvre de ces plans, bénéficiant du concours d'entraîneurs spécialistes étrangers, tels que Lorraine Nuber, Daniel Ferro, Richard Miller, pour la pédagogie, ainsi qu'Elisabeth Schweser, Rita Strach et Hans Hoster.

D'autre part, Jacques Rougeux a été nommé conseiller permanent auprès de la direction de la musique, il avait été précédemment chargé de recenser le potentiel vocal français et avait jugé le recrutement « ébranlé », la formation « insuffisante » et la promotion « insatisfaisante ».

J. L.



Argentino

DU 14 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 1984

Tous les soirs à 20h30, et dimanche 23 septembre à 20h30

Matinées à 14h30 : samedi et dimanche

Relâche : dimanche soir, lundi soir et vendredi 21 septembre

Renseignements : 233.44.44



CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Après 6 soirées triomphales en novembre 1983 au TMP-Châtelet, les 33 artistes les plus prestigieux de Buenos-Aires reviennent pour nous faire revivre le tango. Les bandonéons chavirant, les corps chahoupeant, les voix fendant l'air.

UN SPECTACLE DE CLAUDIO SEGOVIA ET HÉCTOR OREZZOLI

présenté par LES SPECTACLES A.L.A.P. LES SPECTACLES LUMBROSO et top n°1



une production du FESTIVAL D'AUTOMNE

LOUEZ DES MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

Corbeille 1 ^{re} série	220 F
Orchestre 1 ^{re} série	187 F
+ Corbeille 2 ^e série	187 F
+ Corbeille 3 ^e série	180 F
+ Balcon 1 ^{re} série	180 F
Balcon 2 ^e série	110 F
+ Orchestre 3 ^e série	110 F
Amphithéâtre	55 F
+ Orchestre 4 ^e série	55 F
+ Balcon 3 ^e série	55 F

BON DE COMMANDE

à adresser au TMP-Châtelet, Service des Relations avec le Public, 2, rue Édouard Colonne, 75001 Paris

nom : _____

rus : _____

localité : _____

code : _____

DATE	Nombre	Prix	TOTAL

Ci-joint règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre du TMP-Châtelet, et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.

DATE : _____

SIGNATURE : _____

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 21 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Fête de la musique : Tropicadero. En direct du Palais de Chaillot. Musiques de tous les continents : salsa, reggae, spectacle de break dance et de street, tout ce qu'il y a de plus en la culture.
- 21 h 15 Contre-enquête. Émission d'A. Hoang. Histoire de Fernand le mari de Jeanne : les deux premiers de Mathilde : Attention chausse dangereuse : le Pain maudit : Lettre de Bruno.
- 22 h 10 Fête de la musique. En direct du Palais de Chaillot (suite).
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Série : Le fond du problème. D'après Graham Greene, réal. M. Leco.
- 21 h 40 Soirée spéciale : Musiques au concert. D'Eve Ruggieri. Spécial Fête de la musique, avec l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. E. Krivine, en direct du Grand Palais (œuvres de Verdi, Ravel, Berlioz, Borodine et Beethoven).
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 20 Les enfants du rock : spécial Michael Jackson. Émission de P. Manzuver. Avec notamment trois clips : historiques : Billie Jean, Beat It, Thriller.

0 h 10 Cinéma : Tout, tout de suite (The Harder they come).

- Film américain de P. Hazen (1972), avec J. Cliff, J. Bartley, C. Bradshaw, D. Hartman, B. Kana, (v.o. sous-titré).
- Un jeune campagnard vient à Kingston, avec l'ambition d'être un chanteur célèbre. Mûlé à des mauvais garçons, exploité par des trafiquants de drogue, il se rebelle. Réalisme social, humour, lyrisme, musique typique. Un film pour découvrir la Jamaïque, son peuple, sa culture.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 5 Fêtes de la musique 1984. En direct des Invalides : concert donné par les principales formations de la garde républicaine.
- 21 h 35 Cinéma sans visa : Sodoma et Gomorrah. Film américain de R. Aldrich (1961), avec S. Granger, P. Angeli, S. Baker, A. Almée, R. Podesta, C. Mori. L'histoire des Hébreux, s'installe avec son peuple sur un territoire de Sodoma, où elle est condamnée. Les Éphraïmites, et succombe, un moment, à la tentation du pouvoir. Film biblique à grand spectacle, se terminant sur la destruction, longtemps attendue, des deux villes maudites. Aldrich s'est égaré dans cette production internationale, à laquelle Sergio Leone participe, sans s'entendre avec lui.

LES ONDES DE LA LIBERTÉ 1934-1984

Le nouveau livre de Marcel Bleustein-Blanchet.

FREQUENCE PASSION!

ALY ÉDITIONS J.-C. LATTES

- 23 h 5 Journal.
- 23 h 35 Cinéma : Bastien, Bastienne. Film français de M. Andrieu (1978), avec J. Berto, A. Prunol, O. Dumézis, B. Brano, E. Prat, S. Dambrière, M. Lacaille. En 1916, dans une propriété campagnarde dont la guerre se rapproche, trois jeunes garçons mènent un petit opéra d'enfance de Mozart. Après d'eux, leurs mères et les servantes se détestent. Film d'inspiration à l'opéra, poétique, opposant le monde des hommes à celui de la pré-adolescence. A la musique de Mozart répond l'écho des canons.

PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 L'histoire de France en BD.
- 17 h 10 Fêtes de la musique.
- 18 h 10 Feuilletton : Dynastie.
- 18 h 55 Atout PIC.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilletton : Une fille du Régent.
- 19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Désiré », de D. Lemaître.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Fête de la musique : L'imprévu : à 21 h. Concert de jazz (en direct de Toulouse) : Improvisations sur des airs de jazz. Mozart, Wagner, Verdi, Bizet. Poché, Schumann, par M. Solal, Z. Fleischer, A. Hervé, H. Sellin, La Velle, D. Humair, M. Benita : à 23 h 10. L'imprévu (suite).

Vendredi 22 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 11 h 45 Le rendez-vous d'Annick.
- 12 h 15 Atout cœur.
- 12 h 40 1866-foot.
- 13 h 10 Journal.
- 14 h 15 Série : Los Angeles années 30.
- 14 h 50 Temps libres. Émission de J.-C. Narcy. Le magazine est consacré aujourd'hui à l'automobile à l'occasion de l'exposition « Cent ans d'automobile ». Et les rubriques habituelles.
- 17 h Destination... France. D'un département à l'autre : la Seine-Maximie.
- 17 h 25 Le village dans les nuages.
- 17 h 45 Série : Quand la liberté venait du ciel.
- 18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.
- 18 h 25 Micro-ludic.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petites drôles.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 35 Salut les Mickey. Émission de Christophe Lard.

- Pour les amoureux de Walt Disney, une occasion de revoir une pile d'extraits de dessins animés sur Disney. Donald, plus trois dessins animés des studios Disney : le Cousin de Donald, le Fouin et l'Écureuil, Mickey gâté première, un dessin animé en noir et blanc, paraît-il à ne pas manquer. Avec R. Göttschal, M. Villalonga, Chagrin d'amour, les Mickey.
- 21 h 40 Les Américains et nous : Les Français face au modèle américain. Émission de Claude Flouret et Robert Mauthouls (3 parties). Si, comme on le voit, vous demandez à l'homme de la rue américain de sourire, il s'exécute immédiatement (« smile ! »). Essayez la même chose à Paris, dites : « Souriez », les passants détourneront la tête, bougonnent, ou foudroient l'indifférence. Le photographe William Klein, américain de Paris, nous fait l'expérience, histoire peut-être de prouver que la mentalité en vieille Europe n'est pas encore totalement calquée sur celle du citoyen US. Jolie introduction au troisième et dernier chapitre de la série consacrée à l'américanisation de la France.

- 22 h 35 22^e V la rock. Spécial Pink Floyd. Roger Waters, créateur du groupe, raconte les Pink Floyd.
- 23 h 25 Journal et Cinq Jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 Antiope.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
- 13 h 35 Feuilletton : l'Appartement.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie. Femmes : à 14 h. Avec M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme.
- 14 h 55 Série : la Taupe.
- 15 h 50 Reprise : Alain Decaux, l'histoire en question.
- Les taxis de la Marne (diffusé le 14 juin).
- 17 h 5 Itinéraires. De Sophie Richard. A l'heure où le public s'emballe pour les musiques africaines, deux documents qui permettent d'aborder sous deux angles différents ce que sont les griots. Le premier, réalisé à l'occasion d'une grande rencontre à Royan, « Musique-mémoire : les Griots », qui a rassemblé des musiciens venus du Niger, du Mali et de la Haute-Volta. Le second, « Musique-mémoire du Mali », montre les fêtes organisées par les immigrants dans les foyers à Paris.
- 17 h 45 Révisé A2. Histoires comme ça : le petit écho de la forêt ; Lulu et Lulu ; Superbug.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 35 Série : Un seul être vous manque. De J. Doniol-Valeraz. Avec C. Spak, D. Flamand... Les dévotionnaires d'une jeune femme, trépassée entre ses enfants et son amant.
- 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : A chacun sa France, sont invités : Adolphe Berkey (Guide Hachette France 1984) ; Jean Duché (le Boulier d'Albion) ; Jean Guzmier (Terroir) ; Gilles Pudlowski (Le Devoir de Français) ; Richard Cobb (les Tours de France de M. Cobb).

- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle italien) : Femmes entre elles. Film italien de M. Antonioni (1955), avec E. Rossi-Drago, V. Corbo, G. Ferrazzi, Y. Fornasari, M. Fischer, E. Mauri (v.o. sous-titré, v.o.). Une femme d'affaires, venue de Rome à Turin pour installer une maison de couture, devient l'amie de quelques mondaines qui cherchent à tromper leur mari, ont des rapports difficiles avec les hommes. D'après une nouvelle de F. de Pevero (célèbre écrivain italien qui se suicide), une œuvre baignant dans une atmosphère de « mal de vivre », de solitude, d'amours impossibles et de hantise de la mort. Le style moderne d'Antonioni s'affirme : c'est une sorte de préface à l'Arca. Ne pas manquer.

- 23 h 35 Cinéma : Grand Public. Magazine d'André Camus : profession, sport, etc. C'est ce qui fait courir les sportifs, les footballeurs, les rugbymen, les cyclistes... ? L'amour du sport ? Devient une star ? L'argent ? Qu'est-ce qui fait battre le cœur des sportifs jusqu'au dévouement ? Avec des sports : Toto Cuccione, Nazario Pereira, Zacharie Richard.
- 23 h 35 Journal.
- 23 h 55 Espace francophone : Tunisie, un patrimoine au quotidien. Magazine d'expression française de Dominique Gallet. L'histoire, la personnalité, les problèmes et l'avenir de la société tunisienne. Une enquête de Mona Makki, réalisée par J.-M. Carrou et Salah Sigari.
- 23 h 25 Prêt-à-la nuit. Ballade de A. de Frédéric Chopin interprétée par Le-Juan au piano.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 L'histoire de France en BD.
- 17 h 10 Ozone jazz.
- 17 h 25 Les phares du bout du monde.
- 17 h 35 Tralalala : magazine de la mer.
- 18 h 10 Magazine du rock : Rocking chair.
- 18 h 30 Bandes de femmes.
- 18 h 55 Atout PIC.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Feuilletton : Une fille du Régent.
- 19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5 Agora.
- 12 h 45 Parnasse.
- 13 h 30 On commence... actualité de Camus : Louis Calaferte.
- 14 h 10 Un livre, des voix : « Les Bons dieux », de Jean Anglade.
- 16 h 3 Radio Canada : « X^e Biennale de la langue française », par H. Bergeron.
- 16 h 35 Les rencontres de Robleson, avec H. Le Houelleur. Accueil des enfants : mai 68 et ses retombées : rendez-vous avec Betsy Jolas.
- 18 h 30 Feuilletton : A la dure.
- 19 h 30 Les grandes arènes de la scène moderne : symphonie en sous-sol.
- 20 h 10 Les enfants internationaux.
- 20 h 30 « Légende d'Alexandre », par M. Casanave.
- 21 h 50 Augurs, musique de méditation : rétrospective et bilan du Festival.
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 5 Concert : œuvres de Bach, Allegri, Mendelssohn, Fauré, Poulenc ; Alain par le Chœur Audit Nova, dir. J. Sourisse, P.Y. Asselin, orgue.
- 13 h 32 Les chants de la terre.
- 14 h 2 Répères contemporains : A. Iglesias-Rosai.
- 14 h 30 Les enfants d'Orphée.
- 15 h 30 Quai de neuf (en direct du Studio 103) : œuvres de Copernic, Scarlatti et la participation de D. Moroney et K. Gilbert.
- 18 h 5 L'imprévu : vers 18 h 30. Actualité lyrique.
- 19 h Le temps du jazz : feuilletton « Le jazz en France » ; Inter-réde : Le chœur bien tempéré.
- 20 h Avant-concert.
- 20 h 20 Concert : Méphisto-waltz, de Liszt ; Symphonie espagnole pour violon et orchestre, de Lalo ; Symphonie n° 3 en la mineur, de Mendelssohn par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht, sol. P. Anagnol, violon.
- 22 h 20 Les soirées de France-Musique : A la rencontre de E.T.A. Hoffmann : à 1 h. Musique traditionnelle.

COMMUNICATION

LE POUVOIR A LA RENCONTRE DE L'OPINION PUBLIQUE

II. - Le président monte au créneau

par YVES AGNÈS

Le gouvernement de la gauche a quelques difficultés à communiquer avec l'opinion publique. L'attitude hostile du monde des médias est dénoncée par les ministres (le Monde du 21 juin). Le pouvoir a-t-il aujourd'hui une stratégie ?

Février dernier, les rumeurs en colère. La communication va jouer une part importante dans le règlement de l'affaire. M. Max Gallo, le porte-parole du gouvernement de l'époque, s'est débattu pour renouer le dialogue. M. Jacques Delors, remplaçant du premier ministre, jouera, au début, le rôle de médiateur. La conviction qu'une communication de type publicitaire, donc simplifiée, ne peut rendre compte de l'action gouvernementale et d'une tendance, au contraire, à la dénaturation.

Quoi qu'il en soit, la nomination du porte-parole du gouvernement, écopant rapidement M. Michel Vauzelle (qui occupe théoriquement ces fonctions pour la présidence seulement), a constitué le début de la stratégie. « La communication a été prise en compte », estime M. Gallo. Il y a une « fonction communication » au sein de l'équipe au pouvoir, ce qui oblige les ministres à s'en préoccuper davantage et surtout à ne plus tirer à hue et à dia, au seul profit de leur portefeuille, de leurs convictions personnelles, ou de leur propre image de marque. Tour à tour, chaque ministre a en effet tenté, à pratiquer le lobbying pour son compte, et ses interventions publiques sont parfois déviantes destinées à impressionner le président ou son premier ministre qu'il établit un dialogue profitable avec l'opinion publique.

demeurant, s'occupent surtout des partis politiques, des élus, des municipalités, et préparent déjà les législatives de 1986.

Autre point d'accord interministériel : le gouvernement ne devrait pas utiliser les méthodes de publicité ou de propagande pour son action. C'est presque un *mea culpa*, après la campagne très critiquée des « Yeux ouverts », et une distance prise à l'égard d'opérations telles que celles concernant la limitation de l'inflation. Réflexe du publiciste de gouvernement-militaire ? Plutôt la conviction qu'une communication de type publicitaire, donc simplifiée, ne peut rendre compte de l'action gouvernementale et d'une tendance, au contraire, à la dénaturation.

Dès lors, le système de communication mis en place accorde la personnalisation du pouvoir jadis répudiée par l'élite social de l'Élysée. Celle-ci contribue sans doute à la démobilité des militants socialistes, qui ne parviennent plus à se situer correctement : ils sont, en fait, des anti-généralistes. Ils ne se satisfont guère en particulier du manque de transparence dans les décisions. A cet égard, le pouvoir de l'administration et les méthodes de gouvernement ont bien changé avec la nouvelle majorité.

Autre conséquence : les ministres ont moins l'occasion de se mettre en valeur, le tandem président-porte-parole leur enlevant une part d'initiative. Certains - par exemple M. Alain Savary, M. Charles Hernu, M^{me} Georges Dufour, ou les ministres communistes - s'en accommodent. D'autres - et notamment des ministres ou secrétaires d'Etat de second plan - en souffrent davantage. D'autres encore ont eu à subir, par les événements et les associations, leur personne et la politique qu'ils mènent à l'effort de synthèse présidentielle. Ainsi de M. Robert Badinter et de M. Jacques Delors, qui apportent « au souffle, une âme », comme nous le dit M. Edouard Guibert, ancien directeur de l'information de FR 3. « Ils ont pris le risque de cloquer et ils - passent - bien ».

La dernière prestation du ministre de l'économie à l'« Heure de vérité », lundi 18 juin, l'atteste. Le « parler vrai », encore. D'autant plus nécessaire avec la crise. Dans ce registre, M. Michel Rocard a capitalisé la sympathie de l'opinion. Le président le sait et l'utilise parfois (le Monde du 16 juin). Mais le ministre de l'Agriculture reste l'un des grands silencieux de ce gouvernement. Ce dernier, du reste, n'a plus les mêmes possibilités qu'autrefois d'utiliser la télévision.

Car le président a aussi compris qu'il lui fallait personnellement monter davantage au créneau. En choisissant, avec ses conseillers, le style et les médias. Presse écrite

Professionalisme

Chaque lundi, M. Max Gallo participait à un petit déjeuner à Matignon. Le soir, nouveau rendez-vous à l'Élysée. Le lendemain, le porte-parole était reçu en fin de matinée par M. Mauroy après le petit déjeuner de travail hebdomadaire du premier ministre avec le président. Le jeudi matin, M. Gallo avait un entretien avec M. Mitterrand pour mettre au point divers aspects de la communication gouvernementale. Parfois, des décisions de communication sont décidées au niveau interministériel, comme ce fut le cas pour l'action en faveur des immigrés.

M. Gallo avait su à l'évidence s'imposer. Un sondage réalisé en mars 1984 (1) lui confère une cote de sympathie de 50 % (il en avait 24 % un an plus tôt) et le crédit d'opinions positives sur la clarté de son élocution (57 %) et sa compétence (50 %). L'envers de la médaille : seulement 39 % des personnes interrogées le trouvent convaincant. Du côté des ministres et secrétaires d'Etat, après quelques semaines de doute ironique et d'agacement, on a reconnu son utilité et joué le jeu de lui laisser, quel qu'il ait pu en coûter à certains. Chez les journalistes, on apprécie le professionnalisme : « On pouvait lui demander deux minutes, il le faisait », précise Alain Denvers, responsable de l'information de TF 1.

Canaliser les interventions gouvernementales, répondre aux sollicitations des médias, expliquer à chaud les décisions du pouvoir ou réagir aux attaques de l'opposition, est-ce suffisant comme stratégie ? Selon l'ancien porte-parole, « le langage de compromis entre les impératifs de la réalité économique et la nature de gauche du gouvernement est assez bien comprise par l'opinion ». Cet optimisme - très relatif - n'est pas toujours partagé. Pourtant, les ministres de gauche restent très réservés à l'égard des techniques modernes de persuasion sociale. Le « marketing politique », qui a permis à François Mitterrand d'imposer sa « force tranquille », ne fait guère recette. « On ne vend pas les restructurations industrielles avec du marketing », résume M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

Le président de la République a remplacé M. Jacques Séguela par M. Claude Marti, qui a fait ses armes auprès de M. Michel Rocard. Mais les membres du gouvernement ne le suivent pas dans cette voie. « Quand Pierre Mauroy ne sera plus premier ministre, il pourra travailler son image à la télé », ironise son conseiller, M. Thierry Pfister. Plus sérieux : « S'il l'avait déjà fait, on lui aurait prêté des intentions... Les cabinets-conseils, très actifs au

Anti-généralistes

Le système a gagné en efficacité. Mais la communication a « perdu de sa chaleur », et elle est « moins démocratique », estime M. Michel Le Net, président de l'Institut de la communication sociale. Pour ce spécialiste, les ministres ont un peu « dévitalisés » et ont moins les moyens d'assurer la promotion de leur politique. Un avis qui ne paraît pas les intéressés que nous avons interrogés.

Le « recadrage » de l'information met, en tout cas, les pendules à l'heure de la Ve République. Il n'a été possible que parce que le président lui-même a pris conscience du calvaire initial et de l'importance de la communication. « Le président est l'élément moteur, c'est lui qui imprime la doctrine », confirme M. Gallo. On est en effet très loin, aujourd'hui, de la sympathie maladroite de M. Mitterrand et tout remonte vers lui. Il indique la voie (la Lorraine...) et il donne sa cohérence à l'action du pouvoir (la société d'économie mixte...). Ce qui se traduit par une série d'interventions précises, exploitée méthodiquement en fonction de leurs effets sur l'opinion publique.

Car le président a aussi compris qu'il lui fallait personnellement monter davantage au créneau. En choisissant, avec ses conseillers, le style et les médias. Presse écrite

UNE NOUVELLE TÉLÉVISION PIRATE A ÉMIS A PARIS

Une nouvelle télévision pirate, diffusant par voie hertzienne, a émis à Paris, depuis le Flat-Hôtel dans le quinzième arrondissement, dans la nuit du 20 au 21 juin. Canal 5 (qui utilisait le Canal 30 du réseau UHF) est produit par une association que préside M^{me} Jean-Louis Bessis, avocat, et dont font partie notamment André Berroff et Guy Sibon, journalistes. M. Bessis - c'est important - est membre de la commission Galabert (radios locales) et du Conseil national de la communication audiovisuelle. Spécialiste du droit de la communication, il estime que, aux termes de la loi du 29 juillet 1982, les télévisions libres par voie hertzienne peuvent émettre sans tomber dans l'illégalité.

Pourtant, dans la soirée du 20, un commissaire de police s'est présenté sur les lieux de l'émission, muni d'une commission rogatoire délivrée par M. Claude Grelhier, juge d'instruction. Toutefois, aucun matériel n'a été saisi. L'encombrement de celui-ci (émetteur de 400 kilos, antenne de 1 m de haut) l'explique sans doute. M. Eric Fery, animateur d'une autre télévision pirate, Antenne 1, qui était dans l'appartement de l'hôtel, a expliqué qu'il était pour sa part inquiet pour des faits analogues (le Monde daté 29-30 avril).

Canal 5 a continué ses programmes dans la nuit (« plateaux » filmés en direct, « clips », films et publicités) et annonce qu'elle allait continuer à émettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre : les émissions continueraient ce jeudi matin 21 juin.

LES DIFFICULTÉS DE L'AGENCE CENTRALE PARISIENNE DE PRESSE

L'Etat pourrait soutenir « une opération de restructuration »

La menace de dépit de bilan qui pèse sur l'Agence centrale parisienne de presse (le Monde du 9 juin) a fait l'objet, mercredi 20 juin à l'Assemblée nationale, d'une question orale de M^{me} Véronique Neiertz. Répondant à l'interrogation exprimée par le député (PS) de la Seine-Saint-Denis, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a affirmé que « les pouvoirs publics étaient prêts à soutenir une opération de restructuration destinée à assurer le maintien de l'Agence ».

Les journalistes des agences de presse ont observé, ce même mercredi 20, une grève de solidarité d'une heure avec leurs confrères de l'A.C.P. En revanche, l'Assemblée générale du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR), bien qu'ayant débattu de l'avenir de l'A.C.P. et en qui certains plaçaient des espoirs de nouveaux abandons, déclarait, mercredi soir, n'avoir « pas de position officielle » sur ce sujet. Rappelons que l'Assemblée générale des actionnaires de l'A.C.P. est, pour sa part, convoquée le mercredi 27 juin pour décider du sort de l'agence, tandis que l'intersyndicale des sections de l'A.C.P. a décidé de convoquer une nouvelle assemblée générale des personnels le lundi 25 juin.

COMMUNICATION

LE POUVOIR A LA RENCONTRE DE L'OPINION PUBLIQUE

II. - Le président monte au créneau

Le gouvernement de la gauche a quelques difficultés à communiquer avec l'opinion publique. L'attitude hostile du monde des médias est dénoncée par les ministres (le Monde du 21 juin). Le pouvoir a-t-il aujourd'hui une stratégie ?

Février dernier, les rumeurs en colère. La communication va jouer une part importante dans le règlement de l'affaire. M. Max Gallo, le porte-parole du gouvernement de l'époque, s'est débattu pour renouer le dialogue. M. Jacques Delors, remplaçant du premier ministre, jouera, au début, le rôle de médiateur. La conviction qu'une communication de type publicitaire, donc simplifiée, ne peut rendre compte de l'action gouvernementale et d'une tendance, au contraire, à la dénaturation.

Quoi qu'il en soit, la nomination du porte-parole du gouvernement, écopant rapidement M. Michel Vauzelle (qui occupe théoriquement ces fonctions pour la présidence seulement), a constitué le début de la stratégie. « La communication a été prise en compte », estime M. Gallo. Il y a une « fonction communication » au sein de l'équipe au pouvoir, ce qui oblige les ministres à s'en préoccuper davantage et surtout à ne plus tirer à hue et à dia, au seul profit de leur portefeuille, de leurs convictions personnelles, ou de leur propre image de marque. Tour à tour, chaque ministre a en effet tenté, à pratiquer le lobbying pour son compte, et ses interventions publiques sont parfois déviantes destinées à impressionner le président ou son premier ministre qu'il établit un dialogue profitable avec l'opinion publique.

Dès lors, le système de communication mis en place accorde la personnalisation du pouvoir jadis répudiée par l'élite social de l'Élysée. Celle-ci contribue sans doute à la démobilité des militants socialistes, qui ne parviennent plus à se situer correctement : ils sont, en fait, des anti-généralistes. Ils ne se satisfont guère en particulier du manque de transparence dans les décisions. A cet égard, le pouvoir de l'administration et les méthodes de gouvernement ont bien changé avec la nouvelle majorité.

Autre conséquence : les ministres ont moins l'occasion de se mettre en valeur, le tandem président-porte-parole leur enlevant une part d'initiative. Certains - par exemple M. Alain Savary, M. Charles Hernu, M^{me} Georges Dufour, ou les ministres communistes - s'en accommodent. D'autres - et notamment des ministres ou secrétaires d'Etat de second plan - en souffrent davantage. D'autres encore ont eu à subir, par les événements et les associations, leur personne et la politique qu'ils mènent à l'effort de synthèse présidentielle. Ainsi de M. Robert Badinter et de M. Jacques Delors, qui apportent « au souffle, une âme », comme nous le dit M. Edouard Guibert, ancien directeur de l'information de FR 3. « Ils ont pris le risque de cloquer et ils - passent - bien ».

La dernière prestation du ministre de l'économie à l'« Heure de vérité », lundi 18 juin, l'atteste. Le « parler vrai », encore. D'autant plus nécessaire avec la crise. Dans ce registre, M. Michel Rocard a capitalisé la sympathie de l'opinion. Le président le sait et l'utilise parfois (le Monde du 16 juin). Mais le ministre de l'Agriculture reste l'un des grands silencieux de ce gouvernement. Ce dernier, du reste, n'a plus les mêmes possibilités qu'autrefois d'utiliser la télévision.

Car le président a aussi compris qu'il lui fallait personnellement monter davantage au créneau. En choisissant, avec ses conseillers, le style et les médias. Presse écrite

Chaque lundi, M. Max Gallo participait à un petit déjeuner à Matignon. Le soir, nouveau rendez-vous à l'Élysée. Le lendemain, le porte-parole était reçu en fin de matinée par M. Mauroy après le petit déjeuner de travail hebdomadaire du premier ministre avec le président. Le jeudi matin, M. Gallo avait un entretien avec M. Mitterrand pour mettre au point divers aspects de la communication gouvernementale. Parfois, des décisions de communication sont décidées au niveau interministériel, comme ce fut le cas pour l'action en faveur des immigrés.

M. Gallo avait su à l'évidence s'imposer. Un sondage réalisé en mars 1984 (1) lui confère une cote de sympathie de 50 % (il en avait 24 % un an plus tôt) et le crédit d'opinions positives sur la clarté de son élocution (57 %) et sa compétence (50 %). L'envers de la médaille : seulement 39 % des personnes interrogées le trouvent convaincant. Du côté des ministres et secrétaires d'Etat, après quelques semaines de doute ironique et d'agacement, on a reconnu son utilité et joué le jeu de lui laisser, quel qu'il ait pu en coûter à certains. Chez les journalistes, on apprécie le professionnalisme : « On pouvait lui demander deux minutes, il le faisait », précise Alain Denvers, responsable de l'information de TF 1.

Canaliser les interventions gouvernementales, répondre aux sollicitations des médias, expliquer à chaud les décisions du pouvoir ou réagir aux attaques de l'opposition, est-ce suffisant comme stratégie ? Selon l'ancien porte-parole, « le langage de compromis entre les impératifs de la réalité économique et la nature de gauche du gouvernement est assez bien comprise par l'opinion ». Cet optimisme - très relatif - n'est pas toujours partagé. Pourtant, les ministres de gauche restent très réservés à l'égard des techniques modernes de persuasion sociale. Le « marketing politique », qui a permis à François Mitterrand d'imposer sa « force tranquille », ne fait guère recette. « On ne vend pas les restructurations industrielles avec du marketing », résume M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

Le président de la République a remplacé M. Jacques Séguela par M. Claude Marti, qui a fait ses armes auprès de M. Michel Rocard. Mais les membres du gouvernement ne le suivent pas dans cette voie. « Quand Pierre Mauroy ne sera plus premier ministre, il pourra travailler son image à la télé », ironise son conseiller, M. Thierry Pfister. Plus sérieux : « S'il l'avait déjà fait, on lui aurait prêté des intentions... Les cabinets-conseils, très actifs au

الطريق إلى...

COMMUNICATION

Le gouvernement veut accélérer la mise en œuvre du satellite de télévision directe

Si la décision prise en conseil des ministres, mercredi 20 juin (nos dernières éditions du 21 juin), d'engager officiellement la France dans l'exploitation du satellite de télévision directe, TDF 1, dès le début de 1986, ne constitue pas une surprise (le Monde du 2 et du 8 juin), il n'en s'agit pas moins d'un engagement décisif pour l'avenir, aux conséquences très importantes.

Pratiquement, cette décision va connaître quatre prolongements. En premier lieu, les pouvoirs publics vont mettre sur pied une société qui aura la charge d'exploiter le satellite. Cette structure, aux formes juridiques encore imprécises, devra réunir aux côtés de Télédiffusion de France (TDF), du Centre national d'études spatiales (CNES) et de la direction générale des télécommunications (DGT), des banques, ainsi que les industriels disposés aujourd'hui à commencer la fabrication des antennes de réception.

Cette société d'économie mixte aura la responsabilité de TDF 1 et devra conclure des contrats avec ceux qui seront en mesure de proposer des émissions. Une procédure qui ne dispensera pas ces sociétés de programmes d'une autorisation du gouvernement, conformément à la loi de juillet 1982 (article 79).

Mais de quels programmes s'agit-il ? Dans le rapport qu'il a remis au premier ministre, il y a une dizaine de jours, M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, formule une dizaine d'hypothèses.

Deux types de scénarios ont, pour l'heure, la préférence des pouvoirs publics. On songe tout d'abord à une chaîne de programmes francophones, qui pourrait être constituée à partir d'une sélection des meilleures émissions des télévisions de service public françaises, belges, suisses et canadiennes. Il s'agit d'un travail en commun dépassant en qualité celui qui est réalisé actuellement pour la constitution des programmes de TV 5 (diffusé par le satellite de faible puissance ECS 1). Autre axe de travail privilégié : profiter de l'effort, mainte-

HISTOIRE

La commémoration des combats de Saint-Marcel (Morbihan)

M. Jean Laurin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants, présidera le dimanche 24 juin la commémoration du quarantième anniversaire des combats des maquis de Bretagne à Saint-Marcel (Morbihan) et inaugurera le musée de la Résistance bretonne. La veille, un colloque sur les musées de la Résistance et de la déportation se réunira dans les locaux du musée.

Parachutistes et FFI bretons

A Saint-Marcel (Morbihan), le 18 juin 1944, une patrouille allemande de la Feldgendarmarie se heurte, à 4 h 30 du matin, à un groupe de FFI : sept de ses huit hommes sont tués ou capturés. C'est le début d'un combat qui durera jusqu'à minuit et opposera trois bataillons FFI, des parachutistes français du 4^e régiment de chasseurs - parachutistes, venus de Grande-Bretagne, à des éléments de la Wehrmacht de la valeur d'une division. Les Allemands auront 560 tués, les Français 250 : 50 parachutistes et 200 maquisards. Le camp de Saint-Marcel sera évacué dans la nuit, mais ses éléments dispersés se reconstitueront et infligeront à l'ennemi, avec les 30 000 FFI de Bretagne et les autres éléments du 4^e RCP d'énormes pertes jusqu'à la Libération.

La Bretagne était, depuis l'armistice, un point fort de la Résistance. Les maquis y étaient nombreux et organisés, sinon bien armés. De nombreux officiers de carrière participaient à leur encadrement. A Saint-Marcel, on verra même le général de la Morlaix, qui avait abandonné ses étoiles, commander un bataillon de FFI. Sous les ordres du colonel Morice (Paul Chénaillet), successeur du commandant de gendarmerie Guillaudot, arrêté et déporté, la ferme de la Nouet, au milieu d'une propriété isolée de 70 hectares, est devenue un véritable centre mobilisateur où sont incorporés et armés 8 000 hommes. Hôpital de campagne, terrain d'aviation : rien n'y manque.

Londres a parachuté un officier au mois d'avril, pour mesurer la force réelle du maquis : il a passé en revue dans la lande plusieurs compagnies. Les parachu-

tes d'armes et de matériel ont été accablés.

Le 5 juin, les premiers parachutistes se posent près de Plumalec (Morbihan), sous les ordres du lieutenant Marienne, et rallient Saint-Marcel. Le 8, le commandant Bourgois se pose à son tour, avec le reste du régiment. Amputé du bras droit, Pierre Bourgois, ancien instructeur, est équipé de trois parachutes (un bleu, un blanc et un rouge) pour pallier son handicap. Ses hommes sont répartis dans les unités FFI.

Du 9 au 17 juin, 68 avions parachutent hommes et matériel. Le 18, survient l'attaque allemande, qui, heureusement, est menée par « paquets » successifs sur une des faces du périmètre défensif. Dans l'après-midi, de Coetquidan tout proche, interviennent les hommes de la 3^e division parachutiste allemande, de l'artillerie, des blindés. Deux escadrons de chasseurs-bombardiers Thunderbolt appuient les défenseurs. Après l'évacuation du camp, la répression sera dure. Les combats et les accrochages se multiplient dans toute la Bretagne. Le lieutenant Marienne, notamment, après avoir accompli maints exploits, sera fusillé par la milice.

Il semble que Londres ait favorisé largement une installation aussi vulnérable pour convaincre l'ennemi qu'un débarquement allié aurait lieu à Quiberon et fixer ainsi des effectifs allemands loin de la Normandie. Préparé ou non, le débarquement de Quiberon fut officiellement décommandé le 18 juin. Le résultat était cependant acquis. La Bretagne se libérera en grande partie par ses propres moyens.

JEAN PLANCHAIS.

Décès

M^{me} Simone Azoulay, son épouse, Le docteur Michel Azoulay, M^{me} Simon, Armand, Daniel Azoulay et leurs familles. Les familles Abensour, Andar, Biedermann, Ohayon et Ponté, ont la douleur de faire part du décès de

Charles AZOULAY,

leur très regretté père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques ont eu lieu à Jérusalem, le 11 juin 1984.

Marseille, Paris, Nice, Bruxelles.

M^{me} Pierre Barchewitz, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre BARCHEWITZ,

survenu le 11 juin 1984, en son domicile, 43, rue Carnot à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le 14 juin, au cimetière ancien de Noisy-le-Sec.

M^{me} le docteur Elvire Belot, M^{me} le docteur Pascale Fourcade, Alain Fourcade, Lolo et Manon, M^{me} Marielle Croppin, Le docteur Marcel Croppin, Renaud, Thomas et Nicolas, M. et M^{me} les docteurs Frédérique et Alain Birenbaum, Lucette et Aurélie, Les familles parentes, alliées, Tous ses amis.

Le personnel de la clinique Mirabeau à Eaubonne (95), ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre BELOT,

président de la Fédération des médecins de France, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu accidentellement le 18 juin à Lannet (24).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Leu-la-Foret (95), le vendredi 22 juin, à 11 heures.

La famille recevra les condoléances à la mairie de Saint-Leu-la-Foret à partir de 9 h 30.

La Fédération des médecins de France a la douleur de faire part du décès de son président

Pierre BELOT,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu accidentellement le 18 juin à Lannet (24).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Leu-la-Foret (95), le vendredi 22 juin, à 11 heures.

Le personnel de la clinique Mirabeau à Eaubonne, à Eaubonne, a le regret de faire part du décès de son médecin-directeur, le

docteur Pierre BELOT,

et s'associe à la douleur de la famille. (Le Monde du 21 juin.)

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean BERTOUT,

officier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu le samedi 16 juin 1984, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 20 juin dans l'intimité familiale.

De la part de Brigitte et Jonathan Effremey, ses enfants, M^{me} Anne et Marie Bertout, ses sœurs.

25 A. London Road, West Croydon, Cro 2re, England, U.K. 177, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Le docteur Jacqueline Dreyfus-Morvan et le professeur Bernard Dreyfus, Jacques Clouet, Jacques Clouet et Claire Dreyfus-Clouet, Marc et Denise Dreyfus, François Dreyfus et Claire Moncarat, ont la douleur de faire part du décès de

Marcelle BRANCHER,

née Duclos,

leur mère et grand-mère, survenue le 16 juin 1984, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 7 rue Sager, 75006 Paris.

M^{me} Jean Georges RUEFF, née Barbara Scharywinkel,

survenue le 19 juin 1984.

La messe d'inhumation aura lieu en l'église Notre-Dame de Versailles, rue de la Paroisse, le vendredi 22 juin, à 14 heures.

M^{me} René Savatier, M. et M^{me} Jean Savatier, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Lucien Savatier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Savatier et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Savatier et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Bernard Schmitt et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. René SAVATIER,

docteur de la faculté de droit de Poitiers, officier de la Légion d'honneur,

survenue à Poitiers le 20 juin 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers, le samedi 23 juin, à 10 heures.

40, rue de la Cathédrale, 86000 Poitiers.

M^{me} VANLEYNSEELLE Jeanne, née Rogier, soixante-quatre ans, directrice d'école publique honoraire, est décédée à son domicile le 14 juin 1984.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans la stricte intimité le 15 juin à Caen, son village d'adoption qu'elle a tant aimé.

M. VanleyNSEELLE Marcel et ses enfants, Le Ben Quilado, Les Cadettes, 83390 Caen.

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Remerciements

M^{me} Alice Frechet, M. et M^{me} René Frechet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alice FRECHET,

professeur à l'université du Maine, P.H.D., docteur ès lettres, officier des Palmes académiques,

survenue le 11 juin 1984, à Paris.

38, rue Pré-Martin, 72000 Le Mans.

M^{me} Henri Gaillet, M. et M^{me} Daniel-Henri Gaillet, Florence et Christine, M. et M^{me} Albert Gaillet, M^{me} Jeanne Merlot, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri GAILLET,

survenue en son domicile le 15 juin 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Juliette-Lambert, 75017 Paris.

M. Marius Guilleme, son épouse, M^{me} Myrtille Guilleme, sa mère, Georges Guilleme, Stéphane Guilleme, ses frères,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Valérie GUILLEME.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques HEYMAN,

survenue le 16 juin 1984.

De la part de M^{me} Heyman, Sa famille, ses amis.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de

Éric Nicolas PERLES,

survenue le 15 juin 1984, à l'âge de trente-trois ans, victime d'une cruelle maladie.

8, cité Falguère, 75015 Paris.

M^{me} E. Scholz, sa mère, M. Jean Georges RUEFF, son mari, M. David Rauff, son fils, M^{me} I. Scholz, sa sœur, M. et M^{me} J. Scholz, son frère et sa belle-sœur, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Jean Georges RUEFF,

née Barbara Scharywinkel,

survenue le 19 juin 1984.

La messe d'inhumation aura lieu en l'église Notre-Dame de Versailles, rue de la Paroisse, le vendredi 22 juin, à 14 heures.

M^{me} René Savatier, M. et M^{me} Jean Savatier, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Lucien Savatier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Savatier et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Savatier et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Bernard Schmitt et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. René SAVATIER,

docteur de la faculté de droit de Poitiers, officier de la Légion d'honneur,

survenue à Poitiers le 20 juin 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à la cathédrale Saint-Pierre de Poitiers, le samedi 23 juin, à 10 heures.

40, rue de la Cathédrale, 86000 Poitiers.

M^{me} VANLEYNSEELLE Jeanne, née Rogier, soixante-quatre ans, directrice d'école publique honoraire, est décédée à son domicile le 14 juin 1984.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans la stricte intimité le 15 juin à Caen, son village d'adoption qu'elle a tant aimé.

M. VanleyNSEELLE Marcel et ses enfants, Le Ben Quilado, Les Cadettes, 83390 Caen.

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

Librairie MUNARI, 9, rue Bayard F 38000 GRENOBLE CATALOGUE Envoi contre 4 F. (timbres)

LE CARNET DU Monde

Remerciements

M^{me} François Coulet, profondément touchée des nombreux témoignages de sympathie et d'attachement exprimés par les associations, amis et personnalités à l'occasion du décès de son mari,

François COULET,

survenue le 11 juin 1984,

les remercie de ces marques de solidarité dans la douleur et l'excuse de ne pouvoir répondre immédiatement à chacun.

81, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

Limoges, Passant.

Dans l'impossibilité de répondre particulièrement à toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie à l'occasion du décès de

François HERLEM,

M^{me} Francis Herlem, M^{me} Françoise Herlem, M. Didier Herlem, M. et M^{me} Pascal Herlem et leur fils Raphaël,

les prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs remerciements.

Anniversaires

Il y a sept ans, le 20 juin 1977, disparaissait

Daniel SLAMA, X 67.

Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu en la salle des ventes, de 11 à 18 heures

sauf indications particulières

LUNDI 25 JUIN

S. 1. - A 11 h et 14 h. Tbx, bib., mob. - M^{me} OGER et DUMONT.

S. 2. - Bix, argie anc., mod. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 3. - Bix, argie - M^{me} CHAYETTE.

S. 4. - Tbx mod., art contemporain, œuvres sur papier - M^{me} CHARBONNEAU.

S. 5. - A 14 h 15. Dessins et tbs mod. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pachut et Jeannelle, Maréchaux, experts.

S. 10. - Tbx anc., obj. d'art et d'ameub. 17^e, 18^e, 19^e s. - M^{me} GROS et DELETTREZ.

S. 13. - Tbx mod. (Montezin, Hambourg), bix, argie, mob. 18^e, 19^e s. (bel ans. mob. arlésien) - M^{me} DAUSSY.

S. 15. - Meubles - M^{me} BONDU.

LUNDI 25 - MARDI 26 JUIN

S. 8. - Obj. d'art d'Extr-Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Portier, experts.

MERCREDI 27 JUIN

S. 1. - Tbx, coll. pipes, mbles et obj. d'art du 18^e et 19^e s. - M^{me} COUTURIER et NICOLAY.

S. 2. - Dentelles, linges, pouspés anc., tbs, bib., mbles anc. et de style - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 3. - Bix, argie - M^{me} GROS, DELETTREZ.

S. 4. - Art africain et Extr-Orient, faïence et porcelaine - M^{me} BOIS-GIRARD, de HECKEREN.

S. 5. - Tbx anc., orfèvrerie, mbles, obj. d'art - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 6. - Tbx mod. et orientales - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 7. - Obj. d'art et d'ameub. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dille, Levy-Lacaze, experts.

S. 13. - Tbx 19^e s., mbles - M^{me} RENAUD.

S. 14. - Estampes anc. et mod. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Rousseau expert.

S. 16. - Art nouveau, art déco - M^{me} LOUDMER.

JEUDI 28 JUIN

S. 8. - Bix, obj. de vitrine, orfèvrerie anc. et mod. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Deebaut et Stetten, experts.

S. 11. - Estampes d'arg., livres anc. et mod. - M^{me} MILLON et JUTHEAU.

VENREDI 29 JUIN

CONJONCTURE

LES RECOMMANDATIONS DE L'OCDE

FRANCE : les perspectives de croissance demeurent modestes

Pour ce qui est de la France, les perspectives pour 1984-1985 sont largement tributaires du succès que rencontrera le programme de redressement actuellement mis en œuvre, en particulier dans le domaine de l'inflation, indique l'OCDE, qui note que les accords de salaires signés au début de 1984 paraissent, dans leur ensemble, respecter les normes gouvernementales.

● **PRIX.** — Pour les dix-huit mois à venir, la déflation des prix devrait se poursuivre et revenir au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE (8 % en 1984 et 6 % en 1985) alors que l'écart était encore de quatre points en 1983.

● **CROISSANCE.** — Les perspectives de croissance demeurent modestes, nettement plus lentes que celles retenues pour la plupart des principaux partenaires. L'ajout de la demande intérieure est compensée par le maintien de la demande extérieure. La structure de la demande globale « paraît devoir s'améliorer en faveur des investissements ».

● **POUVOIR D'ACHAT.** — Le pouvoir d'achat des salariés devrait baisser à nouveau en 1984, avant de

se stabiliser. Malgré un redressement attendu des revenus de la propriété et de l'entreprise, le revenu disponible réel des ménages pourrait enregistrer en 1984 un recul comparable à celui de 1983 et progresserait d'environ 0,5 % en 1985.

● **ÉCHANGES EXTÉRIEURS.** — Les termes de l'échange devraient continuer à s'améliorer, estime l'OCDE, de sorte que la balance commerciale serait pratiquement en équilibre à la fin de 1985. Après l'exceptionnelle performance du tourisme réalisée en 1983, l'excédent des invisibles devrait se réduire en 1984, mais pourrait à nouveau s'élargir en 1985, dès lors que la charge de la dette cessera de s'alourdir. Au total, la balance courante pourrait être à nouveau équilibrée en 1985.

	1984	1985
PIB	+1,2	+1,7
Importations	+2,5	+3,5
Consommation privée	+0,2	+0,7
Investissements des entreprises	+0,5	+1,2
Exportations	+0,5	+0,3
Prix à la consommation	+7,5	+5,7
Revenu disponible des ménages	-0,3	+0,5

* En volume (prix de 1970).

(Publicité)

Centrale Méditerranéenne d'Exportation

Véhicules aménagés toutes marques : snack, boucherie, atelier, magasin, laboratoire, équipement spécial, etc.
Véhicules de tourisme et utilitaires, équipement industriel, pièces de rechange.
Expédition assurée.
CME, 146, boulevard de Charonne, 75020 PARIS
Tél. : (1) 343-08-42 — Télax 211 088 F

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 22 DATÉ SAMEDI 23 JUIN 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

PROMENADE DE GRAND AIR
DANS LA BAIE DE SOMME

RENCONTRES :

Entre Québec et Saint-Malo, six cents jeunes en l'an 2000.

JEUX :

La politique du « politico ».

PARIS :

Le pont des Arts rendu aux siens.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

Les experts suggèrent un rééchelonnement plus long des dettes extérieures

Dans l'éditorial de leurs *Perspectives économiques*, n° 35 — un tel document est publié deux fois par an, en juillet et en décembre, — les experts de l'OCDE émettent un certain nombre de recommandations et de recommandations. Après avoir d'emblée souligné qu'une « accélération de l'inflation compromettrait gravement la reprise », ils indiquent : « Etant donnée la persistance de ressources inutilisées sur les marchés du travail et l'orientation toujours prudente de la politique monétaire, on ne prévoit pas de résurgence rapide des tensions sur les salaires dans la plupart des pays. Les profits pourraient continuer de se redresser, ce qui est en soi une bonne chose, sans qu'il y ait pour autant un risque grave de relance de l'inflation ».

A leur avis, « le volant de capacités inutilisées pourrait permettre une croissance de 3 % à 4 % en

Europe, d'environ 4 % aux États-Unis et de 4 % à 5 % au Japon, sans qu'apparaissent de façon généralisée des goulets d'étranglement susceptibles d'aggraver l'inflation interne. Cependant, pour que de tels taux de croissance puissent se maintenir au-delà de cette période, il faudrait sans doute que les taux de formation nette de capital soient sensiblement plus élevés qu'on ne le prévoit actuellement ».

Après avoir noté que « la nécessité de restreindre les dépenses publiques courantes demeure dans de nombreux pays, d'autant plus que se manifeste le désir d'alléger en fait la pression fiscale et de dégager la marge voulue pour l'investissement, tant public que privé », les experts évoquent la situation des États-Unis : « Il importe de mettre un frein à ces

économiques », les experts du château de la Muette abordent le problème de l'endettement international. « Peut-être faudrait-il rééchelonner les dettes sur des périodes plus longues que ce qui a été fait dans certains cas jusqu'à présent, à condition qu'il apparaisse clairement que le processus d'ajustement se déroule dans de bonnes conditions. Mais, fondamentalement, le problème de l'endettement international ne peut être résolu de manière durable que si le taux de croissance économique des pays lourdement endettés, en particulier le taux de croissance de leurs exportations, est nettement supérieur au taux d'intérêt qu'ils doivent acquitter. Une détente des taux d'intérêt internationaux y contribuerait, et il faudrait, en outre, non seulement que la reprise dans les pays de l'OCDE soit durable, mais

politique monétaire. Cette évolution tendrait à affaiblir la demande dans ce pays et exercerait donc un effet de déflation dans les autres pays ; les perspectives de continuation de la reprise dépendraient alors pour beaucoup des réactions des autorités dans les autres pays ».

Modérer les salaires

Outre la correction des déséquilibres économiques actuels ou probables, il faut aussi, pour que la reprise mondiale soit durable, « améliorer les performances économiques de base ». « À court terme, la reprise serait compromise si les coûts salariaux devaient connaître à nouveau une croissance rapide. Ce risque peut être réduit par des mesures ne touchant qu'indirectement les marchés du travail telles que les politiques de la concurrence et les mesures de libération des échanges internationaux. Mais il serait aussi possible de prendre des mesures visant directement le marché du travail, qui contribueraient à assurer la modération des salaires. Les consultations entre pouvoirs publics et partenaires sociaux pourraient en faire partie ».

A propos du chômage, les experts indiquent : « Étant donné que, dans beaucoup de pays, le chômage risque de se maintenir à des niveaux alarmants, il y aurait lieu de revoir tout un système de réglementation du marché du travail, de même que les mesures fiscales qui réduisent l'incitation à l'emploi. Sur le premier point, on peut citer la fixation d'un salaire minimum et les conditions réglementaires de l'emploi. Sur le second, il s'agit notamment des cotisations patronales de sécurité sociale et des dispositions qui favorisent les méthodes et procédés de fabrication à forte intensité capitaliste ».

Enfin, ils expriment leurs préoccupations au sujet de la politique commerciale : « Des secteurs entiers de l'économie des pays membres — textile, habillement, sidérurgie, véhicules automobiles, construction navale, électronique grand public, chaussures, et la plupart des produits agricoles, par exemple — sont maintenant, dans une large mesure, à l'initiative des gouvernements ou avec leur approbation tacite, tiraillés par les mécanismes de la concurrence et déconnectés des prix du marché mondial. Cela a pour effet de faire monter les coûts et les prix, d'affaiblir la concurrence et l'innovation, de soustraire les marchés du travail comme les marchés de produits à la nécessité de s'adapter au changement et de faire dépendre les résultats économiques de l'octroi de faveurs officielles plutôt que de la compétitivité et de la performance ».

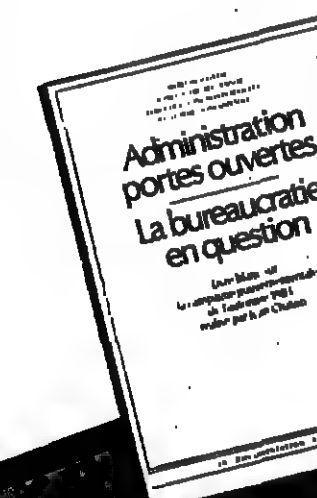
« Les mêmes critiques peuvent être faites pour une bonne part à une large gamme de subventions et d'autres mesures nationales d'aide à l'industrie, qui affectent pareillement les courants d'échanges. Ces interventions directes et indirectes dans le domaine des échanges affaiblissent non seulement la croissance à moyen terme de la productivité, mais aussi la résistance à l'inflation ».

LA CONSOMMATION
DES MÉNAGES STAGNE
À UN BAS NIVEAU

La consommation de produits industriels des ménages a augmenté de 0,6 % en mai, après avoir baissé de 2,6 % en avril, selon les statistiques de l'INSEE. Par rapport à mai 1983, la baisse de la consommation est de 1,6 % en volume.

Si l'on exclut l'automobile, la pharmacie et le « petit entretien du logement » (plomberie, électricité), la consommation a augmenté de 0,8 % en mai, mais baissé de 3,1 % en volume par rapport à mai 1983.

L'administration



routinière?
autoritaire?
honnête?
compétente?

ADMINISTRATION PORTES OUVERTES

Le compte rendu d'une expérience décentralisée qui ouvre la voie à une nouvelle manière d'être de l'administration, une nouvelle approche des relations entre l'administration et les usagers. Des chiffres inédits sur la répartition géographique des agents de l'État.

Vente en librairie. Vente par correspondance
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124 rue Henri-Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Belapport 1/7 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/232.07.58 - Belgique

JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947
recherche badges et insignes
Bernard B. MILLER, 595 West End Ave.
New-York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
292, rue Saint-Martin - 75003 Paris
INSTITUT FRANÇAIS D'INGÉNIERIE
Cycle de formation continue de CHARGÉ D'AFFAIRES À L'EXPORTATION

LES LUNETTES DE SOLEIL
CARRERA PORCINO DESIGN
Ray-Ban Christian Dior Cartier
MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR LE SOLEIL
5 RUE DE CASTIGNONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

Documentation à adresser à :
Nom :
Adresse :

FINANCES

Le gouvernement

(Suite de la première page.)

Pour la première fois, les dépenses du gouvernement ont dépassé les recettes, ce qui a entraîné un déficit de 1,2 milliard de francs.

Le déficit a été provoqué par une augmentation des dépenses de fonctionnement, notamment dans le domaine de la santé.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait prendre des mesures pour réduire les dépenses et équilibrer le budget.

Les experts estiment que ces mesures seront insuffisantes pour éviter un déficit structurel.

Le gouvernement a également annoncé qu'il allait augmenter les impôts sur le revenu.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

Le gouvernement a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses de recherche et développement.

Ces mesures ont été accueillies avec scepticisme par les économistes.

Le gouvernement a insisté sur le fait que ces mesures étaient nécessaires pour assurer la stabilité financière.

Le déficit a été enregistré pour la première fois depuis 1975.

FINANCES

Le gouvernement est divisé sur la taxe professionnelle

(Suite de la première page.)

Pour le respecter dans les délais, le gouvernement, qui, déjà, bataillait ferme afin d'endiguer le déficit budgétaire, doit maintenant faire face à des problèmes supplémentaires : quel sort sera fait à la taxe professionnelle, élément déterminant de la baisse des prélèvements ?

Fallait-il traiter la taxe professionnelle d'impôt « imbué », insensé, injuste, anti-économique, comme l'a fait le chef de l'Etat en septembre 1983 ? On peut en discuter. La taxe professionnelle représente, malgré ses défauts — supposés ou réels — un véritable progrès par rapport à l'ancienne patente dont nul ne savait au juste comment elle était calculée. Ajoutons qu'un impôt, pour fonctionner, doit être assis sur des bases incontestables : il y a dix ans, les pouvoirs publics choisissaient les salaires, et la valeur locative des équipements et du foncier (bâti et non bâti), c'est-à-dire, grosso modo, les moyens de production. Aurait-il été plus avisé de choisir les résultats des entreprises ? Outre que l'impôt sur les sociétés est déjà assis sur cette base, le reproche aurait pu être fait que l'on pénalisait les firmes les plus performantes. Fallait-il — troisième possibilité — revenir à la valeur ajoutée (1) comme assiette de la taxe professionnelle ? M. Giscard d'Estaing l'avait proposé en 1973. Mais son projet fut rejeté car il mettait à contribution — par le biais des bénéfices — les commerçants et les artisans, catégories fort réticentes à l'époque et qu'il s'agissait d'amaigrir en vue des prochaines échéances électorales (cantonales en 1976, municipales en 1977). La valeur ajoutée a retrouvé des partisans et M. Voisin, dans son rapport à l'Assemblée nationale en 1979, comme M. Alain Richard, député PS du Val-d'Oise, en mai 1982, en ont montré tout l'intérêt. Dernier avantage de la taxe professionnelle : son gros rendement. Plus de 60 milliards de francs par an. En ces temps de disette, on aurait tort de sous-estimer l'intérêt d'un impôt aussi productif.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

Qu'en faire, que peut faire le gouvernement ? Les critiques du chef de l'Etat ont été trop nettes, trop catégoriques pour permettre une volte-face. Depuis que les dés ont été lancés — et avec quelle violence — les études se sont multipliées en même temps que les propositions. Les uns, voyant dans la suppression de la taxe professionnelle une belle occasion de faire baisser les prélèvements obligatoires, proposent de vider son assiette des salaires et des équipements, ne laissant subsister qu'un mince impôt assis sur la valeur du foncier. Une solution qui ramènerait à quelques 10 milliards de francs le produit de la taxe professionnelle. Telle est, à certaines nuances près, la solution que proposent l'hôtel Matignon et le secrétariat d'Etat au budget.

cer des budgets en croissance extrêmement rapide (2) ? Comment remplacer son produit et indirectement comment amener les maires à voter des dépenses plus conformes à la dureté du temps ? Comment faire admettre aux entreprises qu'une suppression de la taxe professionnelle ne pourra pas intégralement leur revenir (le cadeau serait tout de même un peu gros), et devra être compensé en partie par des recettes nouvelles, l'autre moitié étant gagnée par des économies sur les dépenses de l'Etat ?

Des choix qui seront faits, explosifs ou le congé — dépendra le sort réservé aux allégements promis de l'impôt sur le revenu : la balance commerciale s'étant améliorée en mai, les résultats des entreprises se redressant, on peut penser que l'impôt des personnes pourra être réduit de 10 à 15 milliards de francs. Le schéma le plus vraisemblable est la suppression de la majoration exceptionnelle — dite surtaxe progressive — et une réduction de l'impôt des petits et moyens contribuables qui ne paient pas cette majoration.

Vingt-cinq à trente milliards de francs en moins sur la taxe professionnelle, 10 à 15 sur l'impôt sur le revenu : on en arrive selon le schéma de l'hôtel Matignon à 40 ou 45 milliards de francs de réduction des impôts, soit plus de la moitié de la somme correspondant à la promesse de M. Mitterrand. D'où viendrait l'autre moitié ? M. Pierret a répondu à cette question dans l'interview qu'il nous a accordée le 6 juin : « Il me paraît tout à fait exclu que l'Etat fasse tout le chemin seul. » Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale estime que les collectivités locales et la Sécurité sociale doivent faire l'autre partie du chemin sans pour autant que l'Etat impose une baisse des prélèvements. « Dans une affaire de cette importance, une décision réglementaire serait non seulement mal ressentie par l'opinion publique, mais encore contraire aux principes définis par le gouvernement. » En d'autres termes, l'Etat ne peut que souhaiter une baisse des prélèvements qui dépendent des collectivités locales et de la Sécurité sociale (3).

Telles sont pour l'essentiel les données des grands choix en question. Ceux-ci ne doivent pas faire oublier que les réductions d'impôts seront nécessairement compensées par des réductions de dépenses puisqu'il n'est pas question de laisser filer les déficits.

C'est ainsi que la Rue de Rivoli prépare un budget 1985 extrêmement restrictif : bâti sur l'hypothèse d'une croissance économique de 6,5 à 7 % (1,5 à 2 % en volume, 5 % en prix) les dépenses de fonctionnement courrant baisseraient de 2 % soit — compte tenu de l'inflation — de 7 % en valeur réelle. Les effectifs de la fonction publique ne seraient qu'à moitié remplacés au fur et à mesure des départs à la retraite : c'est-à-dire qu'ils diminueraient de quelque 20 000 personnes l'année prochaine. Le pouvoir d'achat des salaires serait assuré pour une hausse des prix ne dépassant pas 5 %. M. Mauroy a, d'autre part, donné consigne de prolonger en 1985 ce qu'il avait demandé pour 1984 : aucun avantage nouveau de carrière ou de rémunération.

Les dépenses d'investissement stagneraient en francs constants, c'est-à-dire diminueraient de quelque 5 % en volume. Les dépenses d'équipement enfin baisseraient de 10 % en autorisations de programmes (15 % en valeur réelle) mais seraient maintenues en volume pour les crédits de paiement. Enfin le financement des programmes prioritaires d'extension du IX^e Plan serait trouvé par des économies effectuées sur d'autres postes. A cela s'ajouteraient évidemment les recettes classiques habituelles, parmi lesquelles une augmentation sensible du prix de la communication téléphonique.

M. Marchais, quand il avait appris de la bouche de M. Delors que le budget 1985 serait d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984, avait vivement répliqué : des secteurs comme la santé, le logement, la recherche, l'éducation seront touchés. La réduction des dépenses dans des secteurs essentiels pour la vie des gens sera beaucoup plus lourde à supporter que les contributions fiscales ou sociales des salariés ne seront allégées.

Un vrai problème en effet que celui posé par l'effacement — relatif — du rôle de l'Etat dans l'écono-

mie. Un effacement qui aura peut-être des avantages mais qui risque — s'il est trop rapide — d'entraîner abandonnés précipités, désordres et finalement réactions.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Prix de personnel, amortissement, frais financiers, impôts et taxes, bénéfices.

(2) Pour l'ensemble régions, communes, départements, la croissance des dépenses a été de 16,7 % en 1982 et de 18 % en 1983.

(3) Les cotisations sociales devraient normalement augmenter de 15 milliards de francs en 1985 pour combler le déficit tendant de cet organisme. La contribution de M. Bérégovoy au projet de baisse des prélèvements obligatoires serait de ramener à cette hausse et de pratiquer des économies équivalentes.

AU SOMMET DE CARTHAGENE SUR L'ENDETTEMENT

Les pays latino-américains n'iront pas jusqu'à réclamer un moratoire généralisé

Carthagène. — « Il y a six mois, une telle réunion aurait été considérée comme une folie. Aujourd'hui, elle paraît tout à fait normale. » Cette affirmation de ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo, résume la véritable portée du « sommet de Carthagène », qui réunit les 21 et 22 juin, les ministres des affaires étrangères et des finances de onze pays d'Amérique latine (1).

Aux termes des deux premières journées, consacrées aux réunions d'experts, le panorama est à peu près le suivant. Deux choses paraissent eschues : un moratoire généralisé et la formation d'un « club » ou d'un « front de débiteurs » nég-

Correspondance

ciant collectivement avec leurs créanciers. Personne ne souhaite déclarer la guerre à la communauté financière internationale. « Prudence », « réalisme », « pragmatisme », tels sont les mots qui reviennent le plus souvent dans la bouche des représentants des différentes délégations. Si les attitudes extrêmes sont rejetées, il est évident, néanmoins, que tous les participants sont conscients de l'enjeu de la réunion de Carthagène : démontrer aux pays du « centre » que l'unité latino-américaine n'est pas seulement un bon thème de discours, mais qu'elle peut se traduire dans les faits. « Nous devons d'abord faire la preuve que nous sommes capables de nous mettre d'accord sur des propositions concrètes », déclare M. Dante Caputo.

Jusqu'où iront les ministres, dont les délibérations commencent ce jeudi et se termineront, en principe, vendredi soir ? L'idée, soutenue par les Argentins et appuyée, en particulier, par le Venezuela, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie et la République Dominicaine, est que la réunion de Carthagène ne doit pas se limiter à la rédaction d'un cahier de doléances et d'un catalogue de vœux pieux destinés aux nations les plus industrialisées.

Il s'agit, de mettre au point une stratégie commune pour affronter les problèmes qui affectent les pays latino-américains dans leur ensemble. Au premier rang d'entre eux, figure, évidemment, le problème des taux d'intérêts. La thèse qui semble

faire l'unanimité est que leur niveau ne doit pas dépendre de la politique économique intérieure des Etats-Unis.

Autre point possible de convergence, la nécessité d'allonger les délais de remboursement et d'accorder aux débiteurs des délais de « carence » plus généreux que les habituelles périodes de grâce puisque ces derniers se verraient exemptés, non seulement du remboursement du principal, mais aussi du paiement des intérêts. Troisième axe d'action commune : la mise en œuvre de « programmes d'ajustement » compatibles avec la croissance de la production et l'augmentation du pouvoir d'achat. Il s'agit là, à l'évidence, d'un objectif ambitieux... et qui n'est pas à la portée de tout le monde.

C'est sur cette base que l'Argentine a rédigé la « lettre d'intention » qu'elle a adressée, le 9 juin, au directeur du Fonds monétaire international, M. Jacques de la Rosière. Mais combien de pays latino-américains pourront suivre son exemple ?

Il est peu probable que la réunion de Carthagène se traduise par des décisions spectaculaires. Un grand pas serait cependant franchi si l'Amérique latine parvenait à parler un même langage.

JACQUES DESPRES

(1) Il s'agit de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'Equateur, du Mexique, du Pérou, de la République Dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	8,590 8,590	- 25 + 35	- 20 + 30	- 120 + 20
S. can.	6,574 6,570	- 14 + 32	- 10 + 43	- 92 + 31
Yen (100)	3,640 3,641	+ 161 + 283	+ 333 + 383	+ 1040 + 1115
DM	3,683 3,676	+ 146 + 163	+ 313 + 335	+ 924 + 982
Franc	2,723 2,724	+ 130 + 136	+ 244 + 285	+ 770 + 825
P. (100)	16,767 16,877	- 4 + 106	+ 18 + 139	+ 9 + 355
RS	3,643 3,644	+ 254 + 238	+ 446 + 496	+ 1433 + 1512
L. (100)	4,973 4,970	- 140 - 110	- 305 - 253	- 928 - 807
E. (100)	11,644 11,670	+ 240 + 312	+ 303 + 398	+ 1426 + 1655

TAUX DES EUROMONNAIES

	11/1/84	12/1/84	11/5/84	12/5/84	11/1/84	12/1/84	12/3/84	12/5/84
SE-U	5 1/8	5 1/2	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 15/16	6 1/16
DM	5 1/8	5 1/2	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 15/16	6 1/16
FR	11 7/8	11 5/8	11 1/2	11 3/4	11 3/8	11 1/2	11 7/8	12 1/8
RS	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4
L. (100)	14 3/4	15 3/4	14 1/2	15 1/4	14 3/4	15 1/2	15 3/4	16 1/2
E. (100)	8 1/4	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 3/4
E. (100)	11 3/8	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de notation par une grande banque de la place.

LA VITALITÉ : UN CAPITAL QUI S'ENTRETIENT

Un entretien avec le médecin-chef de la Clinique Lémana

Docteur, les agressions de la vie quotidienne provoquent des perturbations de l'organisme : comment faut-il réagir ?

Cet « antibiotique » que sont devenues les villes modernes favorise chez la femme et l'homme qui y vivent et y travaillent l'apparition de perturbations nouvelles et parfois insidieuses qui se laissent qualifier d'état intermédiaire entre la santé et la maladie.

Quels sont les effets de ce que vous appelez les « états intermédiaires » ?

La fatigue chronique, le « stress », les tensions nerveuses, les pertes de mémoire, le manque de concentration, l'absence de créativité sont autant de phénomènes provoqués par les agressions de l'environnement. Bien souvent s'y ajoutent une alimentation déséquilibrée, l'excès de tabac et d'alcool.

Sans parler à ce stade de véritable danger, mais plutôt de signal d'alarme, la prudence conseille de se faire examiner avant que le processus conduisant à des déséquilibres physiques et psychiques ne s'accroisse.

Fréquemment, ces états intermédiaires favorisent une usure générale ou spécifique de l'organisme sans que l'âge joue un rôle forcément déterminant. Les batteries — les mitochondries — qui alimentent les cellules constituant les organes se déchargent peu à peu et, si rien n'est entrepris, leur dégradation et leur vieillissement parfois précoces se poursuivront inexorablement.

Le matériel subit de nombreux contrôles avant son utilisation.

Peut-on freiner cette usure précoce ?

Aucune thérapeutique n'est en mesure d'annuler totalement cette dégradation, mais une revitalisation graduelle des organes et des glandes hormonales est possible, et de nombreuses observations cliniques l'ont montré.

La réactivation des cellules prématurément usées tend à normaliser le fonctionnement naturel de l'organe, on ne cherche pas à se substituer à lui.

En maintenant ainsi l'organisme dans un état d'équilibre dynamique, on favorise le maintien d'un bien-être ou



La clinique Lémana est entourée d'un parc comprenant piscine chauffée et tennis.

tout au moins d'un mieux physique et psychique.

En quoi consiste la thérapeutique Cellvital ?

Née en 1956 dans les laboratoires de recherche biocellulaire du Centre de Revitalisation Lémana à Clarens (près de Montreux, en Suisse), la thérapie Cellvital consiste à adjoindre aux organes vieillissants, par voie intramusculaire, des cellules homogènes et actives, d'origine fœtale. Elle repose sur une importante découverte permettant de conserver active durant plusieurs semaines les cellules à injecter, après leur prélèvement sur le fœtus de l'animal donneur. Ainsi, les contrôles, qu'il est indispensables d'effectuer sur le matériel avant de procéder aux injections des cellules, sont possibles. C'est un des éléments qui distingue la méthode Cellvital-Pfister, du nom de son inventeur, de toute autre cellulothérapie. Les examens, réalisés en collaboration avec un laboratoire universitaire, n'ont en effet de valeur scientifique que s'ils sont effectués sur le matériel cellulaire prélevé et stabilisé à l'état vivant, ce qui nous permet par ailleurs de faire de constantes recherches.

Quelles sont les caractéristiques de la cure que vous préconisez ?

Cette médecine biologique s'est affinée au point de pouvoir offrir à chaque curiste un traitement individuel et spécifique à son état de santé. Ce n'est qu'après un examen médical complet et

après avoir diagnostiqué de manière précise le degré de déficience des organes à revitaliser que le traitement à base de cellules actives sera ordonné. La cure dure six jours et se fait sous contrôle du médecin-chef.

A quoi attribuez-vous la réputation internationale du Centre de Revitalisation Lémana ?

Sont à l'origine de cette réputation la qualification de l'équipe médicale et l'expérience acquise en plus de vingt-cinq ans de pratique avec la thérapie Cellvital d'une part, le cadre et l'atmosphère exceptionnelle offerts aux curistes, de l'autre. Les curistes, en nombre limité, sont logés dans des conditions de confort de première classe et jouissent d'un climat de distraction totale.

CLINIQUE LEMANA
21, avenue Bosquets-de-Juile
CH-1815 Clarens/Montreux 487
Suiss. Tél. 021/841 641
Téléc. 453160 cxtel

Veuillez m'envoyer votre documentation :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

NP _____ Lieu _____

Ecrire lisiblement ou joindre carte de visite s.v.p.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Chez votre marchand de journaux

DECISION
L'ACTUALITÉ SUR LES ENTREPRISES PERSONNELLES

APPLE IIc : UN PORTABLE DE POIDS

TÉLÉcopieur PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 345.21.62

(Publicité)
APPEL D'OFFRES
Présélection des entreprises

Construction de l'Ecole supérieure africaine des cadres du chemin de fer — Section professionnalisation Brazzaville — Congo

Deux bâtiments dont un à 3 niveaux, surface totale des planchers 4 400 m² environ et VRD.
Financement Fonds d'aide et de coopération du gouvernement français

Un second lot sur financement Etat Congolais concerne bâtiment 17 logements, 3 et 4 niveaux, surface au sol environ 700 m²

Date limite du dépôt des candidatures : 15 août 1984 à Orléans

Renseignements : OPERMAT — 18, rue La Bruyère — 75008 Paris
Tél. : 280.68.18 — Téléc. 290.88.6 F

(Publicité)
TOGO
ALIMENTATION EN EAU DE LA VILLE DE LOMÉ
AVIS DE PRÉSELECTION
REPORT DE DÉLAI

Suite à l'avis de présélection des entreprises concernant les travaux d'alimentation en eau de Lomé paru dans le Monde des 16 mai et 29 mai 1984, il est précisé que la remise des dossiers de candidature est reportée du 25 juin 1984 au 16 juillet 1984.

Toutes autres spécifications de la présélection restent inchangées.

OCDE
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
ENQUÊTES DE CONJONCTURE
ET INDICATEURS CYCLIQUES
DISPONIBLES SUR BANDES MAGNÉTIQUES

La bande des PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES comporte environ 2 000 séries macroéconomiques qui font l'objet de prévisions dans les Perspectives, ainsi que des séries historiques, sous forme de niveau.

La bande magnétique mensuelle des ENQUÊTES DE CONJONCTURE ET INDICATEURS CYCLIQUES fournit une large gamme d'indicateurs économiques qui est un instrument inestimable pour l'appréciation des développements à court terme de l'activité industrielle de la zone de l'OCDE.

Pour de plus amples informations, contacter :
Shella Phelippeau,
Direction des services informatiques et statistiques
OCDE, 2, rue André-Pascal,
F75776 PARIS CEDEX 16 — Tél. : (1) 624-87-12

lae
aix-en-provence
PROGRAMME DOCTORAL
sciences de gestion

OBJECTIFS : Former des professeurs, chercheurs, et consultants de haut niveau.

ORGANISATION : 1^{re} année DEA 360 heures de séminaires années suivantes préparation d'une thèse en gestion.

OPTION : Finance, Marketing, Stratégie, Personnel et Modèles Mathématiques.

ADMISSION : Maîtrise ou diplôme de grande école, 3 commissions (Mai, Juillet, Septembre).

RESEIGNEMENT :
I.A.E. (programme Doctoral) Clos Guiof
Boulevard des Camus 13540 Puyricard
Téléphone : (42) 92.10.50 - (42) 92.04.97

AFFAIRES

La SNECMA prendra la majorité du capital de la Société européenne de propulsion

Le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion (SEP) a nommé président-directeur général M. Roger Lesgaras, qui succède à l'ingénieur général Pierre Soufflet. Ce changement va être accompagné d'une redistribution de l'actionnariat, la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui détenait 37 % du capital, prenant la majorité. La SNECMA devrait ap-

M. CHAVANCE SERA CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA CGE

M. Pierre Chavance a été finalement nommé conseiller du président de la Compagnie générale d'électricité, après son refus de prendre la direction générale du groupe. Il a demandé également à ne pas être reconduit dans ses fonctions de directeur général de CIT-Alcatel, filiale de la CGE. M. Chavance sera « associé au plus haut niveau aux affaires de la compagnie et disposera du concours tant de la direction générale que de l'ensemble des directions et services fonctionnels du siège ».

Par ailleurs, M. Claude Vincent, directeur général adjoint de CIT-Alcatel, va quitter l'entreprise. Il pourrait être nommé dans les prochains jours président de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT), l'ancienne filiale d'ITT nationalisée en 1982. Il remplacerait M. Pierre Lestrade, qui a demandé, il y a plusieurs mois, à rejoindre son corps d'origine, l'inspection générale des télécommunications.

Bien que les pouvoirs publics, notamment M. Fabius, n'aient pas ménagé leur peine pour que M. Chavance accepte de devenir le numéro deux de la CGE, son expérience de l'entreprise et des hommes l'a visiblement conduit à refuser des fonctions qui auraient été plus honorifiques que d'actes de pouvoirs réels.

porter à la SEP, fabricant de moteurs du lanceur Ariane et des missiles stratégiques, une expérience industrielle et des équipes qui permettront à la SEP de mieux maîtriser la production en série des moteurs à quatre-vingts moteurs d'Ariane qu'elle devra fournir chaque année.

La SEP, qui avait en charge, avec le moteur du troisième étage, la partie incontestablement la plus délicate d'Ariane, peinait pour suivre le rythme de production qu'impose le succès du lanceur européen. Depuis deux ans que celui-ci paraît assuré, les dirigeants du Centre national d'études spatiales, maître-d'œuvre du développement, puis ceux de la société Arianeespace, qui est maintenant responsable de la production et des lancements, s'efforcent de transformer ce qui était une construction artisanale en une fabrication en série. Avec un effectif de trois mille cinq cents personnes, surtout orientés vers le développement, la SEP manquait de moyens pour y parvenir. D'où le rapprochement avec la SNECMA, principal constructeur français de moteurs d'avion.

Il a aussi été jugé qu'un changement d'hommes était nécessaire. Agé de soixante-quatre ans, M. Pierre Soufflet, qui dirigeait la SEP depuis sa création en 1969, passe la main, au moment même où le gouvernement propose la construction du gros moteur HM-60 à oxygène et hydrogène liquides, décision que M. Soufflet souhaitait. Son successeur, M. Roger Lesgaras, connaît bien le dossier spatial puisque cet « énarque » de quarante-huit ans a fait l'essentiel de sa carrière au CNES, comme directeur adjoint chargé de l'administration et des personnels, puis comme secrétaire général. Il quitta ces fonctions en mai 1981, pour devenir directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, puis chargé de mission auprès de M. Laurent Fabius, actuel ministre de la recherche et de l'industrie.

ÉNERGIE

AVEC LA REPRISE DES EXPORTATIONS DU GOLFE

Les prix du pétrole sont de nouveau orientés à la baisse

La Compagnie nationale des pétroles britanniques (BNOC) vient de proposer à ses clients de maintenir le prix officiel de référence du pétrole britannique à 30 dollars le baril pour le troisième trimestre 1984. Ce « gel » des prix, pour le sixième trimestre consécutif, serait toutefois accompagné d'une légère réévaluation du « différentiel » — prime de qualité — pour les bruts des gisements Ninian et Maureen.

Cette proposition a toutes les chances d'être acceptée par les clients de la BNOC et de préfigurer ainsi la décision que prendront les treize pays de l'OPEP qui doivent se réunir à Vienne à partir du 10 juillet. Car tout laisse à penser que, devant l'incertitude et les tendances contradictoires qui caractérisent le marché pétrolier, l'OPEP sera contrainte de maintenir le statu quo tant sur les prix que sur la production.

Un retour à la discipline des quotas sera d'ailleurs indispensable pour éviter une chute des prix en l'absence de nouvelle tension dans le Golfe. Car, avec l'arrêt des dernières semaines des attaques de navires et le retour à la normale des exportations en provenance de cette zone, les prix ont tendance à baisser sur les marchés libres.

En quelque deux semaines les exportations via le détroit d'Ormuz, ont de nouveau dépassé 6 millions de barils par jour, alors qu'elles étaient tombées en dessous de 5 millions en mai. Les Français notamment ont vivement réagi et ont vu leurs ventes remonter à 1,8 million de barils par jour, au prix il est vrai de rabais importants — pour compenser le surcoût des primes d'assurance — assés par la revue Pétrole et le gaz arabe à quelques 3 dollars par baril, ce qui représente, d'ici à la fin de l'année, un manque à gagner d'environ 875 millions de dollars si ces conditions de commercialisation se maintiennent.

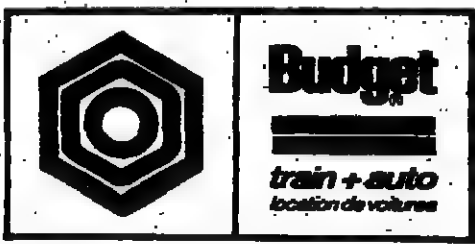
Comme les pays qui avaient forcé leur extraction pour compenser la baisse de production de certains États du Golfe ne sont pas revenus à leur niveau initial, l'OPEP produirait actuellement plus de 18 millions de barils par jour avec notamment l'Arabie Saoudite à quelque 5,8 millions de barils quotidiens.

Conséquence : les prix sur les marchés libres sont orientés à la baisse. Le Brent de mer du Nord a ainsi perdu un dollar en dix jours à 29,25 dollars le baril (pour un prix officiel de 30 dollars). L'arabe saoudien — brut pris pour référence par l'OPEP — a glissé à 28,20 dollars par baril (prix officiel : 29 dollars). Et aux États-Unis, le cours de l'Ouest-Texas est tombé, pour la première fois depuis six mois, en dessous de 30 dollars (29,89 dollars par baril). Les prix des produits connaissent une baisse plus accentuée encore du fait des stocks très importants. Voilà sans doute pour quoi M. Subroto, le ministre indonésien de l'énergie, affirmait le 17 juin que « les importantes quantités additionnelles de produits sur les marchés mondiaux, si elles ne sont pas contrôlées, peuvent mettre en danger le prix du brut ».

Les pays de l'Organisation ont donc leur espoir dans la prise de l'économie mondiale. Mais le ralentissement de celle-ci (de 4,5 % en tendance annuelle au premier trimestre 1984, la croissance dans l'OCDE ne devrait plus être que de 3 % au second) pourrait amoindrir la relance de la consommation énergétique qui, selon l'Agence internationale de l'énergie, ne progressera que de 2,25 % en 1984. L'Organisation devra donc attendre 1985 pour voir la demande de pétrole de l'OPEP dépasser le plafond actuel de 17,5 millions de barils par jour. Et encore de bien peu. Sans événement plus grave dans le Golfe.

B.D.

J'étais à Grenoble, coïncé pour le week-end : pourquoi ne pas partir à la découverte de la région, par les petits chemins ? J'ai donc revu Monsieur Boyer de Budget Location de voitures, et je lui ai changé ma berline affaires contre une voiture style Paris-Dakar : week-end aventure dans la Vanoise ! Monsieur Boyer est formidable !



Cette information vous est offerte par les concessionnaires Budget Train + Auto de la Région Parisienne.

Gare d'Austerlitz	Champs-Élysées	La Défense	Porte-Maillot	Aéroport d'Orly
307.50.43	225.79.89	778.43.44	572.11.13	884.46.88
	Gare Montparnasse	Gare St-Lazare	Bercy	
	321.56.50	293.35.67	307.50.43	
Gare de l'Est	Gare de Lyon	Marx Dormoy	Gare du Nord	Aéroport de Roissy
203.96.31	307.50.43	607.93.05	280.63.63	862.50.38 862.50.36

La négociation pour l'est

De notre co

« Communauté européenne » — La négociation d'adhésion à l'Espagne est délicate. Les Espagnols doivent accepter des conditions très strictes, mais il y a un espoir de voir que les Espagnols acceptent ces conditions. Les Espagnols ont une longue tradition de coopération avec la Communauté européenne. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la première fois en 1981. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la deuxième fois en 1982. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la troisième fois en 1983. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quatrième fois en 1984. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la cinquième fois en 1985. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la sixième fois en 1986. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la septième fois en 1987. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la huitième fois en 1988. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la neuvième fois en 1989. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la dixième fois en 1990. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la onzième fois en 1991. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la douzième fois en 1992. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la treizième fois en 1993. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quatorzième fois en 1994. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quinzième fois en 1995. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la seizième fois en 1996. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la dix-septième fois en 1997. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la dix-huitième fois en 1998. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la dix-neufième fois en 1999. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingtième fois en 2000. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-et-unième fois en 2001. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-deuxième fois en 2002. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-troisième fois en 2003. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-quatrième fois en 2004. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-cinquième fois en 2005. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-sixième fois en 2006. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-septième fois en 2007. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-huitième fois en 2008. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la vingt-neufième fois en 2009. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trentième fois en 2010. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-et-unième fois en 2011. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-deuxième fois en 2012. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-troisième fois en 2013. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-quatrième fois en 2014. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-cinquième fois en 2015. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-sixième fois en 2016. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-septième fois en 2017. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-huitième fois en 2018. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la trente-neufième fois en 2019. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarantième fois en 2020. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-et-unième fois en 2021. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-deuxième fois en 2022. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-troisième fois en 2023. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-quatrième fois en 2024. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-cinquième fois en 2025. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-sixième fois en 2026. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-septième fois en 2027. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-huitième fois en 2028. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la quarante-neufième fois en 2029. Ils ont été membres de la Communauté européenne pour la cinquantième fois en 2030.

Espagne, indique encore le ministre de l'Intérieur, « sur la base du traitement de la situation des réfugiés dans les pays tiers ». En outre, la période de transition, que la Communauté européenne a fixée à dix ans pour les pays candidats, sera prolongée de dix ans pour l'Espagne. Cette prolongation sera compensée par une réduction de la durée de la période de transition de dix ans pour les autres pays candidats. Le document ne prend acte de cette proposition.

Les crédits européens pour la France. — La France de 1984 bénéficie de 6,8 milliards de francs (10,65 milliards de francs) de la part de l'EEG (Fonds européen de développement) pour leur développement. La France a été membre de la Communauté européenne pour la première fois en 1981. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la deuxième fois en 1982. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la troisième fois en 1983. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quatrième fois en 1984. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la cinquième fois en 1985. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la sixième fois en 1986. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la septième fois en 1987. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la huitième fois en 1988. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la neuvième fois en 1989. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la dixième fois en 1990. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la onzième fois en 1991. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la douzième fois en 1992. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la treizième fois en 1993. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quatorzième fois en 1994. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quinzième fois en 1995. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la seizième fois en 1996. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la dix-septième fois en 1997. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la dix-huitième fois en 1998. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la dix-neufième fois en 1999. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingtième fois en 2000. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-et-unième fois en 2001. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-deuxième fois en 2002. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-troisième fois en 2003. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-quatrième fois en 2004. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-cinquième fois en 2005. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-sixième fois en 2006. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-septième fois en 2007. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-huitième fois en 2008. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la vingt-neufième fois en 2009. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trentième fois en 2010. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-et-unième fois en 2011. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-deuxième fois en 2012. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-troisième fois en 2013. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-quatrième fois en 2014. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-cinquième fois en 2015. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-sixième fois en 2016. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-septième fois en 2017. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-huitième fois en 2018. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la trente-neufième fois en 2019. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarantième fois en 2020. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-et-unième fois en 2021. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-deuxième fois en 2022. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-troisième fois en 2023. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-quatrième fois en 2024. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-cinquième fois en 2025. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-sixième fois en 2026. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-septième fois en 2027. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-huitième fois en 2028. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la quarante-neufième fois en 2029. Elle a été membre de la Communauté européenne pour la cinquantième fois en 2030.

LES SECRETS ECONOMIQUES
Ken Auletta
Une réussite sans frontières
Schlumberger et son
Préface de Roger P.

10/11

C.E.E.

La négociation pour l'adhésion de l'Espagne est ouverte

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La négociation d'adhésion avec l'Espagne est déboulée. Des obstacles importants devront certes encore être franchis, mais il y a tout lieu de croire qu'elle pourra bien, comme prévu, s'achever au cours de l'automne prochain, et l'Espagne ainsi que le Portugal deviendront les onzième et douzième membres de la Communauté européenne le 1^{er} janvier 1986. L'événement, qui, quelques heures plus tôt, n'avait rien d'évident, s'est fixé dans la soirée du 19 juin à Luxembourg, au cours d'une réunion tripartite qui rassemblait les Espagnols, la présidence française et la Commission.

Un texte a été approuvé qui met en perspective les concessions envisageables de part et d'autre. Les négociateurs ne sont pas entrés dans le détail, mais il ressort de ce document deux points essentiels : les Espagnols acceptent désormais le cadre de négociation voulu par la Communauté, en particulier la mise en œuvre de périodes de transition longues ; la Communauté accepte implicitement que, sur certains points agricoles et industriels, des conditions plus avantageuses que celles actuellement offertes soient proposées aux Espagnols.

Cette incontestable période politique et psychologique est très largement exploitée par M. Roland Dumas, le ministre français chargé des affaires européennes. Mercredi, le comité des représentants permanents des Dix, en dépit de quelques réserves sur la manière à la hussarde et sans grand souci de concertation dont l'affaire avait été conduite, a donné son aval au résultat ainsi obtenu par la présidence française.

Les Espagnols, lit-on dans le document approuvé, insistent « sur l'équilibre dans le traitement de la période de transition, tant entre les différents secteurs qu'au sein de chacun d'eux ». En clair, la période de transition, que la Communauté veut voir fixer à dix ans pour les fruits et légumes, avec le maintien d'une forte protection au cours des quatre premières années, sera également établie à dix ans pour certains produits qui sont sensibles pour les Espagnols, comme la viande bovine et le lait.

Les Espagnols, indique encore le document, soulignent que les cas du vin, de l'huile d'olive, doivent être traités de manière non discriminatoire. Autrement dit que, si l'on décide la mise en œuvre de strictes disciplines pour éviter la surproduction, elles devront s'appliquer à tous de la même manière. Le document approuvé prend acte de cette position.

Des crédits européens pour la pêche française. - La flotte de pêche et les cultures marines françaises vont bénéficier de 6,8 millions d'ECU (46,85 millions de francs) en 1984 au titre du FROGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) pour leur développement et leur modernisation, indique le secrétariat d'Etat à la mer. Près de soixante chalutiers bénéficieront de ces subventions, ainsi que quatre projets d'aquaculture : deux projets de récifs artificiels à Guisnes et à Saint-Cyprien, dans le Languedoc-Roussillon, et la construction de deux écloseries (crevettes en Gascogne et en Guyane).

La vraie négociation est ouverte. Encore une fois tout n'est pas réglé, tant s'en faut : ainsi le très difficile dossier de la pêche n'a pas été abordé mardi soir, mais la voie qui conduit de manière désormais irréversible à l'adhésion est nettement tracée.

Lundi, la session de négociation ministérielle avec le Portugal avait permis de progresser de façon très sensible. Les difficultés qui se posent dans le cas du Portugal sont d'une bien moindre ampleur que dans celui de l'Espagne.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

En RFA

Les conflits de la métallurgie et de l'imprimerie pourraient déboucher sur un compromis

De notre correspondant

Bonn. - Patronat et syndicat de l'imprimerie ont entamé, le 20 juin, l'examen d'une formule de compromis pour tenter de résoudre le conflit qui les oppose, à propos des trente-cinq heures, et dont la prolongation commence à inquiéter les dirigeants économiques ouest-allemands. Choisi comme médiateur il y a quelques jours, M. Kurt Biedenkopf a proposé, mercredi à Düsseldorf, lors de la reprise des discussions, une réduction annuelle du temps de travail qui laisserait inchangée la règle des quarante heures par semaine.

C'est également avec l'aide d'un médiateur que les négociations ont repris le 20 juin, à Ludwigsburg, dans la métallurgie. Après s'être séparés, il y a une semaine, sur un constat d'impasse, patronat et syndicat se sont, en effet, mis d'accord pour faire appel aux bons offices de M. Georg Leber, ancien ministre social-démocrate de la défense, mais aussi ancien président du syndicat du bâtiment.

Après plus de cinq semaines de conflit dans la métallurgie et plus de dix semaines dans l'imprimerie, une certaine lueur d'espoir est apparue. En cas d'échec des médiations en cours, on s'orienterait vers l'épreuve de force pure et simple, jusqu'à l'épuisement de l'un ou de l'autre, ce à quoi personne n'a vraiment intérêt. Pour leur part, les syndicats, s'ils peuvent compter sur la discipline de leurs troupes, ne peuvent ignorer l'avertissement donné par les électeurs dimanche dernier. Le faible score du Parti social-démocrate, notamment dans le Bade-Wurtemberg, bastion du syndicat de la métallurgie IG Metall, leur indique que'ils ne peuvent tirer trop sur la corde.

La formule proposée dans l'imprimerie par M. Biedenkopf, qui passe pour être le candidat du gouvernement à la succession de M. Gaston Thorn à la tête de la Commission européenne, est loin de répondre aux vœux des dirigeants syndicaux. Elle vise apparemment davantage à leur offrir une porte de sortie pour terminer le conflit sans perdre la face. Cette formule consisterait à attribuer sept à dix jours de congé supplémentaires par an et ce qui, reporté à la semaine de travail, équivaldrait à une semaine de trente-huit heures trente environ.

La règle de base des quarante heures, que le patronat veut maintenir, resterait ainsi en vigueur. Pour leur part les responsables de la métallurgie allemande avaient offert jusqu'ici une réduction jusqu'à trente-huit heures pour certaines catégories de salariés seulement, une augmentation de salaires de 5 %.

Accord salarial dans l'industrie chimique : 4 % environ. - Un premier accord salarial dans l'industrie chimique ouest-allemande a été obtenu, le 20 juin, pour la région tarifaire de Cologne - Aix-la-Chapelle : patronat et syndicat ont convenu une augmentation sur douze mois de 4 % à partir du 1^{er} juillet. La région concernée, la plus importante de l'industrie chimique, représente 180 000 des 650 000 salariés de la branche. Cet accord pourrait servir de modèle aux négociations dans les régions de Mayence et de Francfort, qui doivent reprendre le 27 juin et le 2 juillet respectivement. - (AFP.)

Lisez LE MONDE diplomatique

SOCIAL

STABILITÉ EN MAI DU NOMBRE DES CHOMEURS INDEMNISÉS

Le nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC était de 1 803 200 en mai contre 1 808 620 en avril, soit une baisse de 0,3 %, indiquent les statistiques provisoires publiées le 20 juin.

Cependant, l'UNEDIC prend soin de préciser que ces affectifs restent sous-estimés du fait des perturbations consécutives à la mise en place de la nouvelle réglementation - entrée en vigueur au 1^{er} avril.

De plus, et comme chaque mois, l'UNEDIC ajoute que le nombre des personnes indemnisées doit être estimé à 2 057 000 si l'on tient compte des chômeurs qui ont reçu une allocation au dernier jour de mai à titre rétroactif. En outre, il convient d'ajouter à ce chiffre les 57 000 bénéficiaires de l'aide de secours exceptionnel ou de l'allocation spécifique de solidarité. Dès lors, les statistiques sont difficilement comparables d'un mois sur l'autre, et il faudra attendre encore longtemps avant que les nouveaux régimes de chômage gérés par l'UNEDIC retrouvent leur stabilité. Tout au plus peut-on observer que les différentes catégories de préretraites restent stables.

Aux États-Unis

LA CROISSANCE A ÉTÉ DE 5,7 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Washington (AFP). - Le produit national brut américain a augmenté au deuxième trimestre de 5,7 % en rythme annuel et en termes réels (déduction faite de l'inflation), a annoncé le 20 juin le département du commerce selon ses premières estimations.

En outre, ce département a annoncé une révision en hausse de la croissance du PNB américain au premier trimestre. Selon ses derniers calculs, celle-ci est ressortie à 9,7 % en rythme annuel contre 8,8 % estimée antérieurement.

La croissance au deuxième trimestre est supérieure aux prévisions de nombreux économistes privés. Elle indique, soulignent ces derniers, que le ralentissement du taux d'expansion de l'économie américaine a été moindre que prévu et que, dans ces conditions, les tensions sur les taux d'intérêt aux États-Unis risquent de persister.

Les Pays-Bas sont le deuxième exportateur mondial de produits agricoles.

Rabobank est la première banque agricole des Pays-Bas.

Les produits agricoles constituent 25 % du volume total des exportations néerlandaises (soit environ 42 milliards de florins hollandais). Les Pays-Bas sont même l'exportateur numéro un du monde pour les produits laitiers. Et puisque les affaires agricoles revêtent une si grande importance pour le commerce extérieur néerlandais, la Rabobank jouit de vastes connaissances et dispose d'informations récentes sur tous les secteurs du financement international.

90 % de tous les prêts alloués à l'agriculture néerlandaise passent par la Rabobank qui peut ainsi prétendre être l'organisme de crédit néerlandais le plus important dans ce secteur. La Rabobank détient une position-clé dans le financement des opérations agricoles. La Rabobank se tient à la disposition de sa clientèle avec 3.000 agences réparties dans tout le pays.

Un tiers de toutes les entreprises néerlandaises confie ses opérations bancaires à la Rabobank.

bank. De plus, environ 40 % du total de l'épargne néerlandaise sont déposés auprès de la Rabobank.

Avec un actif dépassant les 115 milliards de florins hollandais (soit environ 38 milliards de dollars U.S.), la Rabobank est non seulement l'une des plus grandes banques des Pays-Bas

mais compte parmi les 50 banques les plus importantes du monde.

Si vous êtes d'avis que vos affaires ne sauraient être en de meilleures mains sinon qu'en celles de la banque du deuxième grand exportateur de produits agricoles, prenez contact avec nous.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

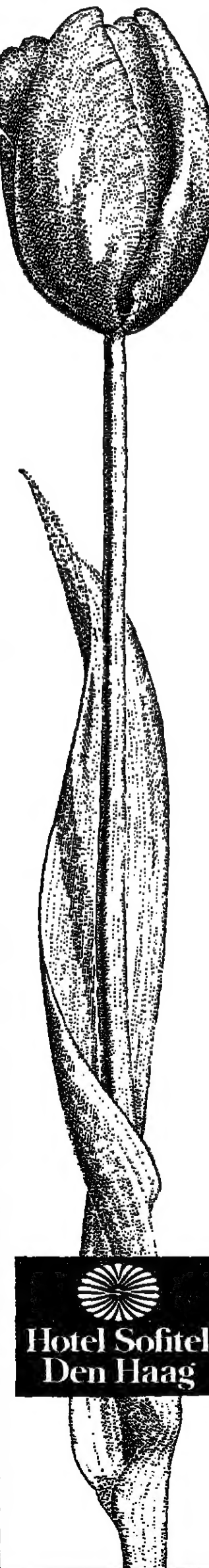
Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Croesendaal 38, 3521 CB Utrecht, Pays-Bas. Tél. 40360. Succursale New York/USA. Tél. 42437. Représentant à Francfort/Main/R.F.A. Tél. 41873. ADCA-Bank AG, Francfort/Main/R.F.A. Tél. 41284. Représentant à Londres/Grande-Bretagne. Tél. 89290. Filiales Curaçao, Curaçao/A.N. Tél. 3422.

UN NOUVEAU SOFITEL A LA HAYE: SOFITEL DEN HAAG

Votre nouvelle adresse en Hollande :
Hôtel Sofitel Den Haag
Koningin Julianaplein 35
2595 AA Den Haag Hollande
Tél. (31) (0) 70 814901
Télex 34001
Réserv. Résinter (6) 077.27.27.



Hotel Sofitel Den Haag

LES SECRETS DU POUVOIR ECONOMIQUE

Ken Auletta
Une réussite sans frontières
Schlumberger et Jean Ribot
Préface de Roger Priouret
72 F
document MAZARINE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE REDOUTE

Lettre d'information aux actionnaires (extraits)

A l'instar de bien des sociétés françaises de distribution, les résultats de l'exercice 1983-1984 se sont ressentis, dans la plupart des sociétés du groupe Redoute, de l'incidence de quatre facteurs :

- la croissance modérée de la consommation des ménages en 1983,
- la diminution du nombre des magasins en France,
- le placement de la marge brute sur ventes,
- les perturbations postales et notamment celles d'octobre et novembre.

LA REDOUTE SA en 1983/84 a enregistré F 189 millions de produits d'exploitation et un bénéfice net de F 62 millions.

Les principales filiales ont enregistré les résultats suivants :

REDOUTE CATALOGUE (VPC en France) : C.A. TTC 5 627 millions (+ 19,8 %), bénéfice net F 75 millions.

Redoute catalogue a pris une participation de 42 % dans le capital de Motiver France, société de vente par catalogue spécialisée dans les articles habillément.

SNER (16 magasins de prêt à porter) : C.A. TTC 351 millions (+ 15,7 %), bénéfice net F 9,4 millions contre 1 million.

EDITION RONVARDI (société ayant été notamment touchée par les grèves postales) : C.A. TTC global 333 millions (+ 15,5 %) dont, pour

les activités commerciales, 224 millions (- 7,6 %), résultat net moins 10,3 millions contre + 3,8 millions.

GRUPE PREMAMAN : C.A. TTC 729 millions (+ 10,9 %), bénéfice net 17,1 millions (- 33 %).

VESTRO (vente par catalogue en Italie) : C.A. TTC 131 milliards de francs (+ 20 %), bénéfice net 334 millions de francs.

FINAREP (établissement financier) : produits encaissés 268 millions (+ 29,5 %), bénéfice net 19,9 millions (+ 38,9 %).

L'augmentation des fonds propres à hauteur de 100 millions et l'émission d'un emprunt obligataire de 200 millions devraient permettre à FINAREP de se développer harmonieusement en 1984 et 1985.

GRUPE REDOUTE (en consolidé) le C.A. TTC ressort à F 7 892,3 millions en augmentation de 10,7 %. Le bénéfice d'exploitation atteint F 239 millions contre F 249 millions et le bénéfice net F 111 millions contre F 105 millions. La MRA ressort à F 191 millions (+ 4,9 %).

Le Directeur proposera à l'assemblée du 26 juillet de distribuer un dividende net de F 42 sur un capital augmenté (soit une somme globale de F 49,1 millions contre F 45,6 millions), soit un solde de F 24, compte tenu de l'acompte déjà versé.

forinter

La valeur liquidative de FORINTER se situait à 1 150,60 F le 30 mai, le cours du dollar-titre retenu pour cette évaluation étant de 9,32. Les chiffres correspondants étaient, à fin avril, respectivement de 1 208,66 F et 10,38.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue le mercredi 20 juin 1984 au siège social à Marseille sous la présidence de M. Paul Paoli, 1149 412 actions étaient représentées.

Elle a approuvé à l'unanimité les comptes clos le 31 décembre 1983 faisant ressortir un bénéfice de F 76 690 590,23 en progression de 13,17 % sur celui de l'exercice précédent et décide la distribution d'un dividende de F 30 par action correspondant à un revenu de F 45 avec l'avoir fiscal, en augmentation de 25,65 % sur celui de 1983. La date de mise en paiement a été fixée au 2 juillet 1984.

Les mandats d'administrateur de MM. Jacques Ferrand et Roger Paillet-Marmont arrivés à expiration ont été renouvelés et deux nouveaux administrateurs ont été nommés : M. Tristan Vieilleux, président de la Société navale Chargeurs Delmas Vieilleux et M. Jean-Pierre Le Cam, directeur général de la compagnie.

Dans son rapport le conseil a indiqué que le chiffre d'affaires consolidé du

groupe s'est élevé à F 11 220 millions, en progression de 10,15 %.

Le bénéfice consolidé, qui inclut désormais la part du groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence, s'élève à F 177 488 000 (F 123 816 000 hors résultats des sociétés mises en équivalence) contre F 116 015 000 en 1982.

Dans son allocation le président a indiqué que les tendances des premiers mois de 1984 ne sont pas très différentes de celles qui ont prévalu en 1983 et que, sous les réserves d'usage, l'exercice en cours devrait être, au niveau de la compagnie, à l'image du précédent.

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue à la suite de l'AGO. Elle a donné au conseil l'autorisation pour une durée de cinq ans d'élever éventuellement le capital social en une ou plusieurs fois de 100 000 000 à 200 000 000 de francs. Cette autorisation ne concerne pas l'opération d'augmentation de capital actuellement en cours.

GESTILION

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE - SICAV

L'assemblée générale ordinaire de la société, réunie le mardi 19 juin 1984, sous la présidence de M. Remait, a approuvé les comptes de l'exercice 1983-1984.

- Revenus distribuables : 359 110 515,38 F.
- Revenu global par action : 7 176,84 F, composé d'un dividende net de 6 789,15 F et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de 387,69 F.
- Mise en paiement dès le 26 juin 1984 contre remise du coupon numéro 2.

Le montant du coupon pourra être réinvesti en actions de la société, pendant une durée de trois mois, à partir de la date de mise en distribution, en franchise de droit d'entrée.



CIT-ALCATEL

L'Assemblée générale ordinaire de CIT-ALCATEL s'est réunie le 20 juin 1984 et a approuvé les comptes de l'exercice 1983-1984. A cette occasion, le président Georges Poberous a prononcé une allocution dont vous trouverez le texte intégral dans nos prochaines éditions ainsi que le communiqué financier.

GRUPE C&F

SOFREM participe à l'extension de FILTRABAT

La société Filtrabat est spécialisée dans la fabrication de membranes PVC.

Cette société est implantée à Béthune depuis 1982, où elle emploie 65 personnes environ. Elle est filiale de la société Sofrem, leader sur le marché français dans le domaine des membranes et produits de protection solaire.

Un programme d'extension vient d'être adopté permettant le doublement du chiffre d'affaires et la création de 65 emplois supplémentaires.

Sofrem (Société financière pour l'industrialisation des régions minières), actionnaire dans Filtrabat, participe au financement de ce programme par un prêt de 1,5 MF portant ainsi son intervention à 2,4 MF.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Le conseil d'administration du 19 juin 1984 a examiné les comptes consolidés du groupe Suez pour l'exercice 1983.

Le total du bilan consolidé ressort à 226 milliards de francs contre 197 milliards de francs en 1982. Les crédits à la clientèle s'élèvent à 93 milliards de francs contre 74 milliards de francs et les dépôts à 56 milliards de francs contre 46 milliards de francs. L'actif net s'élève à 10,3 milliards de francs contre 8,9 milliards de francs ; il ne tient pas compte des plus-values latentes sur les actifs immobiliers et mobiliers, ni de valeurs de fonds de commerce. Sur ce total, les actifs français représentent 54 % et les actifs étrangers 46 %.

Le produit net bancaire a progressé de 19 %, passant de 3,1 milliards de francs à 3,7 milliards de francs. Après prise en compte notamment des charges diverses et des provisions, qui totalisent 2,5 milliards de francs contre 2,2 milliards de francs, le bénéfice d'exploitation des sociétés intégrées s'élève à 718 millions de francs contre 486 millions de francs. En incorporant les résultats des sociétés mises en équivalence, le bénéfice net courant s'élève à 709 millions de francs contre 818 millions de francs, après impôts et intérêts hors groupe. Le résultat en capital ressort à 346 millions de francs.

Le résultat net total s'élève ainsi à 1 053 millions de francs contre 405 millions de francs en 1982. La part des résultats provenant de l'étranger est de 73,5 % pour les résultats courants et de 53 % pour le résultat total.

Le conseil d'administration unanime a tenu à souligner que ces résultats constituent la meilleure réponse aux attentes des actionnaires. Le groupe Suez aura été « fortement amélioré » par la nationalisation.

EURAFREP

L'assemblée générale ordinaire d'Eurafrep s'est tenue le 19 juin 1984 sous la présidence de M. André Julien. Elle a approuvé les diverses résolutions qui lui ont été proposées.

Le bilan de l'exercice 1983 s'est élevé à 31 563 837,14 F. Sur ce résultat bénéficiaire, augmenté du report à nouveau de l'année précédente, l'assemblée générale a décidé d'allouer 15 000 000 de F à la réserve facultative et 16 603 740 F à la distribution d'un dividende. Le solde de 25 025 383,91 F a été reporté à nouveau.

Le dividende s'élève à 60 F par action : compte tenu du droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 30 F le revenu global par action s'élève à 90 F. La date de mise en paiement du dividende a été fixée au 11 juillet 1984. Ce paiement aura lieu contre remise du coupon n° 10 ou estampillage des titres nominatifs aux guichets de MM. Lazard Frères et Co et de la Banque Indosuez à Paris.

SIMCO

UNION POUR L'HABITATION

Les Conseils d'administration de l'Union pour l'habitation et de Simco, réunis respectivement les 18 et 20 juin 1984, ont décidé le principe de la fusion des deux sociétés.

Compte tenu des études préliminaires et sous réserve de confirmation par les Commissaires aux Appoints, dont la nomination est demandée à Monsieur le Président du Tribunal de Commerce, la fusion serait proposée sur la base d'une action Simco, Société absorbée, pour une action Union pour l'habitation.

Les Assemblées générales extraordinaires des deux Sociétés seront convoquées avant la fin de l'exercice en cours, la fusion devant prendre effet au 1^{er} janvier 1984.

CREUSOT-LOIRE

Assemblée générale ordinaire du 20 juin 1984

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

« Mesdames, Messieurs, »

Ainsi que l'indiquait votre conseil dans son rapport, adopté antérieurement à la tenue de votre assemblée, Creusot-Loire est placé depuis le 14 mai sous le régime de la suspension provisoire de poursuites.

Je vous dois des précisions sur ce qui s'est passé depuis cette date. Je devrais presque dire : sur ce qui ne s'est pas passé.

De même, en effet, que la présentation aux pouvoirs publics, au mois de mai, d'un plan urgent de redressement, appelé « plan Shule », n'a été suivie d'aucune annonce de dialogue, en dépit de nos démarches répétées, les tentatives verbales ou écrites effectuées dans le cadre de la procédure instituée n'ont pas davantage été prises en considération.

Le 22 mai, les conseillers nommés par le tribunal de commerce de Paris communiquaient au comité interministériel de restructuration industrielle, aux curateurs et aux principales banques, des propositions portant schéma de restructuration industrielle et faisant appel aux actionnaires de Creusot-Loire, aux pouvoirs publics et aux banques.

Dès le 23 mai, Creusot-Loire a fait connaître au comité interministériel précis qu'elle était prête, pour ce qui la concernait à établir un plan de redressement sur la base des propositions formulées par les conseillers.

Le 5 juin, le comité interministériel informait Creusot-Loire que les pouvoirs publics exigent que les mandats de la société « se mobilisent pour apporter à Creusot-Loire des fonds propres d'au moins 800 millions de francs en supplément de ceux prévus en novembre 1983 ». Ce n'est que sur une telle base que des consultations avec les principaux partenaires de la société pourraient être reprises.

Le 6 juin, les conseillers ont rendu compte de leur mission au président du tribunal de commerce dans les termes suivants :

« Nous indiquons, dans notre lettre du 22 mai, que notre mission perdrait sa signification si elle n'aboutissait pas sans délai à l'ouverture d'une négociation avec les pouvoirs publics. »

Or, nous n'avons reçu aucune nouvelle du CIRI depuis le 22 mai, et, à la suite d'un entretien qu'il a eu hier au siège du CIRI, le président de Creusot-Loire reçoit aujourd'hui de son secrétaire général une lettre qui ne fait pas mention du plan que nous avions suggéré, et qui pose à toute discussion un préalable que Creusot-Loire juge irréalisable.

Au surplus, compte tenu de la détérioration rapide constatée dans le fonds de commerce de Creusot-Loire, par suite notamment de pertes de commandes et de demandes de résiliation d'ordres, il apparaît que l'estimation de cette détérioration sur laquelle étaient fondées nos suggestions du 22 mai a doré et déjà cessé d'être valable.

Dans ces conditions, tout espoir d'aboutir, quels que soient les délais, à un plan de redressement accepté par les parties devient illusoire. Nous devons donc constater que la mission dont nous sommes chargés le jugement du tribunal de commerce devient sans objet.

Votre conseil se réunissant le 12 juin, à la veille de la date limite fixée par le tribunal pour le dépôt d'un plan de redressement, le comité interministériel de restructuration industrielle a fait parvenir, le 11 juin au soir, une nouvelle lettre à Creusot-Loire : cette lettre maintenait la condition préalable d'un apport de fonds propres supplémentaires, tout en indiquant que les banques pourraient envisager sur cette somme de prêter 500 millions de francs.

Conscient que l'actionnaire n'était pas à même d'accepter de telles propositions, étant légitimement préoccupé lui-même de son propre équilibre et de son propre endettement, votre conseil, le 12 juin, a estimé que la décision la plus sage des pouvoirs publics, prise pris de trois mois après la présentation du projet de restructuration aux autorités, pris d'un mois après l'ouverture de la suspension provisoire des poursuites, et quelques heures seulement avant l'expiration du délai fixé judiciairement pour la remise d'un plan, consistait fondamentalement les termes d'une négociation concernant l'avenir de Creusot-Loire et posait un problème d'une ampleur considérable qu'il n'était pas du pouvoir du conseil de Creusot-Loire de résoudre.

Votre conseil constatait, d'autre part, une détérioration de plus en plus accélérée du fonds de commerce : de ce fait, comme devant l'impossibilité de déposer un plan, il se voyait contraint de conclure au mandatant son président afin qu'il demande au tribunal, dès le 13 juin 1984, de tirer les conséquences de cette situation par la mise en règlement judiciaire de la société. Des conclusions ont donc été déposées en ce sens auprès de l'autorité judi-

ciaire, qui, soucieuse de sauvegarder la plus petite chance d'une solution favorable pour Creusot-Loire, a réservé son jugement jusqu'au 21 juin.

Le 12 juin, le conseil de Schneider SA s'était également réuni pour être très précisément informé de la position prise par les pouvoirs publics, puisque cette position, dans toute la mesure où elle concernait l'actionnaire de Creusot-Loire, visait essentiellement bien qu'indirectement, cette société. Son conseil était donc informé des demandes en fonds propres formulées. Il était aussi informé que, parallèlement à ces demandes formelles, les pouvoirs publics avaient fait connaître de façon explicite que le sauvetage de Creusot-Loire et la mise à exécution du plan de redressement étaient conditionnés par la prise de contrôle par des sociétés nationalisées, non pas de Creusot-Loire, mais d'un holding qui donnerait aux nouveaux actionnaires majoritaires le contrôle sur l'ensemble des filiales industrielles du groupe Empain-Schneider, et notamment de SPIE-Batignolles, Merlin-Gérin et de Jeumont-Schneider.

Il a été précisé au conseil de Schneider SA que face à ces exigences des propositions avaient été transmises aux représentants des pouvoirs publics, sous l'égide, notamment, du tribunal de commerce, et que ces propositions avaient été refusées. Le conseil d'administration de Schneider SA en a pris acte ; en termes de ses délibérations, il a également constaté que Schneider SA n'avait pas les moyens de prêter sur son patrimoine les sommes des mandats, que cette société n'avait pas non plus les moyens de s'endosser selon les termes de la proposition faite, quelles que soient les conditions d'un prêt, et qu'en tout état de cause le conseil n'était pas autorisé à aller au-delà de ce qu'avait autorisé l'assemblée de janvier 1984.

A l'heure où je vous parle, aucun élément substantiellement nouveau n'est intervenu : la société et moi-même sommes restés prêts en permanence à toute négociation de dernière heure. En vain.

Je ne m'étendrai pas devant vous sur les difficultés et les périls que représente la gestion d'une société comme la vôtre dans des telles conditions.

Il appartient à votre conseil de prendre ses décisions utiles en conséquence.

Vous savez, à cet égard, j'ai subi, tout au long de ces dernières semaines, un certain nombre d'attaques. Je ne les révélerai pas ici, tant leur caractère soit contradictoire soit mensonger leur calque à mes yeux toute portée. J'en tends ici préciser seulement un point.

Les accords de novembre 1983 ont été conclus, après de longues et épuisantes négociations, sous l'égide des pouvoirs publics, afin de ne pas laisser passer une chance de résoudre le redressement de Creusot-Loire. Ceul-ci apparaissait raisonnablement possible dès lors que des événements imprévus ne viendraient pas modifier les conditions de mise en œuvre du plan alors adopté. La possibilité d'un tel redressement pouvait en effet être adaptée sous cette réserve, malgré l'insuffisance des fonds qui devaient être mis à la disposition de Creusot-Loire et compte tenu, de toute manière, de la nécessité pour votre société de recevoir en temps utile une aide supplémentaire de l'Etat pour les activités sidérurgiques que Creusot-Loire avait dû conserver.

Les chances de succès du plan de novembre 1983 se sont révélées nulles en raison d'une aggravation des comptes d'exploitation de Creusot-Loire (moins 105 millions de francs en solde), d'une augmentation du coût de la cession d'activités déficitaires, qui entraîne une aggravation des résultats sur 1983 et 1984 de 345 millions de francs (tout en rendant plus onéreuses les chances d'un redressement ultérieur), et, enfin, de l'apparition de pertes et risques supplémentaires au niveau de Carat Foucault Industrie, de Delatre-Levrière et de Phoenix-Stell.

Ce sont les faits. On ne triche pas avec de tels faits. On ne les contournait pas, on ne les dissimulait pas. Fallait-il mentir, piéger les établissements de crédit, les actionnaires, tous ceux qui nous font confiance ? Hors de question. Fallait-il désespérer aussitôt, donner de la compréhension de nos principaux partenaires de 1983, de ceux-là mêmes qui nous avaient encouragés à ne pas reculer, l'un derrière l'autre, à une perspective collective ? Fallait-il plutôt espérer qu'ils nous accompagneraient dans les heures comme dans les malheurs, que pouvait contre l'exécution du contrat alors passé ?

J'ai choisi, la société a choisi d'espérer. J'ai été alors curieusement accusé, parce que j'avais fait ce choix et que je ne me résignais pas, d'être pris en position de combat. J'ose dire alors que, si j'ai eu de l'espérance, j'ai toujours la mienne en toutes circonstances. Je veux croire que Creusot-Loire, point le bien-être d'un pays, pourra toujours continuer ce combat.

Quand nous clôturons le bilan nous ouvrons un futur.

La meilleure garantie du futur réside dans la solidité du présent. Le présent de la Banca Toscana est particulièrement positif, comme en témoigne le 79^e bilan, au 31 décembre 1983, approuvé par les actionnaires réunis en assemblée générale le 10 mai 1984.

La solidité de notre présent est exprimée par un bénéfice net qui a permis la distribution d'un dividende de 70 lire, avec une progression de 17 % par rapport à 1982, et l'augmentation du capital social de 30 à 90 milliards de lire, dont 45 garantis. Le présent de la Banca Toscana veut dire l'emploi d'un effectif de 691 personnes, qui gèrent une moyenne de 2,3 milliards de lire de dépense par employé (+ 22,50 %), et un réseau de 197 agences avec une présence significative de notre banque à Rome, Milan, La Spezia, Porto d'Ascoli et Fano. Tout cela nous permet de regarder l'avenir avec confiance. Notre avenir ainsi que le vôtre.

En effet, il est important pour vous de savoir que vous pouvez compter sur une banque dynamique, qui accroît son aire économique et territoriale pour vous offrir la garantie d'un service toujours meilleur. A partir d'aujourd'hui, ayant clôturé le 79^e bilan, nous ouvrons un nouveau chapitre stimulant : le futur.

BANCA TOSCANA

Les moyens administrés par le Gruppo Bancario Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo et Italian International Bank Ltd., au 31 décembre 1983, s'élevaient à Lit. 49.800 milliards et les ressources propres globales à Lit. 2.970 milliards.

79 ^e EXERCICE			
D'APRÈS LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1983.			
Dépense de la clientèle	Lit. 7.945 milliards	(+18,79%)	
Avances à la clientèle	Lit. 2.708 milliards	(+18,30%)	
Titres et valeurs du Trésor	Lit. 3.008 milliards	(+13,61%)	
Titres et valeurs du Trésor	Lit. 2.108 milliards	(+18,61%)	
Titres et valeurs du Trésor	Lit. 2.108 milliards	(+18,61%)	
Capital, réserves et fonds propres	Lit. 706 milliards	(+27,89%)	

MARCHÉ

PARIS
20 juin

Nouvelle amorce

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

De plus, le marché a bénéficié de la reprise de la production française.

Les cours à la hausse ont été suivis par la Bourse de Paris.

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

De plus, le marché a bénéficié de la reprise de la production française.

Les cours à la hausse ont été suivis par la Bourse de Paris.

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

De plus, le marché a bénéficié de la reprise de la production française.

Les cours à la hausse ont été suivis par la Bourse de Paris.

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

De plus, le marché a bénéficié de la reprise de la production française.

Les cours à la hausse ont été suivis par la Bourse de Paris.

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

De plus, le marché a bénéficié de la reprise de la production française.

Les cours à la hausse ont été suivis par la Bourse de Paris.

La Bourse de Paris était en hausse après la confirmation de la reprise de la production française.

Le mouvement général des valeurs a été favorisé par les perspectives de reprise de la production française.

La nouvelle hausse de Wall Street a été suivie par la Bourse de Paris.

27 Juin 1984

CIETES

LE MONDE - Vendredi 22 juin 1984

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 juin

Nouvelle amélioration

La Bourse de Paris était encore sous l'influence américaine mercredi. En effet, après la confirmation de la reprise de Wall Street, la cote des valeurs françaises a progressé de 0,5%.

Le mouvement avait été plus fort si l'on avait pris en compte les opérations techniques liées à la réponse des primes.

La nouvelle hausse de Wall Street, mardi soir, a donc été appréciée autour de la Corbeille. Les derniers chiffres de la semaine ont été également positifs. En effet, ils sont positifs pour la semaine de mai.

De plus, le marché a bénéficié de quelques achats d'investisseurs étrangers. La tendance a donc été bonne à la veille de la liquidation mensuelle de juin. Toutefois, en raison d'une baisse de 2% en moyenne des valeurs françaises durant les quatre semaines écoulées, un bon nombre de primes ont été abandonnées.

Les écarts à la hausse comme à la baisse ont été assez modestes.

Béghin-Soy a progressé de 4,7%, Roussel-Uclaf de 4,5% et Crouzet de 3,3%. Le Club Méditerranée a gagné 3%, Prêt-à-porter 2,8% et Saupiquet 2,7%.

En revanche, Primogaz a abandonné 4,3%, Berger 4% et les Comptoirs Modernes 3,5%. Fabless a également perdu 3,5%, de Générale de Fonderie et Raffinage, - 3%.

La devise-titre a été faible à 9,53-9,57 F. Les valeurs étrangères ont été « moins bonnes » qu'on pouvait l'espérer. Shell a cédé 2,6%, Royal Dutch 2,4% et Merck 2,1%. Replis de 2% de BASF, United Technology a progressé de 3% et Minnesota de 2%.

L'or s'est légèrement apprécié : le lingot a gagné 100 F à 101 450 F et le napoléon 1 F à 629 F. L'once a été traitée à 372,80 dollars contre 371,40 la veille.

NEW-YORK

Forte reprise en fin de séance

Le froid et le chand ont tenu à tour de rôle mercredi à Wall Street. D'abord un assez fort baissier, le marché a par la suite regagné tout le terrain perdu s'efforçant même le fin, à l'approche de la clôture, d'améliorer encore son avance des jours précédents. Retombé un moment à 1 097,73, l'indice Dow Jones s'est finalement établi à 1 131,63, soit à 15,79 points au-dessus de son niveau précédent. Ce sont surtout les « Blue chips » qui ont profité de ce sursaut de dernière minute, comme en témoignent le bilan assez mitigé de la journée. Sur 1943 valeurs traitées, 943 ont monté, 658 ont baissé et 440 n'ont pas varié.

C'est surtout l'annonce d'une croissance plus rapide que prévu du PNB pour le troisième trimestre (+ 5,7%) qui avait sérieusement refroidi l'atmosphère. Les investisseurs achetaient sur un taux compris entre 3,5% et 4,5%. Immédiatement, le spectre d'un surchauffe économique, accompagné des mesures propres à le combattre, a fait sa réapparition. Mais, après réflexion, cette progression du PNB est apparue beaucoup moins inquiétante : le décalage du commerce a en effet révisé en hausse le chiffre du premier trimestre (+ 9,7% au lieu de 8,8%). Beaucoup ont donc considéré qu'un important ralentissement de l'expansion était en cours et le calme est revenu autour de « Big Board ».

Autre facteur propice à la reprise : l'annonce faite par IBM de son intention de racheter ses propres actions. Une forte activité a régné et 99,09 millions de titres ont changé de mains contre 89 millions la veille.

En revanche, Primogaz a abandonné 4,3%, Berger 4% et les Comptoirs Modernes 3,5%. Fabless a également perdu 3,5%, de Générale de Fonderie et Raffinage, - 3%.

La devise-titre a été faible à 9,53-9,57 F. Les valeurs étrangères ont été « moins bonnes » qu'on pouvait l'espérer. Shell a cédé 2,6%, Royal Dutch 2,4% et Merck 2,1%. Replis de 2% de BASF, United Technology a progressé de 3% et Minnesota de 2%.

L'or s'est légèrement apprécié : le lingot a gagné 100 F à 101 450 F et le napoléon 1 F à 629 F. L'once a été traitée à 372,80 dollars contre 371,40 la veille.

BOURSE DE PARIS Comptant

20 JUIN

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
5%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
10%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
15%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75
20%	117,00	117,00	Delors S.A.	748	720	Alstom	450	432	Mineral-Industries	78	75

- 0 78	855	Swingline Co	880	690	699	+ 2 79	600	St. Mones	015	805	905	- 1 82	218	T.D.J.	197	195 50	193	- 2 03
- 0 19	911	Schneider	88 50				74	Goodville	71 80	70	70	70 10		Tooling Corp.	15 30			15 20
- 0 40	98	S.C.O.	60 50	69 50			63	Großmann	44 40	43 50	43 50	- 2 02	765	Unilever	780	752	752	- 1 05
- 0 31	158	S.F.R.E.	180	180	180	+ 1 11	200	Hannover	20 20	20 00	195	- 2 51	805	Van. Yards	586	618	616	+ 3 01
430	230	Sal	399	394	384	- 1 25	35	Hatch	34 00	34 80	34 60	- 0 85	1200	Vest House	1225	1235	1239	- 1 16
- 0 94	690	Shaw	294 50	285	285	+ 0 41	630	Heinkel Akt.	57 80	56 80	56 8	- 0 70	675	Viel Range	582	585	587	- 0 17
+ 1 01	67	S.I.E.S.A.	87	85 50	85	- 2 23	79	Ives, Chemical	79	74 30	74 30	- 0 30	270	Wells	476	462 40	462	- 0 16
- 1 26	97	St. P. S. L.	820	820	820		110	Iron, Limited	97 20	96 30	96 30	- 0 30	370	Worms Corp.	360	369 50	365	+ 1 11

